

URSS : commission d'enquête sur le pacte avec Hitler

A L'ÉTRANGER: Algérie, 4,50 DA; Maroc, 5 dh; Tunisie, 600 m; Allemagne, 2 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,95 \$; Espagne/Réunion, 7,20 F; Côte d'Ivoire, 425 F CFA; Danemark, 11 kr.; Espagne, 160 pes.; G.-B., 60 p.; Grèce, 150 dr.; Hongrie, 80 p.; Inde, 1.800 L; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 30 f.; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,25 f.; Portugal, 140 wei.; Suède, 335 F CFA; Suisse, 12,50 cs.; Soudan, 1,60 f.; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

هكذا من الأصل

Débats

L'AFFAIRE TOUVIER

Une dette immense à l'égard de l'Eglise

par SERGE KLARSFELD (*)

A l'heure où l'on s'indigne et où l'on s'interroge à juste titre sur le rôle protecteur joué par plusieurs établissements religieux en faveur de l'ancien milicien Touvier, poursuivi pour crimes contre l'humanité, il faut rappeler la dette immense, et parfois méconnue, de la communauté juive à l'égard de l'Eglise pendant la période de l'occupation et du régime de Vichy.

Pendant l'été 1942, appuyés sur l'hostilité de l'opinion publique à la cruauté des familles juives étrangères menées par les forces de police française, certains prélats résistants, tels Mgr Saliege et Mgr Théas, se sont élevés avec courage contre les persécutions. Nous devons souligner, néanmoins, que c'est au cardinal Gerlier, évêque de Vichy, que l'on doit plus qu'à tout autre le freinage brutal de la coopération policière massive accordée par Vichy à la Gestapo.

Le cardinal Gerlier avait couvert personnellement, contre l'administration préfectorale, l'opération de sauvetage de quatre-vingt-quatre enfants juifs, action de protestation qualifiée par lui d'« obligation morale impérieuse ». Le 1^{er} septembre 1942, il faisait savoir au gouvernement de Vichy que sa protestation était « de nature à renforcer le gouvernement français dans ses rapports avec les autorités occupantes, car elle montrait ainsi à l'Allemagne les difficultés intérieures que crée en France la remise des juifs ». Dans un communiqué rédigé le 30 août et diffusé le 2 septembre, le cardinal Gerlier faisait savoir publiquement que : « L'exécution des mesures de déportation qui se

poursuivent actuellement contre les juifs donne lieu sur tout le territoire à des scènes si douloureuses que nous avons l'impérieuse et pénible devoir d'élever la protestation de notre conscience. Nous assistons à une dispersion cruelle des familles où rien n'est épargné, ni l'âge, ni la faiblesse, ni la maladie. Le cœur se serre à la pensée des traitements subis par des milliers d'êtres humains et plus encore en songeant à ce que l'on peut prévoir. »

Dès 1942

Dès le 2 septembre 1942, les chefs SS en France ont noté que : « Le président Laval a expliqué que les exigences que nous lui avions formulées concernant la question juive s'étaient heurtées ces derniers temps à une résistance sans pareille de la part de l'Eglise. Le chef de cette opposition antigouvernementale étant en l'occurrence le cardinal Gerlier. (...) »

« En égard à cette opposition du clergé, le président Laval demande que, si possible, on ne lui signifie pas de nouvelles exigences sur la question juive. Il faudrait en particulier ne pas lui imposer a priori des nombres de juifs à déporter. »

Le 3 septembre 1942, les chefs SS ont noté, à l'issue de leur entretien avec le chef de la police de Vichy : « Bousquet a déclaré que, par suite de l'action anti-juive déjà exécutée, on avait capturé environ sept mille juifs de plus, de telle sorte qu'il y a douze mille juifs au total dans les

campes de concentration. Il attire l'attention sur le fait que l'action s'est heurtée à des difficultés dues aux mesures prises par l'Eglise catholique. (...) Le cardinal Gerlier en personne et les ecclésiastiques dépendant de lui ont pris un fait prendre position ouvertement contre les mesures antijuives décidées par l'Etat. L'attitude de Gerlier a entraîné le clergé à aller jusqu'à faire lire au cours des messes des exhortations de Gerlier à s'opposer contre les mesures antijuives décidées par l'Etat. »

Grâce à l'opposition de l'Eglise, fut obtenue l'annulation d'un programme de cinquante convois de déportation de mille juifs chacun que la police française devait remplir entre le 15 septembre et le 30 octobre 1942, alors que, déjà, depuis le 17 juillet 1942, trois convois partaient chaque semaine vers Auschwitz avec leurs cargaisons d'hommes, de femmes et d'enfants, rafles exclusivement par la police française.

A nouveau, à un moment décisif pour les juifs de France, en août 1943, l'Eglise est intervenue fermement par l'intermédiaire de Mgr Chappoulié, représentant les cardinaux de France, et a réussi à faire barrage à la mesure prévue par Vichy de retirer au bloc la nationalité française aux dizaines de milliers de juifs naturalisés depuis 1927. Interrogé par le maréchal Pétain, Mgr Chappoulié avait répondu : « Si les juifs qui ont reçu la nationalité française depuis 1927 n'en voient privés en vertu d'un texte signé par le chef

(*) Avoent, président de l'Association Les fils et filles des déportés juifs de France.

de l'Etat, ils deviendront, du coup, apatrides. Les autorités d'occupation procéderont alors à leur arrestation en masse. (...) Aujourd'hui, de nouvelles déportations provoqueraient parmi les catholiques une vague accrue d'émotion et de tristesse, et il est probable que les évêques se croient tenus de faire une fois encore entendre leur voix. »

Interventions décisives

Nul ne peut contester ces décisives interventions de l'Eglise de France auprès de l'Etat français et, en outre, leurs conséquences bénéfiques dans la protection accordée aux juifs par de nombreux membres du clergé ainsi que dans le comportement compatissant de la population française. Rappelons qu'à la Libération les trois quarts des juifs de France survivaient : une proportion de juifs épargnés qui n'a été atteinte qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, parmi la vingtaine d'autres pays dominés par le Reich, qu'en Italie, en Bulgarie et au Danemark.

Les juifs de France garderont toujours en mémoire que, si le régime de Vichy a abouti à une faillite morale et s'est déshonoré en contribuant efficacement à la perte d'un quart de la population juive de ce pays, les trois quarts restants doivent essentiellement leur survie à la sympathie des Français et des Eglises de France, ainsi qu'à leur solidarité agissante à partir du moment où ils comprennent que les familles juives tombées entre les mains des Allemands étaient vouées à la mort.

Ethique du pardon

par OLIVIER ABEL (*)

des coupables irrepentis et prospères. A ce compte-là d'ailleurs le crime et l'horreur n'appartiennent pas au passé, mais au présent le plus menaçant, aussi anciens soient-ils. Dans tous les cas le pardon n'est un événement, une parole qui transforme les êtres, que parce qu'il s'énonce simultanément à un aveu : ce sont l'endroit et l'envers d'un même geste, par lequel avant et après rien n'est pareil, le coupable et la victime s'étant mutuellement défaits du passé.

Ainsi le pardon comme la responsabilité ne s'énoncent pas « en gros » ; il faut aussi que notre responsabilité investisse en détail la demande de justice. Ce serait une erreur que d'opposer l'amour sans force du pardon, seul évangélique, à la force sans amour de la justice, trop mondaine ; ne serait-ce que parce que le pardon n'a pas de sens

(*) Doyen de la faculté libre de théologie protestante.

sans la confession de l'injustice. Dans l'introduction à son *Histoire de la Révolution française*, qui reste le grand livre sur la Révolution, Jules Michelet campe le combat gigantesque et confus de deux principes : la « grâce » dévotement monarchique de droit divin, et la justice ; mais la justice aussi peut se parer des couleurs usurpées d'un jugement dernier.

Si le pardon fait que tout enfin est présent, s'il est cette parole par laquelle ensemble à nouveau nous appartenons au présent, et si la justice tient compte de tout ce qui s'est passé, si elle en fait mémoire et que ce faisant elle raconte notre identité, nous avons besoin du débat infini entre les deux. Nous ne pourrions aller dans la direction de la grâce qu'aussi loin que nous irons dans celle de la justice, et inversement. Telle est la structure éthique du pardon. Je ne vois pas en quoi un prêtre pourrait se soustraire à cette exigence ; pas plus d'ailleurs que n'importe qui.

Fallait-il ?

par DOMINIQUE JAMET

A U cœur féroce et brûlant du programme d'extermination de la « race » juive, il n'a pas tenu à l'Allemagne nationale-socialiste que cet objectif ne fût pas atteint. Pourtant, paradoxe éclatant directement issu de cette tentative diabolique de rayer les juifs de la surface de la planète, c'est l'holocauste même, c'est le sacrifice sanglant de millions de victimes innocentes sur les autels de la nouvelle barbarie qui a fondé Israël, terre cent fois promise et cent fois refusée. Le ventre de la bête immonde était à son insu gros de ce miracle-là.

Rétablir ou plutôt établir le règne du droit de par le monde, tel était le but affiché, exaltant et admirable, des démocraties en guerre contre le fascisme. Cautionner, conforter, étendre l'empire d'un système oppressif qui a aliéné et asservi plus d'hommes, qui a accumulé plus de cadavres que n'eurent la possibilité de le faire les puissances de l'Axe, telle fut, parmi d'autres plus heureuses, l'une des conséquences les plus immédiates de la victoire de 1945.

« Je leur pourrais le guerre », ricaneait Goebbels en 1940, persuadé que le pouvoir de sa propagande minerait de l'intérieur le régime, le moral, la capacité de résistance de la France et de la Grande-Bretagne. Le moindre méfait du nazisme n'est pas d'avoir, par-delà sa défaite et sa décomposition, comme une charogne empoisonne une fontaine, altéré, sapé, perverti certains fondements de la civilisation qui semblaient, parmi les mieux assurés, et d'avoir induit jusque dans les Etats de droit des comportements déviants, des pratiques étranges, des lois aberrantes.

Touvier m'a toujours fait l'effet d'un rat, d'un animal louche et sournois. Tel quel, l'exécution des deux condamnations à mort prononcées contre lui en 1945 et en 1947 n'avait pas de quoi, alors, faire verser une larme. Mais fallait-il encore traquer ce rat, fallait-il l'extirper de son trou pour lui faire expier en 1989 des crimes commis en 1944 ?

Quelle que fût l'ampleur, quelle que fût l'atrocité des fautes, toutes les sociétés civilisées avaient au long des siècles élaboré, codifié et pratiqué deux principes absolus, intangibles, et qui le sont en effet restés en droit commun : la prescription des poursuites et des peines, la non-rétroactivité des lois. La prescription ne signifie naturellement ni le pardon ni l'oubli. Elle correspond

seulement à la prise en compte de la réalité du temps qui passe, à l'échelle de nos pauvres vies, de la nature et des sentiments humains. La non-rétroactivité marque toute la distance qui sépare la justice de la vengeance, l'une ayant valeur universelle, l'autre étant fonction de la tête du client, et de celle du créancier.

Ce qui valait et vaut encore pour Landru, Jack l'éventreur, Charles Manson et le vampire de Düsseldorf ne vaut donc pas pour Eichmann, Barbie, Touvier, Brünner... ou d'autres. La responsabilité nazie a enfanté une tétralogie juridique, judiciaire, politique et morale avec un système, prétendument universel, pratiquement réservé aux seuls débris de l'Internationale brune et noire vaincue il y a un demi-siècle. Des tribunaux ordinaires demandant compte à des septuagénaires ou à des octogénaires, retraités du crime depuis 1945, des forfaits qu'ils ont commis avant cette date, et les punissent en fonction de lois instituées postérieurement aux faits poursuivis. On a vu un Etat démocratique rétablir à l'occasion d'un procès la peine de mort qu'il avait abolie de son code, à l'encontre d'un criminel avéré, certes, mais kidnappé sur le sol d'un pays étranger. On en vient à constater à des religions le droit et le devoir de charité peinte qui l'objet de leur compassion est poursuivi pour crimes contre l'humanité. Coupables ou innocents, héros ou tortionnaires, résistants ou miliciens, les fugitifs ont toujours trouvé asile sinon auprès des mêmes prêtres, du moins auprès de la même Eglise, en contrevention avec les lois humaines, en accord avec la loi divine. Si les portes des couvents et des presbytères ne s'ouvraient que devant ceux qui n'ont rien à redouter de la justice des hommes, il y aurait plus de châtiments, il n'y aurait pas moins de crimes, mais seulement sur cette terre encore un peu moins de miséricorde.

Les nazis, au moment de leur bref apogée, prétendaient établir pour mille ans le règne des seigneurs sur un monde où, à l'image du légendaire Ahasvérus, aucun juif n'aurait même une maison où s'abriter, un chevet où reposer sa tête. Nous sommes en train de forger de nos propres mains, grotesques, haïssables, criminelles et pourtant pitoyables, la figure mythique du nazi éternel.

« La force des choses. St. Saint-Just, nous conduit à des résultats auxquels nous aurions pas pensé. »

Au courrier du Monde

DESSIN

Moines patriotes

Membre de l'Amicale des anciens du maquis Bernard, de Montsauche-Ouvroux (Nièvre), que j'ai rejoint début août 1944, ainsi que deux autres de mes confrères, sur la proposition même de notre Père abbé d'Alco, il me faut vous dire combien j'ai été choqué par le dessin de Plantu en page 1 de votre numéro daté 28-29 mai.

L'auteur de ce dessin semble y faire un amalgame (que l'on voudrait par inadvertance) entre les faits reprochés à l'ancien milicien et les prises de position morales de l'Eglise, étant bien entendu qu'il s'agit alors de l'Eglise catholique et romaine.

Je me dois de protester, en mon nom personnel, mais aussi, je pense, en mémoire de ce que notre monastère monacal a été en mesure d'accomplir durant la période tragique 1940-1944, et au-delà : accueil de réfractaires au STO, cache de personnes d'origine juive, d'aviateurs alliés tombés dans notre secteur et acheminés ensuite par des réseaux, aide aux maquis voisins. Il y a eu trois perquisitions par l'occupant, dont une conjointement par des francistes de Biscard (à ne pas confondre avec la Milice proprement dite). L'une de ces perquisitions s'est traduite, par la blessure mortelle de l'un de nos jeunes gens recueillis.

Nos supérieurs d'alors, patriotes convaincus, ont su assumer les plus grands risques pour eux-mêmes et leur communauté et, sans aucun doute, protesteraient avec véhémence contre les insinuations et les amalgames plus ou moins volontaires que l'on décèle à propos de l'affaire Touvier.

C'est en tant que l'un des derniers survivants actifs de cette période que je veux protester pour que l'Eglise authentique ne soit pas spécieusement confondue en ses membres et sa hiérarchie avec tel ou tel de ses membres égarés, et à des fins plus que poétiques.

FRÈRE PASCAL BREHAULT
(abbaye de la Pierre-Qu-Vivie)
sergent infirmier à la 1^{re} section compagnie André - maquis Bernard.

Demande de justice

L'une de ces conditions est que celui qui pardonne ait été l'« offensé » : à la première personne je peux (nous pouvons) pardonner ce qui nous a été fait, mais c'est parce que nous-mêmes nous serons responsables, et qu'à nous-mêmes il a été pardonné, une « autre » fois. En retour, de même que je ne peux pas pardonner à leur place. Pour les autres et jusqu'au bout je dois demander justice ; eux seuls (ou le « Jugement dernier ») peuvent me délivrer de cette responsabilité.

L'autre de ces conditions est que celui qui est pardonné reconnaisse dans le même temps sa culpabilité. Le pardon devient une farce lorsqu'on le destine à

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, La Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak. Rédacteur en chef : Daniel Verdet. Correspondant en chef : Claude Salles.

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037

Recommandations sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde TÉLÉMATIQUE Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde PUBLICITE 5, rue de Montsouley, 75007 PARIS Tél : (1) 45-55-91-83 ou 45-55-91-71 Téléc : MONDPUB 286 136 F

Tél : (1) 42-47-97-27

Téléc : MONDPAR 650672 F

Télécopieur : (1) 45-23-08-81

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-98-72

Tarif : FRANCE 365 F 399 F 594 F 700 F

3 mois 720 F 762 F 972 F 1 080 F

6 mois 1 030 F 1 069 F 1 404 F 2 040 F

1 an 1 380 F 1 380 F 1 800 F 2 600 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse détaillés en guidelines : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom : Adresse : Code postal : Localité : Pays :

Yeuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les mois propres en capital et d'imprimerie.

POLOGNE : la campagne pour le scrutin du 4 juin

La dynamique électorale a joué en faveur de Solidarité

VARSOVIE

de notre envoyée spéciale

Quels que soient les résultats du scrutin de dimanche, Solidarité a déjà gagné. Ecrasé par la force, il y a à peine de huit ans, il était à l'apogée de sa gloire, il y a encore deux mois, privé d'expérience politique depuis toujours, le mouvement de M. Lech Wałęsa aura dominé cette campagne électorale de bout en bout, lui imposant son rythme, ses thèmes, ses politesses et sa fraîcheur.

En quatre ou cinq semaines, les hommes de Solidarité se sont métamorphosés. Fin avril, au moment d'entamer la première campagne électorale de leur vie, ils étaient encore meurtris par le doute, hantés par les critiques d'un accord sans gloire, durement négocié avec des dirigeants qui les avaient si longtemps pourchassés, effrayés par l'ampleur de la tâche, le peu de moyens et la brièveté du délai, hantés par ce qu'ils considéraient comme l'ennemi numéro un : l'abstention. Le peuple polonais, pensaient-ils, ce peuple épuisé et méfiant, que les tergiversations de la table ronde avaient laissé indifférent, prendrait-il seulement la peine de se rendre aux urnes pour un scrutin « semi-démocratique » ?

Et puis la dynamique a pris. Il a fallu se jeter à l'eau, et l'énergie des premiers a contaminé les autres. Sur

le toit du 6 de la rue Fredry, à Varsovie, on a hissé des drapeaux blancs frappés du sigle rouge Solidarność et ces locaux alloués par l'Etat pour le siège national du comité civique de Solidarité sont devenus une ruche grouillante où chacun sait ce qu'il a à faire, informer, renseigner, organiser, décharger des tonnes de papier, d'affiches, de tracts.

Infatigable, courtois et chaleureux, M. Henryk Wujek, ancien député politique et lui-même candidat dans le sud du pays, dirige toute cette organisation. Une assemblée de lachy fumante devant lui, qu'une dévotion bénévole vient de déposer sur son bureau où il prend même ses repas, il explique qu'il a fallu tout faire en même temps, « créer des comités civiques locaux, sélectionner les candidats à la Diète et au Sénat, collecter les trois mille signatures requises pour accéder, donner les listes des candidats à la commission électorale, organiser des meetings, trouver des observateurs pour les deux tours de scrutin (les 4 et 18 juin), et tout ça sans moyens techniques : pas de voitures, des problèmes de téléphone, de machines à écrire ».

Le goût

du contact

Dans son étonnement d'avoir réussi à en faire autant en un mois, M. Henryk Wujek oublie de mentionner que Solidarité a aussi lancé son premier quotidien légal, *Gazeta*, le 8 mai, son premier hebdomadaire, *Tygodnik Solidarność*, le 31, et relancé des programmes électoraux télévisés dont l'antenne n'en était que plus touchant.

Et tout d'un coup, dans les rues de la capitale, ce fut comme si Solidarité n'avait jamais disparu. Bannières, affiches, badges, autocollants ont fleuri partout. Des slogans simples et pratiques : « Vote ! », « Venez avec nous ! », « Nous devons gagner ! », sous la signature de M. Lech Wałęsa qui prend de plus en plus des allures de père de la nation. Place de la Constitution, la permanence du comité civique de la ville de Varsovie, sise à la place d'un

café qui s'appelait jusqu'à la Surprise, a débordé sur le trottoir, suscitant des attroupements ininterrompus.

Les deux cent soixante-deux candidats se sont mis à y croire, même ceux qui allaient au charbon en trainant les pieds. Certains ont même pris goût au contact avec les électeurs comme le professeur Geremek, promis au rôle de chef de l'opposition à la Diète, qui faisait campagne dans le nord-est de la Pologne. Et puis surtout les gens sont venus à la rencontre des candidats, aux réunions électorales, nombreux dans les villes, moins mobilisés à la campagne mais posant des questions, comme si participer à des réunions électorales de Solidarité était la chose la plus naturelle du monde. A partir de là, les stratégies du syndicat devenu organisation électorale ont su qu'ils avaient gagné leur pari.

Bien sûr, tout n'a pas été tout rose. Des francs-tireurs ou des dissidents de l'opposition sont venus se présenter sur les mêmes mandats que des grands noms de Solidarité, provoquant des duels imprévus comme celui de M. Jacek Kuron, l'un des poids lourds de Solidarité, avec sa gouaille, sa voix rauque et son charisme légendaire, et du vieil avocat chrétien-démocrate Sławomir Nowicki, qui s'est fait représenter sur ses affiches en compagnie du vote.

L'Eglise — dont les prêtres, dans les endroits où la main-d'œuvre de Solidarité faisait défaut, n'ont pas hésité à mettre la main à la pâte pour collecter les signatures nécessaires aux candidats — a parfois eu un rôle assez trouble, soutenant localement des candidats catholiques bien pensants ou conservateurs au détriment de ceux de Solidarité. Il y a eu ça et là des poussées d'antisémitisme peu reluisantes. Il y a eu aussi quelques grands coups de gueule dans les États-majors, comme cette semaine lorsque la rédaction de *Gazeta* s'est quasiment soulevée parce que son directeur, M. Adam Michalik, lui imposait une interview du premier ministre Mieczysław Rakowski.

Un moment, on s'est demandé si Solidarité n'était pas seul à disputer les élections tant le parti était absent de la campagne. Les dirigeants du POUF ont-ils cru que la répartition des sièges à son avantage (voir encadré), le monopole de la télévision dont il a joui abondamment et son immense supériorité en matière de presse écrite le dispensaient de faire campagne, laissant les adeptes de Solidarité s'agiter tout seuls. Ce n'est pas impossible d'autant plus que les candidats du POUF avaient pris la précaution de faire oublier leur appartenance au parti, visiblement une valeur en baisse en Pologne.

Les risques

« Nous avons tout intérêt à mettre l'accent sur la personnalité des candidats plutôt que sur leur étiquette s'ils ne sont pas coup sûr », nous a expliqué non sans une certaine lucidité une personnalité de la télévision candidate au Sénat. Tout ce qui pouvait rapprocher les programmes des candidats officiels de ceux de l'opposition était en outre consciencieusement souligné, ce qui ne devait pas manquer de provoquer une grande confusion dans l'esprit des électeurs au moment du vote.

Non content de disposer d'office de 65 % des sièges à la Diète, le pouvoir a activement soutenu des candidats « indépendants » qui, non membres du parti, avaient le droit de prétendre aux mandats restants théoriquement réservés aux candidats « sans parti » parmi lesquels ceux de Solidarité. L'autre de dire qu'un candidat comme M. Jerzy Urban, ministre de l'Information, n'a d'indépendant que le nom. Ce qui lui reconnaît lui-même d'ailleurs se définissant comme « sans parti et dépendant du gouvernement ».

Cependant le déroulement de la campagne, les salles de réunion vides pour les candidats du parti, pleines pour ceux de Solidarité, les questions incroyablement anticonstitutionnelles du public, le vent d'enthousiasme qui s'est mis à souffler

sur le QG de l'équipe de M. Wałęsa, l'énergie déployée par les militants de l'opposition et les sondages du colonel Kwiakowski, le très compétent chef de l'Institut d'opinion publique, semblent avoir semé la panique au POUF à la fin de la campagne. « Ils ont peur », murmuraient-ils à Solidarité.

Le dernier sondage rendu public par le colonel Kwiakowski crédite la coalition au pouvoir de 12 % des intentions de vote, Solidarité de 31 %, les candidats indépendants de 25 % tandis que 31 % des électeurs se disent indécis. La direction de Solidarité, elle, affirme disposer d'études qui lui sont encore plus favorables. Cette prise de conscience des risques réels de l'élection a provoqué un net durcissement de la propagande des autorités, donnant en fin de parcours à la campagne un air de confrontation que les accords de la table ronde lui interdisaient théoriquement.

Une telle réaction — classique, disent les Polonais — du pouvoir communiste a sans doute contribué au sentiment d'incertitude, voire d'appréhension, que manifestent beaucoup de gens à l'égard de la période post-électorale. On en vient à souhaiter que la vague qui paraît porter Solidarité depuis trois

semaines ne soit pas trop puissante : « Dix pour cent des voix au POUF, commente un journaliste de l'opposition, ce n'est pas une transition vers la démocratie, c'est une invitation à la loi martiale. »

Tout à tour M. Rakowski, M. Urban, et même M. Lech Wałęsa, évoquent les risques immenses que ferait courir à la Pologne une nouvelle vague de grèves ou de revendications salariales, « spirale de la mort », selon M. Lech Wałęsa, « porte ouverte à la déstabilisation et aux partisans de l'ordre », selon M. Rakowski. Autant de déclarations inquiétantes, à un moment où des rumeurs persistantes promettent de nouvelles hausses de prix après les élections.

Le scrutin de dimanche comporte de multiples inconnues, comme le taux des votes nuls, qui rendent les résultats imprévisibles. La tête froide, l'un des candidats de Solidarité, M. Gabriel Janowski, s'inquiète de ces jours-ci de l'euphorie de ses amis : « Ils ne se rendent pas compte, disent-ils, que les difficultés vont commencer après. Il va y avoir des lendemains qui déchantent... » Mais, pour l'instant, le 4 juin, la Pologne a de nouveau rendez-vous avec l'histoire.

SYLVIE KAUFFMANN.

Vingt-six millions d'électeurs pour une Diète et un Sénat

En vertu des accords de la table ronde conclus, le 5 avril, par l'opposition et le pouvoir, vingt-six millions d'électeurs polonais auront, les dimanches 4 et 18 juin, la possibilité d'élire un Parlement dans lequel, pour la première fois depuis l'avènement du régime communiste, l'opposition sera représentée.

Elle le sera toutefois de manière limitée, du moins à la Chambre basse, la Diète, où 65 % des sièges sont réservés aux candidats du PC (POUF) et des partis ou mouvements satellites, et 35 % ouvertes à une libre compétition entre candidats indépendants, dont ceux de Solidarité.

Dans les 65 % des mandats que s'est réservés le pouvoir, 10 % sont constitués en « liste nationale » de 35 sièges, sur laquelle figurent les grands noms du parti (M. Rakowski, Kiszkak, Ciolek, Czerwinski...) contre lesquels personne ne se présente. Il leur suffit de réunir 50 % des voix pour être élus, cela afin de garantir « la stabilité du système ».

Au Sénat, en revanche, la compétition est totalement ouverte entre candidats du pouvoir et candidats de l'opposition. Chaque département (voïvodie) sera représenté par 2 sénateurs, sauf ceux de Varsovie et de Katowice qui, plus peuplés, en auront 3. Il y a 558 candidats pour les 100 sièges du Sénat et quelques 1 795 pour les 460 sièges de la Diète. Seront élus au premier tour tous ceux qui auront remporté au moins 50 % des voix. Dans les circonscriptions où le siège n'est pas pourvu au premier tour, les deux candidats les mieux placés se représenteront au second tour.

Le Parlement est élu pour quatre ans. Les deux Chambres devront élire pour six ans, à la majorité, un président de la République doté de larges pouvoirs. Le général Jaruzelski, qui ne se présente pas au Parlement, sera vraisemblablement le candidat unique à ce poste. M. Lech Wałęsa ne se présente pas non plus aux élections parlementaires.

ESPAGNE

Nouvelle offensive des syndicats dans le secteur public

MADRID
de notre correspondant

Les syndicats poursuivent leur offensive contre le gouvernement socialiste. Le secteur public constitue cette fois leur nouvelle cible : quelque deux cent mille travailleurs d'une vingtaine d'entreprises dépendant de l'Etat étaient appelés à débrayer le vendredi 2 juin.

Le mouvement a commencé dès jeudi par la télévision et la radio publiques, qui, en début d'après-midi, ont cessé leurs émissions pour une période de vingt-quatre heures. A l'exception des bulletins d'information et des émissions pour enfants, toute la programmation a été annulée sur les deux chaînes de télévision qui ne diffusaient que de la musique.

Dans les transports publics, les travailleurs de Renfe, la compagnie espagnole des chemins de fer, avaient annoncé qu'ils ne respecteraient pas les services minima fixés par le gouvernement. Parmi les autres secteurs touchés figurent également la Compagnie des téléphones, les grandes entreprises sidérurgiques publiques et les principaux chantiers navals, la compagnie pétrolière Campsa et les travailleurs du port de Barcelone.

Le choix du secteur public comme objectif de cette nouvelle offensive syndicale est interprété tout différemment selon les parties. Les syndicats accusent le gouvernement de s'être montré plus inflexible que le patronat, ce qui explique que la négociation collective ait été plus

fructueuse dans le secteur privé que dans le public. Selon les syndicats, le gouvernement a voulu provoquer, à un moment où la lutte contre l'inflation est à nouveau à l'ordre du jour, une épreuve de force au sein des grandes entreprises publiques, qui influent de manière décisive sur l'ensemble de la négociation collective.

Pour les responsables économiques, au contraire, le choix du secteur public démontre que c'est bien une offensive de type politique qui a été lancée contre le gouvernement, afin de le contraindre à passer sous les fourches caudines syndicales. Une offensive lancée dans l'élan de la grève générale du 14 décembre dernier, mais qui commence indéniablement à s'essouffler : malgré six mois de mobilisations répétées, les syndicats n'ont guère réussi à faire fléchir le gouvernement, et la lassitude commence à se faire sentir à la base. La manifestation, convoquée jeudi soir à Madrid par les deux grandes centrales pour appuyer les grèves du lendemain, n'a d'ailleurs réuni que quelques milliers de personnes.

Th. M.

● PORTUGAL : frontières bloquées. — Près d'un millier de camions de divers pays européens sont bloqués dans de longues files aux postes-frontières entre le Portugal et l'Espagne, à la suite d'une grève du zèle des douaniers portugais. Même problème pour le port de Lisbonne, où plusieurs dizaines de navires attendent d'être déchargés. — (AFP.)

URSS : les travaux du Congrès des députés du peuple

Commission d'enquête sur le pacte avec Hitler

(Suite de la première page.)

« Mon rêve, a enchaîné le président du Fonds de l'enfance, M. Likhanov, est que le moment viendra où seront publiés en même temps que les statistiques sur les tonnes de métaux et les mètres carrés construits, les chiffres déprimants des admissions d'enfants à l'hôpital et de ceux qui sont laissés orphelins par les divorces. » Pas besoin d'expliquer : tout le monde connaît en URSS le drame des multitudes de familles qui craquent dans des appartements de deux pièces avec grande-parents, des enfants battus pour cause d'alcoolisme de masse, de mortalité infantile record, des mères qui n'en peuvent plus de supporter à la fois le travail, les queues, le manque d'argent et les frustrations des hommes.

Libération de la femme ? Médecine gratuite ? Jolies écoles avec rubans dans les cheveux ? L'envers du décor, la réalité sous l'image de propagande se dévoile, y compris la plus durcissante. Président de l'Union des retraités et anciens combattants, M. Mazourov, par exemple, s'indigne qu'on rejette le socialisme, fasse l'éloge de l'économie de marché et du pluralisme, mais dit que 22 millions de personnes âgées vivent aujourd'hui avec moins de 60 roubles par mois. Et lorsque le président de la Société pansovietzique des aveugles prend la parole, que dit-il ?

Reconnaissance
des faits

Que plus de 7 millions de handicapés sont dépourvus de tout soutien, assistance ou régime préférentiel dans l'attribution des logements. Commentaire de la très peu sentimentale agence Tass rendant compte de cette intervention : « Un silence inhabituellement tendu est tombé sur la salle car chacun des députés a alors ressenti la culpabilité de la société et partant la sienne propre. »

C'est sur cette toile de fond que la perestroïka s'est imposée au parti et c'est sur cette même toile de fond que, cinquante ans après avoir été

pacte Molotov-Ribbentrop de 1939, les États baltes ont obtenu du Congrès la création d'une commission parlementaire chargée de faire la vérité sur cette période. De la présidence, M. Gorbatchev a poussé à la route, alors que bien des députés sont en fait scandalisés de cette décision qui, à elle seule, est une reconnaissance des faits.

Car même si le secrétaire général a pris soin de répéter que le texte original des clauses secrètes de ce pacte n'avait jamais été retrouvé ni dans les archives allemandes ni dans les archives soviétiques — que l'accord de partage de l'Europe cen-

trale entre Hitler et Staline ne peut donc pas être aujourd'hui prouvé, — il est d'ores et déjà reconnu de fait que ce ne sont pas les États baltes qui avaient demandé leur intégration à l'Union soviétique.

« Grand pas en avant », déclaraient, ravis, les députés baltes qui avaient demandé la veille qu'on leur reconnaisse leur autonomie économique, et qui sont particulièrement satisfaits de ce que M. Likhanov, leur interlocuteur préféré au Bureau politique, ait été nommé à la tête de cette commission.

La-dessus il n'y eut pas d'empêchements, mais il y eut en revanche quand il s'est agi de mettre en place

une autre commission pour enquêter sur l'affaire des députés Gdlian et Ivanov, les deux juges d'instruction spécialistes de la lutte anticorruption, qu'on accusa d'avoir sérieusement malmené le droit dans leurs enquêtes et qui retournaient que la commission est protégée jusqu'aux plus hauts niveaux de l'Etat, jusqu'à celui notamment de M. Ligatchev.

Très populaires, les deux juges ne sont pas aimés du tout, en revanche, des intellectuels libéraux. L'affaire est très explosive et quand est lue la liste des membres de la commission, M. Ivanov se jette sur le micro. On veut étouffer la vérité, crie-t-il en interrompant, interrompant directement le procureur général de l'URSS — qui a écarté solennellement quatre juges d'instruction du dossier Ouzbek ? — et en lançant : « Puisque nous avons été écartés de notre travail pour la durée de l'enquête (judiciaire ouverte contre eux), je propose que M. Ligatchev le soit aussi pour la durée du travail de la commission ! »

« Au cirque ! »

M. Ligatchev, qui s'est aussi fait attaquer sur sa gestion du secteur agricole dont il est responsable, veut fonder sur la tribune. On l'en retient à grand-peine et la liste est adoptée telle que proposée. Du cirque !, dira M. Ivanov, mais c'est d'une ardeur qu'il s'agit plutôt, dans laquelle l'affaire géorgienne a fait ses vagues quotidiennes lorsque M. Loukianov, le vice-président, a lu devant les députés les télégrammes envoyés à Moscou par M. Patischvili l'homme qui était premier secrétaire de Géorgie au moment de la répression du 9 avril.

Alarmistes, ces télégrammes indiquaient notamment que la direction géorgienne avait résolu de recourir à la force. Pour M. Loukianov, c'était là la preuve que, contrairement à ce qui se dit, les responsabilités ne sont pas à chercher à Moscou. On se repasse le bébé en public et le mot de la fin est revenu au poète Evoukchenko : « On ne peut pas se laver de son passé quand on ne trouve pas de savon dans les magasins. »

BERNARD GUETTA.

A. F.

Comment Moscou annexe les pays baltes

Termes d'affrontement permanent, depuis le troisième siècle, entre les Slaves, les Germains et les Suédois, les pays baltes passeront durablement sous le contrôle de la Russie, avec les partages de la Pologne, à la fin du dix-huitième siècle. Des mouvements séparatistes fortement soutenus par Berlin y étaient pendant la première guerre mondiale, et Moscou dut se résigner en 1920 à reconnaître l'indépendance de la Lituanie, de l'Estonie et de la Lettonie, ce qui mettait Leningrad à proximité immédiate de la frontière.

A la veille de la deuxième guerre mondiale, l'Estonie et la Lettonie, qui se méfiaient plus de l'URSS que du Reich, signèrent avec celui-ci des pactes de non-agression, tandis que la Lituanie se voyait obligée de lui céder le territoire de Klaipėda (Memel) qui faisait, avant 1918, partie de l'empire allemand. Staline, de son côté, voulait à tout prix empêcher Hitler d'utiliser les républiques baltes comme tremplin d'une invasion. Aussi le sort de ces pays a-t-il occupé une grande place dans les négociations secrètes engagées avec les nazis, au printemps et à l'été 1939, en vue d'un pacte de non-agression.

Celui-ci, qui fut signé le 23 août à Moscou par Molotov et Ribbentrop, comprenait un protocole secret aux termes duquel l'Estonie et la Lettonie étaient placées dans la zone d'influence soviétique. Un mois plus tard, le 28 septembre, après que l'intervention de l'armée rouge ait achevé de régler son compte à la Pologne, le tracé de la ligne de démarcation des intérêts des deux pays était modifié. L'URSS renonçait à la Pologne centrale et récupérait la Lituanie.

Le 11 octobre, l'armée rouge était entrée dans les trois républiques. Staline se portant garant de ne nourrir aucune visée politique ou idéologique à leur endroit. La défaite française lui permit d'oublier cette promesse : le 15 juin 1940, il envoya aux gouvernements des trois pays des ultimatum exigeant leur démission et charges des proconsuls spécialement musclés d'en organiser la réunion à l'URSS. Hitler avait autre chose à faire que de réagir. Des plébiscites confirmèrent l'annexion auxquelles le généralissime n'hésita pas à se référer pour repousser la demande de Roosevelt de parler des pays baltes à Yalta.

مجلس النواب
البرلمان

SOS RACISME PRÉSENTE

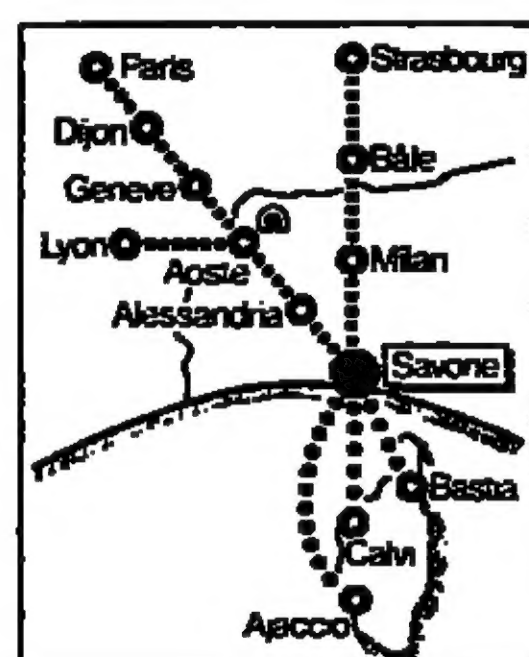
BERNARD LAVILLIERS
JACQUES HIGELIN
MORY KANTE
SUZANNE VEGA
GOLD
FELA
SUGARCUBES
CLAUDIA PHILLIPS
GAMINE
SIPHO
YVONNE CHAKA-CHAKA
HUBERT FELIX THIEFAINE
BILL PRITCHARD
CHEB KADER
ZOUK MACHINE
LITTLE STEVEN
L'ECHO RALEUR
YVES SIMON
MANU DIBANGO
DOUDOU N'DIAYE ROSE
ET LES MAÎTRES TAMBOURS
DU BURUNDI
AFRIKA BAMBAATAA
THE FIXX
AFF LUIS TRIO
NEW GENERATION MC'S
PORTE MENTAUX
JIL KAPLAN
LE PEINTRE NEW-YORKAIS:
"Futura 2000"
OPERA, BLACK de
HENRI GUEDON

PRÉSENTATION: PAR
MATHIEU
PHILIPPE DANA
NAGUI



CONCERT
GRATUIT
DE 18 H
À L'AUBE
LE CARNAVAL DES
POTES À PARTIR
DE 16 HEURES

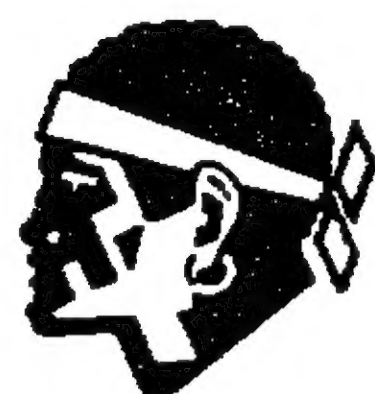
ESPLANADE DU CHATEAU DE VINCENNES
M° CHATEAU DE VINCENNES



La Corse par l'Italie:
Sans soucis, sans attente.
Avec un service inégalé
à un prix...

corsica ferries

Ajaccio, Bastia, Calvi... Découvrez l'ABC d'une liberté nouvelle. La Corse sans problèmes, c'est notre affaire: vous en avez rêvé, nous y avons travaillé...



depuis vingt ans! Qualité, service inégalé, Magasins Hors-Taxe, en Saison tous les jours au départ de Savone. Pour tous renseignements: Votre agent de voyage ou

corsica ferries

Corsica Ferries • B.P. 239 • 20294 Bastia • Tel. 95.31.18.09
Minitel 36 15 • Code CORSI

هناك منة الأصل

Europe

ITALIE : Portrait d'une ville sicilienne sous contrôle

Nuit tranquille à « Mafiaville »...

(Suite de la première page.)

Il y avait des hauts et des bas, bien sûr — telle l'arrestation, en 1986, pour association mafieuse, du chef de la police et de son adjoint. Mais, dans l'ensemble, c'est bien la pax mafiosa qui régnait à Gela, comme ailleurs en Sicile.

Peu de crimes — six ou sept à l'année, — peu de plaintes, encore moins de procès. Et puis, tout a basculé le 23 décembre 1987 exactement, avec l'exécution à la lapara — fusil maffieux à canon scoté — de deux cadfs du coin, Horacio Coccomini et Salvatore Lauretta. Funérailles tendues. Toute la ville savait que les deux maftrats refroidis appartenaient à la puissante « famille » de Salvatore Jaccolino, le « big boss » de la région depuis 1975. Plusieurs fois condamné et toujours en fuite...

Oui, un autre « parrain » aux dents longues, Giuseppe Madonia, fils d'une vieille famille mafieuse traditionnelle de Catane, attiré par l'or noir et le fabuleux contrat du barrage en construction tout près de Gela (12 millions de francs environ), avait décidé de s'implanter dans la région.

Quarante-six cadavres en seize mois

« Pour ce qu'on en sait, raconte-t-on, les shirris, ce sont les soldats de Madonia qui ont descendu les deux lieutenants de Jaccolino. » Ce dernier, après une longue période de paix, semble en perte de vitesse. Ce sont surtout ses hommes qu'on tue... Madonia, également condamné et toujours « latente », en cavale, comme le sont la plupart des parrains siciliens connus, a adopté les méthodes violentes de la célèbre famille des Corleonesi, à laquelle il est lié. Bref, la guerre est déclarée et les « moissons rouges », comme dit Dashiell Hammett, vont bientôt joncher le pavé sec de Gela.

En seize mois, les pebble pandores de la ville comptabilisent, impuissants, cent cinquante tentatives de meurtre, soixante-dix blessés par balle et quarante-six cadavres ensanglantés sur les trottoirs. Même pour la Sicile, qui en a vu d'autres (deux cent quatre-vingt-dix-huit meurtres mafieux en 1988 dans l'île tout entière), cela commence à faire beaucoup. Toutes proportions gardées, les quarante-six morts de Gela équivalent à quatre mille cinq cents crimes à Paris. Une véritable hécatombe...

Fin avril, après l'assassinat en pleine rue d'un petit entrepreneur de travaux publics lié au « monde » clan, et la mort par balle perdue d'une innocente passante, les enfants des écoles écrivent au chef de l'Etat italien. « Aidez-nous, monsieur le président. La Mafia a envahi la ville, on ne peut pas grandir dans ce climat de violence. » Message reçu et légal affluement dans le Landesneuro juridique-policier.

En quelques jours les forces de l'ordre, limitées à cent hommes, sont quadruplées. La mairie ordonne la construction d'une prison — l'existant jusqu'alors que les cellules de commissariat — et projette l'installation d'un Big Brother, un circuit vidéo avec caméras de surveillance dans tous les quartiers à risque. Proposition évidemment accueillie par un éclat de rire général.

Rien qu'autour de l'hôtel de ville (dans le quartier, incident, on a découvert à temps 16 kilos de dynamite avec détonateur en novembre dernier) il faudrait cent caméras pour surveiller les allées et venues, rigolent les pandores du cru. Plus sérieusement, à Calanissita, 40 kilomètres au nord, les juges du parquet dont dépend Gela ont fini par craquer, et ils ont signé le 5 mai dix-sept mandats d'arrêt. On va voir ce qu'on va voir...

1 h 15 du matin le samedi 6 mai. Silencieuses, trois Alfa de la meute policie ont pris position autour de l'immeuble gris béton du premier « client ». Les autres véhicules sont allés chasser leurs proies ailleurs. Ici, c'est le quartier que tout Gela appelle le « Bronx ». Terrains vagues, bâtiments baroques, genre clapier, haute densité mafieuse, petite et grande délinquance, armes diverses à tous les étages. Bon nombre de ces bâtisses décrépies sont illégales. Mais, à Gela, les lois semblent faites exclusivement pour qu'on leur marche dessus.

« Il y a 90 000 habitants en ville et 50 000 logements sont bâtis sans aucune autorisation, déclare-t-on à la préfecture du lieu. Faites le compte. Si on devait appliquer la loi, il faudrait démolir la moitié de la cité. » En 1986 l'Etat, dans sa grande sagesse, a tenté de régulariser tout cela. Amnistie générale contre paiement d'une taxe sur la valeur des édifices illégaux. « Ce fut quasiment une insurrection populaire, reprend notre interlocuteur, il y avait des barrages partout et des manifestants ont même mis le feu à la

mairie. » Bref, l'Etat italien, comme souvent, a reculé.

Dans les vapeurs d'urine du « Bronx », privé du tout-à-l'égout comme bien d'autres quartiers, un chien bâtarde sur un balcon s'est soudainement mis à hurler. Des lumières s'allument. Les hommes du commissaire Salvatore La Porta, jeune et dynamique patron de la « volante » locale, pressent le pas dans les étages, essayant d'éviter les hordes grouillantes de cafards réveillés par les torches électriques. Les mythes hollywoodiens du « padrino » ostentatoire sont bien loin. La « plevre », à Gela, a son autre dans le quart-monde.

« Pouah ! Ces mafieux sont vraiment dégoulinants », crache un flic qui lâche brusquement la rampe pour s'essuyer vigoureusement la main sur le jean. Quelqu'un ricane doucement... Troisième palier. Coups décidés sur la porte de gauche. « Ouvrez, police ! » Une énorme mama, paupières lourdes et peigne Proust, s'écroule dans le chambranle et se met à glapir. « Qu'est-ce que vous voulez encore ? » Brève explication du policier. Son mari et ses deux fils aînés, voilà ce qu'ils veulent, les shirris de Gela.

Garde du corps d'un boss du cru, Marco, le rejeton numéro un a pris tout récemment deux balles dans le corps, en plein jour et en pleine ville. Il s'en est sorti miraculeusement et puis il a disparu du circuit. « Mes deux fils sont plus là. Embarqués pour l'étranger », grommelle la Thénardier du « Bronx ». Le mari, lui, n'a pas pris le large. Il est aussi sec et nouveau qu'éclo est gras et latente. Dans la chambre proprette, papier fleuri et meubles formica, il a enfilé un tricot débardé immaculé et serre malhabilement la ceinture de son pantalon.

« Une erreur, Monsieur le juge ! »

Son bras gauche, blessé naguère par une balle de 9 mm, n'a pas encore retrouvé toute son habileté. Bien sûr, le vieux Rocco T... ne sait pas qui lui a tiré dessus. « Une erreur, Monsieur le juge ! », a-t-il juré lors de son premier procès. Nous sommes en Sicile où le silence est d'or, la délation synonyme de déshonneur et l'omertà la loi pour tous... A Palerme, quarante-huit heures plus tôt, c'est ce que M^{me} Michela Buscemi nous avait expliqué avec des sanglots dans la voix.

Elle, ce sont ses deux jeunes frères de vingt-sept et vingt-quatre ans que les soi-disant « hommes d'honneur » lui ont assassinés. Quand on a retrouvé leurs cadavres sur une plage, Michela jurant qu'ils n'étaient pas mafieux, s'est portée partie civile contre les tueurs présumés. « Toute la famille, tous les amis étaient contre moi. Le fiancé de ma fille a rompu, le bar de mon mari s'est vidé de sa clientèle, plus personne ne nous parlait. Et puis, il y a eu les menaces directes. J'ai encore deux enfants en bas âge, j'ai cru... » Michela a retiré sa plainte en décembre dernier.

Mais personne ne songe à l'en blâmer. « Quand les magistrats

eux-mêmes reculent sous la menace, dit-on à Palerme dans les locaux blindés du fameux pool anti-Mafia, comment voulez-vous que les gens aient confiance en la protection de l'Etat ? » Toute l'Italie, depuis un mois, ne parle plus que de cette lamentable affaire où l'on a vu un juge de quarante-neuf ans, Gianfranco Riggio, président de la cour d'appel d'Agropoli, refuser de prendre un poste au haut commissariat de la lutte anti-Mafia.

« J'ai reçu des menaces, s'est plaint le magistrat. Contre ma femme et mes enfants. Je ne veux pas risquer leurs vies. » Exit Riggio. Un point pour « la plevre », qui a de longues tentacules et de puissantes capacités de persuasion...

Enfants-tueurs

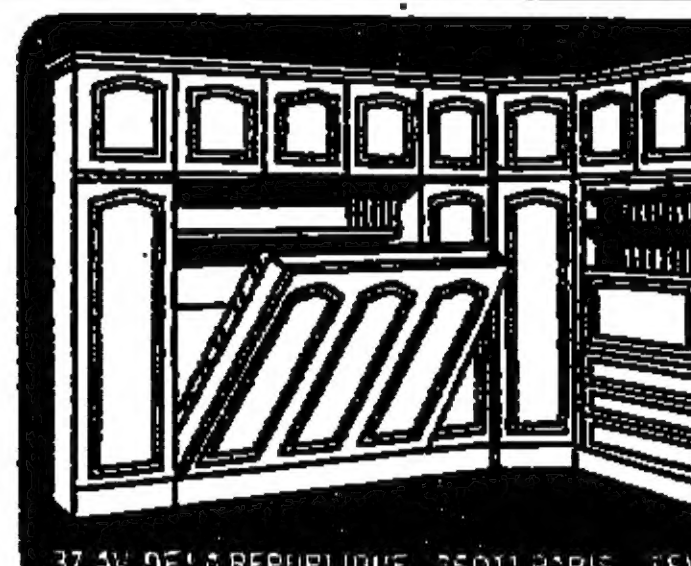
A Gela, le commissaire La Porta confirme. « Jamais un témoin, jamais une plainte. L'omertà sociale est à la fois partout et nulle part. Mais si vous acculez les gens, ils choisissent plutôt la seconde option... » Et il ne faut pas compter sur Rocco T... pour se mettre à table. Pour l'instant, un sourire bête et crispé tente vainement d'illuminer sa bonne bouille brune, taillée à coups de serpe et ruisselante de sueur. Mais la chaleur d'Afrique qui vient du large n'y est pour rien. Les « con-boys » vident les tiroirs, ouvrent les armoires, lèvent les rideaux. Débonnaires mais fermes. Ils cherchent la drogue, un flingue, un papier compromettant.

Au-dessus du gros lit conjugal un Christ en stuc observe la scène d'un oeil désabusé. On passe dans la chambre voisine où dorment trois autres fils, plus jeunes. La marmaille est tellement habituée aux événements étranges qu'elle ne se réveille même pas. Au mur un grand poster, genre sépia, reproduit le visage mou et bougonneur du plus âgé des oncleux. « Wanted. 1 000 dollars », proclame la légende de l'affiche. En Sicile, les vocations mafieuses naissent parfois très tôt.

« Pour 1 500 F. disant au début de l'année un rapport officiel du Sénat, on peut trouver en Sicile des enfants-tueurs de quatorze ans et même moins. » Ce qui en dit long sur le degré de pauvreté, de corruption, de châtiment, de violence et d'émigration qui étouffe toujours la vieille « terre aux trois potes ».

3 h 30 du matin. Les hommes de Salvatore La Porta sont réunis dans son bureau. Un thermo d'expresso bien fort passe de main en main. Quelqu'un plaisante à propos des sautings « style Bronx » d'un jeune fils surnommé Rambo. Carmelo Casabona venu tout exprès de Calanissita réclame le silence. L'heure du bûle a sonné et il n'est pas très brillant. Quatorze maftrats de petit calibre ont été emballés pendant la nuit. On n'a saisi ni arme ni poudre. Dans quelques heures, une aube nouvelle va se lever et Mafiaville s'éveillera comme à l'ordinaire. Réagibée et à jamais scotchée sur la capacité de Rome à contrôler la balle et tragique Sicile.

PATRICE CLAUDE.



LES ÉLÉMENTS
DE RANGEMENT
EN VRAI BOIS
Nombreuses combinaisons
possibles, avec ou sans lit
réglable, tous styles:
chêne, noyer, merisier
ou laqué.

CAPÉLOU

37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE 75011 PARIS TEL. 4357 16 35 • MÉTRO PASTILLERIE

Le Monde

LUNDI 5 JUIN 1989 (DATÉ MARDI 6)

SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

24 pages d'annonces
des centaines d'offres d'emploi
pour les cadres

PILE
SEPARÉE

ATTENTION : ce numéro gratuit est
publié avec le Monde Économique en cahier séparé.
N'oubliez pas de le demander à votre marchand
de journaux.

Asie

JAPON : nommé président du Parti libéral démocrate

M. Uno a été élu premier ministre par le Parlement

La majorité libérale démocrate dans les deux chambres a élu, vendredi 2 juin, M. Sosuke Uno au poste de premier ministre. Il succède à M. Takeshita, impliqué dans le scandale Recruit. Dans la matinée, M. Uno, ministre des affaires étrangères dans le cabinet démocrate, avait été désigné président du Parti libéral démocrate (PLD). En signe de désaccord, les ex-premiers ministres Fukuda et Suzuki étaient absents. Peu après sa nomination, M. Uno a annoncé le nom du nouveau chef de la diplomatie nipponne : il s'agit de M. Hiroshi Miura, qui était ministre de l'Industrie et du Commerce international de M. Takeshita.

TOKYO
de notre correspondant

Diagoré de M. Nakasone, l'un des rares hommes politiques japonais ayant bénéficié d'un certain prestige international, désignation d'un nouveau premier ministre, M. Uno, s'imposait politiquement par sa faiblesse au sein du parti gouvernemental, réformes superficielles destinées à une opinion publique indifférente : la crise politique que traverse le Japon est la plus grave depuis la création du PLD en 1955. Pendant plus d'un mois, à la suite de l'annonce le 25 avril par M. Takeshita de son intention de démissionner, le Japon a fait l'expérience de la vacance du pouvoir.

Dans un pays qui ignore pratiquement l'alternance, la crise ne pouvait venir que du parti dominant. C'est ce qui s'est produit avec le scandale Recruit. Mais en l'absence d'une opposition crédible, qui a démonté, s'il en était besoin, au cours de ces derniers mois qu'elle n'était ni prête ni surtout disposée à prendre le pouvoir, c'est au camp conservateur qu'il est revenu de dénouer une crise qui était moins le résultat d'une absence de leadership que d'un excès de pouvoir.

Appuyé par une solide majorité qui, même lorsqu'elle fut plus étroite (en moyenne 55 % des sièges

au Parlement), lui a toujours permis de gouverner sans réellement craindre une censure des opposants ou une sanction de l'électorat, le PLD a imposé ses règles et ses mœurs à la vie politique. Le système des clans, regroupés autour de quatre ou cinq caciques du parti, a permis à la fois de circonscrire la lutte pour le pouvoir à l'arène du camp conservateur mais aussi de garantir l'existence en son sein d'une diversité d'opinions.

L'affaire Recruit a grippé le système. Ce n'était certes pas le premier scandale mettant en lumière les pratiques financières de la classe politique. Cette fois, cependant, non seulement un seul de tolérance était franchi mais encore, par son extension même, le scandale avait « déshabillé » toute une génération de politiciens conservateurs, en particulier ceux qui passaient pour les « nouveaux leaders » des années 90 (M. Takeshita, Abe, Miyazawa). Cela bloquait les possibilités d'« alternance » interne. Le problème fut rendu encore plus délicat par l'évolution des rapports de forces au sein du PLD au cours des quinze dernières années.

Contrairement à ce qui se passa lors du scandale Tanaka — déjà dû à des malversations financières, — qui entraîna alors la démission du premier ministre en novembre 1974 (il fut, par la suite inculpé, dans l'affaire Lockheed), il n'existait plus au sein du PLD de courant minoritaire qui puisse prendre la relève lorsque les clans qui détiennent le pouvoir sont en difficulté. Dans le cas de M. Tanaka, la solution de rechange fut le clan Miki, qui reprit le flambeau, promettant de purifier le parti. Cette fois, un tel répit n'était plus possible.

Dans le passé, à la faveur de la désignation d'un premier ministre, se constituaient des coalitions de clans : l'une, soutenant le nouveau chef du gouvernement, formait le courant majoritaire et l'autre, le courant minoritaire, se constituait en « opposition » (étant entendu qu'elle ne chercherait jamais à rompre le « front conservateur » en alliance avec un autre parti).

Depuis l'arrivée au pouvoir de M. Tanaka en 1972, le PLD a été dominé par un clan qui s'est telle-

ment renforcé aux dépens des autres que le jeu de « contre-pouvoir » du courant minoritaire a progressivement disparu.

Depuis le milieu des années 70, la désignation du premier ministre n'est plus fonction des arbitrages entre clans. Elle est pratiquement décidée par le clan dominant. Une telle évolution a eu deux conséquences : tout d'abord, elle a facilité les « abus de pouvoir », aggravant notamment la complicité des libéraux-démocrates en matière de fonds politiques; ensuite, elle a privé le PLD de sa capacité d'offrir des solutions de remplacement.

Dans la crise présente, les caciques du PLD étaient paralysés par leurs « casseroles » : seuls les jeunes, trop faibles pour avoir intéressé le groupe Recruit, n'étaient pas touchés. Le clan dominant, celui de M. Takeshita, lui-même impliqué dans l'affaire, était sérieusement affaibli. D'où la paralysie du système : personne n'était en mesure de prendre l'initiative et chaque chef de clan s'employait, en revanche, à neutraliser ses rivaux. Ainsi, pendant des mois, M. Takeshita n'a-t-il même pas réussi à obliger son prédécesseur à venir s'expliquer devant la Diète. Moins par des raisons de « dette » que parce que M. Nakasone avait de sérieux moyens de pression (l'implication de M. Takeshita dans un autre scandale, celui de la banque Heiwa Sogo).

Un successeur pressenti, M. Masayoshi Ito, avait placé la barre des réformes trop haut, et les « barons » du PLD n'ont pas accepté ses conditions. Neutralisé par son implication dans le scandale, M. Takeshita ne pouvait faire déguerpir quelqu'un de son camp. Il n'en restait pas moins le plus fort au sein du parti (son clan rassemble 30 % des parlementaires conservateurs). Avec l'appui du deuxième homme fort du PLD, M. Abe, il a imposé son candidat. M. Uno fut élu par un homme idéal : sans base dans le parti, et donc manipulable, mais ayant une expérience diplomatique qui « légitime » son choix. Membre du clan Nakasone, M. Uno est, en fait, plus proche de M. Takeshita que de son chef.

PHILIPPE PONS.

CHINE : les manifestations de soutien à M. Li Peng

Têtes nues et chapeaux de paille

CHANGPING
(banlieue de Pékin)
de notre correspondant

Il y avait ceux qui portaient des chapeaux et ceux qui n'en portaient pas. Les premiers, quatre à cinq mille personnes aux couvre-chefs de paille généralement fournis par leur employeur, étaient censés être tous à l'intérieur du vélodrome où les autorités locales avaient décidé de tenir un rassemblement de soutien à M. Deng Xiaoping et au premier ministre, M. Li Peng. Mais les seconds, tête nue, parvinrent à empêcher les deux tiers des porteurs de chapeau de pénétrer dans l'enceinte. Quelques porteurs de casquette — policiers en vert et porteurs d'impôts, en uniforme gris, pas très rassurés de se trouver au milieu — s'interposèrent pour éviter la mêlée.

Le face-à-face dura environ deux heures, puis tout le monde se sépara sans incident. Les têtes nues, environ cinq cents étudiants venus de Pékin, auxquels s'étaient joints deux cents ou trois cents ouvriers et paysans des environs, venaient de remporter une nouvelle victoire sur les autorités en dérangeant la belle ordonnance d'un des meetings que les partisans de M. Li Peng tiennent depuis deux jours dans les districts ruraux entourant la capitale chinoise.

A l'intérieur du stade, on entendait des orateurs s'agiter dans un haut-parleur pour appeler une foule maigrichonne à « protéger le camarade Xiaoping », « protéger le parti communiste », « soutenir résolument Li Peng » et « combattre la droite ». A l'extérieur, les étudiants n'eurent pas besoin de déployer beaucoup d'efforts pour convaincre les autres manifestants, payés 5 yuans (9 F) en heures supplémentaires, que l'affaire ne valait pas la peine de s'engager personnellement trop avant.

« Empêchez Li Peng de créer davantage de troubles », disait une

de leurs pancartes. « Membres du parti communiste, n'ayez pas peur, la vérité est avec nous », scandait un groupe d'activistes. « On vous ment, le mouvement étudiant n'est pas fauteur de troubles ! », disaient les caciques de la révolte universitaire en parcourant les rangs hésitants de braves gens sidérés de la tournure des événements.

Deux
légitimités

Bien sûr, on vit, à l'extérieur, des milliers de ce bourg situé à une trentaine de kilomètres du centre ville, et d'autres employés des fermes et petites industries du quartier, rouler leurs banderoles, laisser tomber leurs fanions, s'asseoir au bord du trottoir et attendre tranquillement — en gardant quand même le chapeau — que l'heure du dîner arrive.

La manifestation de Changping avait été chaudement recommandée par les autorités chargées de faire appliquer la loi martiale de se faire une idée de la situation plus conforme à la vérité officielle que ce que peuvent en dire les étudiants « insurgés » de la place Tiananmen. Le bilan n'est pas brillant. « C'est le gouvernement qui a causé la révolte étudiante par ses maladroites », jugeait cette dame d'âge moyen, ravie de rencontrer des journalistes occidentaux et qui avait fait venir sa meilleure amie pour qu'elle ne rate pas cette occasion.

« On m'a dit de venir ici pour manifester pour Li Peng, mais j'ai répondu au chef que j'avais autre chose à faire », disait ce jeune ouvrier qui n'a pas manqué une minute de la contre-manifestation étudiante. Et que pensent-ils, ces gens simples, de M. Li Peng ? « Le mieux serait qu'il s'en aille pour que le calme revienne », jugeait un quadragénaire bedonnant, vu d'abord dans la manifestation officielle, puis, sans chapeau, du côté des étudiants.

FRANCIS DERON.

Les
instants
les
plus
mythiques
ne
sont
pas
les
plus
chers

ATHENES

VOL ALLER RETOUR
DEPART DE PARIS
A PARTIR DE

990 F

50, RUE RAMBUTEAU
42 73 10 64 - 36 15 MF

NOUVELLES
FRONTIERES

AFGHANISTAN

Stylos et boîtes
à tabac piégés...

Les cinq sous-officiers français du 1^{er} régiment de génie de Strasbourg qui avaient été envoyés pendant quatre mois au Pakistan, dans le cadre de l'opération Salam organisée par les Nations unies, pour apprendre aux réfugiés afghans les techniques de déminage sont rentrés en France. A leur retour, ils ont déclaré que les Soviétiques avaient laissé derrière eux avant leur départ d'Afghanistan plus d'une dizaine de millions de mines piégées, souvent impossibles à déceler.

Ainsi ont-ils trouvé des stylos qui explosent quand on leur enlève leur capuchon, des pous-pous et des boîtes de cigarettes et même « des boîtes de nachos », un tabac vert dont les Afghans raffolent. Ces mines risquent de faire des dizaines de milliers de victimes, dans les anciennes zones de combat, parmi les réfugiés qui rentreront chez eux.

Selon le Quai d'Orsay

La conférence internationale sur le Cambodge
aura lieu à Paris au début d'août

La conférence internationale sur le Cambodge, destinée à mettre fin à un conflit né il y a dix ans de l'intervention militaire vietnamienne contre les Khmers rouges, aura lieu à Paris au début d'août, a annoncé, le jeudi 1^{er} juin, le porte-parole du Quai d'Orsay. Peu auparavant, le ministre français des affaires étrangères avait rencontré son homologue indonésien, M. Ali Alatas ; M. Dumas lui a dit que l'Indonésie serait étroitement associée à l'organisation de cette conférence qui regroupera les principaux protagonistes au conflit — le Vietnam et les quatre factions cambodgiennes, — les six pays de l'ASEAN (association des nations d'Asie du Sud-Est, Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies.

Cette réunion, que M. Dumas prépare par une série d'entretiens — il a déjà rencontré le secrétaire d'Etat indien des affaires étrangères et va s'entretenir prochainement

avec ses homologues thaïlandais et vietnamiens, — sera précédée d'une rencontre, le 24 juillet, entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen, et d'une table ronde entre les quatre factions khmères.

D'autre part, le Vietnam a dénoncé, jeudi, le projet américain de fourniture d'armes à la résistance khmère non communiste, selon Hanoi, ne ferait qu'aggraver la guerre civile dans le pays.

● BRUMAINE : un journaliste tué. — Un journaliste américain a été tué par une explosion survenue dans une zone de combats entre troupes birmanes et guérillas karen, sur la frontière birmano-thaïlandaise, a annoncé, mercredi 31 mai, la police thaïlandaise. Lance Eugene Motley, trente et un ans, originaire de Massachusetts, travaillait pour le magazine Soldier of Fortune, spécialisé notamment dans la couverture de luttes de guérilla, à proximité de la ville frontalière thaïlandaise de Mae Sot (500 kilomètres au nord-ouest de Bangkok). — (AFP.)

Les journalistes étrangers
sous haute surveillance

Inquiètes et mécontentes de la couverture des manifestations qui se poursuivent sur la place Tiananmen et de la crise politique qui s'est développée à Pékin, les autorités de la capitale chinoise — chargées de faire appliquer la loi martiale — ont annoncé, jeudi 1^{er} juin, de nouvelles mesures contre les journalistes étrangers. Les restrictions à l'activité des correspondants en poste à Pékin sont les plus sévères imposées depuis la révolution culturelle.

Elles contredisent, s'il en était besoin, les affirmations officielles, encore répétées, jeudi, par le porte-parole du ministère des affaires étrangères. Selon ce dernier, la Chine et son gouvernement sont « stables » et « il n'y a pas de changement » à la direction du PCC, du gouvernement, de l'armée et du Parlement chinois.

Dans ce cas, pourquoi juger nécessaire d'imposer une demande et une autorisation préalables pour effectuer n'importe quel reportage, interdiction de couvrir ce qui se passe à

Tiananmen et dans d'autres lieux publics — donc pratiquement dans tout Pékin, — de prohiber les interviews et les rendez-vous avec les citoyens chinois, d'interdire de fixer les soldes et d'acquiescer par des moyens officieux des renseignements ou des déclarations de nature à encourager des activités strictement prohibées en vertu de la loi martiale ? Incapables de faire respecter par les Pékinois cette même loi martiale en vigueur depuis bientôt deux semaines, les autorités pensent-elles qu'elles y parviendront mieux avec les journalistes ?

Toujours est-il que ce changement d'attitude à l'égard de la presse étrangère laisse craindre que l'équipe actuellement au pouvoir ne retourne aux vieux démons de la xénophobie et du repli frénétique. Le correspondant de la BBC en a été la première victime, convoqué par la police, qui lui a infligé un « avertissement » et lui a demandé de « corriger ses erreurs à l'avenir ».



- Air Inter fait Paris-Ibiza sans escale.
N'insistez pas,
je ne relèverai pas le défi.

"Ces oiseaux modernes ont vraiment une condition physique incroyable. Du 3 juin au 17 septembre, Air Inter dessert à nouveau Paris-Ibiza sans escale en 1 h 50 : départs d'Orly sud le samedi à 13 h 30 et le dimanche à 10 h 30, départs d'Ibiza le samedi à 16 h et le dimanche à 13 h 30 (sous numéros de vols Air France). Et cet été, la gamme déjà très large des tarifs réduits s'étend avec le

tarif "3^e âge", à partir de 1390 F A/R. A quand un tarif pour les petits oiseaux comme moi qui aimerais bien prendre aussi des vacances ? Renseignements, réservations : Air Inter Paris, 45.39.25.25 ou votre agent de voyages. Et si vous voulez passer quelques jours dans un nid douillet à Ibiza, Visi Europe par Air Inter vous propose de nombreuses formules de séjours. Renseignements, réservations : agences de voyages du

points de vente Air Inter et au Terminal Elysées/Visi Europe, 49, Champs-Élysées 75008 Paris, tél. : 42.89.39.40.

AIR INTER
JAMAIS L'AVION N'A EU UN TEL SUCCES

هكذا من الأصل

Diplomatie

La visite de M. George Bush
en Grande-Bretagne

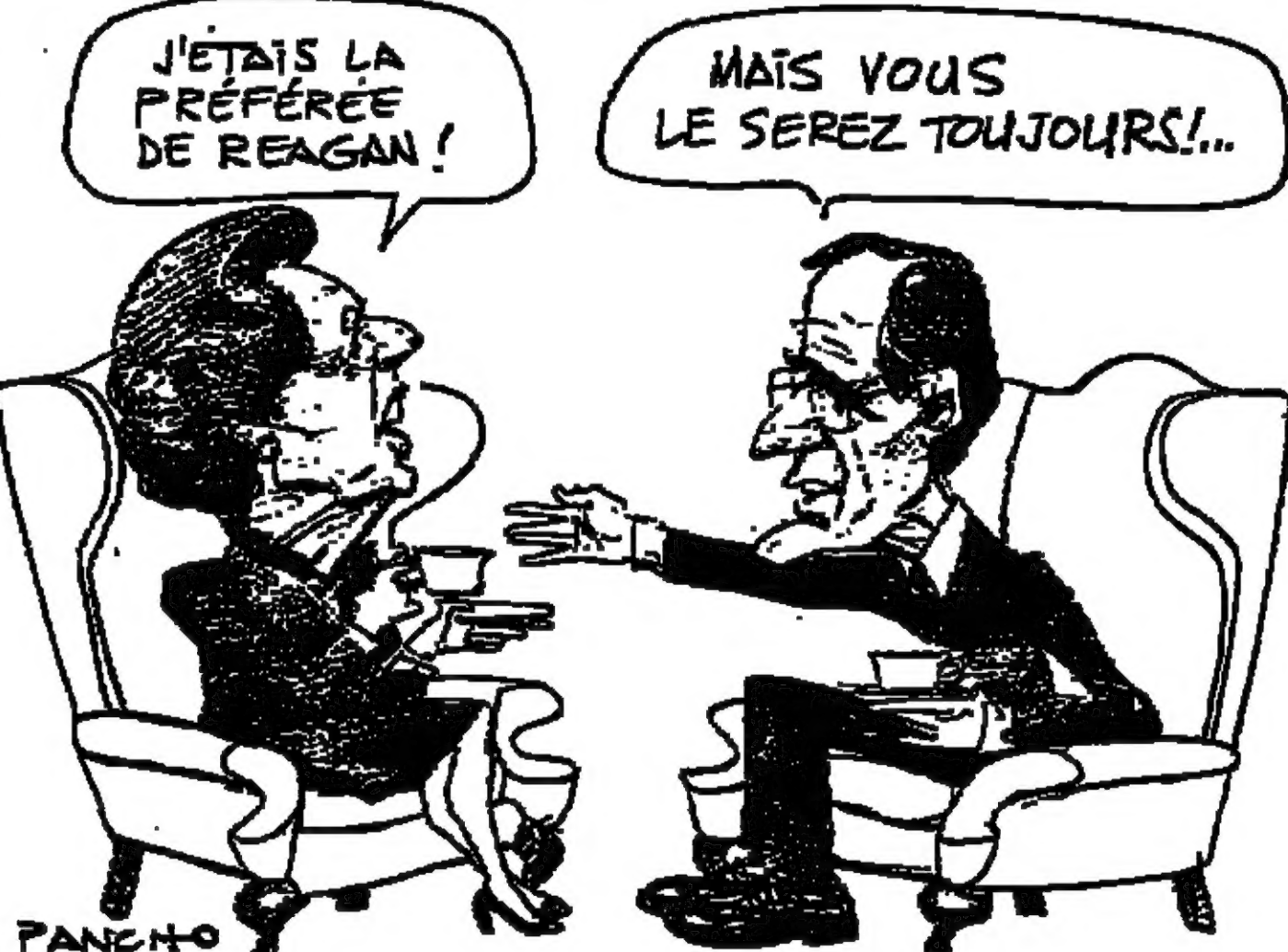
Une « relation spéciale » mais plus tout à fait comme avant...

LONDRES
de notre correspondant

M^{me} Margaret Thatcher est-elle en train de perdre son statut d'interlocutrice privilégiée de Washington au sein de l'alliance atlantique pour être mise au même rang que le chancelier Kohl, voire que M. Mitterrand ? Telle est la question, à laquelle beaucoup répondent ici sans doute un peu vite — par l'affirmative et qui a dominé la première visite officielle à Londres du qu-

Aussi bien du côté américain que du côté britannique, on affirme que M. Bush et M^{me} Thatcher n'ont pas évité, au cours de leurs entretiens, la demande formulée à Paris par M. Chevardnadze que les effectifs des troupes britanniques et françaises stationnées en RFA soient réduits. Il est difficile de croire que ce dernier développement, qui touche directement Londres, n'ait pas fait l'objet d'un échange, mais telle est la version officielle.

M^{me} Thatcher a préféré en rester aux généralités et exalter les liens



historiques, tissés au cours des deux guerres mondiales, entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. « Au moment du danger, vous avez toujours pu compter sur nous. Et je le répète solennellement ce soir, vous pourrez toujours compter sur la Grande-Bretagne quand vous en aurez besoin. Voilà pourquoi notre relation est spéciale », a-t-elle déclaré lors du dîner de jeudi soir.

Arrivé mercredi soir d'Allemagne, où il avait décrit M. Kohl comme son « partenaire dans le leadership », M. Bush a employé jeudi exactement la même expression, qui est d'ailleurs une contradiction dans les termes, à propos de M^{me} Thatcher au cours du dîner que celle-ci lui offrait au 10, Downing Street. L'escalade de Londres était la dernière de la tournée européenne du président, qui devait regagner Washington le vendredi 2 juin.

M^{me} Thatcher était la confidente, et parfois le mentor, de M. Reagan, et il semble bien que M. Bush n'ait pas envie de lui conserver ce rôle.

Les amis des amis...

On s'efforce ici de présenter le sommet de Bruxelles comme un « triomphe » pour M^{me} Thatcher, laquelle serait totalement d'accord avec l'ensemble des propositions américaines dans la mesure où elle a réussi à « imposer » des conditions très contraignantes à l'ouverture de négociations avec les Soviétiques sur les armes nucléaires à courte portée (SNF). Vu de Londres, le dossier est suffisamment verrouillé pour que le spectre d'une dénucléarisation du Vieux Continent ait été écarté. Certes, M^{me} Thatcher aurait préféré que le principe même de telles négociations soit rejeté. Mais elle « comprend », avec un brin de mépris, que le chancelier Kohl ait à faire face à des réalités électorales, et qu'il faille, « pour des raisons de politique intérieure ouest-allemande », accepter qu'on parle un jour, le plus lointain possible, des SNF avec les Soviétiques.

L'essentiel, vu d'ici, est que l'alliance ait formellement demandé aux Etats-Unis de commencer les travaux de « recherche et de développement » concernant le missile à courte portée destiné à remplacer, dans les années 90, les quatre-vingt-huit Lance déployés en RFA. On sait que les Allemands de l'Ouest en général, et M. Genscher en particulier, sont persuadés qu'il ne sera pas nécessaire de procéder à cette modernisation. Le chef de la diplomatie de Bonn n'est pas en odeur de sainteté au 10, Downing Street, mais l'heure n'est plus à la polémique.

Les Falkland et les réfugiés du Vietnam

M. Bush l'avait devancé sur le même thème, quelques heures plus tôt, sur le ponton du 10, Downing Street : « La relation spéciale qui a existé entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis continue et continuera. Je peux assurer le peuple britannique que, de notre côté de l'Atlantique, cette relation est forte. » M^{me} Thatcher a jugé « dépourvue de tact » la question d'un journaliste de la BBC qui lui demandait si la Grande-Bretagne était toujours « la meilleure amie » des Etats-Unis. « C'est une erreur de penser que, parce que vous avez un ami, vous ne devez pas en avoir d'autres », a-t-elle rétorqué. « Excellente réponse », a commenté M. Bush.

Le président américain a en une formule un peu étonnante, qui a suscité ici un flot de commentaires, lorsqu'il a dit qu'avec une « amie » telle que M^{me} Thatcher, il « n'avait pas besoin de mettre des gants ». Comme il venait d'évoquer la « franchise » de ses conversations avec le premier ministre, on y a vu aussitôt la révélation de différends mais les porte-parole, des deux côtés, ont aussitôt balayé d'un revers de main cette interprétation.

Selon les comptes rendus officiels, la relation est donc harmonieuse « comme toujours ». Il n'y a que deux points qui soulèvent, publiquement au moins, des difficultés : l'Argentine et Hongkong.

M^{me} Thatcher s'est inquiétée de la reprise possible, par les Etats-Unis, d'une aide militaire, d'ailleurs très minime, à l'Argentine. Elle a rappelé son souci pour la sécurité des îles Falkland, en raison des propos menaçants tenus par le président argentin élu, M. Carlos Menem. M. Bush a, d'autre part, refusé d'accorder son soutien à un projet britannique consistant à reconduire au Vietnam une partie des *boat-people* qui arrivent au rythme de 750 par jour à Hongkong. Londres s'inquiète de la surpopulation de la colonie et envisage de rapatrier, au besoin par la force, un certain nombre de réfugiés.

DOMINIQUE DHOMBRES.

• Début des entretiens « informels » entre Paris et l'OLP.
— Chargé par l'OLP des relations avec la France, M. Hani El Haseen, conseiller de M. Yasser Arafat, est arrivé jeudi 1^{er} juin à Paris en vue d'assurer, au sein d'un « petit groupe informel » (le Monde du 2 juin), le suivi des entretiens qu'ont eus le chef de l'OLP et M. François Mitterrand début mai à Paris. Les interlocuteurs français de M. Hani El Haseen doivent être M^{me} Jean Mustilli, conseiller diplomatique du président, et Jean-Claude Cousserand, chargé de mission au cabinet de M. Roland Dumas.

La conférence de Paris sur les droits de l'homme

Une fête pour les Soviétiques

Comme sur une affiche appelant au bal du samedi soir, des lettres d'un rouge triomphant : « La glasnost et les droits de l'homme », annonçant jeudi 1^{er} juin la conférence de presse de l'ambassadeur Kachlev, délégué soviétique à la réunion sur les droits de l'homme qui se tient actuellement à Paris. A la tribune, M. Kachlev avait donc pris place parmi les membres de sa délégation au grand complet, qui, chacun, à chaque question posée par la salle, voulait ajouter son grain de sel. « Voilà ce que c'est le pluralisme ! », s'exclamait M. Kachlev, hilare, devant la loquacité de ses subordonnés et il regrettait qu'étant à Paris on n'ait sauté le déjeuner pour une conférence de presse qui du coup menaçait de ne jamais finir.

Il est clair, deux jours après l'ouverture de cette conférence de Paris, que les temps ont bien changé : une discussion Est-Ouest sur les droits de l'homme a désormais pour certains pays socialistes un aspect franchement jubilatoire, tandis que les Occidentaux poursuivent avec sérieux mais sans la passion qu'ils y mettaient autrefois le travail engagé depuis la mise en œuvre du processus d'Helsinki il y a quatorze ans.

L'URSS avait occupé la vedette jeudi 1^{er} juin, lors de la réunion plénière, en présentant le détail des projets de réforme du Code pénal destinés à mettre la législation soviétique en conformité avec les engagements internationaux résultant des textes d'Helsinki (1975) et de Vienne (janvier 1989). Parmi ces projets qui portent sur la liberté d'association, la liberté de conscience, le libre accès aux centres culturels étrangers notamment, deux points ont retenu l'attention : d'une part la proposition de ne pas révoquer les Occidentaux, de supprimer les fameux articles 190-1 et 70

du Code pénal soviétique qui prévoient des sanctions pour diffamation ou propagande antisoviétique et qui ont été le prétexte à tant d'années de camp, d'emprisonnement, de déportations ; d'autre part, la nouvelle législation sur l'octroi des autorisations de sortie du territoire, qui fait en revanche l'objet de critiques et de questions de la part des Occidentaux.

« Secrets d'Etat »
M. Kachlev a annoncé que la durée pendant laquelle les autorités peuvent refuser une autorisation de sortie à un citoyen détenteur de « secrets d'Etat » pourrait être limitée à cinq ans. C'est beaucoup trop, estiment les Occidentaux, surtout si l'on songe à la façon dont ces prétendus secrets d'Etat ont été utilisés par le passé pour refuser la sortie du territoire à des candidats à l'émigration ou à des candidats à un simple voyage en Occident. D'autant que M. Kachlev n'a pas exclu qu'une

clause autorise les ministères, dans certains cas exceptionnels, à prolonger ce délai. Pour témoigner de la bonne foi soviétique, M. Kachlev cite des chiffres : 104 000 personnes ont quitté l'URSS pour aller résider à l'étranger en 1988, soit dix fois plus qu'en 1986. Les refus de voyage « privés » à l'étranger n'ont porté, ajoute-t-il, que sur 0,3 % des demandes.

Les délégués soviétiques prirent fait et cause pour une grande partie de leur signal que deux personnes de Leningrad invitées à Paris n'y étaient toujours pas arrivées jeudi. Qu'a-t-il bien pu se passer ? Peut-être n'ont-elles pas fait les démarches nécessaires auprès de l'OVIR, l'administration qui délivre les autorisations de sortie ? Les Occidentaux demandèrent que la notion de secret d'Etat soit mieux définie dans la nouvelle législation soviétique pour ne pas prêter à abus. Ils devront répondre aussi à certaines interpellations : celles des Soviétiques qui demandent aux Américains pourquoi le visa d'entrée

sur leur territoire a été récemment refusé à des journalistes et des représentants de syndicats soviétiques ; celles d'organisations non-gouvernementales aussi, qui font valoir qu'à mesure que l'URSS et d'autres pays socialistes ouvrent leurs portes de sortie, les portes d'entrée en Occident se ferment.

Emporté en tout cas par son élan humanitaire, M. Kachlev — et c'est la première fois la part d'un officiel soviétique — a rendu hommage, lors de la conférence de presse, à Raoul Wallenberg, ce diplomate suédois qui, après avoir sauvé la vie de plusieurs milliers de juifs, fut arrêté par les Soviétiques en 1945 en Hongrie et dont Moscou n'avait plus jamais voulu repatrier. « Il a eu, a dit M. Kachlev, un rôle humanitaire très important. Il est mort, « malheureusement », comme des milliers d'autres, a-t-il ajouté, en précisant qu'on ne savait pas dans quelles circonstances, mais que si on l'apprenait on en informerait le monde. »

CLAIRE TREAN.

Création d'un Comité français de surveillance des accords d'Helsinki

Un Comité français de surveillance des accords d'Helsinki, membre de la Fédération internationale Helsinki des droits de l'homme, s'est constitué, jeudi 1^{er} juin, à Paris — à l'occasion de la conférence sur la dimension humaine de la CSCE — sous le parrainage de M. von Schwarzenberg, président de la Fédération. Ce comité est présidé par le député Bernard Stasi (CDS). Il a pour vice-présidents M. Gilles Martinet, ancien ambassadeur, et le bâtonnier Louis-Edmond Pettiti, et pour secrétaire général le professeur Joseph Rovay.

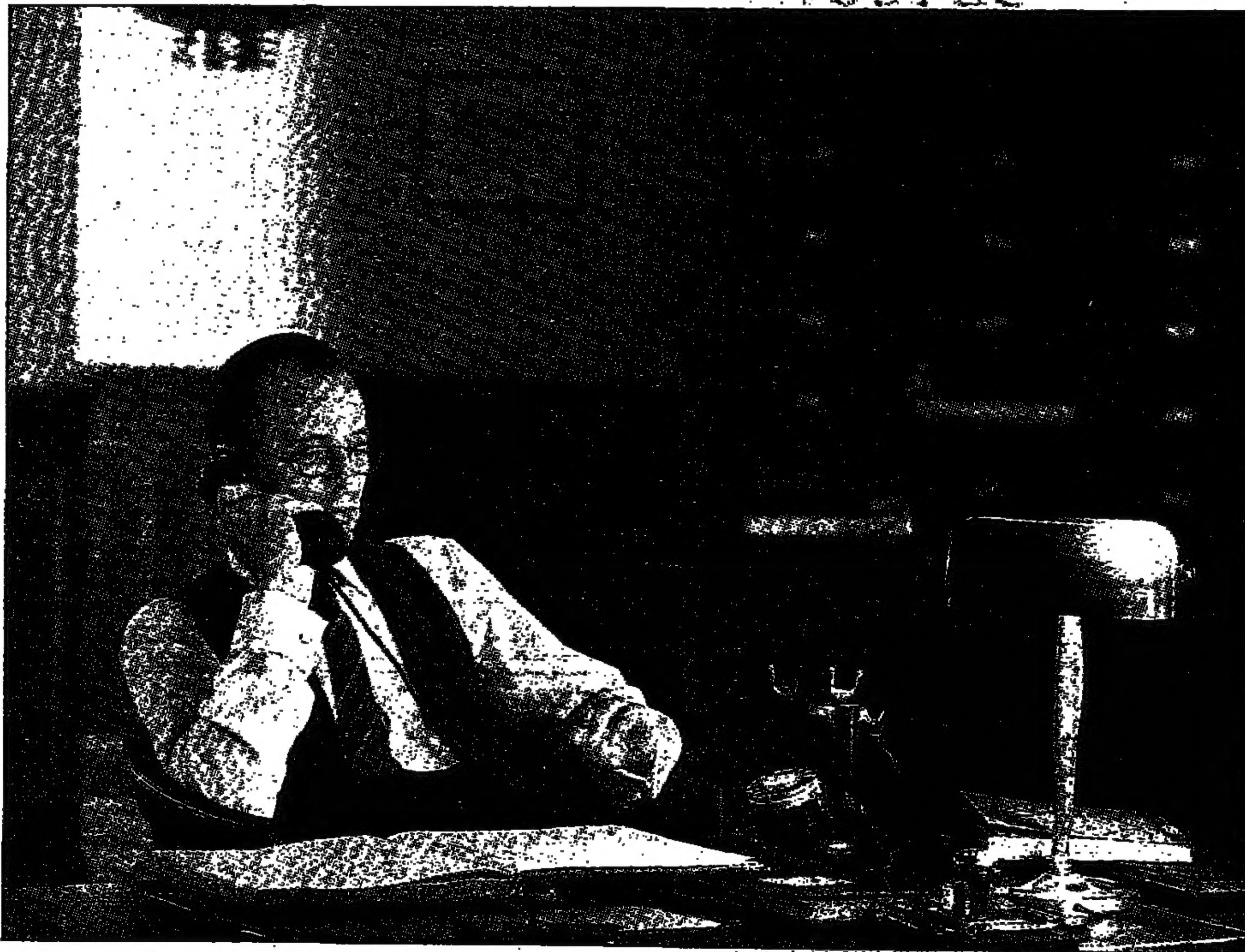
Dans des conditions difficiles, les comités de surveillance d'Helsinki ont joué un rôle important ces dernières années dans les pays de l'Est.

M. Youri Orlov, président d'honneur de la Fédération internationale Helsinki, qui a passé des années dans les camps de l'URSS et fait partie des fondateurs du comité soviétique, est venu par sa présence en témoigner au cours de la première réunion du comité français, dans une salle de l'Assemblée nationale. Parmi les intervenants figuraient également le poète

Béatrice Petrus Maslov, secrétaire de l'Association indépendante pour les droits de l'homme, fondée en janvier 1988.

Au cours de son intervention, M. Maslov a indiqué qu'un autre délégué invité à Paris, M. Konstantin Trochey, avait été arrêté mercredi dernier en allant chercher son visa à l'ambassade de France à Sofia. Un autre dissident célèbre, M. Mikhaïl Hajek, ancien ministre des affaires étrangères de Tchécoslovaquie, n'a pas reçu l'autorisation de passage de répondre à l'invitation française.

1930. LE TELEPHONE DEVENAIT L'OUTIL INDISPENSABLE DE TOUTES LES ENTREPRISES.



CHAQUE JOUR,

Fin 1989, la France disposera d'un parc de 350 000 télécopieurs. Les entreprises des principaux pays industrialisés s'équipent, elles aussi, à grande vitesse. Des plus gros, un choix plus grand, des performances accrues : chaque entreprise est sûre de trouver l'équipement qui lui convient. Les nouvelles technologies de l'électronique et des télécommunications se conjuguent pour répondre à tous les besoins. Aujourd'hui, en France, il y a deux sortes d'entreprises : celles qui ont la télécopie, et celles qui vont l'avoir.

CHARNIER PARISOT
Consultants

Centre formation professionnelle avocat.
C.F.P.A.
Préparation intensive
28 août au 22 septembre
80 % à 90 % DE REÇUS
chaque année
CEPES
32, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly
Tél. : 47-48-09-19 ou 47-22-84-84.

Politique

Le débat sur l'immigration et la campagne des élections européennes

Les centristes accusent M. Mitterrand de « manœuvre politicienne »

Le plaidoyer en faveur des immigrés prononcé, jeudi 1^{er} juin, à Chambéry, par M. François Mitterrand, au moment où, à l'Assemblée nationale, l'opposition recourt à toutes les subtilités de la procédure parlementaire pour contraindre la discussion du projet de gouvernement sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, a aussitôt provoqué un tollé dans les rangs centristes, et pas seulement au Palais-Bourbon où M. Bernard Stasi a estimé que l'organisation d'un tel débat en période électorale constituait « un piège tendu à l'opposition et au caducan du Front national ».

A Reims, M^{me} Simone Veil, qui conduit la liste des centristes aux élections européennes, a ajouté que la présentation de ce projet de loi était « une manœuvre très politicienne dont les intéressés, les immigrés, seront les victimes. Débat de rejet d'un côté, débat démagogique de l'autre, les immigrés attendent autre chose que de la politi-

que politicienne à leur sujet », a souligné l'ancien président de l'Assemblée européenne.

A Brest, le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie, qui accompagnait M^{me} Veil, a fait savoir que le groupe parlementaire de l'Union du centre, qu'il préside, voterait la motion de censure dont le dépôt a été annoncé par le RPR et l'UDF. « Nous sommes loin du premier projet Joxe, qui était acceptable et que nous aurions voté, a-t-il indiqué. Il n'y a pas eu de concertation européenne sur ce sujet et il s'agit d'une manœuvre politicienne où l'on souhaite revaloriser le Front national. Ce débat est un mauvais procédé pour renforcer le Front national et affaiblir l'opposition ».

An micro de RTL, M. Edmond Alphandéry, député UDC de Maine-et-Loire, a enfoncé le clou en accusant M. Mitterrand de « rééditer ce qu'il a essayé de faire aux élections municipales. On essaie d'agiter le chiffon rouge devant l'électorat

de M. Le Pen pour ramener le maximum de voix ». « C'est une opération illégitime contre l'opposition républicaine, a-t-il affirmé, une opération, politicienne et il y aura une réponse, peut-être une motion de censure ».

Le président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, M. Bernard Pons, a indiqué, pour sa part, que l'opposition avait « le temps pour déposer sa motion de censure » et qu'il était préférable que le débat se poursuive « afin d'ouvrir les yeux des Français ».

En réponse au maire socialiste de Chambéry, M. Louis Besson, qui avait suscité son intervention sur ce sujet, M. Mitterrand avait rappelé — et cette réponse valait aussi, de toute évidence, pour l'opposition — que sa position à l'égard des immigrés n'était pas nouvelle puisqu'il l'avait exposée au printemps 1988 dans sa Lettre à tous les Français et avait conclu, sur ce point, comme sur les autres, « un contrat avec les Français ».

Dans cette Lettre, M. Mitterrand consacrait une page et demie aux immigrés, au fil d'un chapitre où il traitait des exclusions. Il y expliquait la différence entre les immigrés en situation régulière et les clandestins en insistant sur les conditions de droit qui doivent être appliquées aux uns et aux autres. Mais c'est surtout en présentant ses vœux aux Français, le 31 décembre 1988, que le président réclama explicitement socialisme « soient révisées sans tarder des dispositions législatives applicables aux immigrés ». Des dispositions qui, disait-il, « ne me paraissent ni équitables ni justifiées ».

Les critiques de l'opposition, de toute façon, laissent M. Mitterrand de marbre. Évoquant l'offensive déclenchée contre lui par le RPR (le Monde du 2 juin), le président de la République confiait jeudi, en privé : « Je me demande pourquoi on m'attaque de cette manière. Je ne suis pourtant rééligible qu'en mai 1995... »

Le président de la République en Savoie

« Avocat des pauvres » et des étrangers en situation régulière

CHAMBERY de notre correspondant

Invité, jeudi 1^{er} juin, de la « Savoie olympique » et du Comité d'organisation des Jeux d'Albertville de 1992, M. François Mitterrand a transformé son voyage, au fil des étapes, en un parcours hautement politique, comme à Chambéry, où il a pris très fermement la défense de la loi Joxe sur l'immigration en se transformant en « avocat des pauvres ».

Il avait été interpellé sur ces deux points quelques instants auparavant, par le maire de Chambéry, également ministre du logement, M. Louis Besson (PS). Dans la grande salle de la Maison de la culture de Chambéry, ce dernier avait évoqué le sort des Savoyards immigrés, installés à Paris il y a plusieurs siècles, lorsque la Savoie n'était pas encore française et qu'ils y vivaient alors dans des conditions de grande précarité. « Si la Sécurité sociale avait alors existé, les Savoyards auraient été accusés de son déficit... n'en doutons pas », a affirmé M. Besson. La Savoie peut puiser dans son passé matière à adoucir ou combler l'absence de son déficit... L'occasion était offerte sur un plateau.

A propos des problèmes de l'immigration, le président de la République a estimé que « la brutalité et l'affrontement » ne sont pas de mise. Il a constaté que la proportion d'immigrés dans notre pays ne s'était pas accrue entre les années 30 et les années 80, mais que, en revanche, nous assistions à l'accumulation du déséquilibre démographique entre les deux rives de la Méditerranée : « Notre premier devoir consiste précisément à nous protéger, sans exagérer ce souci. (...) Sévérité aux frontières : la loi, oui, toute la loi, mais pas davantage. Quelqu'un entre clandestinement ne peut se voir accueillir. Cela est un respect ; c'est bien le souci du premier ministre et du ministre de l'Intérieur, qui ont présenté, devant le Parlement, un projet de loi en ce sens ».

M. Mitterrand a ajouté : « Il faut réaliser la synthèse de deux obligations de la puissance publique : protéger notre territoire, faire que notre frontière ne soit pas poreuse à la poussée démographique formidable qui nous attend au siècle prochain et, en même temps, il faut veiller avec le plus grand scrupule d'abord à ce que ceux qui ont obtenu le droit de travailler en France puissent, à partir de là, jouir de tous les droits essentiels ; ils nous apportent leur travail, — leurs formes de culture. Nous leur devons l'accueil (...). Lorsqu'il s'agit de personnes qui se trouvent sur notre sol indûment, elles connaîtront le sort de ceux que nous refusons aux frontières, mais dans des conditions décentes et qui feront honneur à la France. C'est là le sens de la loi qui est en discussion et qui paraît si contestée par certains membres de groupes politiques ».

M. Mitterrand a enfin rappelé que sa position sur ce sujet n'était pas nouvelle, qu'il l'avait écrite dans la Lettre aux Français publiée avant l'élection présidentielle. « J'ai annoncé la couleur : je n'ai pas dissimulé que c'était mon objectif lorsque je me suis présenté à l'élection présidentielle en 1988. C'est un contrat que j'ai passé avec les Français, il est donc normal que je soutienne les efforts du gouvernement que j'ai mis en place. Il est normal que je sois à ses côtés ».

Le président de la République a, d'autre part, voulu montrer qu'il entendait fermement tenir la barre de la politique sociale de son gouvernement.

Le message universel de la Révolution

L'expérience menée en Savoie au quinzième siècle par Amédée VIII, comte puis duc de Savoie, élu pape par les schismatiques de Bâle en 1439, qui avait créé pour ses sujets démunis le rôle d'un « avocat général des pauvres », a inspiré les propos du chef de l'Etat. Il a estimé que « la France doit avoir des avocats des pauvres. C'est le rôle du gouvernement et du président de la République ; et ceux que cela choque, il faudra qu'ils s'y fassent », a prévenu M. Mitterrand, qui a aussitôt indiqué que le logement « entre dans le cercle des priorités nationales ». Ce sera là, a-t-il dit, l'une de ses préoccupations au cours des prochains mois. « Mon rôle, a-t-il conclu, devant un peuple largement constitué d'étrangers, est de veiller à tout, afin de donner au

gouvernement quelques lignes d'action qu'il gère avec talent. Je lui en laisse la responsabilité, et il les assume, comme il convient ».

Un peu plus tard, dans la ville de Saint-Jean-de-Maurienne, le président de la République a fait un long plaidoyer en faveur des fêtes organisées pour le bicentenaire de la Révolution : « Combien, parmi les peuples opprimés, les couches sociales malheureuses, s'inspirent aujourd'hui de la grande leçon entendue depuis deux siècles, que nous célébrons dans le concert des nations. Les riches et les pauvres ; tous seront là, autour de nous, Français, pour dire que le message d'il y a deux cents ans est un message universel. Cela vaut la peine de supporter, à cause de cela, quelques inconvénients ou quelques disciplines supplémentaires. Le devoir de la France, c'est de bien recevoir ceux qui viennent rendre hommage à la mémoire des grands Français qui ont su préparer l'avènement des temps modernes ».

CLAUDE FRANCILLON.

A l'Assemblée nationale

M. Joxe contre la tactique d'obstruction de l'opposition

Les députés ont poursuivi, jeudi 1^{er} juin, l'examen du projet de loi relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France, présenté par M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur. L'arrivée imprévue de M. Michel Rocard dans l'hémicycle, vers 22 h 30, fit croire quelques instants que le premier ministre allait mettre fin aux débats en engageant la responsabilité de son gouvernement sur ce texte, comme l'y a autorisé le conseil des ministres du mercredi 31 mai. Visiblement déstabilisé, et sans doute ravi de l'émotion qu'avait provoqué son entrée, M. Rocard quitta

le banc des ministres une quarantaine de minutes plus tard.

A l'obstruction menée depuis quatre jours par le groupe RPR, M. Joxe a répondu, jeudi soir, par la « réserve » du vote et de la discussion de certains amendements — notamment les deux cent cinquante déposés par M. Pierre Mazeaud (RPR, Paris). Le recours à cette procédure a permis d'avancer un peu dans le débat, qui devrait néanmoins se poursuivre jusqu'au samedi 3 ou au dimanche 4 juin.

Deux orateurs inattendus sont intervenus, jeudi 1^{er} juin, dans le débat sur l'entrée et le séjour des étrangers en France : M. François Mitterrand, en visite à Chambéry (lire ci-dessus), et M. Jean-Marie Le Pen, en visite... à l'Assemblée nationale. Vers 18 h 30, la tribune réservée aux anciens parlementaires s'ouvrit au président du Front national, qui revenait pour la première fois au Palais-Bourbon depuis son échec aux élections législatives.

Vingt minutes plus tard, M. Le Pen, qui avait pris préalablement le soin d'informer toutes les rédactions de sa venue, raillait

devant la presse la « politique des apparences » et des « fausses fêtes » de l'opposition. « Je suis venu constater par moi-même que l'assise des parlementaires — une vingtaine en séance — ne correspondait pas à l'image de pugnacité que l'opposition veut se donner dans ce débat sur l'immigration », déclarait M. Le Pen. La droite parlementaire, qui mène depuis quatre jours une offensive sur ce projet de loi, se voyait donc vertement rappelée à l'ordre : l'immigration est la chasse gardée du Front national.

Si ces propos ne trouvaient aucun écho dans l'hémicycle, la déclaration du président de la République

fut, elle, largement commentée et critiquée par l'opposition UDF-RPR, qui fustige cette « nouvelle ingérence politique » de M. Mitterrand. Quant aux centristes, ils dénoncèrent, par la voix de M. Jean-Jacques Hyest (Seine-et-Marne), le « manœuvre » du président de la République « qui, par son intervention montée — hélas ! — que l'entrée et le séjour des étrangers ne sont pas les seuls objectifs de ce projet ».

L'après-midi, dans les couloirs du Palais-Bourbon, M. Bernard Stasi (UDC, Maine) s'était pour sa part déclaré « déçu » par la tactique que prennent les députés, en reprochant au gouvernement d'avoir inscrit ce texte à l'ordre du jour de l'Assemblée pendant la période électorale. « C'est un cadeau fait au Front national, et une partie de l'opposition, en se rapprochant du parti de M. Le Pen, est en train de tomber dans le piège qui lui a été tendu, une fois de plus, par M. Mitterrand », observait M. Stasi.

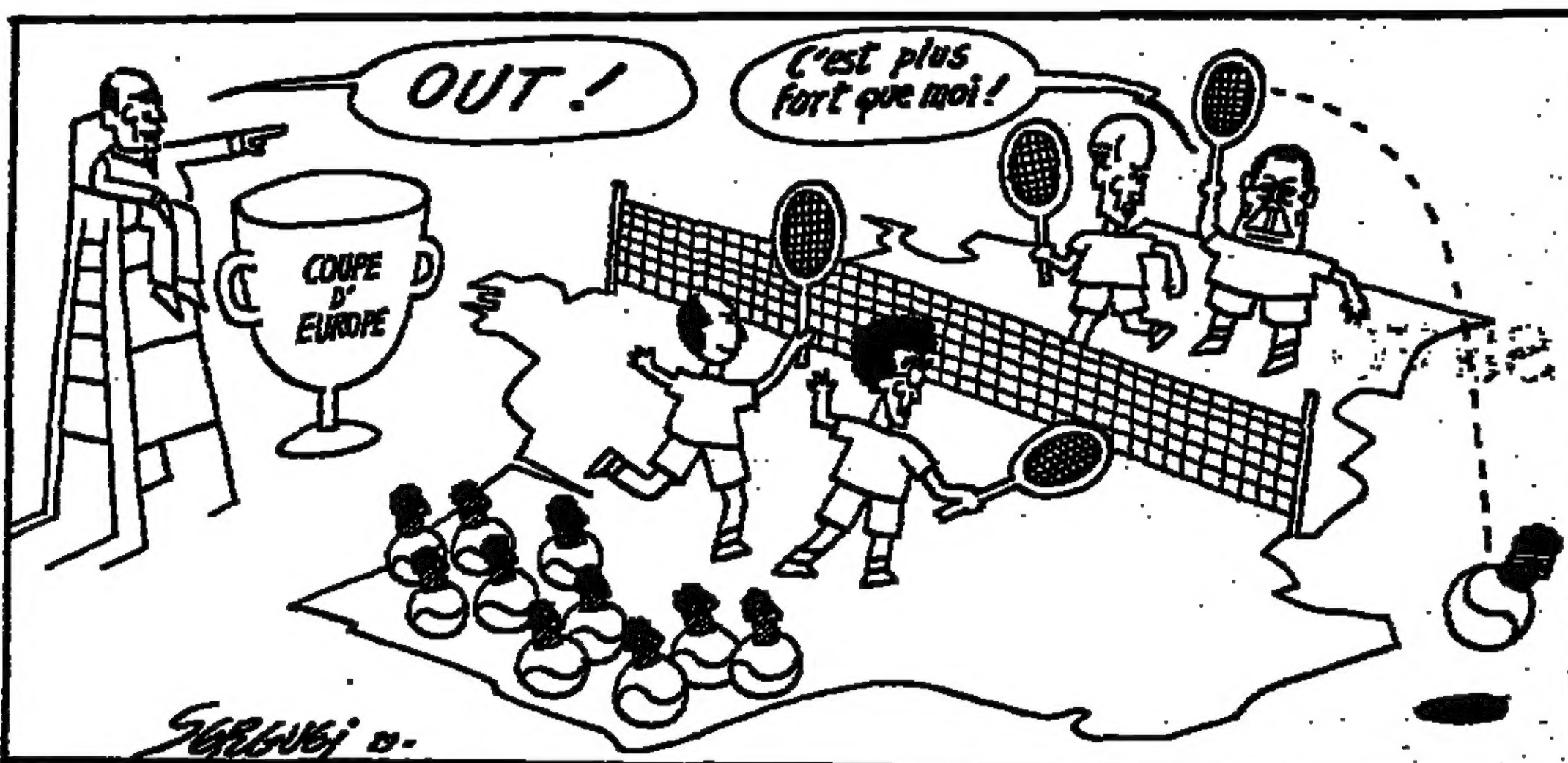
Les députés ont toutefois, au cours de cette quatrième journée de débats, abordé au fond l'un des articles fondamentaux du projet de loi, qui modifie les conditions d'attribution de la carte de résident. Cet article supprime notamment la notion, introduite par la « loi Pasqua », de « menace à l'ordre public » pour justifier la non-attribution de la carte de résident. Il abroge également les dispositions qui permettent dans le texte actuel de refuser le statut de résident à un étranger en situation régulière depuis plus de dix ans, qui aurait été condamné à une peine d'emprisonnement ferme au moins égale à six mois sans sursis ou à un an avec sursis.

M. Pierre Mazeaud, qui avait déposé en son nom une quarantaine d'amendements sur ce seul article 5, fut privé d'obstruction par la décision de M. Pierre Joxe de recourir à la réserve des amendements jugés « dérisoires », dont l'examen est ainsi regroupé et renvoyé après le dernier article du projet. Le procédé était inattendu : pour chaque série d'amendements déposés par M. Pierre Mazeaud, M. Joxe coupait court au débat en demandant la réserve. Il acceptait soigneusement, en revanche, l'examen de toutes les propositions venant de la commission des lois ou des groupes communiste et centriste et s'efforçait à chaque fois de répondre longuement à leurs auteurs. Mais, toujours dans le but de contraindre la stratégie d'obstruction de l'opposition, le ministre de l'Intérieur avait recouru à l'article 44.3 de la Constitution pour réserver le vote de ces amendements et empêcher ainsi les demandes de scrutin public à répétition. M. Joxe a d'ailleurs précisé que les deux cents amendements restants de M. Mazeaud subiraient le même sort. Dans la bataille de procédure engagée depuis lundi, c'est cette fois le gouvernement qui a eu l'avantage. Mais rarement, depuis le début de cette législature, le petit livre vert du règlement de l'Assemblée nationale aura été mis autant à contribution.

ROBERT SOLE

PASCAL ROBERT-DIARD.

Les otages des urnes



plus généreuse dans les pays voisins.

Le fait est que toute l'Europe occidentale subit une formidable poussée migratoire, due à la pauvreté et à l'explosion démographique du tiers-monde, et favorisée par le développement des transports et de la communication. Même des pays traditionnels d'émigration, comme l'Espagne ou l'Italie, sont devenus des pays d'immigration et cherchent, eux aussi, à limiter le poids de « leurs » étrangers.

Il serait naïf de croire qu'une loi, quelle qu'elle soit, pourrait à elle seule endiguer des mouvements de population. Les frontières resteront toujours de relatives passeroies, à moins de recourir à de très grands moyens que même le terrible M. Pasqua n'avait pas prétendu employer. Cela n'empêche pas la loi sur les conditions d'entrée et de séjour d'avoir des effets, parfois très sérieux, sur de nombreuses personnes et un effet psychologique déterminant sur les immigrés comme sur les candidats potentiels à l'immigration.

En septembre 1986, M. Pasqua avait voulu limiter le poids des étrangers en France de trois manières : en rendant plus difficiles les conditions d'entrée ; en accordant moins facilement des titres de séjour ; et en favorisant les reconduites à la frontière et les expulsions. Son successeur entend maintenant le premier volet mais supprimer les deux autres. Par certains aspects, la « loi Joxe » est même plus libérale que les dispositions en vigueur avant septembre 1986.

Des situations absurdes

La difficulté de légiférer en matière d'immigration tient au fait qu'on vise deux populations en même temps : celle qui est jugée indésirable et celle qui a le droit — légal ou moral — de résider en France et dont il faut faciliter la vie. Si M. Pasqua s'était intéressé à la première, M. Joxe a été contraint par ses amis socialistes de s'occuper aussi de la seconde.

La première conséquence de sa loi sera de sécuriser les immigrés

installés régulièrement en France. Elle devrait aussi mettre fin à des situations pénibles et absurdes, comme celle de ces étrangers n'ayant pas obtenu un titre de séjour parce qu'ils sont en situation irrégulière, mais que la police ne peut reconduire à la frontière parce qu'ils ont un enfant ou un conjoint français. On va donc assister à des régularisations de statut qu'il est impossible de chiffrer pour le moment.

Avec la « loi Joxe », s'ajoutant à un code de la nationalité très ouvert, la France aura une politique migratoire parmi les plus libérales d'Europe. Cela créera-t-il un « appel d'air », comme l'affirme l'opposition ? M. Joxe réplique que d'autres pays — l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne et l'Italie — sont en train, eux aussi, de réexaminer leur législation. Il est sûr, en tout cas, que les Douze devront, tôt ou tard, accorder scrupuleusement leurs visons pour ne pas provoquer des déplacements internes et massifs de populations immigrées qu'aucun Etat ne serait prêt à accepter.

Notre force est votre énergie

La nouvelle organisation d'Olivetti est le reflet de sa culture d'entreprise.

Pour chaque produit et dans chaque domaine, Olivetti n'a qu'un seul but : faire bénéficier ses utilisateurs de toute la puissance et des potentiels des technologies de pointe.

Plus que tout autre groupe, Olivetti rend l'innovation plus acces-

sible à plus d'utilisateurs pour plus d'applications.

Cela implique une relation directe et réelle avec vous, l'utilisateur. Un lien qui est au cœur de nos rapports de confiance mutuels.

C'est vous qui inspirez nos meilleures solutions. Tout ce que nous faisons, c'est pour vous.

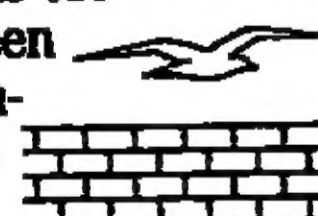
Notre force est votre énergie.

Notre ouverture _____ est votre liberté

Olivetti Systems & Networks est le premier constructeur européen et l'un des dix premiers mondiaux dans le domaine de l'informatique distribuée.

Nos systèmes sont ouverts et flexibles parce qu'ils s'appuient sur les grands standards industriels du marché, et nos solutions spécifiques apportent une grande valeur ajoutée dans les secteurs de marché auxquels elles s'adressent.

Notre réseau de services est l'un des plus qualifiés sur le marché informatique.



Mondialement réputées, les solutions développées par nos laboratoires de recherche et développement, s'appuient sur une large expérience acquise auprès des utilisateurs.

Des solutions qui vous aident à faire communiquer des systèmes jusqu'à présent incompatibles.

Notre engagement à vous fournir ces nouvelles solutions vous donne la liberté de prévoir, de construire et de grandir sans barrières ni frontières.

Notre ouverture est votre liberté.

OLIVETTI SYSTEMS & NETWORKS

Notre expérience _____ est votre quotidien

Olivetti Office est le Numéro Un européen et l'un des dix premiers mondiaux de la bureautique.

Systèmes d'écriture, traitement de données ou d'images, notre expérience dans ces domaines est sans équivalent.

Notre vocation est de fournir des solutions bureautiques qui couvrent tous les besoins avec des équipe-



ments toujours compatibles et prévus pour suivre la croissance des entreprises.

Notre présence et notre assistance, réputées à travers toute l'Europe, vous garantissent d'être à la pointe du progrès quels que soient vos besoins bureautiques.

Notre expérience est votre quotidien.

OLIVETTI OFFICE

Notre savoir-faire _____ est votre réussite

Olivetti Information Services est le premier groupe privé italien dans le secteur des services informatiques.

Le seul groupe qui offre à la fois talent et ressources dans les domaines les plus variés, des services professionnels aux logiciels, des systèmes intégrés aux réseaux à valeur ajoutée, depuis le "facility management" jusqu'à la formation.

Bénéficiant de l'expérience de plusieurs sociétés spécialisées par technologies et segments de marché, nous offrons à la fois savoir-faire, garanties et compétences d'un grand groupe.



Nous avons les moyens et l'expérience du management de grands projets, et notre éthique professionnelle fait de la satisfaction des besoins de nos clients la priorité absolue, dans le respect de son environnement opérationnel et de sa culture d'entreprise.

Olivetti Information Services a le savoir-faire et l'expérience indispensables pour assurer la pérennité de votre investissement et garantir votre croissance.

C'est en cela, que notre savoir-faire est votre réussite.

OLIVETTI INFORMATION SERVICES

Notre force est votre énergie

olivetti

مكتبة الامن الاصل

Politique

La campagne pour les élections européennes

M^{me} Veil s'en prend à la « politisation » des Verts à StrasbourgQUIMPER
de notre envoyée spéciale

Rude journée pour la caravane de la liste centriste! M^{me} Simone Veil et ses colistiers ont, en effet, commencé jeudi 1^{er} juin un voyage de deux jours dans l'ouest de la France qui a commencé par la visite, aux aurores, d'une vente de poissons à la criée, à Saint-Guenolé (Finistère), et s'est achevée la nuit presque tombée par celle d'une exploitation agricole en Vendée. Tout au long de ce périple la nouvelle vague d'affiches de l'équipe du centre fraîchement collées la veille, a salué le passage de la petite troupe, dont la liste a été officiellement déposée mercredi au ministère de l'Intérieur.

Guidée par M. Ambroise Guellou, député UDC du Finistère, ancien secrétaire d'Etat à la mer dans le gouvernement Chirac de cohabitation, M^{me} Veil a pu vérifier que « l'Europe bleue » faisait d'ores et déjà partie de la vie quotidienne des pêcheurs. La Commission de Bruxelles en effet la complète maîtrise de cette activité, depuis la réglementation de la taille des mailles des filets jusqu'à celle des quotas de zone et d'espèces. En réponse aux porte-parole de la profession qui se sont plaints du « pouvoir supranational sans contrepartie suffisante » de cette instance communautaire, M^{me} Veil a reconnu que celle-ci était « un peu livrée à elle-

même à l'image de ces administrations privées des orientations données par un pouvoir politique ». Il conviendrait selon elle de revenir à l'esprit du traité de Rome, qui prévoyait d'accorder des « responsabilités politiques » à une commission devenue par la suite « trop technocratique » sous la pression du Conseil européen.

La tête de liste centriste a ensuite conseillé à ces usagers de l'Europe de renforcer leurs liens directs avec les élus de la Communauté afin d'opposer un contre-poids efficace au pouvoir de Bruxelles. Une façon judicieuse de présenter le « Monsieur pêche » de sa liste en la personne de... M. Jean-Louis Bourlanges (ex-RPR), conseiller régional de Haute-Normandie, mieux connu jusqu'ici comme théoricien de la rénovation de l'opposition.

« Éviter toute démagogie »

A Ploudamez, commune devenue célèbre dans le monde entier en une seule nuit avec le naufrage de l'*Amoco Cadiz* en 1978, les goémones ont repris possession des rochers à marée basse et les enfants des classes de mer peuvent de nouveau « faire du vélo » et « pêcher les huîtres et les raies ». Pourtant, le 16 mars 1978, à 22 h 30, 220 000 tonnes de pétrole que l'on n'attendait pas ont envahi la plage, a

rappelé M. Alphonse Arzel (UDF-CDS), sénateur, maire de ce village « agité par sept catastrophes pétrolières en vingt ans ».

M^{me} Veil a rappelé que si « notre patrimoine, la planète, est fragile, nous devons le laisser intact aux générations futures ». « Tous les partis politiques assument, selon elle, plus ou moins bien ce combat qui doit être mené dans tous les domaines de la vie quotidienne. » Mais il convient d'y « travailler tous ensemble et non dans une situation d'affrontement ». Pour M^{me} Veil « il n'y a pas de contradiction entre le souci de l'environnement et une capacité économique satisfaisante et même en progression ». Les chefs d'entreprise eux-mêmes ont pris conscience de la nécessité de la protection du cadre de vie, mais il faut « éviter, a-t-elle affirmé, toute démagogie, en leur laissant le temps de s'adapter » à cette réalité.

Le chef de file centriste a, en outre, violemment critiqué « la politisation » des Verts européens à Strasbourg qui, en fonction d'une « conception différente de notre société », sont par exemple en train de « tuer le génie génétique en Europe », ce qui aboutit à « stopper la progression dans la recherche contre le cancer ou le SIDA ».

VALÉRIE
DEVILLE-CHABROLLE

Tension sociale à la Réunion

SAINT-DENIS
de notre correspondant

Le climat social s'alourdit à la Réunion avec une brusque poussée de fièvre dans de nombreux secteurs d'activité économique. Tandis que les ouvriers du bâtiment ont déclenché une grève illimitée depuis plus de dix jours, la paralysie a gagné le port de la pointe des Galets, poumon économique de l'île. Le mouvement touche également le commerce. C'est la première fois depuis 1985 que le département connaît une situation aussi tendue.

Au centre de ce malaise, la revendication par les organisations syndicales d'une augmentation des salaires de l'ordre de 350 F. Le mot d'ordre de grève a été lancé par la CGT dans le secteur du bâtiment à la suite de deux négociations infructueuses au mois d'avril dernier avec le syndicat patronal. Le CGT-R a mis la barre de ses revendications à près de 8 % pour l'ensemble des salariés de la branche, alors que le patronat a arrêté sa position à 4 %. Rejoignant par la CFDT, FO et la CFTC, la CGT-Réunion estime que les entreprises locales doivent faire un effort en faveur des ouvriers, dans la mesure où elles ont enregistré en 1988 de bons résultats pour la troisième année consécutive.

L'Union patronale de la Réunion, branche du CNPF, fait valoir que la bonne tenue du secteur bâtiment-travaux publics depuis 1985 a débouché sur une sensible augmentation de la masse salariale, grâce notamment à une progression sans précédent des effectifs dans un secteur qui avait perdu plus de trois mille emplois entre 1980 et 1984.

Sur les quais de la pointe des Galets, les salaires sont aussi une préoccupation, mais les dockers

s'inquiètent surtout du développement de la conteneurisation, qui pèse d'année en année sur les effectifs. La progression des importations en conteneurs vient de s'étendre à une activité traditionnelle du port : le déchargement du riz, importé jusqu'alors dans des sacs de jute du Sud-Est asiatique. Le riz vient désormais d'Italie par conteneurs entiers et, compte tenu de l'aide à l'exportation accordée aux producteurs européens par la CEE, il arrive à la Réunion bien moins cher que le paddy acheté en Thaïlande.

La dégradation du climat social à la Réunion intervient dans un contexte politique particulier. En effet, le parti communiste réunionnais (PCR) accentue de jour en jour sa pression en faveur de l'égalité sociale. De retour récemment de Strasbourg, M. Paul Vergès, député européen, s'est déclaré solidaire des grévistes. Il n'en a pas fallu plus pour que l'Union patronale accuse la CGT de conduire une grève politique. Pour le patronat réunionnais, l'égalité sociale — c'est-à-dire la mise à niveau du SMIC versé à la Réunion sur le SMIC de l'Hexagone — ne peut être menée à bien que si l'Etat, le département et la région consentent un effort sans précédent pour la formation des hommes et des jeunes.

C'est dans le cadre de ce « pacte pour l'emploi » que l'Union patronale entend conduire les négociations salariales globales revendiquées par les syndicats. Pour l'heure, les négociations entre les partenaires sociaux ont été rompues mercredi 31 mai. La direction départementale du travail devrait mandater sous peu une commission de conciliation pour trouver une issue à cette grève.

ALIX DIJOUX

Au Sénat

Le rapport du gouvernement sur l'audiovisuel public

« Diversité des approches », mais « communauté des préoccupations et des ambitions » : M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée chargée de la communication, a ainsi résumé la cinquième heure de débat que le Sénat venait de consacrer, jeudi 1^{er} juin, à la situation du secteur public de l'audiovisuel à partir du rapport établi par le gouvernement.

Des raisons de calendrier avaient empêché la tenue de cette discussion avant que ne soit déposé le projet de loi instituant une présidence « commune » pour Antenne 2 et FR3. Du coup cette question que les députés, lors d'une discussion semblable le 9 mai (*Le Monde* du 11 mai), avaient abondamment traitée, n'a été que peu évoquée par les sénateurs qui se réservent d'en dire plus lorsque le texte leur sera soumis, sans doute le 26 juin.

Reste que le peu qui a été dit augure plutôt mal de l'accueil qui sera réservé au projet de M^{me} Tasca : il n'y a guère que le président du groupe socialiste, M. Claude Estier (Paris), pour juger « positive » cette future disposition tout en faisant observer

qu'elle ne permettra pas à elle seule de résoudre le problème des moyens et en insistant sur l'importance du choix du futur président. De son côté, M. Jean Cluzel (Union centriste, Allier), a promis « de ne pas transiger » sur le principe de l'existence de deux chaînes, tandis que M. Yves Ruez (PC, Nord) a qualifié le projet de « faux semblant » dont il craint qu'il « ne signe l'acte de décès de FR3 ». M. Adrien Gonteyron (RPR, Haute-Loire) se contentant de se déclarer « hostile » au projet.

L'opposition, majoritaire au Palais du Luxembourg, n'adhère pas aux conceptions du gouvernement dans le domaine audiovisuel. Cette évidence ne l'a pourtant pas conduite à tenir des propos bien virulents, comme si elle était un peu lasse de refaire à intervalles réguliers l'inventaire des lacunes de l'audiovisuel. L'exemple le plus frappant de cette attitude a été fourni par M. Cluzel qui, constatant « l'aggravation de la situation », affirme que « toute augmentation du budget global de

l'audiovisuel est sans influence sur la production », dénonce « le désastre » engendré par les multiples réformes intervenues, regrette « l'amputation du meilleur atout du secteur public », c'est-à-dire la privatisation de TF1, ironise sur l'aspect « dérisoire » qui consiste à créer des groupes de travail avant de proposer que le gouvernement se résolve à admettre que « la logique de l'administration soit remplacée par la logique de l'entreprise » dans l'audiovisuel public.

Quant aux besoins financiers, M. Jack Lang, ministre de la culture, les a révisés à la hausse en les chiffrant non à 800 millions de francs mais à 1 milliard. L'augmentation de la redondance n'est refusée que par le seul PC. Mais elle ne sera pas suffisante. Les socialistes, par la voix de M. François Aurlant (Loire-Atlantique) ont une fois de plus plaidé pour la création d'une taxe sur les ressources publicitaires que M^{me} Tasca s'est engagée à faire étudier plus à fond.

A. CH.

Réunion des députés et sénateurs RPR

M. Chirac paraît décidé à engager une « rénovation » de son parti

C'est à une réunion à huis clos que M. Chirac a convoqué, pour samedi 3 juin à Port-Marly dans les Yvelines, l'ensemble des députés et sénateurs RPR. Le président du mouvement souhaite, en effet, entendre chacun s'exprimer librement et totalement même au risque de voir ce « séminaire » se transformer en une sorte de happening.

M. Chirac a déjà entendu beaucoup de points de vue contradictoires au cours des déjeuners auxquels il convie à l'Hôtel de Ville depuis quelques jours des formations successives de parlementaires de toutes tendances. Il a pu en ces occasions, tout comme lors des réunions des groupes parlementaires de l'Assemblée et du Sénat on enregistre à travers les positions publiques des uns et des autres, enregistrer une certaine cacophonie qui révèle une réelle confusion. M. Juppé, secrétaire général du mouvement, souhaite qu'à Port-Marly, où aucune décision ne sera formellement prise, chacun puisse exposer son point de vue sur « les principes et les valeurs du mouvement gaulliste et sur sa stratégie politique ». Mais l'organisation elle-même du parti, ses structures, la possibilité pour chaque sensibilité de s'y faire reconnaître dans ses instances seront également évoqués.

Le lancement du courant des « rénovateurs », conséquence en réalité à l'échec de M. Chirac à l'élection présidentielle, a eu l'effet d'un coup de pied dans une fourmilière et a été révélateur d'attentes et d'aspirations confuses et jusqu'alors contenues.

Les hésitations, les interrogations des rénovateurs émanées de leurs rivalités personnelles ont freiné l'élan de cette entreprise, ressentie par certains comme une aventure à haut risque. Une réaction s'est donc peu à peu formée contre les menaces d'éclatement, mais personne n'a voulu non plus apparaître pour autant comme conservateur, voire réactionnaire et encore moins rétrograde et archaïque. Dès lors, la volonté d'évolution s'est répétée dans l'ensemble du mouvement, et c'est de M. Chirac lui-même que tous attendent qu'il provoque, encourage et accompagne les changements attendus.

Au courant des rénovateurs a donc répondu l'esquisse d'autres regroupements. Ce furent tour à tour, ces derniers jours, une autre douzaine de députés « de base » qui, à l'initiative de M. Franck Borotra (proche de M. Pasqua) (*Le Monde* du 26 mai), souhaitaient que le RPR se réforme lui-même en ne se contentant pas du « simple lifting » proposé par les rénovateurs. Ce fut aussi le cas pour les parlementaires de la plus récente courbe, celle de 1988, agacés de voir les rénovateurs accaparer le concept de la jeunesse. Ce fut aussi l'occasion d'une réorientation inscrite pour l'amicale Présence et Action du gaullisme animée notamment par MM. Denism et Kasperit.

A des titres divers et parfois contradictoires d'ailleurs, tous souhaitent une évolution du RPR au point que l'on peut se demander si M. Juppé, en souhaitant lui aussi et en entendant une plus grande démocratisation du mouvement, n'a pas ouvert la boîte de Pandore.

Le secrétaire général et aussi M. Chirac ont désormais pris la mesure de cette revendication et ils en acceptent les conséquences. Celles-ci doivent cependant avoir des limites : celles de la cohésion, c'est-à-dire de l'existence même du RPR en tant que tel. C'est pourquoi M. Chirac est prêt à ouvrir le plus largement possible les moyens d'expression des diverses sensibilités à une seule condition, mais qui est absolue : que le dialogue se déroule à l'intérieur du mouvement. Le président du RPR ne veut pas être soumis à un sort de chantage permanent à la sécession. Il serait dans

ce cadre prêt à accepter toutes les évolutions des structures qui favoriseraient le dialogue interne au RPR. M. Juppé traduit ce principe en affirmant : « La plus grande liberté d'expression, de proposition, de constitution de cercles de réflexion, de tendances ne me gêne aucunement. Cela me paraît même positif pour l'image du RPR ».

Eviter la dissidence

Cette compréhension à l'égard des sensibilités propres est sans aucun doute une manifestation de bonne volonté à l'égard des rénovateurs pour leur permettre de franchir le pas de la dissidence. Sera-t-elle suffisante ?

Certains au RPR s'inquiètent de la constitution de tendances en structures officielles qui modifieraient la nature du mouvement et seraient, assurément, contradictoires avec la notion de rassemblement. Ces « tendances » n'existeraient-elles pas comme d'être représentées à la proportionnelle dans les instances du RPR comme cela se passe au Parti socialiste. D'ores et déjà, la représentativité du comité d'orientation politique, où ne siègent que des membres désignés par le président du mouvement, est contestée de plusieurs côtés.

Autre sujet de controverse entre membres du RPR : la personnalité et l'originalité du mouvement. Doit-il renforcer son identité rendue trouble depuis quelques mois aussi bien par les tentatives de la « rénovation » que par l'alliance avec l'UDF pour les élections européennes ? Doit-il en revanche multiplier les liens avec d'autres formations et leur donner une structure institutionnelle rigide ? A toutes ces questions M. Chirac attend les réponses qui seront formulées samedi à Port-Marly. Trois interrogations essentielles se posent ainsi : que faire dans le RPR ? que faire du RPR dans l'opposition ? quel discours tenir désormais à la nation ?

Ce n'est que le 22 juin que le conseil national du RPR fixera concrètement les conclusions de cette consultation en adoptant un document de référence doctrinal, en définissant une stratégie d'alliances au sein de l'opposition et en arrêtant ses réformes de structure et son programme de travail. Ces décisions devront tenir compte du résultat des élections européennes du 18 et 25 juin des projets des rénovateurs, qui doivent tenir leurs « assises » à Paris le 24 juin. Deux semaines lourdes de conséquences !

ANDRÉ PASSERON.

Controverse à Nouméa après l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné

Le témoignage d'un policier des RG est contesté par ses chefs

NOUMÉA
de notre correspondant dans le Pacifique sud

Les autorités de Nouméa ont-elles été correctement informées de la situation régnant à Ouvéa avant le double assassinat, le 5 mai, de Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné ? La divulgation de l'information (*Le Monde* du 31 mai) selon laquelle des renseignements alarmistes en provenance d'Ouvéa avaient été mal retransmis dans un rapport des renseignements généraux a soulevé des remous à l'intérieur de ce service et au haut-commissariat de Nouméa, où l'on refuse vigoureusement une telle version des faits.

Ce rapport des RG, daté du 20 février, rédigé sur la base d'indications fournies par un policier mélanésien, M. Denis Aben, détaché à Ouvéa, se faisait l'écho d'une réunion tenue deux jours plus tôt à la tribu de Gossanah, à laquelle auraient assisté une cinquantaine de militants du FULK, du PALIKA et des dissidents de l'Union calédonienne (UC). Il aurait été décidé, précise le rapport, « de s'en prendre à un gendarme et d'entreprendre des actions dures, dans l'avenir ou après les élections municipales, contre des militants locaux de l'UC et du RPR ». Deux dates symboliques étaient avancées : le

5 mai, premier anniversaire de l'assaut de la grotte de Gossanah, et le 14 juillet, jour d'entrée en vigueur du nouveau statut du territoire, issu des accords de Matignon.

« Mauvaise retranscription »

Après l'attention portée contre Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné, le policier mélanésien Denis Aben s'est plaint, dans ses dépositions devant les gendarmes et le juge d'instruction, de la mauvaise retranscription de ses renseignements fournis le 20 février.

Il avait estimé que ce rapport avait été rédigé en des termes atténuant la portée des menaces dont il s'était fait l'écho. Enamé, rait les cibles potentielles des extrémistes d'Ouvéa, il avait alors parlé de menaces contre les « leaders de l'UC » et non simplement contre des « militants locaux de l'UC », formule qui apparaît finalement dans le rapport.

Au haut-commissariat de Nouméa, on dément formellement une telle distorsion dans le compte rendu de la situation à Ouvéa. On soutient, au contraire, que tout indiquait, dans les jours précédant le 5 mai, que le climat était à la dégradation.

FRÉDÉRIC BOBIN.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'EUROPE DES RÉGIONS

Envoyer 60 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolant, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RÉGIONS

Quatorze députés « vitamines »

Quatorze députés RPR de la courbe 1988 ont annoncé jeudi 1^{er} juin, qu'ils allaient créer un groupe de travail « transpartisan » afin de donner des « vitamines » à l'opposition. Le chef de file de ces « non-alignés » du groupe RPR, est le député de la Vienne M. Jean-Yves Charnard. Dans un document rendu public au cours de leur point de presse, les députés « vitamines » se déclarent « partisans résolus du pluralisme, tant au sein du RPR que dans l'opposition toute entière ». « Notre mouvement se grandit en acceptant l'expression de sensibilités différentes, dont la diversité sera pour tous un enrichissement ».

« Les structures directrices sont passées de mode » a affirmé Mme Roselyne Bachelot (Maine-et-Loire), Nicole Catala (Paris), Suzanne Sauvage (Alpes-Maritimes), Martine Daugreilh (Alpes-Maritimes), MM. Patrick Balkany (Hauts-de-Seine), André Berthol (Moselle), Louis de Broiss (Côte-d'Or), Jean-Yves Charnard (Vienne), Olivier Dessault (Oise), Eric Dollé (Loire), Jean-Claude Mignon (Seine-et-Marne), Bernard Schraier (Bas-Rhin), Jean-Claude Thomas (Morne) et Léon Vachet (Bouches-du-Rhône).

Refusant le combat entre anciens et modernes, les députés « vitamines » souhaitent donner l'exemple d'une opposition résolue mais sans agressivité. Sur la vingtaine d'élus de la courbe 1988, les quatorze signataires de ce manifeste sont : Mmes Roselyne Bachelot (Maine-et-Loire), Nicole Catala (Paris), Suzanne Sauvage (Alpes-Maritimes), Martine Daugreilh (Alpes-Maritimes), MM. Patrick Balkany (Hauts-de-Seine), André Berthol (Moselle), Louis de Broiss (Côte-d'Or), Jean-Yves Charnard (Vienne), Olivier Dessault (Oise), Eric Dollé (Loire), Jean-Claude Mignon (Seine-et-Marne), Bernard Schraier (Bas-Rhin), Jean-Claude Thomas (Morne) et Léon Vachet (Bouches-du-Rhône).

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES n° 68
juin

TIERS MONDE
L'état de la dette

17 F

Au cours de sa visite en Norvège

Le pape tente de convaincre les luthériens de sa bonne volonté œcuménique

Arrivé jeudi à Oslo, Jean-Paul II devait se rendre vendredi 2 juin à Trondheim, capitale religieuse historique de la Norvège, ainsi qu'à Tromsø, au nord du cercle polaire arctique. Après avoir été reçu par le roi Olaf V de Norvège et par le premier ministre, M. Gro Harlem Brundtland, le pape a rencontré, jeudi 1^{er} juin, les évêques luthériens au château d'Akershus, ainsi que les neuf membres de la conférence épiscopale catholique des pays nordiques.

OSLO de notre envoyé spécial

La vie ne s'arrête pas en Norvège pour l'arrivée d'un pape, fût-il le premier à embrasser et à fouler un sol depuis le seizième siècle gagné à Luther. Les enfants vont à l'école. Les rues sont indifférentes, les bords de fjords et les lacs sont paisibles. C'est une femme, en tailleur vert, qui accueille le pape à sa descente d'avion : M^{me} Brundtland dirige un gouvernement (travailliste) qui se flatte de compter huit femmes sur dix-huit ministres. Record du monde. Le chef de l'Eglise luthérienne est un vieux roi de quatre-vingt-cinq ans, Olaf V, qui n'a de commun avec Jean-Paul II (autre le christianisme) que l'amour du ski. Il le présente au balcon de son palais. Insolite, enfin, cette pancarte sur un homme-sandwich réclamant au « cher pape » d'intervenir pour que les droits des péchés divorcés soient mieux respectés !

L'avenir de l'Hôtel du Nord

Atmosphère en péril

Derrière sa façade grise, l'Hôtel du Nord, à Paris, fut le théâtre de sa vie. C'est là, dans cet établissement tenu par ses parents, que le jeune Eugène Dabit a vécu. C'est là que l'écrivain a senti sa vie couler — comme on dit d'un bateau qu'il coule — sur fond d'eau, d'écluse, de péchés lents et de passerelle au-dessus du canal Saint-Martin. L'atmosphère, en un mot.

Mais non, justement. Pas tout à fait l'atmosphère. L'ambiance, mais pas la réplique. La phrase à jamais célèbre gauloise par Arletty ne figurait pas dans le roman. Et si elle domina le film de Marcel Carné, ce ne fut pas près du 102, quai de Jemmapes qu'elle fut prononcée.

Le tournage, en effet, eut lieu aux studios de Boulogne, dans un décor construit par Alexandre Trauner. Est-ce à cause de ce fait que l'Hôtel du Nord, le vrai, ne fut jamais classé ? Ni protégé, ni bradé, il a décliné doucement, changeant de mains à deux reprises en deux ans sans que la Ville de Paris use de son droit de préemption. Les trois étages offrent peu de possibilités et exultent, en tout cas, la réalisation de tout projet ambitieux, hôtel ou musée.

Un architecte tente pourtant de sauver ce qui peut l'être. Didier Morax cherche à restaurer le côté symbolique du lieu plus qu'à préserver le pseudo-monument historique. Son projet prévoit quelques appartements en retrait, derrière la façade d'origine qu'il met ainsi en valeur. Un local attenant à l'hôtel sera transformé en galerie-musée. Michel Pérez, biographe de Marcel Carné, travaille à la conception de ce petit lieu d'accueil du public. Le cinéaste, Arletty et Alexandre Trauner lui ont manifesté leurs encouragements.

Il en a bien besoin. Des riverains, des amis, des élus emmenés par Alain Lhospice, conseiller communiste du dixième arrondissement, lèvent les papiers pour stopper le projet et barrer la route aux « affairistes de l'immobilier ».

Didier Morax ne comprend pas. « Ces protestations, craint-il, vont gêner tout projet, et le lieu, déjà mort, s'écroulera un beau matin. La préfecture de police lui a enjoint de le faire, par écrit, de détruire la façade pour raisons de sécurité. Il espère ne pas avoir à s'y résoudre. Mais il faut pour cela qu'il puisse entreprendre rapidement les travaux. Les retards et les lenteurs qui entravent d'autres projets ne pourraient-ils qu'empoisonner... l'atmosphère ».

CHARLES VIAL

C'est un œcuménisme à l'envers que l'on pratique aussi dans les pays nordiques. Les rencontres interconfessionnelles, qui jalonnent habituellement les voyages du pape, obéissent toutes au même rituel. Les escarmouches sont noyées sous le flot des amabilités. Rien de semblable ici, où le pape n'est pas en position de force. L'Eglise catholique en Scandinavie représente une infime minorité (le monde du 1^{er} juin) : deux cent mille fidèles, au total, pour vingt-cinq millions d'habitants. « Je viens comme un frère, non comme un rival ou un outsider, prévient d'ailleurs Jean-Paul II dès son arrivée, prenant soin de préciser qu'il n'est que l'« évêque de Rome », surnom titulaire du « ministère de Pierre ». Au cours de la messe, il ne fera aucune allusion à la Vierge Marie.

Un échange franc

Tout en restant dans les limites de la courtoisie, l'évêque d'Oslo, Andreas Aarflot, véritable « primate » de l'Eglise luthérienne de Norvège, n'a pas manqué d'exploiter la situation de la première rencontre œcuménique de ce voyage. La scène se passe dans le vieux château royal d'Akershus, une masse de pierre dominant la mer. Le ciel est plombé et, à l'intérieur aussi, le climat est gris. Six évêques seulement, sur onze, sont présents.

Face à Jean-Paul II, l'évêque Aarflot se remue avec prudence derrière des « observateurs » et des « historiens » pour estimer que l'Eglise catholique est en train de rompre avec son superbe « isolement » et son « autosuffisance ». Ironiquement, il ajoute qu'il est difficile d'admettre en Scandinavie de ne pas être reconnu par le chef d'une

Eglise si petite : « Nous attendons le jour, dit-il, où votre sainteté exprimera enfin clairement et sans équivoque la reconnaissance du caractère ecclésial de l'Eglise luthérienne et des autres Eglises protestantes. »

Il ne s'arrête pas en si bon chemin. « C'est dans la vie quotidienne, dans les Eglises nationales et les assemblées locales, très éloignées des bureaux d'études de la Curie, dit encore l'évêque luthérien d'Oslo, que se rencontrent les véritables défis œcuméniques. Et de citer les mariages mixtes catholiques-protestants ou le désir des fidèles de pratiquer l'« intercommunion eucharistique ».

Jean-Paul II en a vu d'autres. Il répète, une fois de plus, que l'Eglise catholique est subordonnée à un sacrement global de l'Évangile, les chrétiens sur la nature de l'Eglise, des ministères et « une confession de foi commune dans le Christ ». Le sacrement eucharistique est un aboutissement, non un moyen pour parvenir à l'unité.

« Je ferais si... »

Il souligne cependant « l'engagement irrévocable » de l'Eglise romaine dans le mouvement œcuménique, dont cette première « visite d'un pape dans des pays nordiques si massivement protestants » est le symbole. Et comme l'avait fait son interlocuteur luthérien, il se livre à son tour avec franchise : « Je suis bien conscient que parmi les chrétiens il existe diverses interprétations sur la signification et l'exercice du ministère de l'évêque de Rome : personnellement, je ferais gravement à mon devoir de successeur de l'apôtre Pierre si je ne cherchais pas, avec constance et avec énergie, à promouvoir l'unité des chrétiens. »

Le rapprochement œcuménique est lié, dans son esprit, à la lutte contre l'indifférence religieuse et à la sécularisation, dont le pape a regretté à Oslo, devant la conférence des évêques catholiques de Scandinavie, qu'elle atteigne ici des sommets : « La religion et l'Eglise ne semblent plus avoir aucune utilité... Ce fait préoccupant ne pourra et ne devra jamais devenir pour l'Eglise, pour nous évêques, les prêtres et les fidèles, un motif de pusillanimité et de résignation. »

Aussi, qu'ils soient à majorité protestante comme en Norvège ou à majorité catholique comme en France, le pape appelle les pays européens sécularisés à retrouver leurs racines chrétiennes communes, celles qui en Scandinavie précédaient le « temps d'ouverture et de suspicion » né de la Réforme. Elles correspondent, dit Jean-Paul II, à « ces valeurs et à ces valeurs profondes sur lesquelles l'ensemble de la civilisation européenne s'est édifiée et dans lesquelles votre propre culture norvégienne s'est développée, valeurs et valeurs qui nous lient de leur pertinence pour la société contemporaine. »

An cours d'une messe célébrée à Oslo devant dix mille fidèles environ (dont un grand nombre d'immigrés polonais et asiatiques), le pape a loué les efforts d'un pays comme la Norvège : défense des droits de l'homme, de la femme, des minorités, solidarité avec les pays les plus pauvres ; ouverture des frontières aux réfugiés, etc. Il n'a pas hésité à dire qu'il s'agit là des marques de l'héritage chrétien du pays, essayant, une fois de plus, de convaincre son auditoire de cette liaison entre les valeurs spirituelles et la culture des nations, qui dessine sa vision du monde.

HENRI TINGO

ÉDUCATION

Tout en maintenant son ordre de grève

Le SNALC se défend de vouloir « perturber » les candidats au baccalauréat

Le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC-CSEN) a confirmé, vendredi 2 juin, son mot d'ordre de grève de la surveillance des épreuves écrites de philosophie du baccalauréat, le mercredi 7 juin. Le SNALC avait pris cette décision fin avril, pour marquer son opposition au plan de revalorisation des rémunérations des enseignants proposé par M. Jospin, qu'il juge « notoirement insuffisant ». Condamné par les fédérations de parents d'élèves, qui lui reprochent de « prendre les jeunes en otage », le mot d'ordre du SNALC a été qualifié d'« inadmissible et d'irresponsable » par le ministre. Celui-ci a menacé de sanctions les professeurs qui le suivraient.

Le syndicat a été reçu par deux fois au ministère, mais justifie le maintien de la grève par le refus de M. Jospin de rouvrir les discussions sur les salaires et par la menace qu'il aurait brandie de ne plus recevoir le SNALC s'il n'annulait pas son mot d'ordre, menace que le syndicat juge attentatoire aux libertés syndicales.

Que se passera-t-il mercredi dans les salles d'examen ? Il est possible que les candidats ne subissent aucune conséquence de cette décision puisque, selon le syndicat, l'administration aurait déjà renoncé à convoquer pour la surveillance les enseignants adhérents du SNALC. Le syndicat, qui a recueilli 12,2 % des voix aux dernières élections professionnelles dans le second degré, entend « perturber au minimum les élèves et au maximum l'administration » et se défend de vouloir boycotter un examen dont il défend ardemment le principe. Il assure que

sa grève du 7 juin sera limitée à la surveillance et ne s'étendra pas à la correction des épreuves de philosophie. Le ministère, pour sa part, indique qu'il a prévu de faire appel à des personnels supplémentaires de surveillance, afin de compenser les éventuelles défaillances. Mais le SNALC va lancer deux autres mois d'ordre de grève. L'un concernant les délibérations des jurys du premier groupe d'épreuves entre le 7 et le 5 juillet, destiné à désorganiser et à retarder les résultats. L'autre concernera une grève de la correction des épreuves du brevet des collèges.

Le syndicat, proche de l'opposition, espère « catalyser les mécontentements » au-delà de ses propres troupes. Il n'ignore pas que le début des épreuves écrites du bac, le 7 juin, coïncide avec le début du débat à l'Assemblée nationale sur la loi d'orientation de M. Jospin. Mais le mécontentement des usagers du baccalauréat pourrait aussi constituer une arme efficace entre les mains du ministre.

MÉDECINE

Le guérisseur Gaston Naessens poursuivi au Canada

Le guérisseur français Gaston Naessens comparaitra prochainement devant un tribunal canadien pour fraude et exercice illégal de la médecine. M. Naessens, qui est âgé de soixante-cinq ans, a été arrêté mercredi 31 mai à son domicile de Rock Forest (Québec). Il est l'inventeur de deux « vaccins » destinés aux traitements des cancers, l'Anablast, mélange d'eau et de phénol, et le 714 X, fabriqué en collaboration avec un autre guérisseur français, M. Gilbert Sanguinède. — (AFP.)

[En France, M. Naessens avait abusé de nombreuses familles d'enfants léucémiques, avant d'être condamné en 1965 pour exercice illégal de la médecine et de la pharmacie, détournement de gages et chèques sans provision. Réfugié au Québec, où il poursuivait sa pratique, il fait actuellement l'objet de soixante-quatre plaintes pour exercice illégal de la médecine.]

EN BREF

● L'Etat s'apprête à se part du barrage de la Borie (Gard). — Les services du premier ministre, après examen des deux rapports sur le projet de barrage de la Borie (Gard), qui doit noyer une partie de la vallée des Camisards (le Monde du 3 et du 10 mai), ont publié, le 1^{er} juin, un communiqué précisant que « le gouvernement, au vu de ces études, n'estime pas opportun de retirer les concours financiers qu'une décision du 4 mars 1988 avait prévu d'apporter à cet ouvrage ». Le gouvernement propose une concertation pour préserver le patrimoine de la vallée du Gardon de Miellet et une série de mesures de protection au titre des Monuments historiques et des réserves naturelles.

● Parking provisoire dans le bois de Vincennes : les Verts protestent. — La décision de la préfecture de police de Paris d'utiliser des emplacements dans les deux grands bois proches de la capitale pour accueillir les voitures pendant la fête du Bicentenaire en juillet suscite la colère des Verts de Vincennes-Ecologie. M. Pierre Roudier, conseiller municipal écologiste de Vincennes, déclare que cette décision provoque « un véritable sacage ». Il cite le chiffre de cinquante mille véhicules qui trouveraient asile sur la pelouse de Reuilly, l'ancien stade Pershing, les chemins forestiers et l'esplanade du château, mettant en péril, selon lui, « l'un des poumons de la capitale ». Vincennes-Ecologie souhaite que les pouvoirs publics trouvent en Ile-de-France d'autres endroits de parking avec des facilités de transport en commun vers Paris.

● COLLOQUE. — La revue Chénier organise le samedi 3 juin un colloque intitulé : « De la subjectivité, structures, systèmes, scènes ». Avec Alice Cherki, Monique Elkaim, Jean-Pierre Faye, Félix Guattari, Edgar Morin et Paul Virilio.

* Samedi 3 juin, de 10 heures à 18 heures, 6, rue Albert-de-Lapparent, 75007 Paris.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

PERSONNE, quoi qu'il pense d'elle, ne peut, en tout cas sans preuve, soutenir que les protections ecclésiastiques dont a bénéficié Paul Touvier, bien que cela ait duré quarante ans, devraient entacher l'Eglise catholique tout entière.

Personne ne peut alors comprendre que, pour la défense d'une accusation qui n'est pas formulée, Mgr Lustiger tire, de la foule qui acclamait Philippe Pétain à Paris un mois avant que n'arrive Charles de Gaulle, un argument qui mettrait cette Eglise en situation d'impureté au regard des événements du siècle. Ou bien devrait-on penser que le pasteur est assis d'une bouffée de haine pour ses braves, le cas échéant rétrospectivement ?

Equilibrer les protections incontestablement illicites consenties à Touvier par l'attitude incontestablement répréhensible et même condamnable des Parisiens en 1944, c'est se placer sur le dangereux terrain de l'excuse, si ce n'est celui du marchandage, si ce n'est celui du chantage.

Doit-on imaginer que le cardinal-archevêque de Paris pourrait, si son Eglise était par trop mise en cause, jeter l'anathème sur l'ensemble de ses ouailles (qu'elles soient ou non, en réalité, de sa chapelle), pour nombre d'entre elles post mortem, quarante-cinq années s'étant écoulées depuis ces pénibles acclamations ?

Doit-on imaginer Mgr Lustiger, loin de terre d'autre jous, s'apprêtant à rendre coup pour coup, au point de prévenir la bataille, comme un dirigeant ordinaire dont le camp serait montré du doigt ? La hargne sied mal à l'innocence, à plus forte raison si elle se pare de l'habit ecclésiastique. Elle ajoute au soupçon plus qu'elle ne le dissipe.

L'n'y avait assurément pas d'autre solution que d'arrêter Paul Touvier dès lors qu'il était si soudainement à portée de main. Mais on ne se le fait s'étonner qu'il ait pu s'échapper si longtemps ou admirer qu'il ait pu être attrapé après tant d'années d'une fuite qui ne l'a jamais mené bien loin de ses chasseurs.

Mais cette arrestation n'est pas sans risque, y compris pour la vertu, ou ce qui s'affiche sous ce nom-là. Car, à la différence de Klaus Barbie, avec qui il est apparié pour des motifs d'abord géographiques, Paul Touvier n'a pas été pris sans biscuits. Or ces biscuits sont empoisonnés.

Enlevé en Amérique latine dans des conditions juridiques tout à fait douteuses, Barbie avait été débarqué en France nanti de sa seule chance. Il était en particulier dépourvu de ces dossiers et de ces documents personnels qu'un juge d'instruction qui connaît son monde utilise avec diligence et tact.

Ce qu'il savait ou aurait pu dire était (et demeure) reclos dans sa mémoire, et ne s'est pas livré et n'a fait l'objet d'aucune effraction durant son procès. En quel cas dernier n'a pas été loin de paraître comme un coup d'épée dans l'eau. Il a laissé le souvenir étrange et en cela inquiétant sur le terrain de la sincérité d'un homme seul et sans complicités autres qu'allemandes et militaires.

En revanche, si l'on en croit les récits publiés par les journaux, ce sont des valises

de notes dont la police s'est emparée en même temps que de leur auteur, comptable assidu de sa vie quotidienne et de ses clandestinités. Mgr Lustiger en saurait-il plus qu'il ne prétend sur le contenu de ces valises pour avoir si vite mis en garde en même temps qu'il menace ?

Car il doit être bien entendu qu'on ne peut concevoir un procès où l'on ne verrait figurer, en fait de pièces, que celles qui conviendraient à une accusation bien conduite ou à la conscience contemporaine.

A supposer que le procès ait lieu, puisqu'il faut tenir compte de l'état de santé de l'inculpé, qu'il soit dit assez malade (on ne va pas nous refaire le coup de Laval tiré de son suicide pour mieux le fusiller), mais aussi des impératifs juridiques qu'un Etat de droit ne saurait écarter au profit de l'émotion ou de la raison d'Etat (deux types voisins de raisonnement et également inacceptables).

Il est manifeste que cette arrestation, cette inévitable arrestation, nous mène tout droit à un imbroglio politico-juridico-moral dont les profits sont des plus aléatoires. Faisons de croire que c'est la crainte de Mgr Lustiger.

Eglise

TOUVIER, par définition, n'a pas été durant sa fuite (?) l'objet de sollicitudes uniquement ecclésiastiques. A fortiori durant l'Occupation, où il tenait le haut du pavé, il a fatalement reçu l'amical concours de laïques. Leurs noms sont-ils restés ignorés jusque-là ? Cela se peut. Cette discrétion va-t-elle durer ? Cela ne se peut.

Si des noms ne sortent pas des cartons de Touvier, l'exploit policier (ou plutôt gendarmesque) et la procédure judiciaire qui s'engage, fût-ce avec de grandes précautions, n'auront été qu'une farce et, quasiment, une escroquerie à la justice immanente et à la rigueur des lois.

Si, au contraire, des noms sont livrés à la curiosité publique, la plupart d'entre eux seront hors de cour en même temps que honnis. On ne peut en effet étendre au-delà du tolérable cette incertitude et contingence notion de crime imprescriptible. Les autres infractions éventuelles sont dix fois couvertes tant par la prescription que par les multiples lois d'amnistie.

Vont donc se trouver accusés (dans le sens trivial du terme) des gens qu'il sera non seulement impossible de traduire en justice, mais même de vouer à la vindicte publique, les lois sur la presse, et singulièrement celles qui régissent la diffamation, l'interdisant absolument.

A peine si l'on pourra écrire que, en 1943, M. X... a dénoncé son voisin de palier dont il gagnait le logement ; ou bien que M. Y... a gentiment pillé, en 1944, l'appartement d'un sien cousin qu'il avait vu partir en captivité.

Il se peut que la morale ne pardonne pas, la loi le doit. C'est même une des différences assidue de sa vie quotidienne et de ses clandestinités. Mgr Lustiger en saurait-il plus qu'il ne prétend sur le contenu de ces valises pour avoir si vite mis en garde en même temps qu'il menace ?

C'est donc au mieux un Barbie bis qui se prépare, c'est-à-dire rien ; le cas échéant sur fond de déshonneur impuissable, mais aussi injuste parfois puisqu'il frappera plus souvent les fils que les pères, au travers du nom que les uns ont légué aux autres. Les seconds croyaient à tort qu'ils avaient reçu sans tâche. Ils vont le subir en n'étant coupables de rien, héritiers d'un patrimoine dont les notaires n'avaient dit mot.

S'ERA-T-IL au moins pédagogique cet hypothétique procès ? Saura-t-il tout simplement rappeler que l'homme ne cesse pas d'être un loup pour l'homme et que celui-ci a encore fort à faire pour mériter son nom ? On ne le parierait pas.

Encore une fois la justice va montrer qu'elle est un (mauvais) théâtre et croire qu'elle est une école. On va encore une fois croiser ces avocats qui se flatteront d'être « dans l'affaire » parce qu'ils auront suscité une partie civile qui n'avait même pas forcément envie de se replonger dans son malheur pour le raconter. L'avocat de Barbie rêve d'un doublé qui accroîtrait sa notoriété et le prix qu'il peut en attendre.

Sur ce point, le bâtonnier de Lyon (qui est pourtant un ami de longue date) aurait pu se dispenser de revendiquer pour sa ville la tenue des audiences. Y a-t-il lieu, au motif de « régionaliser » le peu ragoutant M. Touvier, de se le disputer comme un phénomène ?

Quand il n'y aura plus de phénomène de ce type à exhiber, parce qu'ils seront tous enfin morts, comment enseignera-t-on l'horreur des actes qu'ont commis les pères et les grands Touvier de l'époque 39-45, de celles qui l'ont précédée et de celles qui pourraient l'imiter ? Il faudrait aussi y penser. Ce n'est pas parce que meurent les monstres qu'ils cessent d'avoir des imitateurs et même des admirateurs.

P.S. — 1. M. Antoine Waechter était à Antenne 2 mercredi soir. Il y a du Giscard dans cet homme-là : autant que lui méthodique, et la même chaleur. N'y a-t-il pas cependant plus de spontanéité chez M. Giscard d'Estaing ?

P.S. — 2. M. Claude Servolin vient de publier aux Editions du Seuil l'ouvrage *« Agriculture moderne. Il y brocardait un vieil « Amateur » qui remonte au 10 août 1985 et intitulé « Campagne »*. Pour lecture vicieuse, qu'il s'attende à être provoqué en duel. L'offensé choisit de se battre à la fraise « Ganto », une remontante.

P.S. — 3. Un récent « Amateur » a parlé de M. Henri Guillemin (pour son ouvrage *« Parcours »* comme d'un maître à penser). Une corde, vite, afin de se pendre, pour avoir oublié l's qui s'imposait, comme le signalait plusieurs lecteurs.

P.S. — 4. Où sont Georges et Laura ?

مكتبة ابن خلدون

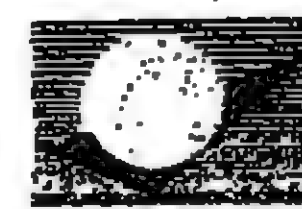
هكذا آمنه الاصل

12 Le Monde • Samedi 3 juin 1989 •

6000 MUTUELLES, LA VIE PLUS FORTE

mutuelle de guyenne et gascogne

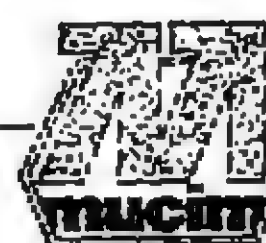
Mutuelle du personnel de l'institut max von laue paul hugenot



MUTUELLES DU LITTORAL

MUTI

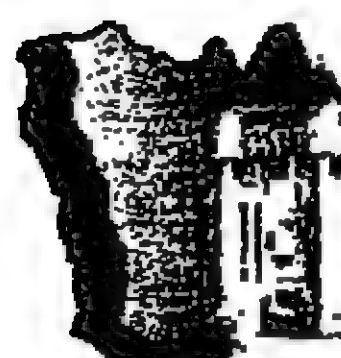
MUTUELLE DES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS DE FRANCHÉ-COMTE



mutuelle complémentaire interprofessionnelle de la Moselle



Mutuelle Complémentaire Interprofessionnelle de Principaux Médicalistes



M. F. N. Mutuelle Familiale de la Nièvre



Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale



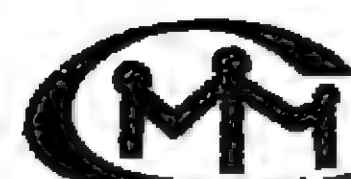
MUTUALITÉ FONCTION PUBLIQUE

mif

mutuelle interprofessionnelle et familiale du puy-de-dôme



Mutuelle Familiale de l'Arrondissement de Valenciennes



MUTUELLE MÉDICALE ET CHIRURGICALE DU PAS-DE-CALAIS

LOIRE ATLANTIQUE MUTUALITÉ



MUT'29

Mutuelle Interprofessionnelle du Finistère

Mutuelle du Lot-et-Garonne



MUTUELLE DU VAR



grande mutualité scolaire lorraine

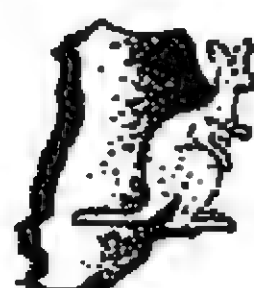


mutuelle complémentaire d'Alsace

mutuelle simic



Mutuelle des Agents des Impôts



MCSM Mutuelle Chirurgicale et Médicale de Seine-et-Marne



Mutuelle Solidarité Africaine



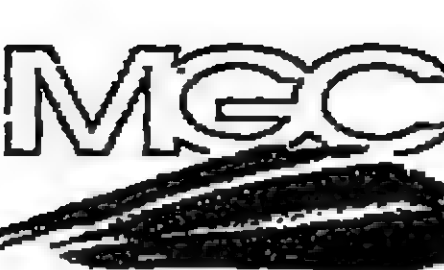
MUTUELLE NATIONALE DES HOSPITALIERS ET DES PERSONNELS DE SANTÉ



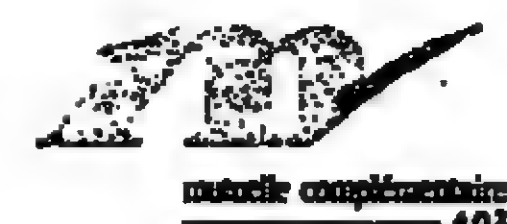
MUTEX



MUTUELLE Chirurgicale & Médicale d'AQUITAINE



Mutuelle Générale des Cheminots



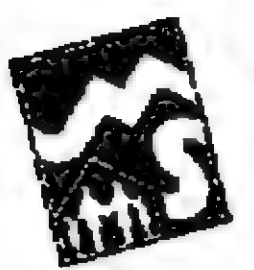
UNION MUTUELLE DU HAUT JURA



MUTUELLE PÉRIGOURDINE



Caisse Mutualiste Chirurgicale et Médicale de la Meuse

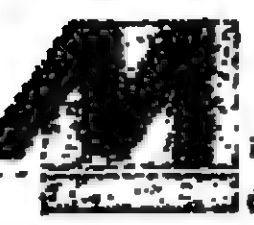


MUTUELLE SAVOYARDE

Première mutuelle des Pays de Savoie



Mutuelle Renault



mutuelle chirurgicale de la charente



Mutuelle de l'Industrie du Pétrole



LA MUTUELLE DES CÔTES-DU-NORD

MUTUELLE FAMILIALE FRANCE ET OUTRE-MER

Mutuelle Familiale & Chirurgicale de l'Alsace

SMATI

MUTUELLE DES ARTISANS ET TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS



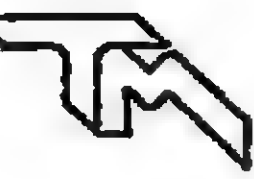
La Comtadine

MUTUELLE MÉDICO-CHIRURGICALE



PYRÉNÉES ATLANTIQUES MUTUALITÉ

MUTUELLE CHIRURGICALE / MUTUELLE MALADIE



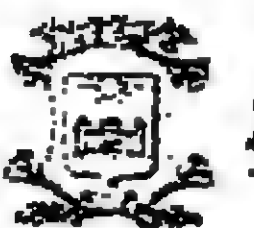
TOURAINE MUTUALISTE



Caisse Mutuelle Chirurgicale et Médicale de l'Eure



mutuelle pyrénées-bigorre



MUTUELLE MONTLUÇONNAISE



MUTUALITÉ FRANÇAISE



MUTUELLE INTERPROFESSIONNELLE DARU/SIM

mutuelle bisontine

et 5943 autres... et



DES ENTREPRISES DE VIE

M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE INAUGURE CET APRÈS-MIDI LE NOUVEAU SIÈGE DE LA MUTUALITÉ FRANÇAISE.

Cette inauguration est l'occasion pour les mutualistes d'affirmer le caractère moderne et vivant d'un mouvement soucieux de donner l'image de sa véritable dimension.

Le combat de la Mutualité française, son éthique, bien qu'unaniment reconnus, paraissent pour certains peu conciliables avec les exigences d'efficacité de notre société moderne.

A l'heure où les entreprises classiques cherchent à se donner un supplément d'âme, il appartient aux mutualistes de démontrer que :

- dynamisme et compétitivité ne sont ni synonymes d'implacabilité ni l'apanage du secteur du profit ;

- les principes et les finalités du mouvement mutualiste sont les meilleurs guides d'une action efficace sur le plan tant social qu'économique. Parce qu'être au service de l'homme nécessite d'être toujours plus performant.

Dans une société où l'information est omniprésente, communiquer devient indispensable. Communiquer au sens d'échanger, faire connaître des actions, transmettre des convictions, faire partager des valeurs...

Symbole de la volonté d'allier efficacité et éthique, reflet de l'identité et de la force du mouvement mutualiste, ce nouveau siège se veut l'expression de ses capacités d'adaptation.

VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE, VALEURS DE LA MUTUALITÉ

Cette inauguration se déroule l'année même de la célébration du bicentenaire de la Révolution française ; coïncidence heureuse alors même qu'il s'agit pour la Mutualité française de célébrer, au travers de ce moyen d'expression qu'est l'architecture, les idées du mouvement mutualiste : LIBERTÉ, ÉGALITÉ, SOLIDARITÉ.

LIBERTÉ d'adhésion pour les individus et les groupes, liberté des mutuelles dans le choix des prestations, dans leur volonté de se regrouper ou non.

ÉGALITÉ pour chaque mutualiste, assuré de recevoir un même service, assuré d'un respect identique pour sa dignité d'individu.

SOLIDARITÉ enfin, par une contribution volontaire de chacun au bien de tous.

A un terme près, cette formule ressemble à celle de la devise de la République française. La similitude n'est pas fortuite mais souligne la parfaite intégration de la Mutualité à la vie de la cité, sa participation active à l'évolution même de notre société.

De même que cette année 1989 est l'occasion d'approfondir la réflexion sur les Droits de l'homme, de même il appartient à la Mutualité de faire comprendre combien il est nécessaire de continuer à s'interroger, sans complaisance, sur les adaptations nécessaires du concept de solidarité aux futures mutations ; de préserver ce concept de toute dégénérescence, de toute perversion ; de chercher à mieux cerner comment peut s'imposer un idéal de solidarité dans un monde qui prône individualisme et compétition.

SUBIR OU AGIR ?

Nous vivons dans une société qui a subi de profonds changements tant sociaux qu'économiques : la société de consommation n'est plus le privilège de quelques-uns, les modes, les niveaux de vie s'uniformisent, la Sécurité sociale est devenue un acquis, élément normal et banalisé de la vie moderne. Changements immenses que pourtant la plupart des Français semblent avoir occultés dans leur prise de conscience de la crise économique et dans la redécouverte - avec la sacralisation de l'entreprise comme moteur essentiel de l'économie - de l'épanouissement personnel, de l'autonomie et de l'initiative individuelle. Le risque est ici évident, que les sentiments fondamentaux de solidarité soient battus en brèche car même si les Français restent attachés à ces valeurs - nous l'avons vu à propos de la Sécurité sociale - cet attachement reste abstrait, au coup par coup, sans réelle intégration à la perception globale qu'ils ont de la société.

Au plan de la solidarité, celle-ci se fait plus modeste, mais aussi plus chaleureuse. La solidarité de groupes, mieux ressentie, mieux comprise, se trouve ainsi privilégiée. Tendance compréhensible mais qui ne peut permettre d'assumer les grands problèmes sociaux de la France contemporaine : difficultés financières de notre système de protection sociale liées au poids des retraites, à la crise de l'emploi, à l'intensification des phénomènes de pauvreté, d'exclusion et d'isolement. Face au monde actuel où certains voudraient voir s'affirmer les plus forts, même aux dépens des plus faibles, il n'est que deux réponses : subir ou agir.

La Mutualité française a choisi d'agir en apportant à tous, pouvoirs publics, médias, opinion, la preuve qu'elle est plus que jamais une force de proposition et de création. Parce qu'elle a pour mission de concrétiser le mot solidarité, elle doit transmettre à l'opinion le sens et l'intérêt de sa démarche pour réintroduire dans notre pays une solidarité active, une générosité efficace qui contribuera à rendre la société moins individualiste, moins égoïste.

Elle veut aussi, au-delà des frontières, participer à la définition d'un socle de solidarité en Europe.

L'échéance de 1993, reste pour la majorité de nos concitoyens une date encore largement fictive ; comme si, le 31 décembre 1992, une situation allait prendre fin pour, radicalement, se transformer en une autre.

Image de progrès pour certains, synonyme de déréglementation anarchique et de régression sociale pour d'autres, de plus en plus nombreux, les contradictions auxquelles donne lieu l'Europe tiennent en partie à la confusion faite entre l'outil - le marché intérieur - et les objectifs : la priorité étant l'adaptation de notre pays à l'affrontement concurrentiel de 1993.

L'attitude s'explique, même si elle peut susciter des inquiétudes sur l'intérêt qui sera réservé aux prochaines élections européennes. Personne ne sait exactement ce qu'est l'Europe ni ce qu'elle veut être - les débats auxquels donnent lieu les prochaines élections européennes donneront peut-être une idée plus précise de la réalité et du futur de cette Europe.

VOULOIR L'EUROPE

Pour autant, que doit être cette Europe ? Simple consécration d'un espace sans frontières où circuleront librement personnes, marchandises, services et capitaux ? Réponse à un enjeu plus vaste, économique, social, culturel, voire politique ?

La réponse ne se situe pas au plan de l'éthique ou de la vision idéaliste mais au plan même de la réussite de la construction économique de l'Europe. La réalisation du marché intérieur représente de nouvelles opportunités économiques, c'est un fait. Mais elle comporte aussi des risques. Il est ainsi évident que la dynamique économique qui résultera de l'ouverture des frontières ne pourra pas bénéficier de façon égale à toutes les régions. Pour faire face à une compétitivité accrue, des secteurs entiers d'activité devront être restructurés avec les risques concomitants d'augmentation du chômage. De même, les disparités des systèmes sociaux des États membres risquent d'induire des effets pervers comme le "dumping social" ou le développement du travail au noir.

Implication étroite donc du social à l'économique qui justifie de donner à l'Europe une réelle dimension sociale.

Certes, les aspects "conditions du travail" et "dialogue social" ont largement occupé le devant de la scène. Mais peut-on parler d'Europe sociale sans même évoquer la protection sociale, alors même que la protection sociale devrait favoriser le grand marché en améliorant les conditions de la libre circulation, de la mobilité des travailleurs et que surtout elle pourrait contribuer à réduire les effets négatifs du marché unique ?

UNE EUROPE SOCIALE

Or, la politique sociale ne relevant pas des directives de la communauté européenne, rien n'est prévu explicitement sur les évolutions nécessaires des régimes obligatoires de protection sociale et, a fortiori, sur celles des régimes complémentaires tels que la Mutualité. Il est cependant indéniable que, si les autorités politiques, tant nationales que communautaires, ne font pas quelque chose pour amorcer un rapprochement des systèmes sociaux, il y aura une harmonisation de fait, imposée sous la pression croissante du secteur privé. Déjà l'Europe de l'assurance se construit et les compagnies d'assurances pourront demain faire ce qu'elles veulent. Cette Europe sera-t-elle - et c'est la question - seulement celle des marchands, celle de la distribution des biens et des services dont profiteront seuls ceux capables de les payer ou cette Europe saura-t-elle rester fidèle à la tradition démocratique humaniste et solidaire de notre vieux continent ?

Telles sont les interrogations qui demeurent alors même que l'échéance n'est plus qu'à trois ans.

Parce qu'elle a pour mission traditionnelle de défendre la protection sociale, parce qu'elle pratique la solidarité quotidiennement, parce qu'elle est au carrefour de l'Europe mutualiste, la Mutualité française entend jouer un rôle dans la construction européenne. Pas toute seule, mais avec tous les mutualistes européens. Ainsi, quelles que soient les réalités économiques, l'harmonisation inévitable des charges sociales ne saurait entraîner une protection sociale au rabais car le marché intérieur doit déboucher sur un espace social conforme à notre tradition de solidarité.

UN STATUT EUROPÉEN POUR LA MUTUALITÉ

Pour que la Mutualité puisse faire face au déchaînement de concurrence des compagnies d'assurances tout en préservant sa spécificité et son éthique de solidarité, il est indispensable que, comme les sociétés anonymes, les coopératives, les associations et les groupements d'intérêts économiques, elle puisse disposer d'un statut européen.

Les mutualistes ont des métiers, un savoir-faire, des valeurs et c'est sans crainte mais avec l'optimisme de ceux qui ont soif d'entreprendre qu'ils veulent voir venir l'échéance de 1993.

Les mutualistes participeront avec réalisme, mais aussi audace et enthousiasme à cet idéal d'Europe solidaire et fraternelle car ce grand défi, notre pays doit le gagner. □



**MUTUALITÉ
FRANÇAISE**

DES ENTREPRISES DE VIE

Déclaration de René Teulade, Président de la Mutualité française.

مكتبة أحمد، الأول

JUSTICE

Le procès de la branche lyonnaise d'Action directe

Des incertitudes de la balistique

LYON
de notre bureau régional

Qui a tué le brigadier Guy Hubert lors de l'attaque de la Société lyonnaise du boulevard Anatole-France, à Lyon, le 3 novembre 1981 ? Deux jours de débats très animés n'ont pas permis de répondre avec certitude à cette question. Alors que sa haute stature et un passage du « carnet » de Max Frérot désignaient Emile Ballandras comme le meurtrier, les dépositions des collègues de la victime ont, paradoxalement, introduit le doute. Le plus grand des braqueurs masqués, surpris en flagrant délit, couvrait sa fuite avec un pistolet mitrailleur alors que la balle mortelle n'a pu être tirée qu'avec une arme de poing.

Après le récit de la course-poursuite et de la fusillade, par des policiers qui n'ont rien oublié, l'intervention des experts en balistique ne fit qu'ajouter à la confusion. En l'absence de M. Vergès, leur avocat, Olivier et Frérot se relayèrent pour porter la contradiction aux spécialistes en réaffirmant qu'aucune des armes meurtrières n'avait été conservée par eux et qu'il s'agissait d'une « manipulation policière » et « d'expertises truquées ». « Nous savons ce que nous allons prendre, il ne s'agit pas d'argenter mais de rétablir la vérité », s'indigna Frérot en se lançant dans de longs développements sur le poids de la balle, la longueur du canon, la qualité de la poudre et autres considérations techniques. Malgré les insultes qui les poussaient, ces contestations parurent ébranler la cour et le ministère public qui laissèrent les experts se débattre avec les sceaux et des rapports d'analyses souvent contradictoires.

Loin d'être anecdotique, cet intermède balistique révèle de nouvelles failles dans un dossier qui paraissait a priori soigneusement bouclé. Ainsi, après le flot persistant autour des circonstances de la mort de M. Henri Delrieux, convoyeur de fonds (le Monde du 30 mai), deux des trois meurtres commis par le groupe Action directe restent, pour l'heure, en quête d'un auteur formellement identifié. Le refus de coopérer et la virulence croissante des principaux accusés ne facilitent évidemment pas la tâche des magistrats, confrontés de surcroît à la guérilla de procédures que mènent certains avocats, en multipliant les dépôts de conclusions et les recours aux arguties juridiques.

Si certains faits demeurent dans un troublement clair-obscur, la plupart des personnages ont en revanche perdu de leur mystère. Au tiers du procès la frontière est désormais très nette entre le clan des irréductibles et les autres. Seul Bernard Blanc, vingt-neuf ans, fils d'ouvrier, qui s'est affirmé « communiste révolutionnaire (...), admirateur des Brigades rouges et de la Fraction armée rouge », a rallié le trio des fidèles d'Olivier en exposant, à tra-

vers un long texte, son engagement dans la lutte armée, fondé sur un rejet « viscéral » des injustices. Joseph Augy, trente-quatre ans, ancienne compagne de Frérot — qui la qualifiait de « paquet » — est loin de l'avoir imité. Embrigadée par amour, cette fille d'agriculteurs qui fréquentait un pensionnat catholique avant d'obtenir un DES de psychologie et de se consacrer aux handicaps et aux enfants, accepta d'être la « documentaliste » du groupe puis fut mêlée à deux attaques à main armée. Elle réussit à rompre avec l'équipe en 1982. C'est en pleurant qu'elle a expliqué à la cour son effacement lorsque la presse lui apprit la cavale de Frérot : « On le présentait comme un monstre. J'avais l'impression qu'il s'agissait d'une autre personne ».

Les cousins
de Vanves

Gilbert Vecchi, trente-cinq ans, et Christian Dubray, trente et un ans, apparaissent comme des « terroristes » aussi atypiques. Ils sont cousins, originaires de Vanves (Hauts-de-Seine) et s'expriment avec la même franchise simplicité des gosses des faubourgs. Peu intéressés par l'école, Vecchi entre en apprentissage à quatorze ans pour devenir plombier-couvreur. D'un service militaire mal vécu, il revient « révolté et plus très courageux ». Polak, un copain de quartier, lui ayant présenté des « gens formidables et patati et patata », Vecchi, qui n'est pas « du côté des patrons », se laisse convaincre de rendre quelques services et se trouve « pris dans l'engrenage ». « J'en avais marre de me déshabiller dans des caves et de manger dans des escaliers de chantier. Je pensais qu'il y avait peut-

être quelque chose à faire pour que la classe ouvrière soit un peu mieux ». Sans pusillité en rajoutant, Vecchi se décrit comme un garçon « faible, timide, gentil de nature, qui ne sait pas dire non ». Impliqué dans plusieurs actions violentes, le couvreur-lampiste ne rejette ses « conneries » sur personne.

Dubray est moins indulgent pour Olivier dont il a découvert les « deux facettes, Dr Jekyll et Mr Hyde » après un hold-up qui tourna mal. « Le terrorisme ça tient pas, ça fonctionne pas. Je vivais avec la crainte. La prison a été ma sortie de secours, depuis, j'ai perdu la pression... ». Avec son petit chèque sur la langue, ce mécanicien, converti en projectionniste de cinéma, raconte sa vie comme un film de Carné. L'enfance heureuse malgré une mère dépressive et un père absent, le BEPC et le CAP « loupés » après un démenagement déchirant vers une cité périphérique, le retour à Vanves et les belles retrouvailles avec les copains, dont Polak. Le président : « Ces copains, c'étaient Olivier et Frérot ? »

« Non, non, des gens normaux ». En 1981, un voyage en Afrique et sa présentation au groupe, à Lyon. « Olivier m'a félicité pour mes talents de mécanicien, j'avais réparé sa 104, et il a embrayé sur le tiers-monde. Ça tombait bien, j'en revenais. Tout avait l'air vrai, j'y ai cru. Le même jour, il m'a fait tirer au pistolet et m'a dit que j'étais un tireur d'élite. D'un seul coup j'avais tout bon, j'étais le meilleur. C'était bien. Et puis avec toutes les bonnes femmes autour, ça faisait bon, y a un fils qui est un peu comme ça... »

La suite du script figure dans l'arrêt de renvoi.

ROBERT BELLERET.

Un syndicaliste de la FASP blessé par balle en Corse

M. Deleplace estime qu'il était « la cible » du tireur

M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), a déclaré, jeudi 1^{er} juin, qu'il pensait avoir été la « cible » du tireur interpellé le même jour à Bastia (Haute-Corse) qui, dimanche 28 mai, avait grièvement blessé par balle un syndicaliste de la FASP (le Monde du 31 mai). M. Deleplace avait jusqu'ici gardé le silence sur cette agression, afin de laisser les policiers mener leur enquête. L'arrestation, jeudi, d'un patron de bar de Bastia, âgé de trente-quatre ans et dont l'identité n'a pas été révélée, supposait d'être l'auteur des coups de feu et placé

en garde à vue, a permis au syndicaliste de sortir de sa réserve.

M. Deleplace a indiqué qu'il se trouvait, dimanche 28 mai, peu avant 6 heures du matin, dans un cabaret folklorique de Bastia, « Le Fanal », avant de prendre le premier avion pour Paris à 8 heures. Il était en compagnie de M. Patrick Orbes, trente-six ans, délégué régional de la FASP pour la région lyonnaise, chargé de la formation des militants provinciaux, ainsi que d'un ami non policier. Le responsable de la FASP était venu en Corse pour assister à la remise d'une médaille à un brigadier de police retraité.

Alors que tous trois s'apprêtaient à quitter l'établissement, un groupe de cinq à six hommes a obstrué la sortie. « J'ai alors appelé l'adjoint du propriétaire, a expliqué M. Deleplace. Il a regardé le groupe, qui s'est écarté ». M. Deleplace est sorti du bar, avec le sentiment que ces personnes l'avaient reconnu et cherchaient l'incident. Il était suivi, quelques secondes plus tard, par M. Orbes, lui-même suivi par le groupe d'hommes : « L'un d'eux a sorti un revolver. Patrick Orbes a plongé sur lui. Il a été assommé et l'homme a tiré sur lui plusieurs fois ». Blessé au bras et au thorax, M. Orbes a été rapidement transféré à Marseille, à l'hôpital de la Conception, où il a été opéré et où ses jours ne sont pas en danger.

Le secrétaire général de la FASP estime qu'il était « une cible idéale pour un petit tirand ». Selon lui, en effet, « depuis la trêve des attentats déclarée en Corse par le FLNC, la police s'occupe de plus en plus du milieu ». Toujours à son avis, ce serait donc les policiers tout autant que le syndicaliste qui l'agresseur aurait pris pour cible.

« Vers la suppression des visas d'entrée en France et aux Etats-Unis. L'obligation de visa d'entrée en France pour les ressortissants américains dont les touristes, décidée en octobre 1986 lors de la multiplication des attentats terroristes, devrait être prochainement supprimée. Le principe de cette suppression était acquis du côté français depuis le mois d'avril, mais Paris entendait que les Etats-Unis annoncent une mesure de réciprocité. C'est ce qui vient de se produire. Washington a fait savoir, mercredi 31 mai, que les visas d'entrée en territoire américain étaient supprimés désormais pour les Français mais aussi pour les Suédois, les Néerlandais et les Suisses. La date de mise en vigueur n'est pas fixée. Ces mesures auront des conséquences pour les ressortissants italiens, allemands de RFA, britanniques et japonais. Il reste à négocier avec les pays concernés la date d'entrée en vigueur des mesures décidées ».

Le « Hitler = SS », de Vuillemin et Gourio, en correctionnelle

Les limites du second degré

Philippe Vuillemin et Jean-Marie Gourio, les auteurs de Hitler = SS, une bande dessinée parue en épisodes dans le mensuel Hara-Kiri avant d'être mise en vente dans les kiosques le 17 février 1988, ont comparu, le 31 mai, devant la dix-septième chambre du tribunal correctionnel de Paris, présidée par M. Alain Lucabart. Tous deux devaient répondre du délit de « complicité d'injure raciale » à la suite de la publication de cet album retiré de la vente le 1^{er} mars 1988 en vertu d'un arrêté du ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Charles Pasqua.

En parcourant des yeux pendant l'audience l'exemplaire de Hitler = SS, les magistrats de la dix-septième chambre correctionnelle ont esquisé une grimace. Un mouvement de dégoût face à cette bande dessinée qui affiche elle-même en couverture, au-dessus de l'image d'un déporté juif vendant des savons à d'autres déportés devant une chambre à gaz : « Danger pour la jeunesse ». Danger ? Inquiétant surtout, insupportable même. Philippe Vuillemin et Jean-Marie Gourio racontent l'horreur à la manière de Hara-Kiri : Une femme giflant son fils dans le train de la déportation parce qu'il a déshérité son étoile de David, un tailleur juif cassant les prix sur les stocks de pyjamas rayés vendus aux Allemands, un nazi debout à côté d'un tas de cadavres traitant de « fayot » son voisin qui a, lui, empli soigneusement les corps décharnés les uns sur les autres... Vuillemin et Gourio appellent cela la « caricature de la caricature nazie ». Le parquet du tribunal de grande instance de Paris y a, lui, décelé « une injure raciale ».

Pour le ministère public, M. Claude Pemolet parlera donc d'un scandale à l'État pur, de dessins « outrageants », « méprisants », « grossiers », « il y a des limites », dit-il. Dans cet ouvrage, elles sont dépassées. Il ne définit pourtant pas davantage ces « limites » invoquées. Sinon pour mettre en garde, sur un ton pacifique de sermonneur, les auteurs de Hitler = SS, contre les réactions « au premier degré » d'un public aussi « large » que celui de la bande dessinée : « Vous adoptez un raisonnement par l'absurde, lancez-vous à Jean-Marie Gourio, le scénariste. Vous souhaitez montrer l'horreur des camps à travers l'horreur de votre récit. Mais certains de vos lecteurs ne comprennent pas votre démarche. Il faut penser à ces personnes non averties, à tous ceux qui ne s'intéressent pas aux discussions historiques, philosophiques, et à tous ceux qui ont une intelligence moins développée ».

Crusé

M. Pemolet n'a pas plus loin. Jamais il ne parlera de complaisance envers le nazisme. Les convictions des auteurs ne sont pas en cause. Cette bande dessinée n'a évidemment « aucun caractère pro-nazi », écrit d'ailleurs dans une lettre Jérôme Landon, le directeur des Editions de Minuit, un ancien résistant dont une partie de la famille est morte dans les camps. « Si par impossible, elle était parue sous l'Occupation, elle aurait sûrement valu à ses auteurs la déportation ou la mort ».

Nor, Vuillemin et Gourio n'ont rien de racistes, de nazis ou d'antisémites. Ils sont tout simplement cruels, volontairement

brutaux. Provocateurs aussi. Jean-Marie Gourio, copiste d'avoir affiché la photo de Jean-Marie Le Pen dans son journal Zéro, accompagné des qualificatifs les plus injurieux sous le titre « Le Pen, c'est ça », a d'ailleurs été poursuivi par le leader du Front national pour diffamation. Philippe Vuillemin, lui, a l'habitude de traîner l'humour tout entier dans la boue : ses bandes dessinées regorgent de personnages stupides, de militants grotesques et de militaires borbés. « Notre livre n'est rien d'autre, puisqu'il faut s'en expliquer, qu'un violent dégoût contre le nazisme et le fascisme machin à générer l'horreur qu'ils ont mise au point, écrivent Vuillemin et Gourio dans une lettre à Serge Klarsfeld. Les révisionnistes minimisent cette insupportable machine de mort, nous la rendons, à notre avis, plus insupportable encore, par la force du trait grossier, du cliché amplifié, la torture omniprésente et ludique de l'enlèvement total et final... »

L'atroce malaise à la lecture de l'album est donc vodu. Est-ce ridiculiser le martyre juif que de le montrer sous les traits les plus grossiers et les plus vils ? M. Thierry Lévy, l'avocat des auteurs, y répond sans ambages : « Ces caricatures du génocide donnent sans doute une idée plus proche que ne pourrait jamais le faire tous les commentaires », dit-il en citant également Primo Levi Dans Si c'est un homme, qui est un témoignage sur les camps : « On voit des prisonniers que les tortures, les souffrances et les privations rendent moins en moins humains. Et c'est cela le mal absolu des camps ».

Jugement le 22 juin.

ANNE CHEMIN.

A Nice

La mère de l'enfant abandonné est inculpée de tentative d'assassinat

Jocelyne Ceccarelli, la mère de ce garçon de vingt et un mois, disparu le lundi 29 mai, puis retrouvé le surlendemain en sa compagnie dans une carrière proche de Nice (le Monde du 2 juin), a été inculpée, jeudi 1^{er} juin, de tentative d'assassinat par M^{me} Christine Lorenzini, juge d'instruction à Nice. Contrairement à ce qu'avait cru dans un premier temps les enquêteurs, il semblerait, en effet, que la jeune femme n'ait pas abandonné le petit Raphaël dans cette carrière, mais ait tenté de l'assommer en le précipitant, lundi 29 mai, du haut d'une falaise de quatre-vingts mètres. Par miracle, l'enfant dont les vêtements se seraient accrochés à des buissons qui auraient ainsi freiné sa chute, serait resté bloqué pendant deux jours sur une plate-forme située à mi-hauteur de la falaise. C'est là que, mercredi, sa mère elle-même l'a ramené « récupéré » après une escalade.

Devant les enquêteurs, Jocelyne Ceccarelli aurait expliqué son geste par le fait que, suivant un traitement psychiatrique depuis la naissance de

Raphaël et de sa sœur jumelle, elle ne supportait pas l'idée d'avoir deux enfants, la charge lui paraissant insurmontable. De son côté, son mari a indiqué aux enquêteurs que l'état de santé de Jocelyne Ceccarelli avait été gravement perturbé par deux événements successifs, l'accouchement difficile des jumeaux et une tentative de viol dont la jeune femme aurait été victime au mois de novembre dernier dans un bar de Nice où, entre autres, elle avait demandé un verre d'eau, elle aurait été agressive par deux hommes. Cette dernière affaire doit, d'ailleurs, être prochainement évoquée devant le tribunal correctionnel de Nice, où les deux hommes, qui contestent totalement la réalité de cette agression, comparaitront sous l'inculpation d'atteinte à la pudeur avec violence.

Après son inculpation, Jocelyne Ceccarelli, qui doit être l'objet d'expertises psychiatriques, a été placée sous mandat de dépôt par le magistrat instructeur et écrouée à la prison de Nice.

LE WEEK-END D'UN CHINEUR

SAMEDI 3 JUIN
Paris, Nocturne Drouot, 14 heures : sculptures et tableaux contemporains.

ILE-DE-FRANCE
SAMEDI 3 JUIN
Fontainebleau, 14 h 30 : vins, alcools.

DIMANCHE 4 JUIN
Chartres, 14 heures : mobilier, tableaux. La Vierge-Saint-Hilaire, 14 h 30 : mobilier, objets d'art; Provins, 14 heures : tableaux modernes; Rambouillet, 14 h 15 : tableaux et sculptures modernes; Saint-Germain-en-Laye, 14 h 30 et 21 heures : tableaux modernes; Seillac, 14 h 30 : mobilier, bijoux; Versailles-Château-Légers, 10 heures et 14 heures : tableaux anciens, mobilier.

PLUS LOIN
SAMEDI 3 JUIN
Antibes, 9 heures et 14 heures : mobilier; Cherbourg, 14 heures : bijoux; Dijon, 14 heures : argenterie, bijoux; La Roche-sur-Yon, 14 h 30 : mobilier, tableaux; Marseille (Castellane), 14 h 30 : Extrême-Orient; Noyon, 14 heures : grande vins; Poitiers, 14 h 30 : mobilier, jouets; Sceaux, 14 h 30 : mobilier, tableaux; Vaux, 13 h 30 : cartons postaux; Vichy, 14 heures : tableaux anciens.

DIMANCHE 4 JUIN
Arles, 14 h 30 : argenterie, bijoux; Auch, 14 h 30 : art contemporain; Béziers, 14 h 30 : arts nouveaux; Bolssel-les-Préfranches, 15 heures : automobiles de collection; Epervay, 14 heures : mobilier, objets d'art; Honfleur, 14 h 30 : armes, décoration; La Flèche, 14 heures : Extrême-Orient;

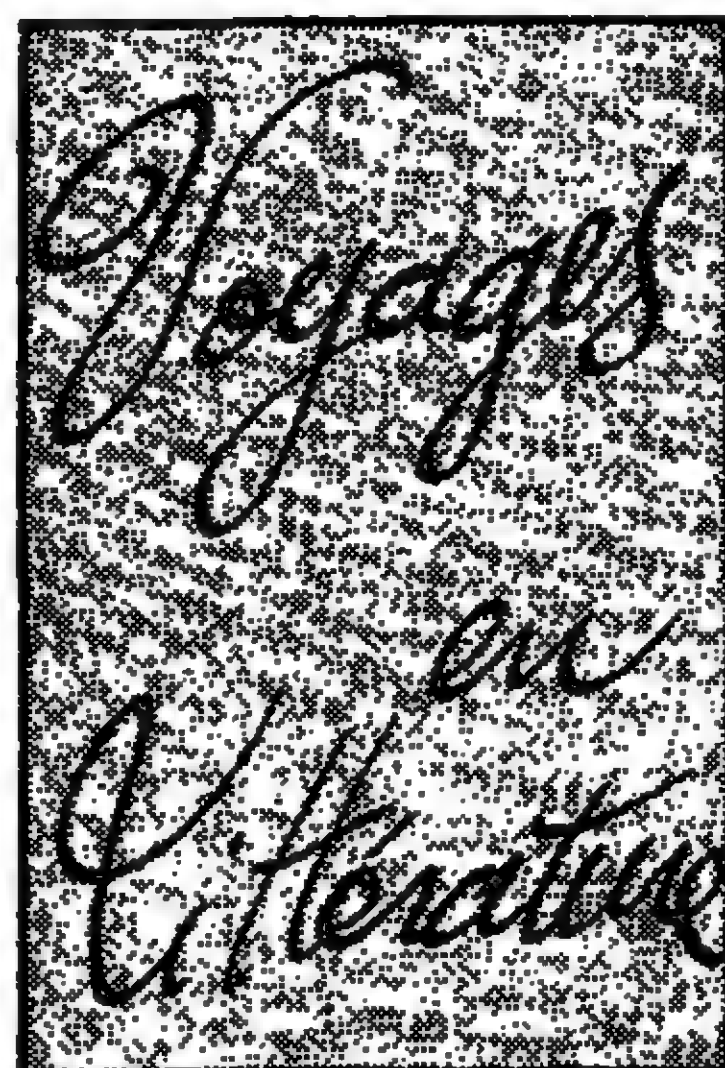
Marseille (Castellane), 10 h 30 et 14 h 30 : livres; Nancy, 14 heures : mobilier, tableaux; Orléans, 10 h 30 et 14 h 30 : affiches; Paris-Montparnasse, 14 h 30 : filigrane, mobilier; Rouen, 14 heures : mobilier, tableaux; Saint-Amand-Montrond, 14 heures : armes, bijoux; Valence, 14 h 30 : mobilier, objets d'art; Vichy, 14 heures : tableaux modernes.

LES FOIRES ET SALONS
Vincennes, Oxy, Meyrargues (Bouche-du-Rhône), Caux, Nancy, Rouen (Orléans) (semaine du mois), Béziers (Rouen, foire à la photo) (dimanche seulement).

Foire de printemps
du XIV^e
BROCANTE
26 MAI
au
4 JUIN
ENTREE
GRATUITE
Ouvert
de 10h à 19h
AVENUE DU MAINE
Rens. : SADEMA 47, bd A. Blanqui
Paris 13^e - T. 45 65 65 65

GRAND
CONCOURS

Du 22 mai au 10 juin 1989

HACHETTE
Classiques

Le Monde

EUROPE 1

Histoires de titres

Question 21 :

Abandon de titres.

Certains auteurs avaient donné à leurs œuvres, avant qu'elles ne soient publiées sous leur titre définitif, un autre titre. Quelles œuvres se cachent sous les titres que voici :

- a - Le Télégraphe.
- b - Les Intermittences du cœur.
- c - Mélancholia.

Question 22 :

Latinisme...

Certains titres d'ouvrages sont en latin : saurez-vous retrouver celui-ci parmi les cinq titres suivants :

Cette publication fit condamner à mort son imprimeur, mais l'auteur, par bonne aventure, s'en tira...

- Amori et dolori sacrum
- Cymbalum mundi
- Et nunc manet in te
- Mesta et Errabunda
- Mugitusque boum

Bulletin-réponse dans le Monde, le samedi 10 juin 1989 (daté dimanche 11 - lundi 12 juin)

Chaque jour une vignette de participation. Collectionnez-les précieusement. Vous devrez les coller sur le bulletin-réponse. Pour vous aider à répondre, chaque jour des indices sur Europe 1 ou sur Minitel 3615 code LEMONDE, EDUC ou EUROPE 1.



Le Carnet du Monde

Naissances

— Carole BERTATI et Eric AMARA ont la joie de faire part de la naissance de

Clémence,

le 26 mai 1989.

4, square Montsouris, 75014 Paris.

Décès

— M^{re} Georges BONS, née Roger, M^{re} et M^{re} Gérard Montegut, MM. Grégoire, Jérôme, Emmanuel et Sébastien Gallet, M^{re} et M^{re} Jean-François BONS, M. Gérard BONS, M^{re} et M^{re} Rami BONS, M^{re} et M^{re} Jacques BONS, les petits-enfants, arrière-petits-enfants, Les parents, alliés et amis, font part du décès de :

docteur Georges BONS, ancien chef de clinique de Paris, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, survenu le 27 mai 1989, à Paris.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité, à Nèris-les-Bains.

— Sa famille et ses amis ont la douleur de faire part du décès de

Marie GIESBERT, née Albis,

survenue le 28 mai 1989, à Ropen, dans sa soixante-neuvième année.

Une messe sera célébrée le samedi 17 juin, à 18 h 30, en l'église de Bosc-Roger-en-Roumois (Eure).

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Chapelle, chemin du Moulin, 27670 Bosc-Roger-en-Roumois.

— Les docteurs René et Denise Pache, ses enfants, Cyrille Pache, Xavier Pache et Caroline Fortin, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part de la mort de

M^{re} Adrienne PACHE, née Costi,

survenue à Marseille, le 27 mai 1989, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques civiles ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

34, rue Saint-Jacques, 13006 Marseille.

— M^{re} Rozenblum Rachel, son épouse, M^{re} Berstein Boris, sa belle-mère, M^{re} et M^{re} Rozenblum Gregorio, M^{re} et M^{re} Sepal Sergio, ses enfants, Yael, Alain, Pablo et Nicolas, ses petits-enfants, ont l'immense douleur de faire part du décès en exil de leur époux, père et grand-père, survenu le 31 mai 1989, à Paris.

Jacobo ROZENBLUM WAITNER, ingénieur financier, PDG de la Banque sudaméricaine du Chili, PDG de la Banque Israélite du Chili, directeur de la Banque du Chili, conseiller du ministère d'économie et finances du gouvernement chilien de M. Salvador Allende.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14^e, ce vendredi 2 juin.

— On nous prie de faire part du décès survenu subitement à Drezde (Allemagne de l'Est), le 8 mai 1989, de notre cher et bien-aimé

Georges YACOVLEVITCH, conseiller des affaires étrangères (ER).

De la part de : Suzanne Yacovlevitch, sa sœur, Sa famille et ses nombreux amis en France et à l'étranger.

Une messe à sa mémoire sera célébrée le jeudi 8 juin, à Paris, à 18 heures, en la crypte de la chapelle des Missions étrangères, 128, rue du Bac, métro Sèvres-Babylone, près du Bon Marché.

Les obsèques auront lieu ultérieurement dans la plus stricte intimité.

Pas de condoléances. Cet avis tient lieu de faire-part.

Suzanne Yacovlevitch, 15, impasse du Mont-Tonnerre, 75015 Paris.

Né en 1921, Georges Yacovlevitch était l'un des plus fins connaisseurs de la Chine et de l'Extrême-Orient au sein d'Orsay, où il a fait toute sa carrière. En poste en Chine, en Indonésie, aux Philippines, à Taïwan, deuxième conseil-

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-86-03

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F

Abeilles et actionnaires 73 F

Communicat. diverses 86 F

ler à Pékin (1987-1970) pendant la révolution culturelle, correspondant à Kérékou (Mali) puis à Senghor (Sénégal), il était directeur de la Légion d'honneur et officier de l'Ordre national du Mérite. Il avait accompagné le président Pompidou en Chine en 1973, et M. Deng Xiaoping lors de sa visite en France en 1975, dont qu'il était vice-premier ministre. Son vivant, très cultivé, manifestait parfaitement la langue chinoise, il avait su, malgré sa modestie, se faire apprécier du petit monde de la diplomatie.

Remerciements

— M^{re} Jean-Claude Taisne, et ses filles, Lucette, Vanessa et Alexandra, M^{re} Vve Robert, Ses beaux-parents, belles-sœurs, beaux-frères, nièces et neveux, Tous les parents et alliés, très touchés des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Jean-Claude TAISNE,

précisent toutes les personnes qui se sont associées à leur peine, de bien vouloir trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

Anniversaires

— En ce dixième anniversaire de sa mort,

nos nous souvenons de

Jean-Paul LESTERLIN.

— Le 3 juin 1979,

Adrienne R. WEILL, née Brunschwig,

nos quitte.

Celles et ceux qui l'ont connue et aimée se souviennent.

Nos abonnés bénéficient d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sous réserve de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

RENCONTRES CONTEMPORAINES
116 bis, Champs Elysées
(1) 42 25 02 31 +
Depuis 28 ans, hommes et femmes, médecins, pharmaciens, prof. libéraux, industriels, ingénieurs, cadres, etc. au-delà des notes, font confiance à notre signature parcellaire :
• un nombre de contacts
• une qualité de contacts
• Un remboursement

Communications diverses

— Union des fabricants pour la protection internationale de la propriété industrielle et artistique

Fondée le 23 août 1872 et déclarée le 28 mai 1877 établissement d'utilité publique. Siège social : 16, rue de la Faisanderie, Paris-16^e.

Assemblée générale ordinaire de l'Union des fabricants

MM. les membres de l'Union des fabricants pour la protection internationale de la propriété industrielle et artistique, établissement d'utilité publique, sont convoqués en assemblée générale annuelle au siège de l'association : 16, rue de la Faisanderie, à Paris-16^e, le jeudi 22 juin 1989, à 14 heures.

Ordre du jour

1. — Allocution de M. le président.
2. — Compte rendu des travaux de l'année 1988.
3. — Rapport de gestion du conseil d'administration.
4. — Rapport du commissaire aux comptes sur l'exercice 1988.
5. — Approbation des comptes, quittés au conseil d'administration et au conseil de l'association.
6. — Affectation des résultats.
7. — Fin de mandats d'administrateurs.
8. — Ratification de la nomination par cooptation d'un administrateur.
9. — Nomination d'un administrateur.
10. — Révocation d'un administrateur.
11. — Budget 1989.
12. — Modification du montant de la cotisation pour l'exercice 1990.
13. — Questions diverses.

LOTOSPORTIF	
RESULTATS COMPLETS N°26	
12 numéros gagnants	23 959,00 F
22 numéros gagnants	1 241,00 F
11 numéros gagnants	135,00 F
NUMERO PACTOLE : 3	
Tirage du Jeudi 1 ^{er} Juin 1989	

Automobilisme

Le deuxième raid Paris-Pékin passera par l'Iran

Après le succès, l'an dernier, du premier rallye Paris-Pékin, qui s'était déroulé du 12 juillet au 2 septembre et avait réuni quelque 25 équipages sur les routes du Proche-Orient et de Chine, une nouvelle expédition s'apprête au départ. La « croisière » apparaît plus ouverte, plus audacieuse et passera par l'Iran.

Le deuxième rallye Paris-Pékin quittera la capitale le 23 juin à midi depuis l'esplanade du Trocadéro, où les véhicules auront été une dernière fois vérifiés. La place d'armement devrait être en vue le 22 juillet. Cette deuxième édition d'une expédition uniquement ouverte à de jeunes conducteurs l'an dernier durera moins longtemps qu'en 1988. L'explication est simple : l'itinéraire emprunté en 1989 passera par l'Iran et, logiquement, il ne sera pas nécessaire d'emprunter la voie maritime pour atteindre les routes ou pistes prévues par les organisateurs et que des frontières difficiles avaient, l'an dernier, fermées. Après la traversée de l'Iran, la colonne de voitures traversera le Pakistan pour atteindre la Chine par le col de Kunjerab.

Actuellement, 34 véhicules sont engagés et une dizaine d'engins d'assistance technique ou médicale seront du voyage. Les voitures ont été classées en deux catégories : une série dite « renforcée » concerne les véhicules de série classique. Une série dite « renforcée » concerne des engins qui présentent des modifications de structure. Pour tous les véhicules engagés il est toutefois demandé un double réservoir de carburant et une protection du carter par plaque en tôle.

Loin des rallyes tels que le Dakar ou d'autres compétitions entièrement prises en main par les sponsors et les marques, le Paris-Pékin apparaît comme une chevauchée mécanique pour le moins aventureuse mais inspirée par le goût de la découverte de pays ou de peuples dont la civilisation a marqué l'Histoire.

Pour autant, le souci de l'exploit sportif n'est pas absent. Les organisateurs de cette expédition ne sont d'ailleurs pas, dans ce domaine, des inconnus. Outre l'organisation l'an dernier du premier Paris-Pékin, Alain Lafenillade a participé à bien des rallyes tant en Europe qu'en

Afrique. Il a ouvert le Paris-Dakar, tracé la reconnaissance de différents itinéraires sahariens et, avec René Metzger, les frères Marreau, Patrick Tambay, il a connu bien des péripéties et aventures. Avec Philippe Lélis, il fonde, voilà deux ans, l'Automotade, une association tournée vers le raid automobile et dont le président est une femme, Pascale Jouhaudaux, une avocate que les horizons lointains ont détournée des prétoires.

La bienveillante attention de l'UNESCO

Pour les « fondateurs » du Paris-Pékin, la bienveillante attention du Fonds international du développement de l'éducation physique et du sport (FIDEP), un organisme qui dépend de l'UNESCO, a été essentielle pour l'obtention des autorisations de passage par l'Iran cette année. Il est vrai que l'organisme international a lui-même un important projet en cours d'étude, qui envisage la remontée de la Route de la soie. Vaste programme qui devrait permettre des échanges culturels avec les pays traversés.

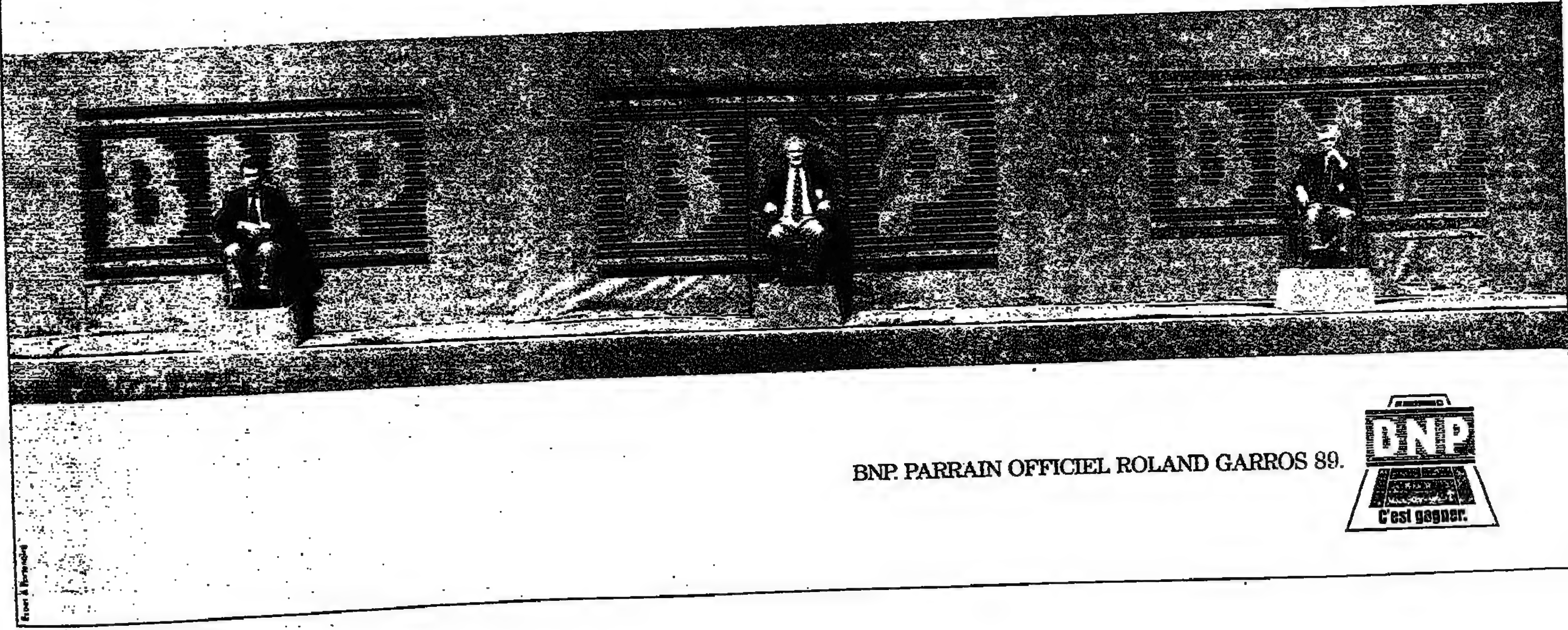
Comme l'an dernier, la MACIF de Mulhouse a décidé de participer au Paris-Pékin 89 en assurant pour une somme tout à fait raisonnable les véhicules et conducteurs ou passagers. L'Assistance médicale sports-auto (AMSAM) est aussi de la partie.

Quant aux participants eux-mêmes, ils sont libres de trouver les fameux sponsors qui font les beaux voyages. Pour la plupart des amateurs, les pilotes engagés se sont adressés à des garages, ou à des entreprises locales qui ce genre de promotion, mais aussi un certain goût de l'aventure, inspire. Il s'agit surtout de provinciaux, mais plusieurs équipages viennent d'Allemagne, de Suisse et de Grande-Bretagne.

Désormais, à J-21, le souci pour les membres de l'expédition de rassembler tout le matériel nécessaire, mais aussi de trouver les derniers moyens financiers incompressibles que réclame un tel voyage (quelque 100 000 F par voiture).

CLAUDE LAMOTTE.
* Tous renseignements à ALASA, 66, rue Cortambert, 75016 Paris. Tél. : (1) 45-03-13-47.

Aussi incroyable que cela puisse paraître,
3 personnes ne savent toujours pas quelle est
la banque de Roland Garros.



BNP. PARRAIN OFFICIEL ROLAND GARROS 89.



مكتبة الامانة

Sports

TENNIS : les Internationaux de France
Les Soviétiques suivent la mode

Depuis 1984, il n'y avait jamais eu autant de joueurs américains en compétition après les deux premiers tours des Internationaux de France de tennis. Ils sont au moins six qualifiés (Agassi, Arias, Berger, Chang, Courier, Duncan) pour les seizièmes de finales en attendant que Tim Mayotte termine son match contre le Haïtien Ronald Agener. Le favori 1989 n'est pas moins Ivan Lendl : après sa victoire en trois manches sur Derek Rostagno, le Tchèque, qui signait son deuxième succès consécutif sur terre battue cette saison, n'a pas concédé plus de quatre sets au cours de ses vingt-huit derniers matches. Dans le tournoi féminin la jeune Yougoslave Monica Seles — en fait c'est une élève de l'Américain Nick Bollettieri comme le fut André Jaeger dont elle a le style — paraît en revanche capable de troubler le tête-à-tête au sommet de Steffi Graf et de Gabriela Sabatini bien qu'à quinze ans et demie, elle soit une cadette de quatre ans.

ROLAND-GARROS est le centre géométrique de toutes les modes. Des modes tennisistiques s'entend. Il y a eu la petite boule remplie de mercure contre les tendinites au coude, le microcircuitage pour hypertrophier la raquette ergonomique, c'est-à-dire asymétrique. Et il y a cinq ou six ans de cela, un informaticien, digne de la petite boule, s'était mis en tête de « modifier » le jeu, autrement dit d'assister tactiquement les joueurs en leur proposant des analyses du comportement de leur adversaire.

C'est donc avec un étonnement certain qu'on a surpris, jeudi après-midi, une femme d'âge mûr, installée au bord du court n° 2, s'appliquer à noter tous les coups et tous les points d'impacts des balles du match Svensson-Chesnokov, avec le renfort d'une calculatrice et d'un chronomètre. Les informaticiens étaient-ils en train de tenter une nouvelle percée dans le monde du tennis ?

La vérité était beaucoup plus simple et beaucoup plus compliquée. La dame est russe. Elle s'appelle Hanna Skorodukova. Et elle travaille à l'Institut des sports soviétique à Moscou. Son but n'est pas de modifier le jeu mais d'étudier le mouvement et le temps d'action des joueurs pour améliorer leur entraînement. Elle poursuit ses recherches depuis sept ans. Avec succès ? « Da ! » répond avec conviction Tatiana Novamko, cette autre dame assise sur le même banc qui est l'entraîneur de Andreï Chesnokov, le numéro un soviétique, en montrant le score de sa partie contre Jonas Svensson.

Effectivement Chesnokov gagne. Ou plus précisément il arrive à gagner alors que le Suédois semblait avoir inoculé un virus virulent dans son jeu, un peu à la manière dont il avait réussi à le faire l'an passé contre Ivan Lendl. Le principe biologique de

l'opération était d'ailleurs assez simple : Chesnokov est un joueur de fond de court dont les passages sont redoutables, en revanche il est médiocre volleyeur, donc il faut l'attirer au filet pour le « passer » ou bien le « lobber ».

An lieu de prendre l'initiative au filet comme il en a l'habitude, Svensson s'applique ainsi à jouer court ou amorti pour forcer le Soviétique à rentrer dans le court. Et les ravages dans le jeu de Chesnokov furent à la hauteur de ses espérances pendant la première manche : le Soviétique a perdu trois fois son service. Et il aurait dû en perdre encore beaucoup d'autres tant l'exercice auquel le Suédois le soumettait était éprouvant : allées et venues latérales en fond de court avec une accélération brutale vers le filet. Il faut des jambes et un souffle exceptionnels pour supporter cela longtemps. Et, même si les revers « slices » et les lobs de Svensson se sont faits par la suite beaucoup trop imprécis, Chesnokov a montré qu'il n'en manque pas. Grâce à l'entraînement qui lui a été concédé par les spécialistes de Moscou, s'empresse-t-on de préciser dans l'entourage du joueur.

Chesnokov, le terrible

Il s'entraîne sérieusement beaucoup, Chesnokov, grâce aux bons conseils de Hanna Skorodukova. Mais ce n'est sûrement pas sur le plan physique qu'il a fait le plus de progrès. On a en effet du mal à reconnaître dans le personnage qu'il joue maintenant, l'étudiant un peu godaillé avec une méchante raquette et un vilain short qui, en 1986, étonnait Roland-Garros en atteignant les quarts de finales comme un diable rouge sortant d'une boîte.

Chesnokov avait alors gentiment raconté que c'était sa grand-mère qui l'avait encouragé à jouer au tennis parce qu'elle avait

regardé le tournoi de Wimbledon à la télévision. Et il était très embarrassé pour expliquer comment la fédération soviétique assurait son entretien. Manifestement il se sentait surveillé et n'osait pas parler. L'année suivante il avait expliqué aux curieux qu'il était philatéliste à ses heures perdues. Un philatéliste avait insisté en l'absence de l'annonce au marché du Rand-point des Champs-Élysées pour le prendre avec quelques timbres en main. Les clichés étaient parus avec des légendes du style : « Il ne pourra jamais se les payer ».

C'est le genre de trahisseries dans lequel Chesnokov ne tombe plus. Il a parfaitement intégré les contradictions qu'il symbolise dans le microcosme tennisistique où il évolue. Le petit amateur soviétique est devenu un vrai pro. Ses résultats ne sont pas tout à fait ce qu'ils pourraient être, mais sa ligne de conduite est claire : il compte en dollars. Car s'il ne veut pas en parler publiquement, c'est un fait acquis : Chesnokov ne joue plus pour la gloire de l'URSS, il joue pour son compte... en banque.

Quelques semaines après Natalia Zvereva, la finaliste des Internationaux de France 1988, qui a décidé de garder pour elle les chèques qui lui versent les organisateurs des tournois et de confier ses intérêts à la firme Pro-Sport de l'Américain Donald Dell (le Monde du 22 avril), il a pris les mêmes dispositions. Si les autorités soviétiques ont mal réagi elles se sont bien gardées de le faire savoir. « Pas de vagues », semble le mot d'ordre adopté aussi bien par les officiels que par les joueurs.

Hanna Skorodukova neiroit donc ses cahiers de notes, Tatiana Novamko couve donc d'un œil maternel les matches de son protégé, Andreï Chesnokov tape donc dans la balle comme il a appris à le faire, du fond du court, en revers à deux mains le plus souvent.

ALAIN GRAUDO.

Potier ou le bonheur de Sophie

ELLE a fendu la foule, repoussé les gardes du corps. Il l'a vue, l'a serrée dans ses bras. A son oreille, elle a simplement soufflé : « Comme tu as bien joué ! » Il a appuyé sa tête, à faire mal, contre la sienne. Autour d'eux, sur eux, convergeaient la plus incroyable des marées humaines, celle des sorties de star victorieuses. Jérôme Potier, Rennais de vingt-sept ans, venait de venger Yannick Noah et la France en battant, en cinq sets, le Brésilien Luiz Mattar. Le court n° 11 témoignait de joie chauvine et sifflait le tonneur du champion national.

On n'allait plus parler, quelques heures, que de Potier, répondant sur lui des foudres d'éloges, mais sans lui épargner les qualificatifs qui collent à la peau, depuis tant d'années, de l'ex-número six français : « Marginal », « OS des courts », « espoir déçu ». Sur qu'allusion allait être faite à sa tête de Christ hirsute, à sa dégringolade de bergère grec et à sa barbe de trois jours. Dans un sport tellement exotique des apparences, son nom n'est jamais évoqué sans des relents d'ambigou.

Dans le vertige de leur étreinte, Jérôme Potier, et sa femme Sophie se mouvaient bien de ce qu'on dirait encore. Il venait de remporter une tout autre victoire. Sur lui. Pour elle et pour eux. Il avait scellé, jeudi, une autre pierre du mur qui le séparait de son passé. Elle avait une autre preuve de la confiance qu'elle avait placée en lui, cinq ans plus tôt, quand tout le tennis français, à commencer par lui-même, le prétendaient fini. Sophie, aujourd'hui âgée de vingt-trois ans, l'avait aimée en 1984. Elle l'avait retrouvé au Bus Palladium, une boîte parisienne où Jérôme tenait permanence, confiant toutes les nuits à l'obscurité et à l'alcool son mal de vivre et sa peur du tennis.

Il s'était demandé ce qu'elle lui voulait. Il était « nul », répétait-il, abandonné et à l'abandon. On ne l'aimait plus et il se dégoûtait. Il n'était même plus classé à l'ATP. La Fédération l'avait rejeté. Il avait un peu touché à la drogue et gagnait misérablement sa vie, le week-end, dans des tournois de province. « Je lui ai simplement répondu que j'avais besoin d'admirer un homme pour l'aimer, dit-elle, de la mettre sur un piedestal et que, pas de chance pour lui, c'était lui que j'avais choisi. » Il avait voulu fuir, descendre encore. Elle s'était accrochée, renonçant à des études à Cambridge. Ils avaient habité chez les derniers amis de Jérôme. Ils s'étaient mariés, touchés, en 1985.

Pour l'amour d'elle, surtout pour cet amour à briser les dépressions qu'elle lui voulait, il avait retrouvé assez de confiance en lui pour jouer et s'entraîner. Aujourd'hui, le tennis français observe d'un oeil surpris cette remontée à deux et reconnaît, une fois n'est pas coutume, l'importance d'une femme dans une destinée masculine. Jérôme Potier ne s'est pas sorti de toutes les ornières. Inconstant, trop peu sûr de lui, il oscille encore entre les performances, deux finales en 1988 et en 1989, au tournoi de Nice, et des mois de grisaille qui le renvoient parfois à la cent trentième place du classement ATP.

Profil bas

Mais il gagne de plus en plus souvent contre les meilleurs, comme l'Argentin Horacio de la Pena. Il ne bénéficie pas toujours de wild cards, ces invitations des directeurs de tournoi distribuées à la tête du client. Il doit souvent s'insérer par les tours de qualification. Ses gilets, même vieilles de cinq

ans, font toujours hésiter les sponsors. Il emprunte parfois ses raquettes. Mais qu'importe, il joue, comme on se purifie. « Il se lève tôt pour aller courir, explique Sophie. Il est dans sa tête, dans un plaisir de s'entraîner, d'être sur un court, qu'il ne communique pas. » Sa femme ne l'accompagne plus sur le circuit. Jérôme s'est émancipé de quelques-uns de ses vieux démons.

L'histoire de Jérôme Potier est celle, banale, mais que le sport de haute compétition voit souvent, du gosse prometteur qui s'écroule à l'âge de toutes les douleurs. A dix-sept ans, ce gaucher baissait souvent Henri Lecroto à plusieurs mètres sur son coup droit. Il habitait Rennes. Il était bon élève. Son entrée à l'Institut national des sports et de l'éducation physique (INSEP), en 1977, le laisse sans trop tard, loin d'une famille de médecins ne jurant que par la médecine. Il progressait, gagnait de l'argent. Trop d'argent pour sa solitude, trop vite dépensé dans la chaleur transpireuse des soirées parisiennes. « Sans doute lui aurait-il fallu un père dans le tennis, dit encore Sophie, mais il n'était pas ouvert à une aide. »

Il se mit à perdre, et la presse sportive à l'enfoncer. On pouvait tirer sur l'ambulance : Jérôme Potier disait de lui plus de mal qu'on pouvait en écrire. « Tout ce que j'ai fait, c'est de lui renvoyer une autre image de lui-même. » L'arrouse bien sûr ne peut pas tout. Le joueur français s'avance à Roland-Garros avec quelques handicaps intimes. Et d'abord — mais comment lui donner tort ? — cette autodérision, dans un univers où tout est dit avec le plus grand sérieux, avec même le plus futile, qui ponctue sa façon de recevoir, en le refusant, l'éloge flatteur. De sa banalité d'un rire nerveux. « Tu as battu Mattar, qui avait battu Noah... » « J'aurais préféré que Noah

batte Mattar. J'aurais été étonné par Noah, j'aurais pris 6-1, 6-1, 6-1. Je me serais caché derrière les bâches... » Et ainsi de suite, profil volontairement bas, comme s'il n'en valait toujours pas la peine. Comme s'il restait légèrement indigne de cette victoire au deuxième tour des Internationaux de France, la coupe sur le court numéro 11 ? « J'ai eu qu'un moment où j'ai pensé à mon objectif : monter le plus haut possible et, si je ne monte pas, faire avec... »

Jeudi, Jérôme Potier a même confié l'invisible. Sa peur du central de Roland-Garros, la rive de tous les joueurs encore en lice. En 1985, se souvient sa femme, il devait rencontrer Ivan Lendl dans la « Mecque » rectangulaire. Il était paralysé, refusant de pénétrer sur le court, au point que le champion tchèque était revenu le chercher. Tout le match durant, Lendl applaudissait les coups de Français. Il souriait comme rarement. Soldats d'une trouille mémorable.

Potier n'a pas réglé ses comptes avec la gloire. Trop longtemps, expliquent ses proches, on lui a répété que, avec un tel talent, il devrait « figurer parmi les grands joueurs mondiaux ». Sans doute l'aurait-il fait. Mais s'en était voulu de l'avoir cru. Depuis, la presse, les télé, l'arène le démoralisent. Il a raison : face à Lendl, sur le central, on ne peut s'empêcher de regarder jouer le champion et oublier de jouer soi-même.

Mais, s'il passe le troisième tour, face à l'Américain Lawson Duncan, il lui faudra bien affronter l'épreuve des honneurs. Sophie sera plus petite, au milieu des gradins. Mais elle sera là.

PHILIPPE BOGGIO.

AUTOMOBILISME : le Grand Prix des Etats-Unis

Le CART écrase la formule 1

de cette victoire, qui aurait pu se transformer en tragédie.

A deux tours de l'arrivée, Emerson Fittipaldi, qui a mené pendant 158 des 200 tours, avait été rejoint par Al Unser Junior. Les deux hommes roulaient de front à près de 350 km/h au moment de dépasser un concurrent. A la corde, le Brésilien espérait profiter de la manœuvre pour obliger son rival à « lever le pied ». C'était mal connaître « Junior », qui tenta de trouver le passage entre les deux voitures. La roue avant droite de Fittipaldi toucha alors la roue arrière gauche de l'Américain, qui partit aussitôt en tête-à-queue.

Par chance pour les téléspectateurs, la voiture de ce dernier était équipée d'une caméra, et c'est toute l'Amérique qui eut alors la sensation de percuter le mur extérieur du circuit à plus de 300 km/h... sans plus de dommages pour le pilote, qui était déjà debout au bord de la piste pour applaudir le tour d'honneur du vainqueur.

En prime, les téléspectateurs eurent droit en direct aux commentaires restés objectifs de Bobby Unser, ancien champion et oncle du héros malheureux, puis, grâce aux nombreuses caméras, ils ont pu revoir l'accident sous tous les angles ainsi que l'effroi des épouses des pilotes au moment où les roues ont été en contact. Une heure plus tôt, ils avaient encore été aux premières loges pour l'accident initial de la course, lorsque Kevin Cogan est venu percuter l'une des caméras en sortant de piste.

Ces accidents spectaculaires ne suffisent pas toutefois à expliquer le succès du CART (Champion-

Auto Racing Team) ship, dont les 500 miles d'Indianapolis constituent l'épreuve reine. Sa réussite doit beaucoup aux initiatives de Roger Penske, un homme d'affaires bien établi dans les domaines du transport et de la vente d'automobiles (dix mille employés et 2 milliards de dollars de chiffre d'affaires annuel), qui peaufinait depuis 1971 son scénario de course (Penske Racing).

Devant la nonchalance de la Fédération automobile des Etats-Unis (United States Auto Club), c'est lui qui a créé le CART en 1978, sur le modèle de la FOCA (Formula One Constructors Association) pour gérer un nouveau championnat (1). Dix ans plus tard, cette compétition a attiré en 1988 plus de 2,1 millions de spectateurs en quinze courses. Le championnat 1989, qui a débuté le 9 avril sur le Speedway de Phoenix, distribuera 18 millions de dollars de prix, soit plus que le championnat du monde de formule 1 (800 000 dollars par grand prix, soit 12 800 000 dollars).

Les échecs de la formule 1 aux Etats-Unis (le plus grand marché automobile du monde) ont incité depuis deux ans de grands constructeurs européens comme Porsche ou Alfa Romeo à se tourner vers le CART. Aujourd'hui, la présence de la formule 1 dans ce pays, qui organisait trois grands prix en 1982 (Long Beach, Las Vegas et Detroit), est devenue symbolique.

En capitulant devant l'énorme appétit financier de Bernard Ecclestone, président de la FOCA et promoteur de tous les championnats du monde, Jean-Marie Balestre, président de la Fédération internationale de l'auto-

mobilisme, a dû renoncer à son rêve américain. Travaillant aux Etats-Unis avec Jack Long, un publicitaire californien, Bernard Ecclestone a toujours privilégié l'aspect commercial à l'intérêt sportif, en allant jusqu'à organiser le Grand Prix de Las Vegas sur le parking du Caesar's Palace.

Ainsi que le CART dispose des plus beaux circuits, la formule 1 est désormais à la rue aux Etats-Unis, où les organisateurs ne visent plus à travers elle que les téléspectateurs étrangers. A Detroit, le Grand Prix servait à rappeler que, malgré la crise, la capitale du Michigan restait la capitale mondiale de l'automobile.

A Phoenix, la municipalité et des hommes d'affaires ont investi 2,9 millions de dollars pour l'aménagement du circuit en ville, et 1,6 million de dollars par an pendant cinq ans pour mieux faire connaître leur cité (nouvelle ville américaine avec 900 000 habitants) et surtout l'aménagement touristique de leur « Vallée du soleil » à quelques heures de voiture du Grand Canyon.

Ainsi, une trentaine de télévisions du monde retransmettront le Grand Prix des Etats-Unis de formule 1, mais les amateurs américains de sport automobile auront le regard tourné vers West Allis (Wisconsin), où tous les pilotes des 500 miles d'Indianapolis vont se retrouver pour la prochaine manche du CART.

GÉRARD ALBOUY.

(1) Cette compétition s'adresse à des monoplace avec roues non cartées. Les moteurs turbo de 2600 cm³ ont une pression de suralimentation brulée à 1,5 bar. Alimentés au méthanol, ils développent entre 650 et 700 chevaux.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Marche : Paris-Colmar. — Arrivée dimanche 4 juin.

Automobilisme

Grand Prix des Etats-Unis de F1. — Phoenix (Arizona), dimanche 4 juin (TF 1, à 22 h 35).

Cyclisme

Tour d'Italie. — Jusqu'au dimanche 11 juin.

Escrime

Championnat de France. — Fleuret dames à Lille, sabre à Reims, jusqu'au dimanche 4 juin.

Football

Coupe de France. — Demi-finales retour. Samedi 3 juin : Auxerre-Marseille (Canal Plus, en différé à 22 heures), Sochaux-Monaco (TF 1, à 19 h 55).

Gymnastique

Championnat de France par équipe. — A Dijon, jusqu'au dimanche 4 juin.

Motocyclisme

Grand Prix d'Autriche. — Dimanche 4 juin, à Salzbourg. (Canal Plus, en direct, à 15 h 40).

Tennis

Internationaux de France. — A Roland Garros, jusqu'au dimanche 11 juin (FR 3, de 11 heures à 19 heures ; A2, de 14 heures à 19 h 30).

Les résultats du jeudi 1^{er} juin

SIMPLE MESSIEURS

Deuxième tour

Premier quart de tableau. — Novotny (TCH, 89) b. Boats (FR, 258), 6-3, 6-3, 6-3 ; Chang (EU, 19) b. Sampras (EU, 92), 6-1, 6-1, 6-1 ; Lendl (TCH, 1) b. Rostagno (EU, 43), 6-1, 6-3, 6-1 ; Rios (ESP, 291) b. Wilander (EU, 82), 7-6 (7-0), 6-7 (0-7), 6-3, 7-6 (7-5) ; Brugnera (ESP, 44) b. Jelen (RFA, 50), 5-7, 7-6 (7-2), 7-6 (8-6), 7-6 (7-1) ; Cahill (AUS, 25) b. Gumpson (Sud, 53), 5-7, 6-3, 6-2, 7-5 ; Ristola (IT, 163) b. Wilander (EU, 120), 7-6 (7-2), 7-5, 6-2 ; Mayotte (EU, 9), même devant Agener (HAÏ, 30), 6-3, 5-7, 7-5, 3-3 (match interrompu par la nuit).

Deuxième quart de tableau. — Duncan (EU, 67) b. Smadja (CAN, 102), 6-2, 6-1, 6-3 ; Courier (EU, 47) b. Brown (EU, 105), 6-0, 7-5, 6-3 ; Agassi (EU, 5) b. Cam (IT, 42), 6-2, 6-0, 6-3 ; Camporese (IT, 63) b. Vysard (URS, 101), 7-6 (7-3), 6-7 (4-7), 6-3, 6-2 ; Potier (FR, 131) b. Mattar (BRE, 46), 6-4, 7-6 (9-7), 6-7 (3-7), 7-6, 6-3 ; Chesnokov (URS, 27) b. Svensson (SUE, 22), 6-4, 6-1, 6-4, 6-0 ; Wilander (SUE, 4) b. Perez (ARG, 144), 6-3, 7-6 (7-0), 6-3 ; Steeb (RFA, 34) b. Toss (ESP, 276), 7-5, 6-4, 7-5.

Quatrième quart de tableau. — Perez-Roldan (ARG, 21) b. De la Pena (ARG, 52), 7-6 (9-7), 7-5, 4-6, 6-2.

SIMPLE DAMES

Deuxième tour

Deuxième quart de tableau. — M. Seles (YOU, 22) b. S. Martin (EU, 108), 6-0, 6-3 ; N. Pietrangeli (FR, 87) b. E. McNeil (RFA, 17), 6-2, 6-1 ; Maleeva (BUL, 9) b. Wasserman (BEL, 50), 6-3, 5-7, 6-3 ; J. A. Faull (AUS, 101) b. A. Villagran (ARG, 164), 6-7 (1-7), 6-1, 6-1 ; Z. Gajdosic (EU, 6) b. C. Caverzasio (IT, 79), 5-7, 6-3, 6-2 ; J. Thompson (AUS, 118) b. F. Bruchemandy (FR, 157), 6-1, 6-4 ; S. Sloane (EU, 21) b. C. Mead (AUS, 298), 6-4, 6-1 ; L. Savchenko (URS, 29) b. E. Burgin (EU, 89), 7-5, 7-6 (7-5).

Troisième quart de tableau. — A. Cochet (AFR, 83) b. S. Stafford (EU, 92), 6-3, 6-3 ; J. Novotny (TCH, 16) b. C. Parry (RFA, 100), 6-3, 7-5 ; L. Guler (IT, 80) b. A. Gaudin (FR, 116), 6-4, 7-5 ; R. Simpson (CAN, 76) b. M. Wardell (EU, 139), 6-4, 6-4 ; A. Sanchez (ESP, 10) b. E. Dominguez (FR, 42), 6-4, 6-4 ; K. Quentrec (FR, 75) b. S. Gomer (GB, 60), 6-4, 3-6, 6-3 ; N. Medvedeva (URS, 214) b. A. Kanellopoulou (GR, 67), 6-0, 6-1 ; S. Hamza (RFA, 32) b. R. Rigg (IT, 29), 7-6, 6-1, 7-5.

* Entre parenthèses la nationalité des joueurs et leur numéro de tête de série.



**par Olivier
Barrot**

QUAND, au milieu du quinzième siècle, le capitaine portugais Pedro de Cima fit relâcher ses caravelles dans une crique, face à l'estuaire du fleuve Rokel, il espérait se trouver sur cette route maritime des Indes qu'il avait mission de baliser pour le compte de son prince, Henri le Navigateur. La légende veut que le grondement du tonnerre tropical, qu'il prit pour le rugissement des lions, lui ait inspiré le nom de « Serra da Leão », déformé peu à peu en Sierra-Leone. Puis vinrent les Anglais : dès 1562, un John Hawkins déportait les premiers esclaves arrachés aux tribus Mendés et Temnés. Mais le Sierra-Leone, comme son voisin le Liberia, territoires anglophones dans une Afrique de l'Ouest surtout colonisée par les Français, aurait le destin d'une terre promise : à la fin du siècle des Lumières, les premiers affranchis d'Amérique retournaient au pays des ancêtres, et Freetown, la « ville libre », était fondée.

A Freetown aujourd'hui, on roule à droite, et si la Constitution sierra-léonaise d'origine empruntait bien des traits aux principes en vigueur à Westminster, les anciens colons britanniques y sont bien moins nombreux que les Français expatriés, fonctionnaires



internationaux, industriels ou simples touristes. Pourtant, comme dans toutes les anciennes colonies de la Couronne, on y trouve posés là, pour longtemps encore, les signes de l'ancienne puissance tutélaire : un terrain de rugby pelé, des églises méthodistes de briques rouges telles qu'à Glasgow, ou d'immuables sujets de Sa Majesté, comme oubliés en ces lieux depuis l'indépendance, il y a plus d'un quart de siècle. Au clubhouse du golf, au siège de la compagnie d'hélicoptères - appareils

soviétiques, pilotes polonais, — on croise avec une surprise amusée ces personnages de Graham Greene accablés par une chaleur à laquelle ils ne s'habitueront jamais, et que combat faiblement un ventilateur fatigué.

Amour d'hiu, la Sierra-Leone manque de tout. Sa nudité comme originelle en fait la possible initia-
trice à l'Afrique tropicale. Les routes ravînées par la mousson sont à l'abandon, le téléphone ne fonctionne pas, la télévision n'existe pas, l'essence manque : gangrène par une corruption institutionnelle, le pays voit ses richesses naturelles les plus précieuses, comme le diamant, exploitées en contrebande pour le plus grand profit d'intermédiaires libanais. Un agronome français qui y élève des volailles et qui y élève aussi des classes générales qui vit la nuit, parle de « négripitude » : ici, l'Afrique noire n'est pas seulement mal partie. Mais ce constat pessimiste n'altère en rien le flamboyant attrait qui émane d'un territoire grand comme le Benelux, et dont le contour rappelle la forme du diamant taillé.

Dans la nuit si noire des tropiques, les aboiements des chiens se sont tus un à un, laissant l'espace sonore aux seuls crapauds. Les mangues trop mûres s'écrasent sur les toits de tôle, comme un inexplicable roulement de canons. Une vienne le lever du jour, les

légères brumes dissipées au-dessus de l'océan déjà tiède, et voici des plages nues d'où jaillissent depuis des siècles des bouts de bois noircis, proues de navires échoués ou troncs d'arbres dressés.

Le métier de la survie

Il est 7 heures près de la Rivière numéro deux, qui se jette à la mer en une baie cerclée de lagunes : le petit Zodiaç franchit la barre, quitte le bleu salé pour le vert doux, s'insinue vers l'amont entre les rives couvertes de palétuviers. Du dernier banc de sable avant la moiteur de la forêt, les mouettes prennent leur envol à l'approche du moteur : la vie n'est plus alors que végétale, en apparence. Pourtant, tapis tout près, caméléons, tortues et crocodiles veillent, mais se laisser voir est faiblesse, se laisser prendre, défaite. Apercevoir s'apprend.

Goderich, village et port de pêcheurs, que l'on abordera de la mer en fin d'après-midi, quand les bateaux reviennent alourdis de leur prise : au flanc des barques, peintes de couleurs vives, des professions de foi appellent la protection divine. Harengs, becunes, espadons et vivanxans vont être déversés à la criée devant la communauté assemblée pour une célébration quotidienne du métier de la survie. La hausse fréquente du prix du riz rend plus essentielle encore la récolte marine. La lumière du soir, violette, s'installe peu après.

A Fiestown un cotonnier gigantesque et plusieurs fois centenaire célèbre l'indépendance, entre le palais présidentiel et le palais de justice, mais la ville est bien décatie. Les maisons créoles ont de vagues allures de Louisiane vaincue par la torpeur ambiante et la végétation profuse : le monumental stade Sika-Stevens, dont la Chine s'apprête à l'époque déjà abandonnée, les amitiés huaitaines, est aussi disproportionné que les constructions destinées au 17^e sommet de l'OUA qui contribuent largement à la ruine économique du pays, selon le syndrome même qui devait sévir peu après chez le voisin guinéen. Un incendie a réduit en cendres l'ambassade de Cuba, on ne

construit guère à Freetown que des mosquées. « *Don't urinate here, police* », avertit une inscription hâtivement peinte sur un mur.

Au contraire, les marchés de la ville avec ses vendeurs de tout, cadenas et pieds de porc, fruits et étoffes multicolores, ses petits métiers, paraissent intacts. Clichés peut-être : la gravité des enfants tout à coup traversée d'un éclat de rire, l'air de musique né sans prévenir d'un harmonica, et voici que débute une danse, qui gagne en l'instant toute l'allée.

En Sierra-Leone, grande est la tentation de la simplification. L'un des deux seuls ouvrages sur le pays que l'on peut trouver dans la capitale est une bande dessinée bien faite, mais toute à la gloire du « père de l'indépendance » désormais disparu et peu regretté, Siaka Stevens. Et si l'on parcourt au retour l'inévitabile *S&S situé* dans le pays, on n'y trouvera pas que des exagérations : qui savait par exemple que Nabih Berri, actuel ministre du gouvernement musulman libanais et leader de la fraction chiite Amal, était né en Sierra-Leone ? Le gouvernement achète régulièrement force Mercedes et Mitsubishi Pajero, mais

se voit classer inéligible pour toute aide par le FMI, et ne sait comment faire fonctionner telle nouvelle ferme livrée clés en main par un gouvernement ami. Reste la beauté inaltérée du cadre naturel, et les luxuriantes tentations qu'il offre au voyageur.

La Sierra-Leone ne s'est que timidement ouverte au tourisme, et sa quasi-virginité justifie le voyage : il n'est encore que trois hôtels dignes de ce nom autour de Freetown, et la transformation des méridionales fles Banane en villégiature n'est encore qu'un projet. Les langoustes fraîchement pêchées et grillées sur la plage, les fruits exotiques cueillis à l'arbre même, la simplicité non frelatée de l'abord des villageois : tout cela, au sens propre, n'a pas de prix.

Voir souffler l'harimattan, ce vent sec venu du Sahara qui dépose chaque jour une fine couche de poussière, attendre les chaudes pluies de juillet et d'août qui s'abattront à grand fracas sur les hibiscus et les palmiers à huile : la Sierra-Leone est un pays d'agréments simples, proche encore de ce qu'il devait être au lendemain de sa création. ■

Carnet de route

Y ALLER

Choisir de préférence la saison sèche, de septembre à mai. Mais la période des pluies, pendant notre été, n'est pas sans charme : il pleut quelques heures, le temps est doux.

La compagnie aérienne française UTA dessert Freetown depuis Paris en deux ou trois vols hebdomadaires, selon la saison.

Plusieurs voyageurs proposent des forfaits, notamment Jet Tours et Africotours. Equatic (6, rue Médéric, 75017 Paris ; (1) 42-67-54-39) s'est fait une spécialité de la Sierra-Léone, avec d'intéressants séjours (5 620 F la semaine, voyage compris) à l'hôtel Saint

Michael Lodge, sur l'océan, et prestations nautiques Océanides, de bonne qualité.

Ne pas hésiter à s'offrir le transfert aéroport-hôtel en hélicoptère (10 minutes de vol par Provincial Air Services, à réserver depuis la France auprès du voyageur); l'aller-retour vaut 680 F; en ferry et car, le trajet peut durer 4 heures...

A LIFE

Once upon a time Sierra Leone (bande dessinée en anglais), de Xavier Seguin et Bernard Dufosse. Editions ABC, 1984.

Réalités de la Sierra-Leone.
Impr. 1980.

MAROC CONTACT

**LE MAROC EST NOTRE PASSION
PARTAGEONS-LA**

En juin à AGADIR, c'est déjà l'été, sans la foule, avec la beauté du Sud en plus.

HOTEL

— CLUB —

SANGHO

*situé dans l'un des plus beaux jardins
d'Agadir, avec accès direct à la plage.*

MAROC CONTACT/SODETAM

30, rue de Richelieu, 75001 PARIS
Tél. : 42-96-02-25. - ou votre Agence de Voyage

1 SEMAINE
A PARTIR DE
4 875 F
tout compris
Paris/Paris

Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE Dir. de ppte, client en fond de chape, amoureux, pour vous. AMATEURS, profitez de nos caves spéciales : REDEMPTUR. 1983 et blanc de blanc. Tarif sur demande à R.M. DUBOIS P. & F. D. « Les Alpes » VERTEUIL, 51200 EPERNAY, 26-58-48-37.

GRANDS VINS DE JURANÇON CHATEAU DE ROUSSE Direct. du producteur au consommateur. Qualité et millésime en sec et moelleux. J. LABAT-LABONNETTE, 64110 JURANÇON. Tarif sur demande.

RÉSIDENCES

VENISE A LOUER Luxueux mini-appartements entièrement aménagés. Quartier Saint-Marc centre. 3/5 personnes. Séjour minimum : une semaine. Appartements luxueux et aménagés. Voir sur le grand canal. Séjour minimum : une semaine. Tél. 193941/522833. Télécopie : 193941/526372.

LOUE à FRÉJUS (Var) Dans VILLA avec jardin. APPARTEMENT pour 4 personnes. Juin, juillet, août, septembre. Tél. 16-94-51-82-82.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Alsace
66600 SAINT-HIPPOLYTE
HOTELLERIE MUNSCH***
« Aux deux de Lorraine »
Pied de Haut-Koenigsbourg.
Séjour agréable, promenade, 1/2 pension.
Tél. 193-73-06-06.

Côte d'Azur
NICE
HOTEL LA MALMAISON
Belle vue sur la mer, calme, grand confort.
50 CH. INSONNORÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-42-56 - Télécopie 93-16-17-99.

HOTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-35-40
Plaisirs de la mer, calme, grand confort.
Petit parking, grand jardin, climatisation, TV couleur, téléphone direct, minibar.

Languedoc
VACANCES AU SOLEIL EN PROVENCE
Vallée de la CÈZE (Gard).
M. MONTAUDO CÔTE (Gard)
et PHOTEL DU COMMERCE**
38300 GOURDAGUES.
vous proposent leur prix de pension complète, vin de pays et taxes compris.
9/5 m 5/7, de 165 F à 190 F (seul ch. ind.).
6/7 m 24/6, de 165 F à 215 F (seul ch. ind.).
24/6 m 24/6, de 165 F à 190 F (seul ch. ind.).
Éducation de 5 à 15 ans (seul de 6 à 12 ans 24 ans).
Accueil, confort, ambiance familiale, nombreux loisirs tels que balades, tennis, mini-golf, location de vélos, randonnées pédestres et excursions en car de l'hôtel plusieurs fois par semaine.
Régimes assurés.
Doc. rapide sur demande au 66-82-20-68.

Montagne
05360 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Paro. rég. Site classé. Village XVIII^e s. Plus haute comm. d'Europe, 2040 m. Randonnée, pédestre.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Tennis, billard, Climatisation, piscine, golf, confort de 55 F à 160 F par jour.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Pension de 188 F à 275 F par jour, petit déjeuner en sept. Piscine, tennis, billard.

05300 SAINT-MAURICE
Dans les Hautes-Alpes, à 1000 m.
PHOTEL-RESTAURANT LE BAN DE L'OURS***
vous accueille pour des vacances vraies.
Logis de France. Tél. 92-55-23-65.

Paris
SORBONNE
HOTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c., TV couleur, téléphone direct.
De 250 à 280 F. - Tél. 43-54-92-52.

Provence
DROME PROVENÇALE
4 heures PARIS TGV. Site except. Randonnées. Sauna, pisc., etc. Cuis. à votre goût. On ne fume pas à table.
Belle Chaudière, 1/2 pension. Tél. dir. Mireille COLOMBE.
AUBERGE DU VIEUX VILLAGE D'AUBRES.
26110 NYONS - Tél. 75-26-12-85.

Sud-Ouest
PÉRIGORD
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS***
PISCINE.
1/2 pension à partir de 180 F.
24500 VILLEZANNE-DU-PÉRIGORD
Tél. 33-35-95-94.

Grande-Bretagne
68 - QUEENSGATE
EDEN PLAZA HOTEL
68 QUEENSGATE,
SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7
Tél. 19-44-1-370-6111. Télécopie 91-62-25.
Télécopie 19-44-1-370-6578.
Hôtel moderne et accueillant.
Prix de Kensington, Harrods Hyde Park, musée.

Italie
VENISE
HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES***
Saint-Marc 1936
Réservation : 19-39-41/32-32-333
Fax : 193941/32-43-721
Télécopie : 41-1150 FENICE 1.

VÉRONE
NOVO HOTEL ROSSI
Via Della Corte, 2
Près de la gare de PORTA NUOVA
Réservation : 19-39-45/56-90-22
Fax : 193945/57-82-79.
Atmosphère intime, tout confort.

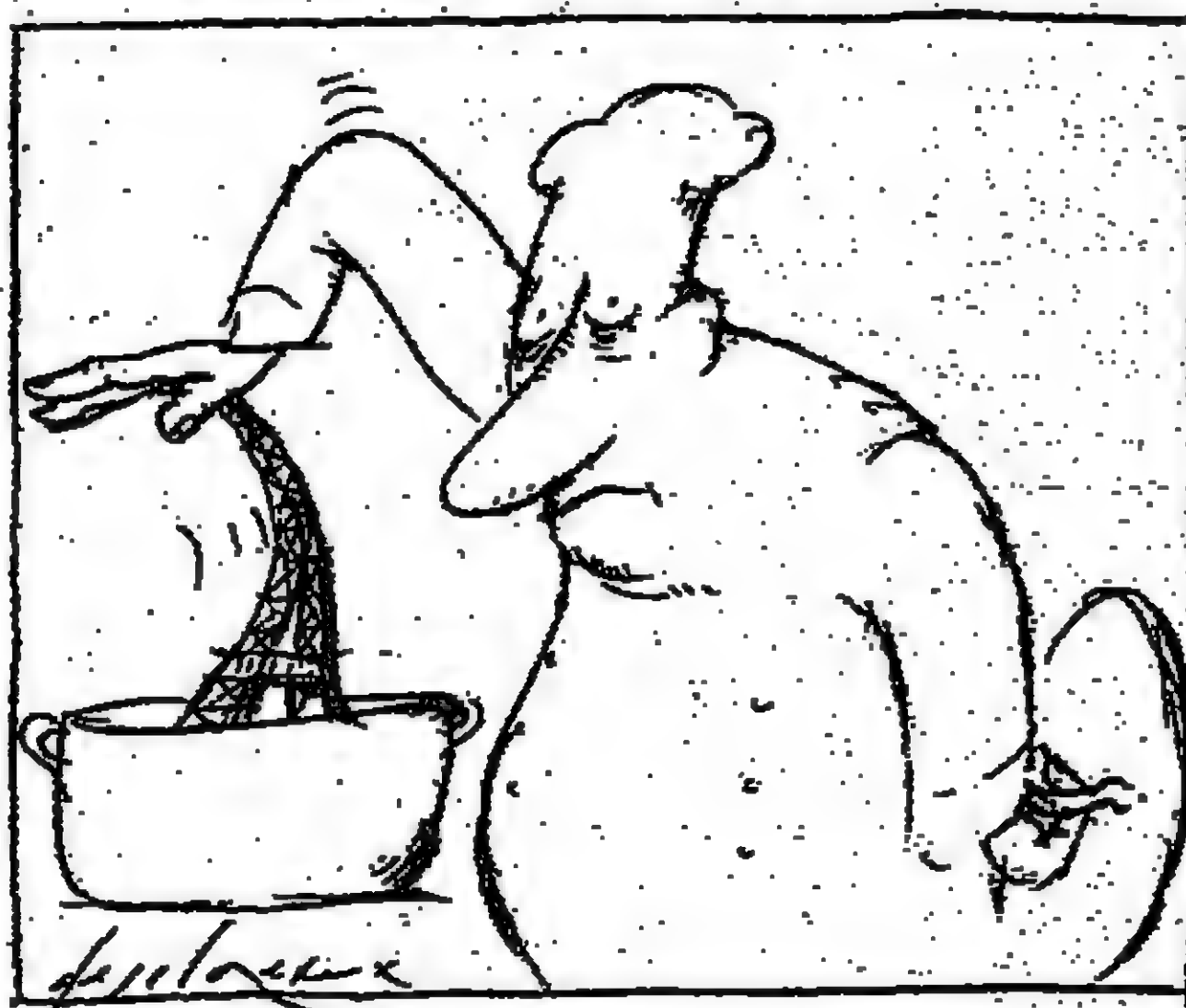
Suisse
CH-3962 Crans-Montana
Mes vacances d'été, je les passe au pays du soleil, des promenades et des sports à :
PHOTEL EL DORADO
Rue F. BONVIN
Tél. : 19-41/77-43-13-33

LEYSIN 1400 m. Alpes Vaudoises
HOTEL SYLVANA***
Tennis, randonnées pédestres. Splendide panorama. Chambre tout confort.
Mail-Juin : demi-pension. 62 FS (env. 240 F). Réduction 3 à 8 %.
Fax. BONELLI.
Tél. : 19-41/25-34-11-36

TOURISME
GRÈCE
CRÔISSIÈRES SUR VOLIÈRE 13 m
Location cabine ou bateau entier.
Prix très intéressants.
Tél. (1) 39-41-13-68.

LA TABLE

Fourchette en altitude



NOTRE-DAME de la Rive gauche : ainsi Cocteau avait-il baptisé la tour Eiffel, dont on fête cette année le centenaire. Dès l'ouverture au public, ce fut aussi fête de la table : il y avait quatre restaurants. « Au Cabaret Louis XIV », ainsi que s'appelaient le plus chic, ont lieu le repas officiel du 18 mai 1889 dont voici le menu : hors-d'œuvre Champ-de-Mars ; turbot de Dieppe sauce mousseline ; sole d'agneau printanier ; sorbet à l'absinthe ; caneton de la Belle Époque ; corbeille de fromages ; bombe glacée orange et vanille ; petits fours.

On s'étonnera de l'appellation du caneton Belle Époque avant la Belle Époque, mais passons. Il y avait aussi une brasserie, un restaurant russe et un restaurant anglo-américain. Le 2 juillet 1889, Goncourt y dîna avec Zola et quelques amis. Il parlait de « l'immensité babylonienne de Paris », de la descente à pied « où il semble qu'on soit une fourmi qui descend le long des cordages d'un vaisseau de ligne dont les cordages seraient de fer ». Mais point de la table.

Bien plus tard, après la dernière guerre, le restaurant de la tour Eiffel et ses dîners-spectacles

devaient devenir à la mode. On y servait des classiques oubliés comme la poulette Haute Mère Dieu. Puis ce fut le déclin avant la création entre premier et second étage de cette merveille qu'est le Jules Verne, restaurant panoramique dont le décor « ferrugineux », comme édit dit Bourvil, est « en situation » avec la « Vieille Dame » à la santé de fer et dont on fête le centenaire, toute cette année, par de nombreuses manifestations.

Louis Grondard, MOF 1979, est, depuis l'ouverture, le chef solide et sage du Jules Verne, proposant, selon saison et marché, une baignade de melon et fraises des bois au banyuls, l'assiette des marinières aux perles-pierres, un saumon fumé « maison » au bois de hêtre, des raviolis de petits gris aux champignons des bois. Le foie gras est au fumet de sainte-croix-du-mont, le turbot rôti aux palourdes accompagné de pâtes

fraîches noircies à l'encre de seiche, la volaille de Bresse sautée, les viandes de première qualité et les gourmandises, de la crème brûlée aux sorbets, incomparables. Excellente cave et carte des cafés et des thés.

Bref, un repas de haute gamme à 125 mètres au-dessus du sol, un spectacle incomparable et qui n'a pas de prix, même s'il vous coûte un billet de 500 F. Et puis, que c'est fête vous pourrez l'arroser de la cave « Centenaire de la tour Eiffel » du champagne Gosset. C'est un mélange des vins des belles années 1982 et 1983 sur un fond de réserve 1980. Une réussite incontestable.

Et « au » plaisir sera complet si vous lui offrez le très bel ouvrage de Jean des Cars et Jean-Paul Carcailla, la Tour Eiffel (Denoël, éditeur), bellement illustré et qui donne envie de retourner triquer à l'immortalité de cette « Grande Dame ». Même si, en leur temps, Alexandre Dumas, Maspétiat, Sally Prudhomme et quelques autres protestèrent vivement contre « ce mal de fer aux dents agités » (François Coppée dixit).

LA REYNÈRE

SEMAINE

Les Célébrités

En dehors des habitués, on a tendance à oublier ce restaurant (de l'hôtel Nikko) pourtant plus qu'agréable, confortable, de belle vue sur la Seine et de cuisine (Jacques Sébécq au piano) que j'oserai qualifier d'exceptionnelle par son mélange de classicisme et d'invention, de recherche de la qualité du produit et des harmonisations de celui-ci (citron vert avec le tartare de saint-pierre, jus au foie et tian de tomates avec les roquets, poireaux au miel avec le pavé de foie de veau de lait, Tatin à la cannelle, fruits rouges sautés au beurre d'orange, etc.).

Ajoutons-y un excellent et empressé service, des pains « maison », une cave intéressante (le brouillé de Dubouff est à 140 F, le châteauneuf-puyfongue 86 (bordeaux côtes de francs de bonne année) est à 85 F, et convient fort bien sur le menu du jour (220 F) : choix entre 5 entrées, 2 plats du jour, fromages et desserts. Autres menus à 260, 510 et 610 F, et carte. Excellent café accompagné de petits fours et truffes chocolates.

LES CÉLÉBRITÉS
61, quai de Grenelle,
75015 Paris.
Tél. : 45-76-82-82.
Ouvert tous les jours.
Parking attenant.
CB - AE - DC.

Chez Max

C'est la maison de la pérennité, et le souvenir de Max Maupuy reste présent, à l'enseigne et sur la carte avec le foie gras chaud de canard. Cumonsky, le honard à l'orange, le thon « façon Max », le ris de veau aux raisins, etc. Mais surtout, cette cuisine de Claude Giesler est solide et franche,

si sincère que le Gault-Millau ne peut que l'ignorer.

Dans ces salles (confortables, discrètes et sans épates, le soir, on s'y sent parfaitement heureux si l'on n'entend par fête que le plaisir de la table, loin du factice médiatisé), on apprécie le saumon cru (Ren Gays, du nom d'un cuisinier japonais et parce que mariné, par tiers, soja, orange, et citron), le gratin de moules au bresse bleu, les paupiettes de saumon frais sauce champagne, le poulet fermier aux morilles, etc. Et c'est, probablement, ici que vous dégusterez si non le seul, du moins le parfait tournedos de M. Rossini, avant la palette des sorbets pour faire glisser ce plat richissime.

Très belle carte des vins (quelques-uns d'illustres millésimes - et de prix « étoilés »). C'est le restaurant des dîneurs d'affaires intelligents, mais cela devrait devenir mieux encore, celui des dîners d'amis gourmands. Compter 300/400 F.

CHEZ MAX
18, rue Castellane,
75008 Paris.
Tél. : 42-65-33-81.
Fermé samedi, dimanche et jeudi soir.
Parking Madeline.
Carte bleue.

Gérard Besson

Le décor exquie de l'an dernier a perdu son « trop neuf » et est enchanter. La cuisine de Besson (un modeste et dont on parle peu) est toujours pleine d'intelligence et de sagesse, et si la carte conduit à des repas de fête (compter 500 francs) les menus-déjeuner sont d'un bel équilibre qualité-prix, avec un choix entre sept entrées (dont un flanc d'huitres au coulis d'oseille ou un mélange thon-saumon marinés aux saveurs inattendues), un choix entre sept poissons ou

viandes (soles braisées au champagne, navarin d'agneau aux légumes nouveaux, etc.), fromages, desserts, café et petits fours. Bon service. Cave intéressante.

GÉRARD BESSON
5, rue du Coq-Héron (1^{er})
Tél. : 42-33-14-74.
Fermé dimanche.
Parking Saint-Eustache.
CB-AE.

Le Brin de Zinc et Madame

Sous cette enseigne inattendue les vieux Parisiens retrouveront la grille du « papa » Lenoble, dont le portrait trône encore près du zinc illustre. Cuisine presque comme autrefois : escargots de Bourgogne, gratinée, tête de veau gibiche, œufs Toulain, bœuf lyonnais, etc. Excellent sommelier au service de vins aux prix corrects. Compter 200 francs.

LE BRIN DE ZINC ET MADAME
50, rue Montorgueil (2^e).
Tél. : 42-21-10-80.
Fermé samedi midi et dimanche.
Carte bleue.

Chez Candido

Déjà l'on va « découvrir » le petit jardin provincial qui fait le charme de cette vieille demeure. Et l'on se réjouit de ce qu'avait un nouveau chef la cuisine d'espagnole plus encore, du jambon serrano à l'agneau de lait, de la zarzuela à la parillada, de la morue à la viscaïna à la paella (que l'on peut emporter), vins de la Rioja. Compter 200/250 francs.

CHEZ CANDIDO ET FILS
40, avenue de Versailles (16^e).
Tél. : 45-27-86-68.
Fermé dimanche soir.
Salon 25 couverts.

Chez Léon

Sans rien changer du style (et de la cuisine), Michel Saccaro et

sa souriante épouse ont amélioré les salles, rendues plus intimes le soir : tables, espaces, lumière douce. Mais c'est encore près du comptoir (à la table de l'épave, par exemple) que l'on se sent chez soi, le chef-coq du Parisien gourmand se régalant de files de harengs sautés, de sardines grillées, de turbot beurre blanc, d'entrecôte épaisse, d'un superbe rognon grillé servi entier et non précuit. Bons benjamins entre autres, Compter 260 francs.

CHEZ LÉON
32, rue Legendre (17^e).
Tél. : 42-27-08-82.
Fermé samedi et dimanche.
Parking : 42, rue Legendre.
D.C.-C.B.

Le Cristoforo à Créteil

Alain Dornard (ex-Mex cuisine, rue Bayen) vient de créer ici de toutes pièces un très beau restaurant pour les Cristoforo. Uniquement de la cuisine italienne, sa carte ses plats favoris, de sa foie gras superbe (98 F) à son rognon grand-mère entier (98 F), de sa tranchée de volaille aux morilles (128 F) à ses desserts délicats.

Mais surtout on notera son menu-carte à 150 francs, avec de nombreux choix d'entrées et plats, avant le brio et les desserts (saumon, foie gras, etc.). On retrouvera sur sa carte ses plats favoris, de sa foie gras superbe (98 F) à son rognon grand-mère entier (98 F), de sa tranchée de volaille aux morilles (128 F) à ses desserts délicats.

LE CRISTOFORO
29, rue Pierre-Brossolette
94000 Créteil
Tél. : 49-98-12-01.
Fermé dimanche soir et lundi.

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

ESTIMÉ OPÉRA DE LA	CHAMPS-ÉLYSÉES	BOULEVARD	MONTMARTRE	REPUBLIQUE-BASTILLE	SAINTE-GENEVIEVE
EL BOLACHE , 43, rue Faidherbe, 11 ^e . F. dim. 43-79-87-93. Le rest. sud-américain du 11 ^e .	RELAIS BELIMAN , 37, r. Frang. 3 ^e . 47-23-54-42. Jueq. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.	ENTOTTO 45-87-08-01 - F. dim. 143, r. L.-M.-Nephtalime, 13 ^e . Spécialités éthiopiennes.	« Une des meilleures adresses indiennes de la capitale ». LE TACQUEE , 25, av. du Maine, Paris-15 ^e . T.L.I. 45-44-94-41. Carte 140 F.	LE REPAIRE DE CARTOUCHE 47-00-25-86, 8, boulevard des Filles-du-Calvaire (11 ^e). F. sam. midi, dim.	LE SABLADAN , 2, r. de Vienne 9 ^e . 45-23-23-62. Dîner pépère 130 F.
LA PLANTATION - 43-87-64-15 5, rue Jules-César, 12 ^e - 7 ^e dim. Les ANTILLES à côté de la Bastille. Cuis. exotique traditionnelle et nouvelle. Ambiance exotique chaleureuse et tropicale. PMR 200 F.	142, av. des Champs-Élysées, 43-58-20-41 COPENHAGUE , 1 ^{er} étage. FLORA DANICA , et son jardin d'été. SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ .	CAVEAU R-VILLON , 64, r. Arbre-Sec, 42-56-10-92. Ses caves du XV ^e . F. dim. et lundi. P.M.R. 170/200 F.	INCARI , 9, r. Monsieur-le-Prince, 6 ^e . F. dim. 46-33-62-32. Rest. sud-américain.	REUNY D'IDÉES 160, r. de Charonne, 12 ^e . F. lundi - 43-46-73-33. Mouque, dans indiennes. Cuis. raffinée.	LA FOUX , 2, rue Clément (6 ^e). E. dim. 43-25-77-66. Alex. aux fourneaux.
					P. GAILLARD , 70, r. de la Loi, 13 ^e . F. dim. et sam. soir. 47-27-43-41. Cuis. classique.

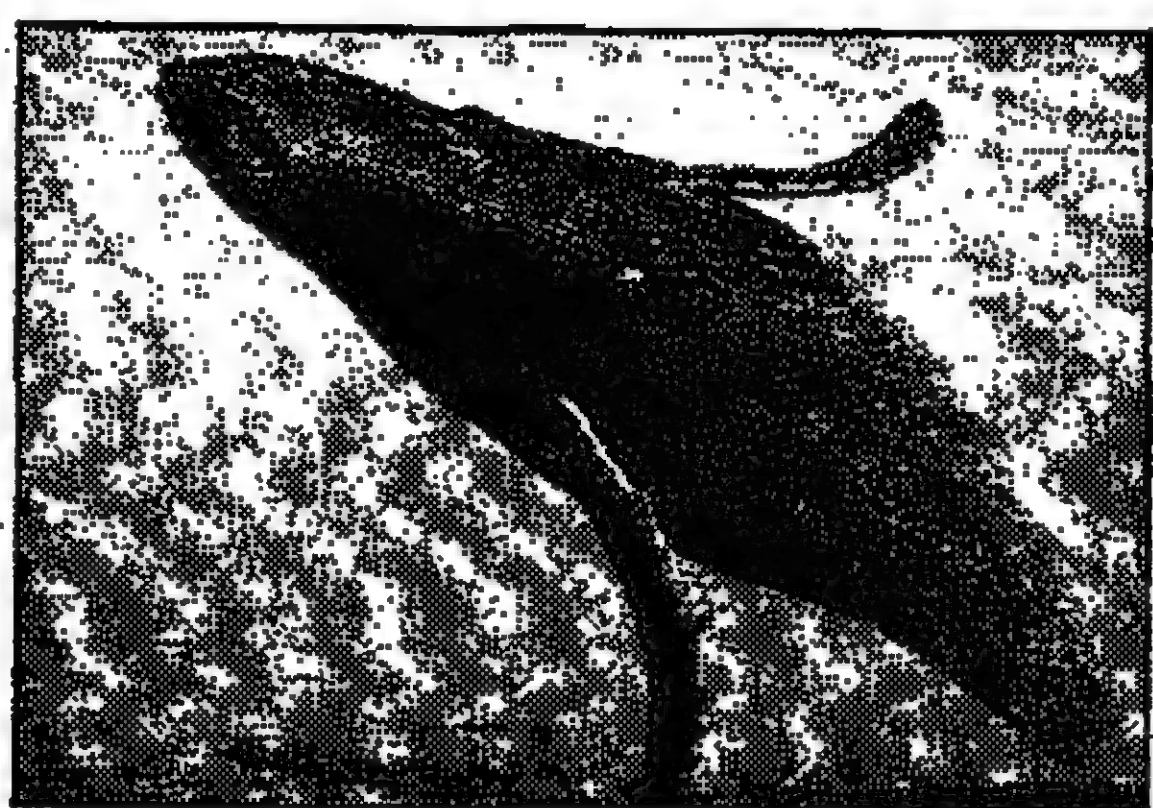
ESCALES

Baleines de Patagonie

Voyages Smart (3, place de la Forge, 95320 Saint-Leu-la-Forêt, tél. : 30-40-091-40), proposent d'aller observer des baleines franches à l'occasion de deux circuits spéciaux, limités chacun à vingt-cinq personnes et programmés pour les 25 octobre et 1^{er} novembre 1989. Également appelés baleines à bosse, en raison des concrétions osseuses qu'ils portent sur l'avant de la tête, ces animaux impressionnants mais familiers (l'espèce est protégée depuis 1966) se reproduisent en Patagonie durant une courte période qui s'étend d'octobre à novembre. Une foye story australienne que l'on observe depuis des villages côtiers, en compagnie d'un guide-conférencier spécialiste de ces mammifères marins qui, adultes, mesurent de 12 à 15 mètres et pèsent environ 40 tonnes.

Un safari photo exceptionnel au cours duquel seront également à l'honneur phoques, éléphants de mer, lions de mer et multiples oiseaux marins. De Buenos-Aires à la Patagonie, la découverte de la péninsule de Valdés, les excursions dans le Golfo Nuevo, au milieu des baleines, la visite d'une forêt d'araucarias pétrifiées et celle de la réserve de Punta-Tombo peuplée de milliers de manchots de Magellan.

Un voyage de onze jours (16 400 F de Paris à Paris, en pension complète et hébergement en hôtel quatre étoiles) qui s'achève dans



FRANÇOIS GONZALEZ-JACANA

une estancia puis au son du tango. Un périple extensible à dix-huit jours (24 000 F) pour qui veut découvrir également la Terre-de-Feu et sa capitale Ushuaia, le canal de Beagle, le glacier Perito Moreno qui se déverse dans le lac Argentino et les chutes d'Iguazu, au cœur de la forêt tropicale, aux frontières du Brésil et du Paraguay.

Un guide pour l'Albanie

Généralement les fabricants de guides emboîtent le pas à un engouement, une tendance de voyage. Aussi le Nagel sur l'Albanie est-il en soi déjà une surprise. Une très bonne surprise pour ceux qui attirent ce Tibet d'Europe, très intéressant bien avant le communisme de l'introuvable Enver Hoxha.

Depuis la disparition du dictateur en 1985 — car finalement il n'était pas immortel — le régime est devenu un brin plus sociable, et le nouveau secrétaire général du Parti, Ramiz Alia, fait distiller quelques visas à

des hommes d'affaires et aussi, de plus en plus, à de simples voyageurs désireux de voir enfin « la terre des aigles ».

Faite surtout de grandes montagnes sombres plongeant dans l'Adriatique, cette terre ressemble d'ailleurs moins au Tibet qu'à la Corse ou au Liban. Le tempérament franc et farouche des habitants également. Sans parler de francophilie, disons que les Français, en raison de vieux liens culturels (Hoxha fut lui-même prof de français), bénéficient d'un préjugé favorable en Albanie. Le romancier Ismail Kadare a assez bien exprimé ce sentiment, il y a quelques mois, à « Apostrophes ».

Notre petit livre, introduit par Robert Escarpit, donne en tout cas furieusement envie de parcourir les montagnes sans promoteurs immobiliers, les ruines antiques sans encombrements humains et même les avenues de Tirana peuplées seulement d'hommes et d'arbres.

En somme, diriez-vous, vous vous accommoderez fort bien de la malchance

historique des Albanais, qui souhaiteraient, eux, un trafic international et un air pollué. Mais il apparaît avec évidence que nos stoïques Albanais se plaignent surtout de la fermeture des églises et des mosquées, car le « Père Hoxha » a inventé la première nation sans religion.

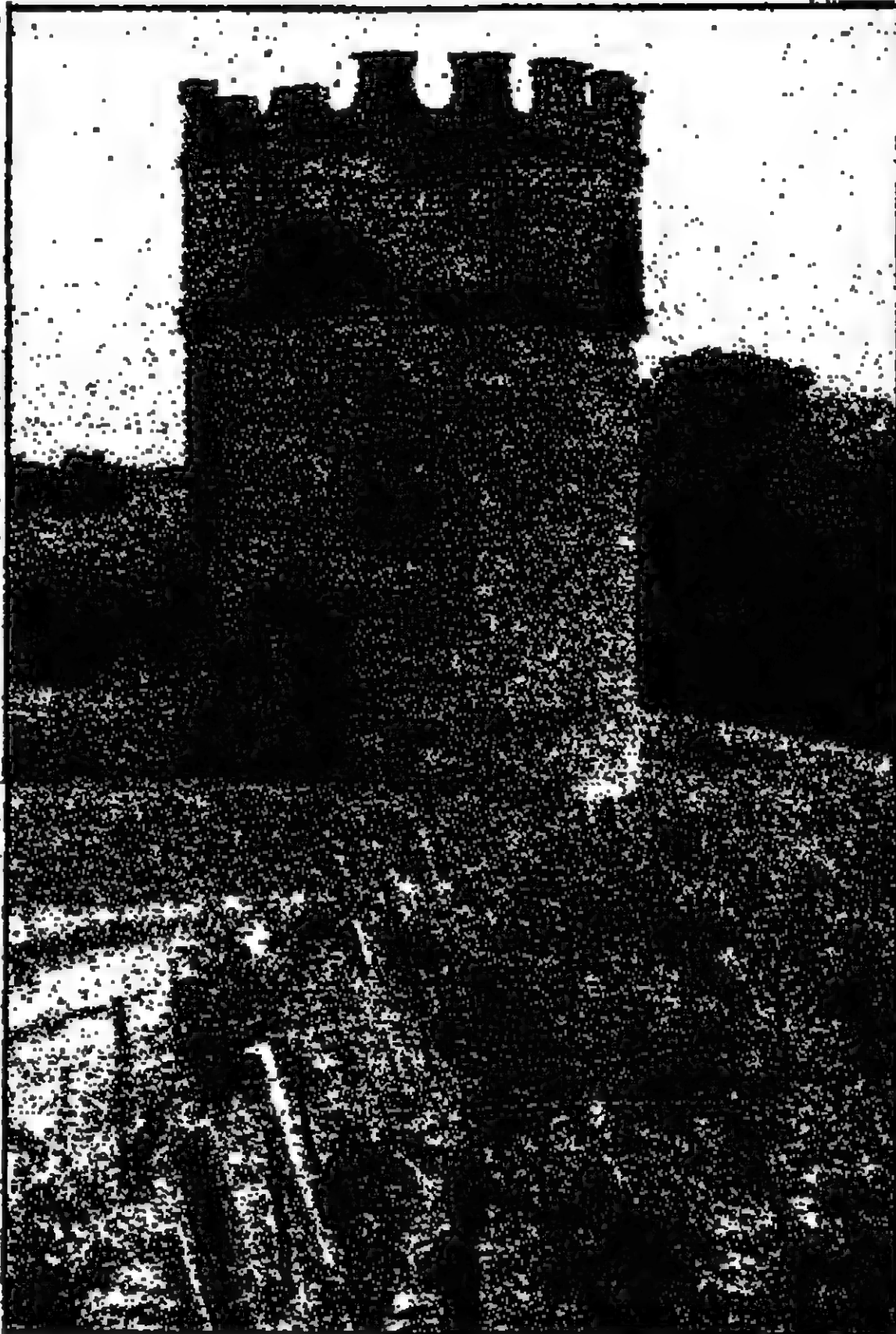
Bref, voilà plusieurs raisons pour s'intéresser à l'Albanie, même si son inflexible autocensure n'a pas pu protéger son littoral de toutes les saletés jetées au large par les bateaux capitalistes.

• Albanie. Nagel, Genève. 208 pages, 2 cartes en couleurs, 9 plans, 175 F.

Escapades « à la chaîne »

Pour la deuxième année, la chaîne des hôtels Mercure, filiale du groupe Accor, propose dans une brochure des escapades, le temps d'un week-end, à partir de trente-trois de ses établissements. Une soixantaine de suggestions, principalement en France (mais également en Allemagne, en Autriche, en Belgique et en Andorre). Cinq thèmes ont été retenus : une ville, une région, un site ou un spectacle, une découverte, une activité sportive.

On peut ainsi parcourir le pays cévenol en train à vapeur, découvrir l'Andorre ou le Pays basque en 4 x 4, survoler la chaîne des pays en avion, feuilleter l'histoire de Bruxelles par le biais de son architecture, mener la vie de château en Anjou, s'initier à la dégustation des



ANNEGADE-ADAM BENO

vins en Bordelais, assister aux spectacles de Bercy, faire une cure d'impressionnisme d'Orsay à Giverny, s'initier à la voile sur le lac d'Annecy, s'offrir une semaine de golf dans le Sud-Ouest, galoper dans la campagne bourgeoise ou dans les Yvelines et plancher à voile à Hyères.

Formule « tout compris », le forfait escapade — de 600 F à 3 000 F — comprend généralement deux nuits en chambre double,

deux petits déjeuners, au moins un repas dans l'hôtel ou dans un restaurant des environs et les prestations correspondant au thème choisi (brochure gratuite sur demande au groupe Accor, 7, allée du Brévent, 91021 Evry-Corbeil). Le transport n'est pas compris mais, dans quinze établissements proches d'un aéroport, visit Europe, d'Air Inter (49, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, tél. :

42.89.39.40) propose des forfaits incluant le vol aller-retour et la location d'une voiture.

La FNAC en musique

Le Cantor de Leipzig sera honoré en septembre prochain lors du festival qui lui est consacré tous les quatre ans dans cette ville de RDA. Ce sera l'occasion pour de nombreux solistes, orchestres, chœurs et musiciens internationaux de se retrouver pour des concerts d'œuvres du maître, certes, mais aussi de compositeurs de la période qui va de la Renaissance à Mozart. Séjour de six jours avec concerts en soirée et excursions liées à la vie de Jean-Sébastien Bach. A Kothen, où, maître de chapelle de cette ancienne résidence princière, Bach passa six ans de sa maturité et où il écrit les Concertos brandebourgeois ainsi qu'une partie du Clavecin bien tempéré. A Eisenach, où l'on visite la maison natale de Jean-Sébastien, et au château de la Wartburg, immortalisé par Wagner dans Tannhäuser.

En se rendant à Leipzig, on s'arrêtera à Potsdam pour visiter le château de Sans-Souci, parfait exemple de l'architecture et de l'art paysager allemands du dix-huitième siècle. Du 12 au 17 septembre, 7 000 F, tout compris, en chambre double, hôtels de première catégorie. Un journaliste du Monde de la musique participera au voyage qui est une exclusivité FNAC Voyages (138, rue de Rennes, 75006 Paris, tél. : 42-22-19-55).

VOYAGE

Un dimanche à Granville

MES années casino datent de la fin des années 30. Elles ont un goût d'avant-guerre bien mérité. Je portais un maillot de bain en jersey bleu, tricoté par ma grand-mère Madeleine. J'avais six ans, je creusais des mares dans le sable, à marée basse, en regardant la silhouette de pagode chinoise du casino de Granville. Mes parents s'y étaient rencontrés au cours de l'après-midi dansant, avaient conçu le projet de me concevoir le temps d'un tango.

Pronst raconte le contemporain casino de Balbec : « Les pêcheurs et aussi les familles de petits-bourgeois, invisibles dans l'ombre, s'écrasaient au vitrage, pour apercevoir, lentement balancée dans des remous d'or, la vie luxueuse de ces gens... »

Repères

Pour se loger : l'hôtel des Bains, rattaché de la Belle Époque, face à la mer et au casino (tél. : 33-50-17-31). L'hôtel le Héros, tout neuf, face au port de plaisance (tél. : 33-90-48-08).

Pour manger des fruits de mer, le restaurant le Phare : 11, rue du Port (tél. : 33-50-12-54). Une excellente pizzeria chez Salvatore, 13, rue St-Sauveur (tél. : 33-90-74-44).

A partir de la mi-avril, l'hôtel du Fort et des îles : aux îles Chaussey, un étonnant archipel granitique, à une heure en mer. Vous pourrez demander la chambre d'un vieil habitué, le président Mitterrand (tél. : 33-50-25-02).

Le casino est ouvert de Pâques à fin octobre. Horaires de mars à juin et de septembre à octobre : les vendredis, samedi et dimanche de 22 h à 3 h ; en juillet et en août : tous les jours de 17 h 30 à 20 h et de 22 h à 3 h. Office de tourisme (tél. : 33-50-02-67).

Dans les années 20, le luxe à Granville était une invention très récente. Le port sentait encore la morue, que les trois-mâts allaient chercher à Terre-Neuve. Au retour des bancs, les armateurs laissaient aux marins les langues de morue, que ceux-ci vendaient sur le quai, dans des bourriches à part, pour leur seul bénéfice.

Et puis, France Jay Gould, dont le beau-père s'était enrichi dans les chemins de fer du Far-West, était arrivée et avait jeté des mots magiques sur le gris du petit port normand. « J'en ferai le Monaco du Nord ». Elle chargea un certain M. Bonheur de construire en un temps record un casino et un palace. On inaugure le casino en 1911, le Normandy Hôtel en 1912, accolé à la falaise avec cent cinquante chambres ouvrant sur la mer. Tout cela en faux colombages, style dit anglo-normand, dessiné par l'architecte Blusens, auteur des casinos de Bagnoles-de-l'Orne et de Vittel. Architecture un peu trop, légère, conçue pour abriter le plaisir, l'ivresse, la fête. Mais on a à peine le temps de danser : le 22 septembre 1915, le Normandy devient un hôpital militaire. Sous les lustres éteints du casino, les femmes fabriquent de la charpie.

Après la guerre, on tire des feux d'artifice, les violons du bal appellent les estivants. C'est la gloire. En 1924 : 312 000 francs de recettes ; en 1925, 80 % d'augmentation... En 1940, les Allemands installent la Kommandantur au Normandy, les libérés de 1945 y logent la direction départementale des impôts. Triste. Les années folles ne réussissent pas à redémarrer. Les pires audaces sont les concours de châteaux de sable du Figaro ; ma plus jeune sœur, Nollie, y triomphe.

En 1950 et quelque, le jeu de jokari est interdit sur la plage. Les années 80 seront les années Sécu. Le Normandy devient centre théâtrothéâtrique, les rescapés du grand massacre automobile vien-



OLIVIER MOULOT

nent y rassembler leurs membres. Le casino vitote, attend le miracle d'un animateur qui y déchaine les fastes d'une maison de la culture. Ça traîne. Ils sont loin, les « remous d'or ». Les tuiles du toit s'envolent, les peintures s'écailent, la salle de théâtre, conçue sur le modèle du Théâtre des Champs-Élysées, est interdite pour insécurité. Après avoir eu la funeste idée de vouloir faire disparaître le casino pour le remplacer par un hôtel, la municipalité serait revenue aujourd'hui à un projet moins abstrait : sauvegarder le pavillon d'entrée et son mobilier Belle Époque, les clochetons, la salle de danse et la pergola. Seul le théâtre reste paradoxalement menacé. C'est déjà trop !

Il y a des villes qui croient pouvoir s'amputer de leur mémoire. Inutile de dire que le « fantôme »

de mes six ans, avec sa pelle et son râteau, n'est pas d'accord. Et il n'est pas le seul. Priver Granville de son casino, autant priver Paris de la tour Eiffel, l'Inde du Taj Mahal, un visage de ses yeux.

Allez vous rendre compte vous-même. Prenez le train à Montparnasse, ligne directe. Vous y êtes en trois heures et demie. Voilà un paysage architectural exceptionnel, qui a inspiré Heine, Hugo, Michélet, à parcourir à pied ; la falaise sauvage, avec le phare ; les vieilles casernes, les remparts de la vieille ville fortifiée, puis le casino, les hôtels et, tout au bout, près du cimetière marin, la villa 1900 « les Rhumbs », où est né Christian Dior, et qui va bientôt devenir musée Christian-Dior. Mutilez le casino, le charme est rompu.

ALAIN HERNÉ

OBJECTIF : MONTAGNES & DESERTS

VOYAGES - AVENTURES à pied, en 4x4 sous les étoiles

Sahara Kenya Nepal Maroc Mali Tibet etc.

NOMADE

CROISIÈRES CARAIBES ETC 89

ILES GRENADINES • ILES VIERGES

GUADALOUPE • MARTINIQUE

LUXUEUX VOILIER DYNAMIQUE 62 PIEDS

SKIPPER & HÔTESSE CONFIRMES

8 PASSAGERS • 4 CABINES

SEM : 28000 F • 2 SEM : 50000 F

INFORMATION RESERVATION

TEL : (1) 42 89 23 27 • TELEX : 649732

VENEZ DANS UN 4 ÉTOILES

Sur la mer, avec piscine et air conditionné. Nouveau et luxueux. Toutes chambres avec balcon donnant sur la mer. Parking. Diners Gala. Party. Menus au choix et petit déjeuner buffet. Pension complète à partir de 44.500 Lira.

Rimini - HOTEL DIPLOMAT

Via F.lli. Elia, 70 - RIMINI (ITALIE)

Tél. 1939-541/380011

FAX 1939-541/386504

VAGABONDS BLEUS

Locations caravanes, bungalows

à la semaine ou au mois de juin à septembre.

Établissement agréé pour recevoir les chapeaux-vacances.

SALON DE LA MAISON DES LOISIRS ET DES ANIMAUX DE COMPAGNIE

Espace Chatoou

du Jeudi 1^{er} au Lundi 5 Juin 1989

Tous les jours de 10 h à 19 h

du vendredi 2 Samedi 3 10 h à 22 h

ILE DES IMPRESSIONNISTES CHATOOU (76)

Exposition du 1^{er} au 5 juin 1989

TOSCANE - OMBRIE SICILE

Vols à forfait à partir de 2 800 F

Séjour en villa ou dans une ferme, dans les plus belles régions d'Italie, et avec en Province One d'Assisi.

Demandez vite le catalogue de 200 pages tout en couleurs à : Destinations CURENTY, 111 10, rue Vauvilliers - 75001 Paris - Tél. 42.22.02.87

CURENTY envoyez moi le catalogue

CURENTY 2009, Je joins un chèque de 40 F à l'ordre de Destinations CURENTY

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____

Ville _____

CURENTY 30, rue Vauvilliers 75001 PARIS

Culture

MUSIQUES

Martha Argerich et Daniel Barenboim jouent Mozart, salle Pleyel

La peur donne des ailes

Daniel Barenboim avait invité Martha Argerich pour l'un de ses derniers concerts comme directeur musical de l'Orchestre de Paris. La rencontre du 31 mai restera dans les annales.

Martha Argerich n'avait pas joué le *Concerto en ré mineur* de Mozart depuis ses débuts avec l'orchestre, au Théâtre Colón de Buenos-Aires. Un enregistrement privé réalisé sur le vif a immortalisé cette première apparition diffusée à l'époque sur les ondes de la radio argentine. A neuf ou dix ans, la « Martha » jouait déjà avec une passion, une intelligence des phrases qui la distinguent encore aujourd'hui de confrères au jeu plus sage, plus convenu.

Trente et quelques années plus tard, lorsqu'elle entre en scène, elle paraît tendue, traquée. Fêlée dans Prokofiev, Liszt et Rachmaninov, la pianiste a peur du numéro d'équilibre imposé par Mozart. Car s'il y a peu de notes à jouer dans ces concertos, toutes sont capitales, toutes doivent chanter.

Elle avance à pas menus, comme une Japonaise sanglée dans son kimono, d'un geste vif, se penche vers le public, s'assoit. Attend. L'Orchestre de Paris, dirigé par Daniel Barenboim, attaque, à un tempo d'enfer. Grands dieux ! que va-t-il se passer ? Nous prenons peur, le tempo est trop vif, les cordes peinent à le soutenir ; la rythmique flotte ; le piano entre : le jeu se calme, la sonorité d'Argerich est lumineuse, suspendue, chantante. En quelques instants, le dialogue s'installe, l'orchestre joue mieux. Nous sommes à l'opéra ; avec une

science consommée le chef et la pianiste font surgir des personnages, les phrases passent de l'orchestre au piano avec une vivacité confondante. Ce Mozart n'a rien de convenu, rien d'iconoclaste non plus ; il est simplement jeune et irrévérencieux.

Savants détails

Il est impossible de décrire le jeu de la pianiste, tant il fourmille d'infimes détails d'articulations, dignes du plus savant des clavecinistes, d'envoies soudains qui laissent l'orchestre en plan, de sonorités changeantes. Mais ce piano chante comme rarement on a entendu piano mozarrien chanter, alternant tendresse et morsure, mi-voix et cri. Le deuxième thème du mouvement lent, par exemple, s'élève ombré d'une infuse mélancolie, plissant sur l'accompagnement amoureux tissé par Barenboim, qui a l'idée de faire surgir, un peu plus tard, les altos (les violettes de l'orchestre symphonique) de leur réserve habituelle. Moment d'inspiration sublime déchirant dans son imprévisibilité même, qui émet comme la première fois que l'on entend l'entrée du chœur d'homme dans la *Rhapsodie pour contralto* de Brahms ou celle de la voix de Kathleen Ferrier à la fin de l'*Abschied du Chant de la Terre* de Mahler.

Après de tels bonheurs tout sera pardonné, la précipitation du piano dans le finale (qui anticipe toujours sur l'orchestre), quelques dérapages de l'orchestre, dont les violons montrent des limites parfois cruelles (attaques peu synchrones, justesse approximative dans l'aigu, sonorité acide), et une acoustique qui note la petite harmonie dans un brouillard

qui ne permet pas toujours d'apprécier avec l'acuité nécessaire le jeu admirable des plus beaux pupitres de l'orchestre.

Ce jeu impatient n'est pas sans rappeler curieusement (le tempo du premier mouvement, par exemple) celui d'Arthur Schnabel dans un très vieil enregistrement dirigé par Walter Susskind (EMI) ou la « folie » de Clara Haskil dans le finale du *Concerto « Jeune homme »* avec Carl Schuricht. Comme eux, Martha Argerich a peur de Mozart. Mais la peur ne donne-t-elle pas des ailes ?

Après l'entracte, Daniel Barenboim avait choisi le *Don Quichotte* de Richard Strauss, un poème symphonique qui met en scène les deux héros de Cervantès, personnifiés par le violoncelle et l'alto, ici tenus par Etienne Péclard et Jean Dupont. Admirablement joué par Dupont et surtout par Etienne Péclard — archet délicatement évocateur, intonation proche de la perfection, séduction des phrases — ce *Don Quichotte* fut mené de main de maître par un Barenboim vraiment inspiré, même si, parfois, sa direction accuse quelques lourdeurs et imprécisions rythmiques.

Il faut dire que l'acoustique brouillée de Pleyel, avec ses fonds d'orchestre qui écrasent les cordes, sans parler de la localisation (impossible de savoir où provient le son de certains instruments), n'arrange rien, s'agissant d'une œuvre orchestrée avec tant d'opulence. Mais quand les responsables de la salle Pleyel se décideront-ils à utiliser les panneaux acoustiques réglables, censés adapter cette salle de concert aux œuvres qui y sont données ?

ALAIN LOMPECH.

Olympiades de composition à Athènes

Lumières d'Italie

Le premier concours de composition d'Athènes a surtout mis en valeur les élèves de Donatoni.

Poésie, musique, tragédie, les arts de la voix et de la scène, pour l'Occident, sont nés en Grèce. Les théâtres d'Hérode Atticus et d'Épidaure résonnent encore de voix bimillénaires. La Grèce moderne a d'abord retrouvé ses poètes et ses romanciers. Et maintenant ses musiciens, avec un premier chef, l'écriturier des tragiques, des architectes et des philosophes, Iannis Xenakis. Mais les meilleurs d'entre eux continuent à s'expatrier, faute de trouver chez

eux un environnement favorable et de haut niveau.

Pour lutter contre cet état de sous-développement, la Radiodiffusion grecque a entrepris une action énergique, et elle a d'abord fondé un Concours de composition annuel, le Prix Olympique, dont la première finale vient de se dérouler à la Galerie nationale d'Athènes.

L'accueil fait à ce concours fut à la fois réjouissant et décevant car deux cents soixante-neuf partitions inédites y participèrent, sous le sceau de l'anonymat ; mais lorsque le jury préliminaire, après plus d'un mois de travail, eut rendu son verdict, on s'aperçut que, sur douze

finalistes retenus, pas un seul des cent compositeurs grecs participants n'avait été sélectionné... Une pilule dure à avaler.

Le concours n'en fut pas moins utile, en invitant les instrumentistes de l'Orchestre national à travailler des œuvres modernes héritées de difficultés, où ils se montrèrent pour la plupart fort brillants, et en suscitant un public nombreux et curieux.

Les douze partitions retenues (dont d'Italie, trois d'Australie, une d'Allemagne, des États-Unis, du Canada et de France) n'étaient pas toutes des chefs-d'œuvre, bien entendu, et certaines paraissaient encore inventées, vibrationnaires, pulvérisées, comme si la musique d'aujourd'hui avait complètement perdu la boussole.

Mais le jury international reconnu de véritables talents. Federico Errico (Italie, premier prix de 3 000 dollars) l'emporta sans conteste avec *Lumina* pour quinze instruments, qui se distinguait par une grande richesse de langage, une originalité de pensée, une poésie et une force particulières. Sur les frissons de cordes viennent se poser des gouttes de lumière, des timbres choisis avec une fraîcheur d'impressions et une économie rares. Des épisodes rapides et denses se succèdent, menés par un discours ferme, parfois très mystérieux.

Un Australien, Michael Smetanin (deuxième prix, 2 000 dollars) affirmait aussi une personnalité vigoureuse avec un quatuor à cordes, *Red Lightning*, bourré de trémolos, d'harmoniques, de glissandos et d'arborescences, qui semble regarder assez souvent du côté de chez Xenakis.

Quant à Paolo Manfrin, un Italien d'Asie, ses *Tableaux* pour trio d'anches, trio à cordes et piano lui ont valu un excellent troisième prix ; une musique vive, pétillante, gaie, qui tourne comme un feuilleté dans de petites mécaniques à la Donatoni — ce Donatoni qui aurait presque mérité un prix pour avoir été le professeur de cinq ou six des finalistes !

Mentionnons encore les *Miroirs déformants* du Français Nicolas Verin, mariant un hautbois solo et une bande magnétique assez belle et dramatique, qui témoignent d'une certaine imagination sonore, et le *Song* de l'Américain Todd Brief pour soprano et sept instruments, sur un poème de Sappho, brève page très impressionnante par son climat dramatique presque verdien, où la voix est comme surexcitée par des giclées de couleurs violentes.

Pour un premier concours de composition, c'est un bilan fort honorable.

JACQUES LONCHAMPT.

* Recensements : ERT (Greek Broadcasting Corporation), Messogion, 432, PO Box 19, Agia Paraskevi, 15342 Athènes.

Communication

La télévision par câble à la recherche d'un nouvel équilibre

L'édition 1989 du rendez-vous annuel des réseaux câblés aura-t-elle été « un Méditerranée d'apaisement », comme l'affirmait avec une bonne dose d'hypocrisie, un des participants de la manifestation d'Angers ? Tous les acteurs de la télévision par câble s'efforcent de sortir du cadre trop rigide dessiné en 1982. Services à contrôle d'accès, antennes collectives dans les logements sociaux, répartition des rôles entre opérateurs, constructeurs et élus sont autant de points toujours en discussion. L'adaptation de la réglementation pour favoriser des chaînes spécifiques au

câble est toujours pendante, et, dans l'immédiat, « le CSA ne peut qu'appliquer la loi », comme l'a rappelé son président, M. Jacques Boutat. Quant à France Télécom, qui investit plus de 3 milliards de francs chaque année et n'en retire pour l'instant que moins de 100 millions de francs annuels, elle n'est pas sortie de... ses tranchées. Au moins autant que de la médiation proposée par l'Association des maires des grandes villes, les nouveaux équilibres du câblage des villes résulteront des négociations en cours entre opérateurs et pouvoirs publics.

Un patient travail de déminage

Le plan câble de 1982 est l'une de ces machines infernales dont le génie français a le secret. La belle idée des ingénieurs — doter la France d'un réseau moderne de vidéo-communications — a été malmenée par un pouvoir exécutif qui, par souci d'affichage politique à court terme et clientélisme électoral, a bousculé les échelons et détruit les cohérences. La part technologique judicieuse de la fibre optique et de l'architecture en étoile s'est vu compromise par des commandes industrielles hâtives et trop massives. Sur tout, la logique économique a été faussée par la séparation artificielle entre un propriétaire public des réseaux et des exploitants privés.

Mêlée par ces contradictions, la grande fête de 1982 a tourné rapidement à la déroute. La rentabilité des réseaux câblés, strictement négative pour France Télécom qui y a investi 25 milliards de francs, restait aléatoire pour les opérateurs privés. La télévision par câble, limitée à quinze canaux pour un abonnement mensuel de 140 francs, ne pouvait séduire le téléspectateur déjà sollicité par six chaînes hertziennes auxquelles viennent s'ajouter six autres programmes diffusés par le satellite TDF 1.

En 1988, M. Gérard Longuet, ministre des PTT, conscient de l'échec, a limité les dégâts en rallen-

tissant les investissements publics et en ouvrant à côté du plan câble un secteur de réseaux libéralisés. Mais il n'a pas désamorcé la bombe à retardement. Cinquante villes, France Télécom, la Lyonnaise des eaux, la Caisse des dépôts et la Compagnie générale des eaux restent prisonniers d'une logique infernale aux conséquences économiques et politiques fort dangereuses.

Depuis son arrivée avenue de Ségur en mai 1988, M. Paul Quilès s'emploie à désamorcer le piège. Un travail de déminage d'autant plus difficile qu'il ne peut être proclamé officiellement : un ministre socialiste ne peut critiquer ouvertement un plan d'investissement approuvé par un autre gouvernement socialiste. C'est donc par une série de négociations discrètes, de mesures ponctuelles, que M. Quilès tente de ramener la grande utopie de 1982 vers les réalités du marché. La commercialisation du câble à 30 francs par mois dans les logements sociaux va peu à peu résorber l'hérésie de la politique tarifaire. La multiplication des canaux, à des conditions financières acceptables par tous les partenaires, va désengorger les réseaux. La logique du câble est harmonisée avec celle du satellite par le biais des programmes payants et du décodeur

unique. L'étape suivante verra nécessairement l'entrée de France Télécom au capital de certains réseaux pour entamer les querelles entre administration publique et opérateurs privés.

Certes, la partie n'est pas encore gagnée. Des négociations difficiles s'annoncent pour clarifier les rôles entre France Télécom, toujours tenté de s'installer sur le marché de l'image, et des investisseurs privés qui, au-delà des réseaux câblés, n'ont pas cessé de rêver à une possible libéralisation des télécommunications. Mais l'essentiel est fait : le plan câble de 1982 n'est plus qu'un souvenir et le trébuchement observé sur les courbes d'abonnement montre que les réseaux français peuvent sortir de l'impasse.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

La justice autorise la diffusion de « l'Idiot international »

Saint-Jean-Edern Hallier écrivain et martyr ? Tout concordait pour que l'écrivain, directeur du nouvel hebdomadaire *l'Idiot international*, puisse se présenter bientôt ainsi. Mercredi 31 mai, Jean-Edern Hallier s'était vu signifier tout à la fois le retrait de la vente du dernier numéro de son journal, son inculpation pour « contrefaçon littéraire » et son assignation en justice pour « injures publiques ».

L'éditeur de *l'Idiot* avait été condamné par le tribunal de grande instance de Paris, pour avoir utilisé le titre *l'Aurore* en sous-titre de *l'Idiot*, alors que ce titre appartenait au *Figaro* (le Monde du 25 mai). L'édition du 31 mai de l'hebdomadaire arborait quand même le titre *l'Aurore*, barré de rouge et flanqué de la mention « censuré », ainsi qu'un autre titre, le *Figaro écumé*, la décision de retrait du journal de la vente fut immédiatement prise par les Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP) à la requête du *Figaro*.

Quelques heures après cette décision, Jean-Edern Hallier avait été incrimé de « contrefaçon littéraire » par le tribunal de Paris, à la suite de l'édition « pirate » des *Versets sataniques* de Salman Rushdie, qu'il voulait publier en partie dans les pages de *l'Idiot*. La plainte contre l'éditeur avait été déposée par Christian Bourgois, détenteur en France des droits des *Versets*.

Enfin, le ministre de la culture, Jack Lang, traitait la dernière flèche en portant plainte contre le directeur de *l'Idiot* pour « injures publiques ». Le litige porte sur un article paru le 10 mai dans l'hebdomadaire sous le titre « Lang mis à nu ». Cette plainte, qui vise autant Jean-Edern Hallier en sa qualité de directeur de publication, sera examinée le 28 juin par le tribunal de Paris.

Cette kyrielle de procès n'a pas suffi à arrêter Jean-Edern Hallier. Le 1^{er} juin, le tribunal fléchit droit à son action en référé contre les NMPP et autorisa la diffusion de *l'Idiot international* à partir du 3 juin « pour préserver le respect de la liberté d'expression ». « C'est une grande victoire de la justice et une grande victoire contre Robert Hersant », clame Jean-Edern Hallier. Quant à l'accusation de « contrefaçon littéraire », il la renvoie à son auteur, l'éditeur Christian Bourgois, qu'il accuse d'avoir « enlevé tous les passages litigieux de la traduction des *Versets* ». Un pas de plus dans le contentieux entre les deux hommes, devant les tribunaux, au référent déposé à l'initiative de l'écrivain et une plainte en diffamation déposée par l'éditeur.

Il reste les « injures publiques » à l'encontre du ministre de la culture. Jean-Edern Hallier les écarter d'un revers de main en indiquant que le passage incriminé n'était que la réimpression d'un extrait de son *Journal intime* paru il y a deux ans et qui n'avait pas alors fait l'objet de poursuite. A l'appel du directeur de *l'Idiot*, ses amis devraient procéder le 1^{er} juin à une distribution du journal aux Champs-Élysées et lancer une souscription de soutien.

Y.-M. L.

L'hebdomadaire affiche un bénéfice de 25 millions de francs

Le redressement de « l'Express »

L'Express, qui célébrera cette année ses trente-cinq ans, a renoué avec sa vigueur d'antan. Depuis le rachat de sa maison mère, la Générale occidentale (GO), par la Compagnie générale d'électricité (CGE), il y a un an et demi, le premier hebdomadaire d'informations françaises (selon l'OJD 1988) a publié les fastes et les engagements de Sir James Goldsmith, son ancien propriétaire, qui l'avait mené au bord de la crise morale et financière.

De février 1988 à ce mois de juin 1989, *L'Express* a remis en ordre ses affaires. L'arrêt des « hebdomadaires », qui représentaient un véritable gouffre financier, le licenciement négocié de soixante-six salariés, la remobilisation de la rédaction et des équipes commerciales ont permis au journal d'éponger les 55 millions de francs de perte, legs du règne de Sir James.

En 1988, *L'Express* a réalisé un chiffre d'affaires de 870 millions de francs et un bénéfice net de 25 millions. M. Willy Stricker, PDG du groupe (*L'Express*, *Lire*, le *Vif*, *L'Express-Pourquoi pas ?*), espère atteindre 40 millions de bénéfice en 1989. Cette vigueur retrouvée est due à une légère reprise des ventes — en 1988, la diffusion payée de l'hebdomadaire était de 417 987 exemplaires contre 416 209 en 1987 — et à un regain de 3 % environ des recettes publicitaires, qui représentent 600 millions de

francs au sein du chiffre d'affaires. Le supplément « Paris » a augmenté également ses recettes publicitaires de 2,3 % en 1988 et devrait bénéficier d'une nouvelle formule à la rentrée, ce qui devrait lui permettre d'augmenter encore sa part de marché.

Sa santé retrouvée, *L'Express* est donc redevenu un bel appât. M. Stricker, son PDG, dément qu'une vente de la Générale occidentale puisse avoir lieu. « La GO dispose de plus de 4 milliards de francs de « trésor de guerre », note-t-il. Je démens depuis un an et demi les rumeurs concernant sa vente ou celle de *L'Express*. En revanche, nous saisissons les occasions de rachat dans le secteur de la presse magazine ».

M. Pierre Suard, PDG de la CGE, a déclaré pour sa part à l'hebdomadaire *la Vie française* : « Si cela était nécessaire, comme nous savons faire des acquisitions, nous savons aussi faire des cessions ». En précisant qu'il avait « sous-estimé l'extrême sensibilité de l'opinion en France pour tout ce qui concerne la communication », le PDG de la CGE a précisé : « La GO est un investissement qui se valorise et je ne vois pas pour le moment de raison de changer de tactique ». La valeur de *L'Express* est aujourd'hui de l'ordre de 500 millions de francs.

Y.-M. L.

Traduction de l'hebdomadaire de la perestroïka

Une édition française des « Nouvelles de Moscou »

Le lancement de l'édition française de l'hebdomadaire *les Nouvelles de Moscou*, l'un des titres soviétiques à l'avant-garde de la perestroïka, rassemblerait jeudi 1^{er} juin des représentants de l'ambassade d'URSS et du journal, ainsi que de nombreux journalistes. Dans la foule se croisaient aussi d'anciens ministres communistes « venus à titre personnel », comme MM. Jack Raliti et Anicet Le Pors, la présidente du groupe communiste au Sénat, M^{me} Hélène Luc, qui partit très vite, un peu excédée à l'idée de devoir servir les mains des nombreux « friblistes », « friblistes-juinistes », « friblistes-constructeurs du PCF » présents.

La version française des *Nouvelles de Moscou* est en vente deux jours après la parution de l'édition soviétique. Si la mise en page de l'hebdomadaire diffère sensiblement, le contenu des deux publications est identique. Dans l'éventualité, des articles spécialement écrits de Moscou pour l'édition française pourraient être insérés.

L'hebdomadaire existe depuis 1950. Jusqu'en 1983, il dépendait de

l'agence Novosti et était diffusé en cinq langues dans plus d'une centaine de pays. C'est son rédacteur en chef, Egor Yakovlev, qui a proposé la publication d'une édition en français. Celle-ci est publiée par la Générale d'éditions internationales, une société créée à l'initiative de M. Louis Calisti, président de la Fédération des mutuelles de France, et qui rassemble en plus Macif, Participations, Média-Messageries, l'Agence Anatomie et le studio de création graphique JBA. Tirée à 45 000 exemplaires, cette édition est vendue en kiosque (10 F) et par abonnement.

Selon M. Yakovlev — « membre du PCUS depuis trente-cinq ans », précise-t-il, « l'édition en français des *Nouvelles de Moscou* est tirée à 100 000 exemplaires en URSS et est lue par ceux qui ne peuvent se procurer l'édition en langue russe. Le rédacteur en chef de l'hebdomadaire, après le lancement d'une édition en arabe, préparera une édition en langue anglaise ».

Y.-M. L.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

2^e arrdt
EXCEPTIONNEL 160 m²
Dét. rénové, 2 ch., 2 bms.
pos. 2 appart. V. am. de
11 à 15 h. 227, rue St-Denis.

5^e arrdt
PROX. PANTHEON
Imm. pierre de taille,
250 m², rénové, 85 m²,
8 chambres, solai, balcon.
Poss. par. 15 h. 227, rue St-Denis.

11^e arrdt
PRIX INTERESSANT
M^{re} COURONNES, imm. rénovée,
17 ch., bon état, 50 appart.
sép., 3 chambres, entrée,
cuis., bain, solai, parking.
250 m², 80 de BELLEVILLE
am.-dim., 14 h-17 h.

14^e arrdt
M^{re} PLAISANCE
Imm. rénovée, p. de l. r. ch.
3 p., ont. cuis., bms. WC.
Pos. par. 13 h, RUE DODOT.
Samedi 15 h-17 h.

19^e arrdt
SIMON BOLIVAR
Stand, 3 p., loggia sur
jardin, 10^e étage, bco.
Samedi 15 h-17 h.
2, rue des Four-à-Chaux.
42-02-57-79 tous matins.

92
Hauts-de-Seine
PPTAIRE VEND
Ardennes/Bos-Colombes
3 p., 67 m², 670 000 F.
4 p., 103 m², 1 030 000 F.
Refait mod., 1^{er} étage,
246 m², av. D'ARGENTUEIL.
Samedi de 15 h à 17 h.

94
Val-de-Marne
SAINT-MANDE
Prie bois, M^{re} Porta-Dorée,
imm. rénovée, 17 ch., bms.
WC, 3 chbres, entrées, cuis.,
office, 2 bms, 2 w.-c.,
135 m², Possibilité bco.
35, AVENUE ALPHAND
Samedi, 14 h-17 h.

appartements achats

Recherche URGENT
110 à 140 m² Paris
Préfér. 5^e, 6^e, 7^e, 14^e,
15^e, 19^e, 4^e, 12^e, 9^e.
PAIE CPT. (1) 45-73-35-43.

**locations
non meublées
offres.**

Paris
FOCH
App. 120 m² entièrement
rénové, 2 ch., de toil.
VUE ST-JARD, SUSPENDU
Versailles, Loy. : 15 000 F.
SPP : Samedi à 15 h.
10 bis, rue PICASSO
Paris-10^e (secteur n° 43).

pavillons
(VAUREAL 95)
5 mn RER, 30 mn St-
Lazare, par. vend maison
FS (120 m²), construct.
rad. année 1984 (cambres
entièrement), par. école +
terr., 200 m² de terr. pays.
cl. 750 000 F. Bus :
40-87-80-53 et/ou le soir :
42-02-57-73.

Part. vend à CESSON
135 km Paris, pavillon 3 p.
sur 138 m² Jardin. Sép.
avec cheminée, coin cuis.,
toit. Escap. 2 ch., s. de bms.
Surf. habit. 42 m². BON
ETAT. 350 000 F. Tél. bur. :
43-88-17-90. Tél. domicile
après 20 h : 80-63-65-14.

PROPRIETES
Goudelin, Gdm, 10 mn St-
Quay-Port. Maison de
maître en l. rénovée, sur
900 m² de terrain, pierres,
poutres d'origine, cheminée
granit sous ardoise, 120 m²
habit., 5 p., bain, rang.
châuff. élec., dble hall,
gar., terr., dépend.
100 m² de terrain, piscine,
pêche, tennis, vollo, golf,
dét. futur TGV, habit.
de maître. Belle prest.
(18) 38-18-58-08 apr. 20 h.
430 000 F. Jurdicq.

IMMO 55
33, RUE DE LA MADELEINE
EPHON (28230)
(16) 37-83-73-73
rech. pour se classer
PARIS ET BANLIEUE
PPTAIRE, PPTAIRE, PPTAIRE
FORETS, ETC.
PAIEMENT COMPTANT
chez votre notaire

bureaux

Locations
**VOTRE SEGE SOCIAL
DOMICILIATIONS**
Constitution de Société et
tous services. 45-65-17-50.

**2^e, 110 m², 4/5 pces, ref.
neuf, activités bureaux.
12 800 F.
40-20-02-15.**

**locaux
commerciaux**

**ÉCOLE-CENTRE
DE FORMATION**
Tous locaux bureaux N.O.
Affaire exceptionnelle.
Tél. : 42-42-75-75.

Locations
Porte de Versailles, local
150 m² sur rue, 5 pces, très
bon état, proche métro.
10 000 F.
Tél. : 40-20-02-15.

**ZONE D'ACTIVITES DE
PARIS NORD II**
à proximité du RER,
310 m² de bureaux
et d'activités,
disponibilité immédiate.

**COMMERCIALIZATION
ET INVESTISSEMENT**
15, rue des Savins
92080 NANTERRE
Tél. : 47.76.17.46

Le Monde CADRES

Le groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a
proposés cette semaine :

SGD GROUPE SAINT-GOBAIN
JEUNE INGENIEUR Réf. VM 40/212 BT

Ingenieur
RESPONSABLE ETUDES TRAVAUX NEUFS Réf. VM 53/1816 F

La vivacité d'une PME allée à la puissance d'un Groupe :
un tremplin pour un Ingenieur
ADJOINT DU DIRECTEUR DE FILIALE Réf. VM 21/2908 B

SGD GROUPE SAINT-GOBAIN
RESPONSABLE DE VENTE Réf. VM 40/212 BU
Europe et Asie Pacifique

Région de Cognac
DIRECTEUR Réf. VM 35/3142 A
de l'Université Internationale des Eaux-de-Vie et Boissons Spiritueuses

Wlaneurop
Compresseurs et groupes hermetiques
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER Réf. VM 15/1294 H

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous
adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie :

GROUPE EGOR
8, rue de Bani - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

Le Monde CADRES

Le groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a
proposés cette semaine :

SGD GROUPE SAINT-GOBAIN
JEUNE INGENIEUR Réf. VM 40/212 BT

Ingenieur
RESPONSABLE ETUDES TRAVAUX NEUFS Réf. VM 53/1816 F

La vivacité d'une PME allée à la puissance d'un Groupe :
un tremplin pour un Ingenieur
ADJOINT DU DIRECTEUR DE FILIALE Réf. VM 21/2908 B

SGD GROUPE SAINT-GOBAIN
RESPONSABLE DE VENTE Réf. VM 40/212 BU
Europe et Asie Pacifique

Région de Cognac
DIRECTEUR Réf. VM 35/3142 A
de l'Université Internationale des Eaux-de-Vie et Boissons Spiritueuses

Wlaneurop
Compresseurs et groupes hermetiques
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER Réf. VM 15/1294 H

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous
adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie :

GROUPE EGOR
8, rue de Bani - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

Le Monde CADRES

Le groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a
proposés cette semaine :

SGD GROUPE SAINT-GOBAIN
JEUNE INGENIEUR Réf. VM 40/212 BT

Ingenieur
RESPONSABLE ETUDES TRAVAUX NEUFS Réf. VM 53/1816 F

La vivacité d'une PME allée à la puissance d'un Groupe :
un tremplin pour un Ingenieur
ADJOINT DU DIRECTEUR DE FILIALE Réf. VM 21/2908 B

SGD GROUPE SAINT-GOBAIN
RESPONSABLE DE VENTE Réf. VM 40/212 BU
Europe et Asie Pacifique

Région de Cognac
DIRECTEUR Réf. VM 35/3142 A
de l'Université Internationale des Eaux-de-Vie et Boissons Spiritueuses

Wlaneurop
Compresseurs et groupes hermetiques
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER Réf. VM 15/1294 H

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous
adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie :

GROUPE EGOR
8, rue de Bani - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

Europe 1993

Un rapport à M. Michel Rocard

Comment associer les citoyens à la construction communautaire

M. Gérard Fuchs, secrétaire national chargé des affaires européennes au Parti socialiste et ancien parlementaire européen, devait présenter à la presse, vendredi 2 juin, un rapport sur l'Europe des citoyens, que le premier ministre, M. Michel Rocard, lui avait commandé en décembre. Ce rapport contient quinze propositions très concrètes destinées à accélérer la construction de l'Europe des citoyens.

Le 1^{er} juillet, la présidence de la Communauté européenne reviendra, pour six mois, à la France. D'ores et déjà, on connaît les grands dossiers que Paris s'attachera à faire progresser : union monétaire, harmonisation de la fiscalité indirecte, Europe sociale, etc. Aussi essentiels soient-ils pour l'avènement du marché unique, ces dossiers ne contribueront en rien à l'amélioration de l'image technocratique de la Communauté. Comment rendre moins abstraite la « machine » bruxelloise ? Comment les Français pourraient-ils, le temps de cette présidence, contribuer à faire en sorte que l'Europe devienne une réalité dans la vie quotidienne des citoyens des Douze ? Vastes questions auxquelles M. Fuchs répond en formulant quinze propositions dont certaines ont, certes, valeur de symbole, mais dont les autres supposent, si elles étaient suivies d'effet, que la France fasse de grands pas en avant.

Ainsi, M. Fuchs suggère-t-il que Paris donne un coup de pouce au dossier sur les élections locales. La Commission de Bruxelles et le Parlement européen sont tombés d'accord sur le projet de directive qui donnerait aux ressortissants communautaires le droit d'être électeurs et éligibles pour les élections municipales de leur lieu de résidence. Il revient maintenant au conseil des ministres des Douze d'entériner cette directive. Pourquoi ne le ferait-il pas au cours de la présidence française ? C'est du moins ce que laisse entendre le rapport, qui suggère par ailleurs l'extension du droit de vote et d'éligibilité aux ressortissants de la Communauté à l'occasion des élections européennes.

M. Fuchs propose également d'offrir aux jeunes la possibilité de remplacer leur service national par un service civil, de coopération, voire même militaire qu'ils effectueraient dans un pays de la communauté autre que le leur. Si l'idée paraît utopique en ce qui concerne le service militaire, pour ce qui est de la coopération, des contacts ont déjà eu lieu à ce sujet.

Autre proposition : la création d'un statut européen des associations. Pour l'instant, les associations regroupant des membres de plusieurs pays de la Communauté sont réduites à se placer sous un statut national, mais le Parlement européen a élaboré un projet de statut d'association européenne.

Des mesures symboliques
Selon M. Fuchs, la France pourrait également « pousser » à la création d'une carte d'assuré social européen. Jusque-là, chaque citoyen est couvert par la législation de l'Etat dans lequel il travaille et peut bénéficier, pour un déplacement de moins de trois mois, de la sécurité sociale du pays de séjour, à condition d'avoir rempli un formulaire spécial. La carte européenne donnerait droit, pour une durée de six mois à un an, à la couverture des soins dans tous les pays de la Communauté.

Le rapport évoque aussi la possibilité de créer un comité européen de la consommation, instance paritaire qui réunirait les organisations de consommateurs et les producteurs et qui aurait plus de poids que le comité consultatif existant.

Et pourquoi ne pas organiser des « classes 92 » et des « classes de découverte européennes », destinées aux enfants du secondaire et du primaire ? Ou encore, en attendant la libre circulation des personnes prévue pour le 1^{er} janvier 1993, accorder, dès aujourd'hui, le droit au séjour à l'ensemble des ascendants et descendants de résidents appartenant aux pays de la Communauté ?

Parmi les mesures symboliques, le rapport propose l'instauration d'une fête européenne (qui aurait lieu lors d'un jour férié commun à l'ensemble de la Communauté) : la création d'une académie européenne qui attribuerait des prix annuels (en cinéma, littérature, musique...) à la mise en place de championnats communautaires pour les sports d'équipe et de « jeux triangulaires » entre la communauté, les Etats-Unis et l'URSS ; la création d'un Eurologo et d'une « carte jeunes » européenne donnant droit aux avantages déjà consentis par les cartes nationales des différents pays.

Autant de suggestions, désormais entre les mains du premier ministre... M. Rocard n'est certes pas seul maître à bord, d'autant que les difficultés à surmonter sont multipliées par douze. Mais c'est à lui de jouer et de faire la preuve, ou non, que l'Europe qu'il souhaite n'est pas uniquement économique.

MARIE-PIERRE SUBTIL
Lire aussi
• La préparation des élections européennes... pages 8-10
• L'unification des taux de crédit à partir de 1996 page 28
• Les étrangers ressortissants de la CEE pourront être candidats le 18 juin en Italie. — La Cour constitutionnelle italienne a rejeté le recours présenté par un juge de paix, et a donc donné le feu vert aux candidats non italiens aux élections européennes du 18 juin Le Monde du 6 mai, 2^e-en-après, jeudi 1^{er} juin, de source judiciaire. — (AFP).
• Congrès de l'Union des avocats européens. L'Union des avocats européens organise à Madrid, du 22 au 24 juin, un congrès autour du thème « Le cabinet de l'avocat à l'heure du marché unique ». Au programme : l'avocat d'entreprise dans la CEE ; la fiscalité et la pratique des honoraires, etc. Renseignements à l'UAE, à Luxembourg, au (19-352) 47-38-86.
• Air France pour l'Europe. — Le président d'Air France a décidé que les avions de la compagnie nationale porteraient sur leur empennage les douze étoiles, symbole de la Communauté économique européenne.

AGENDA IMMOBILIER

COTE D'AZUR
DOMAINE PRIVE DU CAP BENAT
140 hectares de privilèges

Terre rare...
Dernière chance d'acquies à 5 km du Luridan, face aux îles d'Or, l'un des plus beaux terrains constructibles... protégé à tout jamais au cœur d'un parc de 140 hectares, classé privé, gardienné toute l'année.
Documentation réservée. Pour le recevoir, adressez aujourd'hui même votre carte de visite à POSIDONIA - Département vente, Domaine privé du Cap Bénat, 83230 BORMES-LES-MIMOSAS, ou téléphoner à M. JEANNOT au 94-71-27-28. Télécopie : 94-84-85-05.

COFINORD
SETE LA VENISE
LANGUEDOCIENNE
PORT-SAINT-CLAIR :
entre plage et port.

345 000 F*
Tél. (7) 42 61 39 79
Gestion ou garantie locative IMMOVAC
Vente 3 pièces + loggia + cuisine équipée.
Cupon à retourner à COFINORD : 31, av. de l'Opéra - 75001 PARIS

NOM _____ TEL. BUREAU _____
ADRESSE _____ SC

A VALESCURE
Bouygues Loisirs

Au cœur du nouveau golf international, Bouygues Loisirs construit entre les trous 12 et 131 4 petites immobilités avec des studios, des 2 et 3 pièces autour d'une piscine privée. Renseignements et vente sur place :
Avenue du Golf (ex 015) 83700 Valescure.
Tél. (16) 84 82 44 51
Pour recevoir une documentation gratuite, envoyer un bon à Bouygues Loisirs :
29, rue Pasteur - 06047 NICE.
Nom _____
Adresse _____
Tél. _____

AGENDA IMMOBILIER

COTE D'AZUR
DOMAINE PRIVE DU CAP BENAT
140 hectares de privilèges

Terre rare...
Dernière chance d'acquies à 5 km du Luridan, face aux îles d'Or, l'un des plus beaux terrains constructibles... protégé à tout jamais au cœur d'un parc de 140 hectares, classé privé, gardienné toute l'année.
Documentation réservée. Pour le recevoir, adressez aujourd'hui même votre carte de visite à POSIDONIA - Département vente, Domaine privé du Cap Bénat, 83230 BORMES-LES-MIMOSAS, ou téléphoner à M. JEANNOT au 94-71-27-28. Télécopie : 94-84-85-05.

COFINORD
SETE LA VENISE
LANGUEDOCIENNE
PORT-SAINT-CLAIR :
entre plage et port.

345 000 F*
Tél. (7) 42 61 39 79
Gestion ou garantie locative IMMOVAC
Vente 3 pièces + loggia + cuisine équipée.
Cupon à retourner à COFINORD : 31, av. de l'Opéra - 75001 PARIS

NOM _____ TEL. BUREAU _____
ADRESSE _____ SC

A VALESCURE
Bouygues Loisirs

Au cœur du nouveau golf international, Bouygues Loisirs construit entre les trous 12 et 131 4 petites immobilités avec des studios, des 2 et 3 pièces autour d'une piscine privée. Renseignements et vente sur place :
Avenue du Golf (ex 015) 83700 Valescure.
Tél. (16) 84 82 44 51
Pour recevoir une documentation gratuite, envoyer un bon à Bouygues Loisirs :
29, rue Pasteur - 06047 NICE.
Nom _____
Adresse _____
Tél. _____

AGENDA IMMOBILIER

COTE D'AZUR
DOMAINE PRIVE DU CAP BENAT
140 hectares de privilèges

Terre rare...
Dernière chance d'acquies à 5 km du Luridan, face aux îles d'Or, l'un des plus beaux terrains constructibles... protégé à tout jamais au cœur d'un parc de 140 hectares, classé privé, gardienné toute l'année.
Documentation réservée. Pour le recevoir, adressez aujourd'hui même votre carte de visite à POSIDONIA - Département vente, Domaine privé du Cap Bénat, 83230 BORMES-LES-MIMOSAS, ou téléphoner à M. JEANNOT au 94-71-27-28. Télécopie : 94-84-85-05.

COFINORD
SETE LA VENISE
LANGUEDOCIENNE
PORT-SAINT-CLAIR :
entre plage et port.

345 000 F*
Tél. (7) 42 61 39 79
Gestion ou garantie locative IMMOVAC
Vente 3 pièces + loggia + cuisine équipée.
Cupon à retourner à COFINORD : 31, av. de l'Opéra - 75001 PARIS

NOM _____ TEL. BUREAU _____
ADRESSE _____ SC

A VALESCURE
Bouygues Loisirs

Au cœur du nouveau golf international, Bouygues Loisirs construit entre les trous 12 et 131 4 petites immobilités avec des studios, des 2 et 3 pièces autour d'une piscine privée. Renseignements et vente sur place :
Avenue du Golf (ex 015) 83700 Valescure.
Tél. (16) 84 82 44 51
Pour recevoir une documentation gratuite, envoyer un bon à Bouygues Loisirs :
29, rue Pasteur - 06047 NICE.
Nom _____
Adresse _____
Tél. _____

AGENDA IMMOBILIER

COTE D'AZUR
DOMAINE PRIVE DU CAP BENAT
140 hectares de privilèges

Terre rare...
Dernière chance d'acquies à 5 km du Luridan, face aux îles d'Or, l'un des plus beaux terrains constructibles... protégé à tout jamais au cœur d'un parc de 140 hectares, classé privé, gardienné toute l'année.
Documentation réservée. Pour le recevoir, adressez aujourd'hui même votre carte de visite à POSIDONIA - Département vente, Domaine privé du Cap Bénat, 83230 BORMES-LES-MIMOSAS, ou téléphoner à M. JEANNOT au 94-71-27-28. Télécopie : 94-84-85-05.

COFINORD
SETE LA VENISE
LANGUEDOCIENNE
PORT-SAINT-CLAIR :
entre plage et port.

345 000 F*
Tél. (7) 42 61 39 79
Gestion ou garantie locative IMMOVAC
Vente 3 pièces + loggia + cuisine équipée.
Cupon à retourner à COFINORD : 31, av. de l'Opéra - 75001 PARIS

NOM _____ TEL. BUREAU _____
ADRESSE _____ SC

A VALESCURE
Bouygues Loisirs

Au cœur du nouveau golf international, Bouygues Loisirs construit entre les trous 12 et 131 4 petites immobilités avec des studios, des 2 et 3 pièces autour d'une piscine privée. Renseignements et vente sur place :
Avenue du Golf (ex 015) 83700 Valescure.
Tél. (16) 84 82 44 51
Pour recevoir une documentation gratuite, envoyer un bon à Bouygues Loisirs :
29, rue Pasteur - 06047 NICE.
Nom _____
Adresse _____
Tél. _____

GRAND CONCOURS
COMMANDEZ VOS NUMEROS MANQUANTS
Cocher les numéros des vignettes qui vous manquent. Nous vous ferons parvenir les numéros correspondants en France de port.

N°1 4,50 F du 23 MAI	N°2 4,50 F du 24 MAI	N°3 4,50 F du 25 MAI	N°4 4,50 F du 26 MAI	N°5 4,50 F du 27 MAI	N°6 4,50 F du 28-29 MAI
N°7 4,50 F du 30 MAI	N°8 4,50 F du 1 JUIN	N°9 4,50 F du 2 JUIN	N°10 4,50 F du 3 JUIN		

NOM : _____ PRENOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL : _____ LOCALITE : _____
Envoyez ce bon de commande avec votre règlement du total des exemplaires commandés à :
Le Monde, service des ventes au numéros, 7, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ya-t-il des carburants meilleurs que d'autres ?

Bonne question.

Une question qui paraît tellement embarrasser les grandes surfaces qu'elles multiplient ces jours-ci les pages de publicité sur ce thème.

Le consommateur peut les remercier d'avoir souligné les différences qui existent entre les carburants.

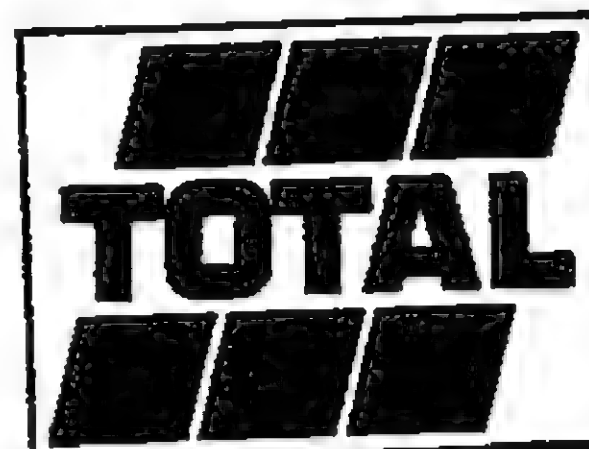
Pour notre part, nous tenons à les remercier d'avoir confirmé l'exceptionnelle qualité des produits Total.

Néanmoins, voici quelques informations qu'il serait dommage d'oublier dans le cadre de ce grand débat d'été :

1. Quand le super des grandes surfaces est acheté chez nous, c'est évidemment un bon produit. Pourvu qu'il soit vendu propre et sans mélange, il reste un bon produit.
2. Malheureusement, le super vendu par les grandes surfaces est bien souvent d'importation : il ne présente alors pas toujours les mêmes garanties de qualité que notre Super.
3. Le Super distribué dans nos stations est de toutes façons meilleur car il comporte des additifs de protection du moteur, qui font l'objet de contrôles officiels et sont ajoutés dans les raffineries et dépôts régionaux spécialement pour nos stations.
4. A partir du 1er juillet 1989, le Super sans Plomb 98, Total Premier, homologué et recommandé par Citroën, sera en vente dans nos stations. Il bénéficiera d'une chaîne de qualité garantissant sa pureté, de la raffinerie à la station. Il sera bien entendu à la disposition de toutes les grandes surfaces qui afficheront clairement la marque Total sur leurs pompes.

Avec la marque clairement affichée, le consommateur pourra enfin choisir en connaissance de cause son carburant, comme les autres produits qu'il achète tous les jours. C'est cela, la vraie concurrence.

Ne laissons pas cette vague de cacophonie publicitaire noyer le poisson. La qualité restera toujours la qualité.



VOYAGEZ MIEUX SUR TOTAL.

ملئنا منه الأصل

Économie

Un entretien avec M^{me} Carla Hills, représentant de la Maison Blanche pour le commerce international

« Je souhaite que toutes les restrictions soient ramenées à zéro »

Mince, élégante, le visage sévère parfois illuminé d'un sourire éclatant, Mme Carla Hills vient de subir l'épreuve du feu des rencontres internationales, lors de la conférence ministérielle de l'OCDE, à Paris. Juriste brillante, elle a fait sa familiarité, depuis sa nomination comme représentante de la Maison Blanche pour le commerce international, en février dernier, avec des dossiers aussi touffus que sensibles. Il lui faut surtout endosser et défendre une politique commerciale qui inquiète et irrite les partenaires de Washington. Est-elle persuadée de la solidité de cette cause ?

Face aux accusations d'unilatéralisme et de protectionnisme qui fusent, Mme Hills s'attache, dans un registre tenant plus de la plaidoirie que de la diplomatie, à convaincre ses interlocuteurs du bien-fondé de la loi américaine sur le commerce, adoptée en août 1988 et surtout de sa « section super 301 » qui ouvre la voie à des représailles américaines si les pays soupçonnés de pratiques commerciales déloyales n'acceptent pas de s'amender. Une première « liste noire » a été publiée, jeudi 25 mai. Au banc des accusés, le Japon, l'Inde, le Brésil. Une attitude qui va à l'encontre des principes mêmes du commerce mondial régi par le GATT. Mme Hills s'en défend farouchement et tente d'expliquer comment, en ouvrant les marchés par tous les moyens, elle cherche en fait à faire avancer la cause multilatérale.

« La section super 301 a joué les vedettes de la conférence ministérielle de l'OCDE. Pensez-vous avoir convaincu vos interlocuteurs qu'il ne s'agit pas, de la part des États-Unis, d'une dangereuse politique unilatérale ?

« J'ai essayé de leur expliquer que la façon dont nous mettons en place ce dispositif vise un objectif multilatéral pour développer le commerce et les marchés, partout dans le monde. Dans les déclarations, j'ai cru déceler un certain amalgame entre protectionnisme et unilatéralisme. Pourtant, les priorités que nous avons identifiées pour négocier bilatéralement avec nos partenaires et obtenir l'ouverture de leurs marchés entrent toutes dans la discussion multilatérale de l'Uruguay Round. Les restrictions d'importations dont nous voulons discuter avec le Brésil entrent dans ce cadre, les barrières à l'investissement et la fermeture du secteur des assurances en Inde, aussi.

« Les Japonais refusent officiellement de discuter sous la contrainte de la section super 301. Vous leur proposez de négocier, dans un comité de haut niveau, d'ajustements structurels bilatéraux. Comment concilier les deux ?

« Nous avons déjà eu plusieurs rencontres intéressantes avec eux et nous nous retrouverons dans un cadre bilatéral sur les problèmes structurels. Les Japonais ont pris conscience que nous voulons progresser dans un esprit multilatéral. Les sujets les plus importants, pour nous, sont l'ouverture des marchés publics, en particulier les satellites, les super-ordinateurs. Il existe également un problème de norme, notamment pour les produits forestiers. Je ne pense pas que le Japon ait été surpris de notre attitude. Nous discutons de ces sujets depuis plusieurs mois déjà.

« Les Japonais ont pourtant déjà réalisé des progrès et ouvert leurs frontières ces dernières années... »

« C'est un fait. Ils importent davantage. Mais cette ouverture, en termes de pourcentage, leur référence préférée, joue sur de faibles marges. Je ne pense pas que le système actuel puisse tolérer que le deuxième marché mondial importe si peu. Quand on regarde les statistiques, on voit que les achats du Japon représentent 25 % de ceux de la CEE. C'est très faible pour une économie aussi industrialisée. S'ils exportent comme une super-puissance mais n'importent pas dans les mêmes proportions, ils créent une énorme distorsion dans le système multilatéral des échanges.

« Quelle serait votre réaction si un autre pays vous appliquait l'équivalent de la section super 301 ?

« Tout dépend de ce que comporterait la liste des produits visés et de quels pays elle émanerait. J'ai cru comprendre que la CEE en a dressé une.

« Mais la CEE n'envisage pas de représailles.

« Nous n'avons pas dit que nous allions recourir à des représailles. Nous avons dit que nous voulions négocier. Dans l'esprit du Congrès, la décision de représailles sera discrétionnaire. On ne peut les exclure, mais pour l'instant ce ne sont que des spéculations. Il faut partir de l'idée que les États-Unis sont le marché le plus ouvert, le plus libre, le plus accessible au monde. Le plus vaste aussi. Vous pouvez prendre les secteurs les plus protégés du marché américain, la sidérurgie par exemple. Nous importons 200 % de plus que le Japon en dépit de nos propres restrictions, un tiers de plus que la CEE. Prenez le textile, nous achetons 200 % de plus à l'étranger que les Européens ou les Japonais. Ces statistiques sont exactes. Ce serait extraordinaire que les Européens ou les Japonais demandent aux États-Unis de réduire des barrières douanières qui sont plus basses que les leurs. Nos marchés sont grands ouverts, transparents. Nous le disons aux Japonais.

Le marché le plus ouvert

« Une récente étude fait état d'une progression de 23 % des barrières non tarifaires durant la présidence de M. Reagan. Peut-être le pire a-t-il été écrit par la lutte menée par Ronald Reagan contre les pressions protectionnistes du Congrès... Mais pensez-vous faire mieux ?

« Nous partions d'un niveau minimum. Comparé aux autres marchés, celui des États-Unis reste le plus ouvert même si des barrières non tarifaires ont été relevées. Vous faites clairement allusion à l'acier. Or dans ce secteur, nous importons deux fois plus que les autres pays. Je ne refuse pas la discussion. Je souhaite que toutes les restrictions commerciales soient ramenées à zéro. À ce titre nous avons joué un rôle de pointe. Prenons l'agriculture dans le cadre de l'Uruguay Round. L'Europe s'est montrée très rigide et a refusé de s'engager à éliminer les distorsions aux échanges. C'est pourquoi la réunion ministérielle de Montréal, en décembre 1988, a capoté.

« Maintenant nous cherchons à réduire de façon substantielle et progressive les subventions. J'espère que nous y parviendrons pour le plus grand bien des consommateurs du monde entier. Mais il serait étonnant de prétendre que les États-Unis ne peuvent jouer les leaders dans l'ouverture des marchés en raison de leurs barrières commerciales alors que celles-ci sont minuscules comparées à celles de leurs grands partenaires. Si nous n'avions assuré un leadership en ce domaine depuis trente ans au sein du GATT, les bar-



rières douanières mondiales n'auraient jamais autant diminué. Nous le maintiendrons pour améliorer le système multilatéral.

« Ne pourriez-vous le faire de façon plus... multilatérale, sans accuser des pays particuliers et menacer de les punir ?

« Nous ne portons pas de jugement sur les barrières commerciales de nos partenaires, nous voulons discuter pour les réduire. Par le passé, quand nous avons négocié, avec succès, sur la base de la section 301, tout le monde en a bénéficié. Les Australiens ont, avant que les États-Unis ne réduisent les barrières douanières sur le bœuf. On pourrait allonger la liste avec les agrumes, le cuir, les chaussures.

« Si chaque pays se lançait dans le même type d'opérations unilatérales, que resterait-il du GATT ?

« Si les pays restaient dans le cadre du GATT, négociant au sein du GATT, je ne verrais pas d'inconvénient à ce que l'Europe discute avec le Japon pour en ouvrir le marché grâce à des mesures bénéfiques pour tous. À partir du moment où les secteurs visés auraient été choisis sur une base unilatérale, je dirais bravo à tous ceux qui parviendraient, sur une base bilatérale, à une libéralisation des échanges.

« Même au prix de représailles ?

« Qui parle de représailles ? Vous mettez la charnière avant les bœufs et minimisez les vertus de la négociation. Vous ignorez les leçons de l'histoire : la négociation a permis d'ouvrir des marchés. On ne peut crier au loup s'il n'existe pas. Si, comme je l'espère, les discussions sont couronnées de succès, il sera inutile de recourir à des représailles.

« Si le dollar reste fort, le déficit commercial pourrait ne plus se résorber. Ne craignez-vous pas l'impasse du Congrès et de nouvelles pressions protectionnistes dommageables à votre volonté de négocier ?

« Le déficit commercial s'explique par des facteurs macro-économiques qu'il ne m'appartient pas de juger. Vous avez raison de dire que ce déficit inquiète et génère un courant protectionniste. Mais, pour le moment, il diminue et le programme du président Bush prévoit la poursuite de ce redressement. S'il augmente, ce que je ne crois pas, il nous reviendra de nous attaquer à ses causes par les instruments de politique économique appropriés. Les barrières commerciales n'en font pas partie. Sur ce terrain, lorsque les discussions s'enclenchent ou risquent de ne pas atteindre leur but, dans le cadre multilatéral, nous en parlons avec nos partenaires, individuellement. Nous respectons l'esprit de l'Uruguay Round pour mieux en atteindre les objectifs.

Favorable à la déréglementation

« Quels sujets vous semblent les plus épineux avec l'Europe ?

« Il y en a une demi-douzaine environ. La directive qui stipule, dans le cadre de la création d'un marché unique, qu'un pourcentage de production locale devra être garanti dans les programmes télévisés, m'inquiète particulièrement. C'est une grave erreur d'adopter des règles qui excluent les films de bonne qualité. Cela s'apparente à de la censure. Notre marché, à nous, est entièrement ouvert. Nous sommes également inquiets de la manipulation des règles d'origine permettant d'exclure certains produits par le biais du contenu local. Un autre problème important est celui des aides pour le bétail. Là encore, les directives européennes paraissent discriminatoires plus que concurrentielles.

« Vous redoutez une « forteresse Europe » ?

« Je suis très optimiste de nature, et fondamentalement favorable à la déréglementation. Chaque fois que l'on abaisse les barrières entre les Douze, c'est un acte de déréglementation. Mais je redoute certaines directives discriminatoires et resto vigilante. Les discussions bilatérales que j'ai eues avec certains ministres de la Communauté n'ont paru satisfaisantes sur le sujet de la « réciprocité » dans le domaine des services financiers, par exemple. En revanche, d'importants problèmes demeurent comme pour la viande aux hormones. Nous n'avons pas pu former un panel pour prouver qu'il n'existe aucune base scientifique aux affirmations de la Communauté sur le caractère néfaste des hormones (pour le bœuf). En attendant qu'un groupe de travail nous rende prochainement ses conclusions, de gros contingents de bœuf américain ne peuvent plus être acheminés vers l'Europe.

« L'administration Bush est favorable au libre-échange. Cela exige de nos partenaires qu'ils favorisent cette option, car notre marché ouvert le prouve. Notre bonne volonté est phénoménale.

Propos recueillis par FRANÇOISE CROUGNEAU et FRANÇOISE LAZARE.

BILLET

La lutte contre l'inflation Liberté surveillée pour les constructeurs automobiles

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, veut rencontrer MM. Lévy et Calvet, présidents de Renault et de Peugeot, pour s'entretenir avec eux du relèvement de leurs prix et les inviter à faire preuve de la plus grande sagesse (nos dernières éditions du vendredi 2 juin). On comprend, certes, que le grand argentier veuille maîtriser l'inflation, souci commun à la majeure partie des pays occidentaux. Mais on pouvait raisonnablement penser que, dans l'Europe d'aujourd'hui, la fixation de leurs prix par les constructeurs d'automobiles relevait strictement de leur politique commerciale, en fonction de leur gamme de modèles et de l'appréciation de la conjoncture étrangère sur tel ou tel créneau. En France, il semble bien que ce ne soit pas le cas.

Certes, le consommateur peut s'en réjouir, bien qu'il puisse préférer une nouvelle diminution de la TVA sur les automobiles, qui, à 28 %, reste encore la plus élevée d'Europe. Mais on sait bien que les deux constructeurs français ont entrepris, depuis plusieurs années, de réduire les marges devenus démesurément basses et de réduire un lourd endettement, unique en Europe et dans le monde, avec le souci d'affronter une concurrence qui va s'accroître à l'horizon 1993. Est-ce le ministre des finances qui va leur en donner les moyens ? Et voit-on le ministre allemand demander, publiquement, à rencontrer les dirigeants de Volkswagen, Ford, Opel et Mercedes ?

F. R.

M. Fauroux défend le dossier Renault devant la Commission européenne

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

« Je suis raisonnablement optimiste quant aux chances d'aboutir à un accord », a déclaré M. Roger Fauroux, ministre français de l'Industrie, à l'issue de son entretien, jeudi 1^{er} juin, avec Sir Leon Brittan, commissaire européen chargé des affaires de concurrence sur le dossier Renault. Dans l'entourage de Sir Leon, si l'on admet que « des progrès ont été réalisés sur le plan juridique », on se montre circonspect au sujet du respect par la Régie de ses engagements en matière de restructuration industrielle.

Bruxelles insiste sur l'historique de l'affaire. En mars 1988, M. Alain Madelin, le prédécesseur de M. Fauroux, avait promis — en contrepartie de l'effacement de la dette de 12 milliards de francs — de supprimer le statut de Régie à Renault et de réduire de 25 % les capacités de production du groupe.

Pas de modification du statut

Sur le premier point, M. Fauroux a appelé clairement à « [faire] plus attention de modifier le statut de Renault ». Toutefois, le ministre s'est engagé à apporter des « retouches juridiques » sous forme de décret afin d'aller à la rencontre des souhaits de Bruxelles. Il s'agit de donner toutes les garanties nécessaires à la Commission sur les conditions de fonctionnement de Renault,

à savoir que la Régie sera soumise aux lois communes régissant les sociétés commerciales. Encore M. Fauroux a-t-il estimé « impensable que Renault soit un jour en situation de liquidation ».

L'aspect industriel du dossier apparaît plus délicat. Le ministre marque sa « conviction que la France a satisfait aux exigences de la Commission », même si une conjoncture beaucoup plus favorable qu'il y a deux ou trois ans a conduit les responsables de la Régie à « remodeler le plan de restructuration ».

De son côté, Bruxelles rappelle que son souci est de trouver toujours un équilibre entre le bénéficiaire de l'aide et ses concurrents. L'endettement de la Régie, qui a été effacé, en 1984 et 1985, et a permis à Renault, alors que la situation du marché européen de l'automobile était des plus difficiles, de maintenir des capacités de production de manière artificielle. Bruxelles considère qu'après tout Renault pourrait demander la renégociation du plan de réduction, mais en acceptant son corollaire : une diminution comparable de l'aide de 12 milliards. A ce stade, M. Fauroux, qui n'a aucune envie de remettre l'ensemble du dossier à plat, exclut cette éventualité.

Les autorités françaises doivent transmettre à Bruxelles d'ici deux mois les données de la négociation, sur les deux volets de la négociation. « Les divergences ne sont pas substantielles ».

MARCEL SCOTTO

A partir de 1996

Le calcul du taux du crédit à la consommation sera unifié en Europe

Les banques françaises devront changer leur mode de calcul des taux, mais un délai de six ans leur est imparti.

Demi-défaite ou demi-victoire pour M^{me} Véronique Neiertz ? Les ministres de la consommation des douze pays de la Communauté, qui ont plénié, jeudi 1^{er} juin, à Luxembourg sur la directive concernant la création d'un taux d'intérêt commun en matière de crédit à la consommation, n'ont pas adhéré en faveur de la méthode de calcul dite « progressive » pratiquée par les banques françaises. Ils ont au contraire choisi la méthode dite « équivalente » (1), défendue par les pays anglo-saxons. Voilà la demi-défaite.

En revanche, une période transitoire de six ans a été laissée aux pays membres qui pratiquent la méthode progressive — c'est-à-dire à la France — pour s'adapter. Les calculs de taux ne seront unifiés qu'à partir du 1^{er} janvier 1996. Voilà la demi-victoire.

« Progressive » ou « équivalente », ces chimérisques mathématiques financières ont-elles un sens pour le consommateur ? Oui, car selon que l'une ou l'autre méthode est choisie, les taux d'intérêt affichés peuvent varier de plusieurs points. Une mensualité de 2000 F due pour l'achat d'une automobile pourra représenter un taux de 18 % selon la méthode française ou de 20 % à 21 % selon la méthode anglaise. Et plus le mouvement général des taux s'élève, plus l'écart s'accroît. Les économistes s'accordent cependant à considérer la méthode équivalente comme plus représentative du coût réel d'un crédit. Le choix des ministres européens va donc dans le sens d'un peu plus de clarté pour le consommateur.

Si la directive européenne était à effet immédiat, on assisterait donc à

une remontée générale des taux en France. Ce qui n'arrangerait pas spécialement les affaires de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances. Deuxième conséquence, il faudrait que le Parlement réforme de toute urgence la loi bancaire de 1984, qui fixe les modalités du calcul du taux de l'usure. Ce taux, qui équivaut à deux fois le taux du marché obligataire, fixe le plafond légal du coût du crédit aux entreprises de 18 % aujourd'hui. Recalculer les taux du crédit à la consommation selon la méthode équivalente créerait donc immédiatement le plafond de taux de l'usure. L'habileté de M^{me} Neiertz a été de négocier un délai suffisamment long pour permettre aux banques de s'adapter en douceur.

M^{me} Véronique Neiertz a également obtenu que les « perceptions forfaitaires » (ou frais de dossier) puissent être exclus provisoirement du taux unifié européen. A l'origine, la Commission avait opté pour une liste « négative » des éléments qui composent le coût du crédit à la consommation, c'est-à-dire une liste d'éléments à exclure absolument du calcul du taux d'intérêt. Bien qu'il ait été prévu que les perceptions forfaitaires soient réintégrées dans ce calcul, M^{me} Neiertz semble avoir réussi à les en exclure au moins jusqu'à fin 1995. Ce qui permettra aux sociétés financières de ne pas afficher des taux factuels trop élevés pendant six ans.

Le projet de directive n'est cependant pas au bout de ses peines puisque l'il doit être soumis au nouveau Parlement européen.

Y. M.

(1) La méthode équivalente tient compte de l'intérêt perdu par le client s'il avait placé la même somme chaque mois.

La conférence ministérielle de l'OCDE

Les Etats-Unis sur la défensive

Seule trace de cette polémique dans le communiqué final, les États-Unis sont indirectement épinglés par la phrase dénonçant l'« unilatéralisme » et le « bilatéralisme », une menace pour les règles du GATT et les négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round. La CEE est égarée — à la demande japonaise — par le passage sur « les domaines du dumping » et le Japon se voit nommément appelé à faire un effort pour libéraliser ses services financiers. Mais à l'issue de la réunion l'impression prévalait, chez les partenaires de Washington, que leur groupe avait porté : « A moins de très fortes pressions du Congrès, les menaces américaines de représailles contre les mauvais élèves désignés du commerce devraient rester verbales », estimait un participant.

Ces menaces pourraient malgré tout influencer les relations nippo-américaines. Tout en dénonçant la « section super 301 » comme illégale au regard du GATT, inefficace et psychologiquement contre-productive, le responsable du

Le dossier commercial est venu pimenter les débats, par ailleurs très « plats », selon un participant, de la conférence ministérielle de l'OCDE qui s'est déroulée à Paris, le 31 mai et le 1^{er} juin. Publiée quelques jours avant la conférence, la liste des pays jugés déloyaux par les États-Unis et visés par la « section 301 » de la loi sur le commerce a provoqué une véritable levée de boucliers des partenaires de Washington, qu'ils soient directement mis en accusation, comme le Japon, ou pour le moment épargnés, comme la CEE. (Voir ci-dessus l'entretien avec Mme Carla Hills.)

département Amériques du ministère du commerce international et de l'industrie (MITI), M. Takeshi Isayama, a admis, à Tokyo, jeudi 1^{er} juin, la nécessité d'engager « des discussions structurelles très constructives » avec les États-Unis. À l'issue d'une rencontre avec des responsables américains, M. Isayama a souhaité « aboutir à des actions concrètes, au moins à la fin de cette année ».

Le débat commercial est loin d'être clos. S'il n'a pas donné lieu à de vifs échanges, celui sur les moyens de lutter contre les déséquilibres en conjuguant les

armes monétaire et budgétaire reste totalement ouvert. Les Américains demandent toujours aux Japonais et aux Allemands une plus vive croissance. La RFA attend toujours des Américains qu'ils en fassent avec leur laxisme budgétaire et ne fassent plus porter sur la seule Réserve fédérale le poids de l'assainissement économique. La nervosité autour du dollar, ces derniers jours, a pourtant confirmé l'urgence d'une concertation internationale solide.

Sur ce point, le ministre néerlandais des finances, qui préside également le comité intérimaire du FMI, M. Ono Ruding, laissait percer un certain désenchantement :

F. Cr.

Économie

AFFAIRES

Contestation autour du contrat avec l'Irak

Dassault « prospecte », mais ne négocie pas...

Dassault a-t-il renoncé à vendre pour 22 milliards de francs de Mirage 2000 à l'Irak? Il y a un mois, le vice-président du groupe affirmait que ce contrat était pratiquement acquis. Le 1^{er} juin, Dassault faisait savoir dans un communiqué que la négociation n'était pas engagée.

Entre ces deux dates, que s'est-il passé? Cette « non-négociation » a déclenché un tir de barrage des experts financiers de l'administration française jugeant qu'on ne pouvait ouvrir de nouvelles lignes de crédit — risquées — à Bagdad tant que le contentieux sur la dette irakienne ne serait pas réglé. Des réticences dont l'article du *Monde* (nos éditions du 2 juin), se faisait l'écho. Revenons aux faits. Le 27 avril dernier, le vice-président de Dassault, M. Hugues de l'Estelle, en visite à Bagdad à l'occasion du Salon de l'armement, affirme à l'AFP que sa firme avait « trois chances sur quatre » de remporter un contrat de vente à l'Irak d'une cinquantaine de ces fiers avions. Une déclaration jamais démentie par la firme.

Ce même jour, dans l'euphorie du Salon, probablement, le ministre irakien de l'Industrie, M. Hussein Kamel, annonçait que son pays « négocierait un contrat d'achat de Mirage 2000 ou d'appareils similaires ». Jeudi 1^{er} juin, à la suite de l'article du *Monde* faisant état dudit contrat, la société Dassault publiait un communiqué où elle « s'alarme » de ces informations et affirme que « cette négociation n'est pas engagée et ne saurait, bien entendu, l'être, qu'avec l'accord du gouvernement français ».

Il faut qu'une négociation soit ouverte ou fermée. Dans le cas d'espèce, il semble que la firme aéronautique n'ait obtenu des services dépendants du premier ministre, qui supervisent ce genre d'exportations, qu'une simple « autorisation de prospecter ». Nuance importante.

Mais quand il s'agit d'un contrat représentant trois fois les exportations militaires de Dassault en 1988, il est tentant de brûler les étapes.

Entre les pourparlers de Dassault à Bagdad — « prospectation » —

« négociation » — et la signature du contrat, il ne restait finalement dans la vision traditionnelle des représentants du complexe « militaire-industriel » qu'une formalité à remplir : l'autorisation des « fonctionnaires ».

Se faire rembourser

Une fois n'est pas coutume, celle-ci ne fut pas accordée. Comme ne montre le document que nous publions ci-contre, la note était par trop salée pour l'argent du contribuable. L'octroi de nouveaux crédits à l'Irak, amenant un quasi-doublement de la dette de ce pays vis-à-vis de la France, était d'autant plus malvenue que Paris essaye vainement de se faire rembourser.

Reste à savoir ce qu'il va advenir de ce fameux contrat qui représente plus de deux ans de plan de charge pour Dassault au moment où la firme connaît de sérieuses difficultés.

A en juger par les réactions embarrassées de Dassault, le fameux « complexe militaire-industriel » pourrait connaître cette fois-ci un de ses premiers revers cinglants. Plus généralement cette réaction de l'administration pourrait annoncer une position plus ferme sur les contrats passés avec les pays à risque. Les sinistres de l'assurance export ont coûté, en 1988, plus de 10 milliards de francs au budget. Chez Bouygues, Thomson ou chez les autres grands « contractants », on aura compris l'avertissement.

DIÉRIE POURQUERY.

L'opposition de l'administration

Nous publions ci-dessous la note confidentielle rédigée par l'administration sur les « contrats à l'exportation (Irak...) » du groupe Dassault. Cette note fait partie d'une étude de onze pages consacrée aux effets sur l'économie française et le budget de l'Etat des grands contrats pris sur des pays peu solvables.

« La prise de commandes de Mirage 2000 dans des pays peu solvables, avec la garantie de la COFACE, serait la pire des solutions aux problèmes de plan de charge de Dassault. »

« Pour répondre au problème de plan de charge d'AMBA, on peut en effet être tenté de se tourner vers les seuls marchés qui semblent, à ce jour, accessibles pour Dassault (exemple : Irak — une cinquantaine de Mirage 2000, sans parler des projets d'unités de fabrication) : il s'agit dans tous les cas de pays peu solvables, ayant déjà demandé ou obtenu un rééchelonnement de leur dette, et pour lesquels les perspectives de remboursement sont extrêmement limitées. »

« Une telle solution serait désastreuse tant sur le plan de la balance des paiements que sur les plans budgétaire et industriel : »

1. Elle équivaudrait en effet, avec un degré de probabilité élevé, à un transfert gratuit de ces appareils à des pays étrangers : à la limite, mieux vaudrait les garder pour l'armée française ;

2. Même en ne retenant qu'un taux de risque de 50 % (optimiste, compte tenu de la situation des pays évoqués et de l'indemnisation des intérêts payés), les vingt appareils nécessaires annuellement pour combler le plan de charge et maintenir mille cinq cents emplois représentent un risque de coût budgétaire de l'ordre de 4 milliards de francs par an : le coût annuel du maintien de l'emploi chez Dassault dépasserait ainsi, considérablement, les coûts qui avaient été jugés prohibitifs hier dans la construction navale ou la sidérurgie. Cet effort devrait être renouvelé pendant plusieurs années, au moins jusqu'à l'arrivée à maturité du programme Rafale. »

M. Cariès va prendre la tête du CIC

Poète et banquier

C'est désormais acquis : M. François Cariès, conseiller depuis dix-huit mois de M. Jean Saint-Geours, président de la Compagnie financière de Crédit industriel et commercial (CIC), va le remplacer. M. Saint-Geours devrait très vraisemblablement succéder à M. Jean Farge à la tête de la Commission des opérations de Bourse (COB).

Le départ de M. Saint-Geours était attendu : âgé de soixante-quatre ans, il devait prendre sa retraite dans un an. Surmont, il ne voulait en aucune façon rester le président d'un organisme contrôlé désormais à 51 % par la compagnie d'assurances GAN, dont le président, M. François Heilbronn, ne jouit absolument pas de sa sympathie.

M. Cariès était le candidat de M. Saint-Geours, qu'il secondait étroitement depuis le début de 1988, avec, pour référence, une déjà longue carrière bancaire. Né en 1927 à Montpellier, ancien élève de l'ENA, inspecteur des finances, M. François Cariès a commencé sa carrière dans l'assistance aux pays en développement : il fut notamment conseiller technique au cabinet de M. Georges Gorse, ministre de la coopération, puis de M. Raymond Triboulet, son successeur. En 1968, il quitte la fonction publique pour entrer dans le groupe Rothschild. Directeur général de la Compagnie du Nord, holding de ce groupe, il est, ensuite directeur général de la Banque Rothschild de 1973 à 1978, date à laquelle il se brouille avec M. Guy de Rothschild et son fils David, pour des raisons dont certaines sont demeurées obscures (il n'est pas facile d'être grand commis dans un groupe familial).

M. Cariès se réfugie alors à la petite banque Stern, pour y demeurer quatre ans. A la mi-1982, la gauche le nomme PDG de la Banque de l'Union européenne, banque d'affaires rattachée au groupe du

CIC, nouvellement nationalisé, poste qu'il devra quitter en septembre 1986, après le retour de la droite et rester ensuite « en réserve », jusqu'à ce que la même gauche le choisisse pour le CIC.

Raffiné, très intelligent, trop selon certains, au point de paraître dilettante, M. Cariès n'a cessé d'écrire : *Trois Poèmes* (1952), *Aux pieds du vent du Nord* (Gallimard 1982), *Le marcheur d'Eden* (Obsidiane 1987), *Mauvaise Vie* (1988).

En quête d'un nouvel équilibre

Le voilà maintenant à la tête du quatrième groupe de banques commerciales françaises et... d'une masse de problèmes avec onze filiales régionales de qualité fort inégale et de taille trop souvent insuffisante, dont les présidents vont être soumis à renouvellement ou remplacés. Parmi elles, le CIC d'Ile-de-France, qui a affiché pertes sur pertes en 1987 et 1988 et qui, après une difficile et douloureuse réorganisation et d'importantes cessions d'actifs, devrait redevenir bénéficiaire en 1990. Le sort de M. Jean-René Bernard, son président, est en balance. Diplômé d'origine, nommé par M. Balladur en septembre 1986, il serait à la recherche d'une ambassade et on parle pour lui d'un successeur de M. Jean-Pierre Aubert, nommé récemment conseiller d'Etat et ancien président du CEPME.

En fait, depuis des années, constatation de banques régionales, le CIC est en quête d'un nouvel équilibre, prenant comme cibles privilégiées les PME et les particuliers, sur un terrain, hélas, que toutes les banques se disputent.

Ajoutons à cela l'approche de l'échéance de 1993 et de la grande compétition européenne et l'on comprendra que M. Cariès n'aura pas la tâche facile, bien que M. Saint-Geours lui ait déjà passablement déblayé le terrain. Certes, son expé-

rience de la banque n'est pas mince, mais, aujourd'hui, la conduite d'un ensemble disparate d'établissements de dépôts petits et moyens, sur l'océan agité de la concurrence, n'est pas de tout repos.

Seulement trois ans de mandat

De plus, à soixante-deux ans, il ne reste à M. Cariès que trois ans pour remplir son mandat. A cet égard, on ne peut pas dire que la stabilité soit de règle à la tête du CIC. En février 1982, M. Georges Dumas, proche du PS, remplace M. Dominique Chatillon, puis, en juillet 1986, doit céder la place à M. Jean Dromer, proche du RPR, qui, neuf mois plus tard, choisira de prendre la présidence de l'UAP. La place est chaude alors pour M. Jean Saint-Geours, compagnon de route du PS, qui a dû quitter la présidence du Crédit national pour caser M. Paul Mentré, conseiller de l'UDF. Deux ans après, M. Saint-Geours passe la main.

A la veille de l'échéance de 1993, le CIC aura donc « consommé » quatre présidents en dix ans, avec une présence moyenne de deux ans et demi.

FRANÇOIS RENARD.

« La Suède poursuit la libéralisation du contrôle des changes. — A partir du 1^{er} juillet, les étrangers pourront acheter des obligations suédoises ou d'autres titres émis en couronnes. De leur côté, les Suédois pourront acquiescer des obligations étrangères, et effectuer librement avec l'étranger des opérations de prêts ou d'emprunts en couronnes ou en devises. Certaines dispositions du contrôle des changes, portant sur les dépôts dans des banques étrangères ou le paiement des primes d'assurances à des compagnies non suédoises, restent en vigueur. Mais l'essentiel du contrôle des changes suédois est ainsi levé, bien avant la date butoir de 1991 fixée par le gouvernement. »

PARIS-POISSY Une nouvelle branche du RER.

Le RER,
toujours plus vite,
toujours plus loin.

Seulement 23 minutes de trajet entre Poissy et La Défense, 33 minutes entre Poissy et Châtelet-les-Halles : oui c'est possible, avec le RER.
Dès dimanche 28 mai 1989, les rames « bleu, blanc, rouge » font leur apparition dans la gare de Poissy pour vous

conduire sans changement de train vers :
- le centre des Affaires de La Défense,
- le cœur de Paris : Étoile, Auber,

Châtelet-les-Halles,
- l'Est de Paris. Avec les trains « bleu, blanc, rouge », le RER va toujours plus vite, toujours plus loin.

RER A RATP SNCF

مكة امنه الأصل

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR LA FOURNITURE DE SYSTÈMES INFORMATIQUES

La Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) lance un appel d'offres international pour la fourniture de matériel, logiciel de base et de services informatiques destinés à son siège de Dakar (Sénégal) et à ses agences principales de Cotonou (Bénin), Ouagadougou (Burkina Faso), Abidjan (Côte d'Ivoire), Bamako (Mali), Niamey (Niger), Dakar (Sénégal), Lomé (Togo).

1. — **Financement.** Le présent marché sera entièrement financé par la BCEAO.
2. — **Participation.** La participation à la concurrence est ouverte à égalité de conditions à tout fournisseur informatique.
3. — **Consistance des fournitures.** Les fournitures consistent en un premier lot de 8 ordinateurs, qui sera complété ultérieurement par un second lot de 13 ordinateurs.
4. — **Lieux de livraison.** Les ordinateurs seront à livrer à Abidjan, Bamako, Cotonou, Dakar, Lomé, Niamey, Ouagadougou, aux meilleures conditions tarifaires et contractuelles (HT/HD).
5. — **Délai de livraison.** Le délai de livraison ne pourra dépasser 6 mois après la commande.
6. — **Présentation des offres.** Les soumissions en langue française, établies en 5 exemplaires, devront parvenir sous envoi recommandé avec accusé de réception à « BCEAO siège BP 3108 Dakar (Sénégal) » ou être déposées au siège de la BCEAO, avenue Abdoulaye Fadiga, Dakar, au plus tard le 19 juin 1989 à 12 heures. Les prix devront être libellés en francs de la Communauté financière africaine (FCFA).
7. — **Ouverture des offres.** L'ouverture des offres aura lieu au siège de la BCEAO le 20 juin à 10 heures.
8. — **Publication des résultats.** Les résultats seront proclamés au début du mois d'août 1989.
9. — **Achat du dossier.** Le dossier d'appel d'offres et son modèle de soumission peuvent être achetés soit au siège de la BCEAO, soit dans les agences principales, soit au bureau de Paris, contre un chèque de 200 000 FCFA libellé à l'ordre de la BCEAO.
10. — **Informations complémentaires.** Toute information complémentaire relative à cet appel d'offres pourra être demandée au siège :

- Dakar, BP 3108, République du Sénégal. Tél. : 23-16-15. Téléc. : 21530. Téléc. : 23-93-35, ou aux agences principales :
- Cotonou, BP 325, République populaire du Bénin. Tél. : 31-24-66. Téléc. : 5211. Téléc. : 31-24-65.
- Ouagadougou, BP 356, Burkina Faso. Tél. : 30-60-15 à 18. Téléc. : 5205. Téléc. : 31-01-22.
- Abidjan 01, BP 1769, République de Côte d'Ivoire. Tél. : 32-04-66. Téléc. : 3761 ou 3474. Téléc. : 22-28-52.
- Bamako, BP 206, République du Mali. Tél. : 22-37-56 ou 57. Téléc. : 2574. Téléc. : 22-47-86.
- Niamey, BP 487, République du Niger. Tél. : 72-24-82 ou 91. Téléc. : 5218. Téléc. : 73-47-43.
- Dakar, BP 3159, République du Sénégal. Tél. : 22-13-85. Téléc. : 21839. Téléc. : 23-57-57.
- Lomé, BP 120, République du Togo. Tél. : 21-53-84 ou 21-25-12. Téléc. : 5216. Téléc. : 21-76-02.
- Paris, 29, rue du Colisée, 75008 PARIS. Tél. : 42-25-71-60. Téléc. : 650087. Téléc. : 42-56-0037.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Codetour

L'assemblée générale réunie sous la présidence de M. Henri CUCHET, le 29 mai 1989, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1988, lesquels font apparaître un bénéfice de F. 14 323 000.

Elle a décidé de distribuer un dividende de F. 20,75 par action, en augmentation de 10,67 % sur l'exercice précédent, payable à compter du 11 juillet 1989.

Le président a informé les actionnaires que les engagements de crédit-bail pris au cours des quatre premiers mois de l'exercice 1989 atteignent 42 millions de francs.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Le Groupe CIC et le Credito Italiano vont étendre en République Fédérale d'Allemagne leur coopération bancaire et financière, engagée depuis de nombreuses années en France au sein de la Banque Transatlantique.

Les deux Groupes bancaires, qui comptent parmi les plus importants en France et en Italie, viennent de conclure un accord aux termes duquel la Credito Italiano, sous réserve de l'approbation des autorités compétentes, prendra une participation de 35 % dans Bank CIC-Union Européenne AG. A cette occasion, cette filiale du Groupe CIC à Francfort verra ses fonds propres sensiblement augmentés.

Cet accord vise à renforcer cet établisse-

Accord d'association en R.F.A. LE GROUPE CIC OUVRE LE CAPITAL DE BANK CIC - AG AU CREDITO ITALIANO

ment afin de permettre à la clientèle française, italienne et internationale des deux groupes de trouver en République Fédérale d'Allemagne un appui et des services de qualité à l'approche de l'ouverture du grand marché européen. Dans cet esprit, sa dénomination sociale sera modifiée pour tenir compte de sa nouvelle vocation et il est envisagé d'ouvrir une succursale à Munich.

La présence conjointe des deux groupes bancaires sur la place financière de Francfort, et plus généralement en République Fédérale d'Allemagne, sera réaffirmée sans que soient modifiées les relations avec les banques et établissements financiers de ce pays, tant au niveau du Groupe CIC qu'à celui du Credito Italiano.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CIC - 52, rue de Monceau - 75008 PARIS

GROUPE CIC

SOCIAL

Les discussions sur la convention médicale

Caisses et médecins s'orientent vers des objectifs locaux de maîtrise des dépenses

La réunion entre les caisses nationales d'assurance-maladie et les trois syndicats médicaux représentatifs, le jeudi 1^{er} juin, sur le renouvellement de la convention a permis un rapprochement des thèses sur la maîtrise des dépenses : les organisations de médecins sont conscientes de la nécessité de ralentir l'inflation actuelle, qui met en péril le système de protection sociale.

Les négociateurs vont tenter de mettre en forme avant le 15 juin les propositions (quarante-sept au total) qui pourraient être approuvées par une majorité de caisses et de syndicats. Le développement de la formation continue, avec une indemnisation par les caisses et une cotisation des médecins est acquie. Sur le sujet central des discussions, la maîtrise des dépenses, on s'oriente vers l'idée de contrats locaux, fixant chaque année des objectifs ponctuels (sur critères médicaux) de plafonnement ou de réduction des prescriptions, poste par poste (médicaments, examens, analyses, etc.), dans le cadre d'objectifs nationaux non contraignants.

Des contrats de santé

Cette formule semble acceptée par l'ensemble des syndicats médicaux. Mais les généralistes de MG France y mettent une condition : la mise en route de « contrats de santé » visant à limiter les interventions des spécialistes (le Monde du 31 mai) : « Il s'agit de savoir qui intervient et quand », a déclaré jeudi M. Richard Bouton, président de MG France. En revanche, l'intérêt des praticiens aux économies réalisées paraît rejeté par tous les syndicats.

Les discussions restent plus difficiles sur le « deuxième secteur », les médecins conventionnés autorisés (depuis la convention de 1980) à fixer librement leurs honoraires — même si tout le monde s'inquiète des villes ou des spécialités où ils sont aujourd'hui en situation de « monopole ». Dans ces cas, on pourrait leur demander d'appliquer les tarifs conventionnels certains jours de la semaine ou pour un certain pourcentage d'actes. Mais les caisses, notamment celle des salariés, souhaitent aller plus loin : qu'à partir d'un certain pourcentage de médecins, on restreigne l'accès dans le « deuxième secteur ».

L'existence de différents tarifs médicaux est un point particulièrement controversé. La CFDT, qui avait déjà condamné en son temps la convention de 1980, a à nouveau réclamar, au cours d'une conférence de presse, que l'on arrête le développement du « deuxième secteur » en attendant de le « tarir » : celui-ci empêche les caisses d'assurance-maladie de maîtriser le système de soins et l'évolution des honoraires, et entraîne une médecine « à deux vitesses ». La revalorisation des honoraires, selon la CFDT, doit être liée au ralentissement des dépenses, et les « honoraires libres » doivent être plafonnés. La CFDT a aussi réclamar que les caisses d'assurance-maladie fassent des « propositions claires » et ne laissent pas l'initiative aux médecins.

G. H.

Selon les statistiques de l'UNEDIC

130 000 emplois ont été créés au premier trimestre

Selon l'UNEDIC, qui vient de publier ses premières estimations provisoires, les effectifs salariés auraient augmenté de 0,9 % dans l'ensemble des secteurs marchands non agricoles au cours du premier trimestre de 1989. En comptabilisant les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) parmi ces créations d'emploi, la hausse serait de 0,7 %.

Dans la première hypothèse, ce sont cent trente mille postes supplémentaires qui auraient été dégagés en trois mois, soit davantage que pendant toute l'année 1987. Dans la seconde, le gain en emplois serait de cent mille.

Ces évaluations sont largement supérieures à celles effectuées par l'INSEE et le ministère du travail, sur la base des résultats de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions de main-d'œuvre, et qui ont été rendues publiques récemment (le Monde du 27 mai). En effet, celles-ci tablèrent sur une croissance de 0,4 %, correspondant à cinquante mille emplois supplémentaires au cours du premier trimestre, là aussi en progression par rapport à l'an passé.

Si le chiffre de l'UNEDIC était confirmé, et tout porte à croire qu'il le sera, l'institution paritaire du régime d'assurance-chômage s'appuyant sur les rentrées de cotisations, le mouvement de reprise de l'emploi atteindrait des niveaux in-

gals. Après l'embellie de 1987 et la reprise de 1988, il faut maintenant parler d'une puissante tendance de fond qui ne cesse de s'amplifier. A ce rythme, tous les records seraient battus sur douze mois.

Ramené au seul champ de l'UNEDIC, c'est-à-dire aux entreprises du secteur privé, marchand et non marchand, assujetties à l'assurance-chômage, l'envolée est évidente. En données brutes, les effectifs se sont accrus de 0,7 % et, en données corrigées des variations saisonnières, de 1,1 %. Tous les secteurs d'activité enregistrent un solde positif. D'ordinaire en perte d'emplois, sauf certaines branches, l'industrie affiche une augmentation de 0,5 %, globalement. Le bâtiment et les travaux publics confirment leur bonne santé avec 1 % d'emplois en plus.

Quant au tertiaire, qui avait si longtemps rattrapé les mauvais scores des autres parties de l'économie, il explose. La croissance des effectifs salariés y est de 1,4 %, notamment grâce à la poussée des services rendus aux entreprises. C'est-à-dire, pour l'essentiel, au développement de l'intérim qui, désormais, préoccupe nombre de responsables, dont le ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson.

A. L.

Le plan d'épargne-retraite

Polémique entre M. Bérégovoy et M. Strauss-Kahn

Au cours de sa rencontre hebdomadaire avec la presse, jeudi 1^{er} juin, M. Bérégovoy, ministre de l'économie, a rappelé à l'ordre le président socialiste de la commission des finances de l'Assemblée nationale, à propos du plan d'épargne-retraite qui, à son avis, « doit être conçu de telle sorte qu'il n'y ait pas aggravation mais au contraire réduction des inégalités sociales ».

M. Bérégovoy estime que les propositions de M. Strauss-Kahn sur ce sujet « ne sont pas des plus équilibrées ».

Le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale nous a déclaré vendredi que le ministre des finances « commet des erreurs techniques » sur ce dossier et « devrait au moins accepter le débat ». « Les parlementaires socialistes ayant défini leurs positions, c'est un grand mépris du Parlement que de prétendre les rappeler à l'ordre », ajoute-t-il. Selon M. Strauss-Kahn, « une bonne colla-

boration entre gouvernement et Parlement doit reposer sur le dialogue et la volonté d'écouter ».

M. Bérégovoy devrait annoncer prochainement un instrument de remplacement au PER lancé au début de 1987 par M. Balladur. Plusieurs projets sont en compétition, dont celui de M. Strauss-Kahn, qui vise à élargir aux professions libérales l'abattement de 19 % sur le revenu imposable accordé aux salariés pour leurs cotisations retraite obligatoires. Cependant, le ministre de l'économie semble favorable à un projet plus large qui comprendrait une part de capitalisation (constitution d'un capital retraite individuel). Le groupe socialiste de la commission des finances a adopté, mercredi 31 mai, le projet de M. Christian Piquet. Ce projet prévoit des aménagements d'ordre principalement technique à l'actuel PER. Il serait donc jugé trop « droitier » par M. Strauss-Kahn et d'autres députés socialistes.

L'envolée de l'intérim

M. Beauviala (PROMATT) propose des négociations avec les partenaires sociaux

Sans attendre les premières consultations, prévues pour le 15 juillet, le PROMATT, syndicat professionnel du travail temporaire, a décidé d'engager publiquement le débat avec M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, à propos de l'envolée de l'intérim.

Au cours d'une conférence de presse, jeudi 1^{er} juin, M. Philippe Beauviala, président du PROMATT, s'est attaché à « relativiser » la forte progression de ce type d'activité. « La grande masse de l'emploi précaire, elle n'est pas chez nous », a relevé M. Bernard Bacquet, vice-président délégué, qui a voulu souligner la place prise par d'autres formes particulières d'emploi, représentant 20 % de la population salariée contre 10 % en 1980. D'exceptionnel, le recours à ces nouveaux statuts, dont l'intérim, serait devenu une méthode de gestion de la main-d'œuvre.

En conséquence, le PROMATT, qui est l'un des deux syndicats de la profession, estime que l'intérim constitue, dans cet ensemble, le meilleur des systèmes et sans doute le plus protecteur socialement. Fort de son expérience de la négociation contractuelle, pratiquée depuis 1982, il propose donc de renouer le contact avec les partenaires sociaux pour améliorer les dispositions en vigueur.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BNP

BNP INTERCONTINENTALE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 24 MAI 1989

Bilan et résultats de l'exercice 1988 du Groupe BNP INTERCONTINENTALE et de la BNP INTERCONTINENTALE

L'Assemblée Générale Mixte de la BNP INTERCONTINENTALE s'est tenue le 24 mai 1989 à PARIS sous la présidence de M. René THOMAS. Elle a approuvé le bilan et le compte de résultats arrêtés au 31 décembre 1988.

BNP INTERCONTINENTALE			GROUPE BNP INTERCONTINENTALE		
1987	1988	%	En Millions de Francs	1987	1988
7.792	9.418	+ 20,9	Total du bilan	14.592	17.428
115,7	185	+ 59,9	Bénéfice de l'exercice dont Part du Groupe	195,8	247,5
				162,5	220,9
					+ 35,9

Le dividende a été fixé à 13 francs par action de 50 francs. Il représente, avoir fiscal compris, un revenu global de 19,50 francs, en augmentation de 18,2 %.

Les actionnaires de la BNP INTERCONTINENTALE peuvent opter, jusqu'au 30 juin inclus, pour un paiement de leur dividende en actions de la Société au prix de 299 francs, sur simple demande auprès de leur intermédiaire agréé. A l'expiration de ce délai, le dividende ne pourra plus être payé qu'en numéraire.

Le paiement se fera à compter du 5 juillet.

Après répartition du bénéfice, les fonds propres atteignent 992,5 millions de francs et représentent 10,5 % du total du bilan de la BNP INTERCONTINENTALE.

L'Assemblée Générale Mixte a décidé, après exercice de l'option offerte aux actionnaires pour le paiement du dividende 1988, de procéder à une augmentation du capital de la BNP INTERCONTINENTALE, par incorporation d'un montant prélevé sur les réserves, de telle sorte qu'il soit attribué une action nouvelle pour dix actions anciennes.

GROUPE

BNP

Économie

TOURISME

La GMF et Club Aquarius créent le deuxième groupe français

La Garantie mutuelle des fonctionnaires (GMF) et Club Aquarius ont décidé, le 1^{er} juin, de mettre en commun l'ensemble de leurs activités touristiques. La GMF apportera à ce holding, baptisé "Groupe A", son agence GO Voyage, spécialisée dans la vente de places à tarif charter, FNAC-Voyage et son secteur immobilier de tourisme. De son côté, Club Aquarius, quatorzième voyageur, fournira sa compagnie aérienne Air-Liberty (quatre avions aujourd'hui, onze en 1990), son réseau de trente agences de voyages et ses onze hôtels de loisir. Le nouvel ensemble devrait se classer, par le chiffre d'affaires, à la deuxième place de l'industrie des voyages, derrière le groupe formé par le Club Méditerranée et Nouvelles Frontières.

Les raisons de ce mariage sont nombreuses. Les rapprochements récents intervenus entre SODEXO et Wagons-Lits, entre Wagons-Lits et Havas, entre le Club Méditerranée et Nouvelles Frontières, ont permis l'ensemble de la profession qu'il était temps d'en finir avec l'atomisation qui prévaut en France, alors que les mastodontes britanniques et west-allemands commencent à préparer 1993 et le grand marché européen.

La GMF, qui dirige M. Jean-Louis Fauriol, souhaitait de longue date constituer un pôle dans le tourisme et rêvait de charters. Malheureusement, ses pions dans le secteur étaient éparpillés et GO Voyage, son fer de lance (1), permettait dans le déficit (80 millions de francs comptés en deux ans). Il lui fallait trouver un partenaire solide, qui accepte le partenariat, les comptes ayant été remis à zéro.

Pour sa part, Club Aquarius (2) a élaboré un plan de développement dans le transport aérien et dans l'hôtellerie, qui nécessitait des capitaux. 20 millions de francs de bénéfices avant impôts en 1988 ne suffisent pas. GO Voyage était l'un de nos bons clients, explique M. Lutz Belhassine, qui devient le PDG du Groupe A. Nous pouvons maintenant nous épauler pour une croissance interne plus rapide. Mener cette collaboration en compagnie de la GMF accélérera encore le mouvement et le confortera.

Groupe A sera une société anonyme au capital de 50 millions de francs possédée à égalité par GMF et par Club Aquarius. A terme, les deux fondateurs souhaitent conserver seulement 51 % du capital et céder le reste à des investisseurs, en attendant une entrée au second marché.

A la différence des regroupements intervenus dans le tourisme au cours des derniers mois, le nouvel ensemble réalise une intégration verticale presque complète. Il est présent dans le transport aérien, l'hôtellerie, la fabrication de voyages et leur vente. L'accord Wagons-Lits-Havas associait seulement des réseaux de vente et celui du Club Méditerranée avec Nouvelles Frontières, des fabricants-distributeurs-hôtels.

La synergie des activités semble, en théorie, forte au sein du Groupe A.

puisque la clientèle de la FNAC est grande consommatrice de voyages et que Club Aquarius, plutôt implanté à la montagne et en Méditerranée, recevra un renfort para-hôtellerie francophone exotique de la part de la GMF.

Comme dans toute concentration, la fusion de plusieurs entités et de plusieurs marques prendra du temps et les bénéfices d'un tel regroupement sont encore difficiles à évaluer. On ne peut cependant manquer d'être impressionné par le potentiel financier réuni autour du berceau de Groupe A. De la banque Rivaud à la GMF, ce ne sont pas les fonds qui manquent. Ses investisseurs se lanceront-ils ensemble dans un développement accéléré de la compagnie Air-Liberty, les avions neufs se révélant un remarquable placement, en raison de la pénurie mondiale d'appareils ? Ou dans d'importantes investissements immobiliers de loisirs, dont le marché et les cycles complètent heureusement ceux de l'immobilier classique ? La réponse sera donnée dans trois mois, lorsque les partenaires auront arrêté une stratégie commune de développement.

ALAIN FAUJAS.

(1) Le capital de GO Voyage appartient à 64 % à GMF, à 34 % au groupe Gemy-Cathiard (GO Sport) et à 2 % à M. Gilbert Baladi.

(2) Le capital de Club Aquarius appartient à 55 % à M. et Mme Lotfi Belhassine ; à 20 % à l'encadrement et à 25 % au Crédit national, à la banque Rivaud, au Crédit savai, à la Société lyonnaise de banque, au Crédit du Nord et à la Société de développement régional du Sud-Est.

BIBLIOGRAPHIE

Insertion des jeunes et modernisation de Patrice Sauvage

Voilà quinze ans que pour répondre aux difficultés d'insertion des jeunes, des immigrés, des chômeurs de longue durée, des responsables politiques s'ingénient à inventer de nouveaux dispositifs de formation, d'encouragement à l'embauche ou à l'emploi spécifiquement conçus pour les intéressés ; mais ceux-là mêmes qui parviennent à en bénéficier - et cela ne va pas de soi car ces dispositifs, en dépit de leur vocation, sont aux aussi sélectifs - se retrouvent fréquemment comme pris au piège, enfermés dans des filières dont il leur est difficile, par la suite, de s'évader.

D'où vient que l'exclusion, au lieu de reculer devant les procédés mis en œuvre pour la combattre, persiste ainsi à se nourrir ? C'est, autant qu'à décrire et évaluer les politiques en vigueur, à répondre à cette question qu'est consacré l'ouvrage de Patrice Sauvage intitulé *Insertion des jeunes et modernisation*. Et les réponses envisagées, parce qu'elles sont le produit à la

fois d'une analyse attentive et des expériences que Patrice Sauvage a suivies depuis plusieurs postes d'observation privilégiée (la délégation ministérielle à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes, mais aussi l'Agence pour le développement d'une économie alternative, dont il est le fondateur, et le réseau d'épargne de proximité Cigale), valent d'être méditées.

On n'insérera pas, affirme de façon motivée et convaincante Patrice Sauvage, si on n'attaque pas « au cœur » et si l'on persiste à ne travailler qu'à la marge, si les populations dont on recherche l'insertion ne sont pas traitées en véritables partenaires, et si la conception que l'on se fait de la modernisation demeure essentiellement économiciste, au lieu d'impulser une nouvelle dynamique des rapports entre l'économie et le social. Devoir de modernisation donc, autant que devoir d'insertion, mais surtout d'imagination, de dialogue,

de partenariat, de réévaluation des relations entre générations, et entre institutions éducatives et entreprises.

Le programme proposé est, c'est clair, un programme, comme on le dit maintenant assez volontiers, de recomposition sociale, avec tout ce que cela implique de rupture avec les habitudes, et de sens du risque, y compris dans la gestion politique. Et Patrice Sauvage en mesure assurément, autant que la nécessité, la difficulté.

Insertion des jeunes et modernisation est un livre stimulant qui permet de replacer une question vitale pour l'avenir de la société française dans une perspective plus vaste que les polémiques stéréotypées auxquelles elle donne trop souvent lieu ne le permettent en général.

JEAN-MICHEL BELORGEY.

* *Insertion des jeunes et modernisation* par Patrice Sauvage. Éditions Economica - CPE, 200 p., 95 F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CHARGEURS S.A.

L'assemblée générale ordinaire, tenue le 31 mai 1989, sous la présidence de Jérôme Seydoux, a approuvé les comptes de l'exercice 1988 et décidé de distribuer un dividende de 21 F par action, avoir fiscal compris (contre 18 F en 1987), qui sera mis en paiement le 26 juin.

L'année 1988 a été une année de mutation importante pour Chargeurs SA, qui est devenu le premier groupe mondial dans le domaine du négoce, du peignage et du tissage de laine avec les sociétés achetées à Froust SA en mai 1988, complétées par l'acquisition au début de 1989 du groupe Hare, d'une participation qui atteindra à terme 20 % dans Drummond (Royaume-Uni) et de la prise de contrôle de la société allemande Irmen und Richter.

Spontex a été cédé, le 16 mai 1989, à Hutchinson, associé à des investisseurs institutionnels, pour un montant de 1,3 milliard de francs, la plus-value après impôt étant d'environ 700 millions de francs.

Au cours des quatre premiers mois de 1989, les sociétés de Chargeurs SA ont opéré dans une conjoncture favorable. Les résultats de 1989 seront affectés par les événements particuliers suivants :

- l'achat par UTA d'un 747 200-C d'occasion pour faire face au développement du trafic ;
- la grève des pilotes d'UTA du mois d'avril dont le coût aura été d'environ 80 millions de francs ;
- les frais du programme, particulièrement chargé, d'entraînement des personnels navigants techniques, à la fois chez UTA et à l'Aéromaritime ;
- les charges de restructuration dans la division tissus pour un montant d'environ 100 millions de francs ;
- des effets de la hausse du dollar : sur 1989, la hausse du dollar serait favorable ;
- de la plus-value sur Spontex.

Le développement du secteur aérien et le redressement de la division tissus demeurent les principaux objectifs de Chargeurs SA. C'est ainsi qu'UTA et Aéromaritime ont engagé un important programme de commandes d'avions sur plusieurs années (quatre commandes fermes et dix-neuf options) en vue de moderniser la flotte et de faire face au plan de développement des compagnies.

La division tissus, qui est progressivement réorganisée, connaît encore en 1989 un exercice déficitaire. Les résultats de cette division, dont le chiffre d'affaires atteint 3 milliards de francs, devraient s'améliorer rapidement à partir de 1990.

Francie

La Sicav France des années 90

Sicav CEA, Monory, PER (Plan d'Épargne Retraite)

Comptes de l'exercice 1988-1989 clos le 31.03.1989

approuvés par le Conseil d'Administration

du 23 mai 1989, présidé par M. Jacques Guennet.

Actif net au 31.03.1989 : F 3.735.646.278

Performance entre le 31.03.1988 et le 31.03.1989 : + 41,15 %

(coupon réinvesti)

Performance entre le 31.12.1988 et le 25.05.1989 : + 10,51 %

Valeur liquidative au 19.05.1989 : F 449,06

Dividende proposé : F 12,50 + F 3,15 d'avoir fiscal

pour mise en paiement le 12 juillet 1989.

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.

Banques CIC. En intelligence avec vous.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988

Sanpaolo - Bilan 1988



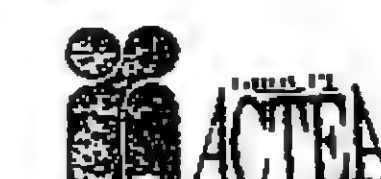
DONNEZ DU SOUFFLE A VOTRE ARGENT

A l'heure où les entreprises et les particuliers ont besoin de services financiers réellement personnalisés, dans des délais rapides et avec le maximum d'efficacité, la B.F.I., structure légère et performante, animée par des professionnels de haut niveau, a développé une gamme de produits financiers qui donnent du souffle à votre trésorerie.

- SOLI COURT TERME**
SICAV obligataire, elle est destinée aux placements de trésorerie à court terme.
- SOLI PER**
SICAV composée à 75 % de valeurs émises par des sociétés françaises, elle privilégie la sécurité dans l'optique de la constitution d'une retraite.
- SOLI PLUS**
SICAV actions composée principalement de valeurs françaises, elle s'adresse à une clientèle de particuliers avertis.
- SOLI LONG TERME**
SICAV composée d'obligations françaises et étrangères, elle fait bénéficier les souscripteurs d'une gestion dynamique dans le cadre d'une durée de placement à moyen et long terme.
- SOLI PREMIERE**
SICAV composée d'obligations françaises dites de première catégorie (titres émis ou garantis par l'Etat).



L'ESPRIT GAGNANT



Banque Française d'Investissement - 46, rue Lauriston - 75116 Paris - Tél. 47 27 24 00

مكتبة الأصيل

eslsca

3^e CYCLE SPÉCIALISÉ
"INGÉNIERIE FINANCIÈRE"

Formation professionnelle de haut niveau
aux montages d'opérations de haut de bilan
et de financements spéciaux.
Évaluation d'entreprise, Fusions-acquisitions, LBO, OPA...
De la politique financière aux opérations spécifiques.

Pédagogie et corps professoral :
Spécialistes experts et entreprises partenaires.
Renseignements et inscriptions : Philippe GINSBERG

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE
DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES

Fondée en 1949 - reconnue par l'État
1, rue Bougainville - 75007 PARIS Tél. : (1) 45 51 32 59

ALTERNATIVES n° 68
ECONOMIQUES juin

EN KIOSQUE
EUROPE SOCIALE
17 F
Delors
s'explique

POINT DE VUE

Économie

Commerce extérieur

Sommes-nous insuffisamment spécialisés ?

Par François David
directeur des relations
économiques extérieures.

À la sortie du livre de Gérard Lafay et Colette Herzog, *Commerce international, la fin des avantages acquis*, relance le débat sur la spécialisation de l'économie française. La question que posent les économistes du CEPII est la suivante : « *Doit-on imputer les difficultés du commerce extérieur au caractère non spécialisé de notre économie ?* (...) » Leur réponse est clairement positive.

Selon ces deux auteurs, notre faible spécialisation aurait en effet un triple inconvénient : elle limiterait la division du travail, et donc les avantages que la France retire du commerce international ; elle affaiblirait

le rôle d'entraînement de filières fortes et structurées ; elle rendrait l'économie française plus fragile, faute d'effets d'échelle, aux fluctuations de conjoncture, et notamment de taux de change réel.

Il est vrai que la France est, de tous les grands pays industrialisés, le moins spécialisé, et ce depuis fort longtemps. La structure de nos exportations est la plus proche de la structure des échanges mondiaux. Cela signifie que, si nous ne dégageons pas de gros excédents, nous ne supportons pas non plus de déficits importants. Mais cette mesure est imparfaite car les calculs du CEPII omettent en particulier les échanges de matériel militaire (données de nature confidentielle), et de services, domaines dans lesquels la France dégage deux de ses plus forts excédents.

La différence de niveau de spécialisation de l'économie française par rapport aux autres économies industrialisées n'est pas si profonde que l'on veut bien le dire et peut difficilement expliquer le recul observé ces dernières années sur les marchés extérieurs. En effet, l'influence de la spécialisation sur la compétitivité d'une économie est loin d'être clairement établie.

Ainsi, la RFA dispose depuis longtemps d'une industrie beaucoup plus spécialisée que la France : ses deux premières branches exportatrices (automobile et équipement industriel) représentent par exemple 30 % de ses exportations totales (contre seulement 25 % pour la France). Le solde commercial allemand est également nettement plus concentré sur quelques branches telles que l'automobile, les moteurs et les divers équipements industriels, au détriment d'autres branches très déficitaires, telles que l'informatic, le textile en général ou encore l'électronique.

Les meilleurs produits

Depuis vingt ans, la spécialisation de l'économie allemande est donc très affirmée. Notre solde global est au contraire plus équilibré, réparti. Pourtant, l'évolution sur moyenne période des deux pays à l'exportation est très irrégulière : durant les années 70, la RFA a constamment perdu des parts de marché industriel alors que la France en gagnait ; depuis 1980, à niveau relatif de spécialisation inchangé, la RFA en gagne alors que la France en perd. En d'autres termes, indépendamment de la spécialisation d'une économie, on peut gagner ou perdre des parts de marché.

Pour leur part, les États-Unis, plus spécialisés que la RFA et que la plupart des pays européens, connaissent actuellement le plus important déficit de leur histoire : leur forte spécialisation, notamment dans l'aéronautique, l'informatique et la chimie des plastiques, est loin de compenser leurs profonds déficits en matière d'automobile, de textile et d'électronique grand public par exemple. C'est ainsi une « spécialisation négative » qui explique leur déficit commercial prononcé.

Enfin le Japon, qui bénéficie depuis plusieurs années d'un excédent commercial record, ne dispose pas à proprement parler des avantages d'une industrie spécialisée. Il y a quinze ans, quatre parmi ses principaux points forts actuels (matériel de télécommunication, composants, appareils électriques, informatique) n'apparaissent pas parmi ses dix points forts ; quatre de ses principaux déficits actuels (cuir, confection, chimie minérale, bonneterie) n'étaient pas non plus parmi ses dix points faibles. À l'égard de ce pays, il vaut donc mieux parler d'une grande souplesse d'adaptation à la demande plutôt que des effets bénéfiques de la spécialisation.

L'intensité de la spécialisation sectorielle mise en avant récemment comme explication de la compétitivité des économies n'est donc qu'un facteur parmi d'autres, et sans doute pas le plus décisif. Par ailleurs, la spécialisation sectorielle ne se

résume certainement pas aux nomenclatures d'activité couramment utilisées.

Si la France a exporté en 1988, 1 000 milliards de marchandises, conservant sa place de quatrième exportateur mondial, c'est que certains de ses produits ont été jugés les meilleurs, même s'ils sont parfois difficiles à identifier dans les nomenclatures douanières. On peut par exemple isoler un ensemble de produits à forte image française, dans les secteurs de la table, de la mode, des biens culturels, du sport... : ils ont représenté en 1988 plus de 90 milliards d'exportations, et un excédent supérieur à 50 milliards, mais ils ne figurent dans aucune nomenclature...

Plus éclairante, et sans doute plus préoccupante, est la démonstration d'une certaine incapacité française à s'adapter aux marchés conjoncturellement les plus porteurs. Malgré une spécialisation diffuse et donc a priori une structure productive plus malléable, l'économie française a réellement des difficultés à s'orienter vers les branches les plus dynamiques du commerce mondial.

Contrairement au Japon, par exemple, qui a réussi en quinze ans à remobiliser ses forces sur les nouveaux marchés porteurs, la France a perdu, au cours des années 80, des parts de marché en informatique et en automobile, deux marchés en forte croissance, et en a gagné en sidérurgie et en métaux non ferreux, deux marchés en déclin.

Il ne s'agit donc pas de s'appuyer sur un quelconque « impératif » pour vouloir donner à la France la spécialisation qui lui manque. Cette tentation serait dangereuse : rien n'assure qu'un pays puisse « choisir » sa spécialisation, ni opérer les bons choix. Une spécialisation se forge d'abord au contact du marché.

Le rôle de l'État

Ce qu'il faut rechercher en premier lieu, c'est l'adaptation des entreprises françaises à la demande : améliorer leur décision stratégique en facilitant l'accès à des informations sur les marchés et les produits ou encore à des sociétés privées d'analyse stratégique. L'État a son rôle à jouer non pas en déterminant les critères de spécialisation mais en éliminant les obstacles qui peuvent se dresser à l'évolution des entreprises vers l'international, en les incitant à recourir aux méthodes modernes de gestion, ou encore en les accompagnant dans leurs efforts de prospection et de financement.

Que cette politique conduise ou non à une spécialisation a posteriori de l'économie française n'est vraiment pas le cœur du débat. Il s'agit d'abord et avant tout d'améliorer la compétitivité de notre économie vis-à-vis de nos partenaires. La France doit apprendre à apprécier ses atouts : l'agro-alimentaire, le tourisme, la banque, les produits à forte image France... plutôt que de rêver des points forts allemands. Il ne semble que notre absence de spécialisation sectorielle constitue sinon un de nos « points forts », du moins une spécificité avec laquelle il nous faudrait apprendre à vivre.

12 words you must know, today.

Concurrentie... Konkurrenz... Concorrência
Konkurrenz... Competencia... Concurrence
ΣΥΝΑΓΩΝΙΣΜΟΣ... Wettbewerb... Iomaíocht
Concorrenza... Konkurrentie... Competition

Get the truth about Europe in the Financial Times.
The voice of authority in a changing Community.

Whichever way you interpret 1992, it means one thing: open competition. Of course, the potential for profit is enormous. You'll have a market of 320 million customers with \$2,800 billion to spend.

But you also face new threats from foreign rivals. And they aren't waiting for 1992. Their assault on your markets has already begun.

Do you know who they are? And how vulnerable will you be once deregulation opens the door to their products and services?

Read the Financial Times daily and you'll keep up-to-the-minute on the changes that are affecting Europe's markets - and you.

Not only are we on-the-spot in Brussels - assessing the impact of each new directive.

We also have over 270 correspondents covering Europe - analysing how businesses like yours are restructuring management and revising marketing strategies to exploit the open market.

Don't let them profit at your expense. Get the insight, analyses and hard business news you need to beat your competitors by subscribing to the Financial Times.

And be sure to take advantage of this introductory offer: get your first 12 issues free by simply completing the coupon below and returning it to: John Rolley, or by calling: 05 06 00 70.

One market. One newspaper.

It's time you tried the Financial Times. 12 issues absolutely Free with your introductory subscription. Delivered to you with our compliments.

To: John Rolley, Financial Times (France) Ltd., Centre d'Affaires Le Louvre, 168 rue de Rivoli, F-75044 Paris Cedex 01.
Tel: 42 97 06 23. Telex: 22 00 44. Fax No. 42 97 06 29.
Or call Toll Free: 05 06 00 70.

YES, I would like to subscribe to the Financial Times, Europe's leading business newspaper and enjoy 12 free issues. I will allow up to 21 days before delivery of my first copy. Please enter my subscription for:

(Please Tick) ☐ 6 months at FF895 ☐ 12 months at FF1630 ☐ 24 months at FF2775 ☐ Bill me.

☐ Change my American Express/Visa/Eurocard/Diners Club Card account.

Card Expiry Date: / /

*Current rates are only valid for the country in which they are quoted. Subscription prices and promotions are valid until 30th June 1989.

Free hand-delivery services are available in the business centres of Bordeaux, Clermont, Grenoble, Lyon, Marseille, Monaco, Nantes, Nice, Paris, Strasbourg and Toulouse.

Name: _____

Title: _____

Company: _____

Telephone: _____

Address to which I would like my Financial Times delivered: _____

I understand that I can cancel my Financial Times subscription at any time and that you will refund the price of the undelivered issues.

Signature: _____ Date: _____

FINANCIAL TIMES EUROPE'S BUSINESS NEWSPAPER

Please reply by 30th June 1989.

(Publicité)
12 MOTS A CONNAÎTRE, DÈS AUJOURD'HUI
Pour connaître la vérité sur l'Europe,
lisez le Financial Times.
Le journal qui fait autorité
dans une Communauté qui change.

Quelle que soit votre façon d'interpréter 1992, cette date a au moins une signification certaine : libre concurrence. Bien entendu, les possibilités en matière de bénéfices sont énormes. Vous disposerez d'un marché de 320 millions de clients ayant 2 800 milliards de dollars à dépenser.

Mais vous serez également à la merci de nouveaux concurrents étrangers. Et ils n'ont pas l'intention d'attendre 1992. Ils se lancent déjà à l'assaut de vos marchés.

Etes-vous sûr de les connaître? Quelle sera votre position le jour où l'abaissement des barrières ouvrira la porte à leurs produits et services?

Lisez quotidiennement le Financial Times et vous serez au courant des derniers changements susceptibles d'affecter les marchés européens - et votre société.

Bien entendu, le Financial Times se rend sur le terrain, à Bruxelles, pour calculer l'impact de chaque nouvelle directive.

Mais nous disposons également de plus de 270 correspondants dans toute l'Europe. Ils analysent les mesures prises par les entreprises comme la vôtre pour restructurer leur direction et revoir leurs stratégies de marketing en vue d'exploiter le marché libre.

Ne laissez pas vos concurrents faire des bénéfices à vos dépens. Armez-vous des idées, des analyses et des informations économiques factuelles qui vous permettront de devancer la concurrence en vous abonnant au Financial Times.

Et n'oubliez pas de profiter de notre offre spéciale : recevez gratuitement vos douze premiers numéros en remplissant simplement le coupon ci-dessous et en le retournant à John Rolley, ou en téléphonant au 05-06-00-70.

Un marché unique. Un journal unique.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La campagne électorale en Pologne. 5 Japon : M. Uno a été élu premier ministre. 6 La conférence de Paris sur les droits de l'homme. 7 Le discours d'investiture du nouveau président du Salvador.	8 Le débat sur l'immigration. 10 M. Vail s'en prend à la « politisation » des Verts à Strasbourg. 11 La réunion des députés et sénateurs RPR.	11 La visite du pape en Norvège. — « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher. 14 Le procès de la branche lyonnaise d'Action Directe. — Hitler = SS, une BD de Vuillemin et Gouriou en correctionnelle.	21 Monsieur Songe, de Robert Pinget, à Paris. — Féroé, de Michel Deutech, à Lyon. 22 Martha Argerich et Daniel Barenboim à la Philharmonie. — Les grands prix de l'Académie française. 22 COMMUNICATION.	28 Un entretien avec le représentant de la Maison Blanche pour le commerce international. 29 Contestation autour du contrat entre Dassault et l'Irak. 31 Fusion entre GMF et Club Aquarius. 34-35 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 26 Cartes 15 Jours 20 Loto 15 Météorologie 25 Philatélie 25 Radio-Télévision 24	Chaque matin, le mini-journal de la rédaction JOUR En direct de la Bourse de Paris BOURSE 3815 tazes LEMONDE Commandez vos livres et disques par minitel... DIS Les offres d'emplois du Monde EMPLOI 3815 tazes LM

IRLANDE DU NORD

Deux hommes condamnés à perpétuité pour le lynchage de deux militaires britanniques

Harry Maguire, vingt-neuf ans, et Alex Murphy, trente et un ans, ont été condamnés jeudi 1^{er} juin à la réclusion à perpétuité pour leur participation au meurtre de deux caporaux britanniques, lynchés par la foule puis achevés par un commando de l'IRA, lors des funérailles d'un membre de l'organisation extrémiste républicaine, en mars 1988, à Belfast.

A l'issue d'un procès qui a duré huit semaines, à Belfast, et au cours duquel le tribunal a visionné dix-sept heures de film tournées par des équipes de télévision britanniques, irlandaises et françaises, ainsi que par une caméra installée à bord d'un hélicoptère de l'armée britannique, les deux hommes ont été reconnus coupables de participation au double meurtre. Le juge a recommandé qu'ils effectuent un minimum de vingt-cinq ans de réclusion.

Le jour du drame, les deux victimes s'étaient aventurées pour une raison inconnue, en civil et hors service, dans les rues du ghetto catholique de Belfast. Bloqués par le cortège funèbre, ils avaient été assaillis puis lynchés par la foule. Un commando de l'IRA, les avait ensuite menés sur un terrain de football voisin, déshabillés et à nouveau battus. Deux hommes en casque les avaient alors achevés de plusieurs balles. Selon la police, ces deux derniers courent toujours, les autorités ne disposant pas de preuves suffisantes pour les incriminer. — (AFP)

Conséquence d'une interdiction de survol aérien intempestive

Le Centrafrique rompt avec le Soudan

Une visite avortée du président centrafricain André Kolingba en Israël a provoqué la rupture des relations diplomatiques entre la République centrafricaine et le Soudan, à l'initiative... de Bangui. Tout était prêt, dimanche dernier, à Tel-Aviv, pour accueillir le président Kolingba, attendu dans la journée. Mais il n'y est jamais arrivé. C'est que le Soudan a purement et simplement interdit le survol de son territoire par l'appareil présidentiel, qui a dû faire demi-tour, tandis que les Israéliens n'avaient plus qu'à ranger tapis rouges et fanfares.

Dès le lendemain, Bangui répliquait : rupture des relations diplomatiques et fermeture des frontières avec le Soudan. Ce n'est que jeudi 1^{er} juin que Khartoum a, à son tour, réagi par un communiqué empreint

de gêne. La portée de « ce regrettable incident ne devrait pas être exagérée », estime le ministre soudanais des Affaires étrangères, qui annonce son intention de « tenter d'expliquer à la République centrafricaine les circonstances dans lesquelles il a eu lieu, afin qu'il n'y ait pas de répercussions négatives sur les relations de bon voisinage et de coopération mutuelle ». Et le communiqué d'expliquer ainsi ces « circonstances » : « Le pilote [de l'avion centrafricain] avait demandé l'autorisation de pénétrer dans l'espace aérien soudanais, précisant qu'il se rendait en Israël, mais n'avait pas indiqué qu'il s'agissait de l'avion du président ». Kolingba. « Le Soudan, conclut le ministre des Affaires étrangères, a alors appliqué la loi sur le boycottage d'Israël. »

L'Irak dément vouloir déporter la population kurde

Selon un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) dirigée par M. Jalal Talabani, l'armée irakienne a investi, mercredi 31 mai, l'agglomération de Kala-Diza, dans le nord-est de l'Irak, et a ordonné à la population kurde de faire ses bagages, laissant ainsi la campagne de déportation amorcée au début d'avril par les autorités irakiennes (le Monde du 1^{er} juin).

A Paris, l'ambassadeur d'Irak s'est inscrit en faux contre les affirmations de MM. Jalal Talabani et Messoud Barzani, respectivement chefs de l'UPK et du PDK, concernant les mesures de déportation. Il a affirmé qu'aucune mesure de cette

nature n'avait été prise depuis le début du cessez-le-feu irano-irakien. Il a toutefois admis que son pays avait, au cours de la guerre, créé une zone de sécurité entre les deux pays tout le long de la frontière de l'est du nord à l'est du sud. Il a ajouté qu'en vertu de la loi irakienne, il n'est pas permis de laisser des civils dans des zones militaires. « En conséquence, a-t-il dit, tous les villages aussi bien kurdes qu'arabes résidant dans ces zones ont été évacués, dans le but d'assurer leur sécurité personnelle. Les Kurdes ont été installés dans de nouveaux villages construits loin de la frontière, mais en pays kurde. »

A Paris

Deux responsables de Radio-Solidarité victimes de l'ambassade de Pologne

Un incident sur lequel enquête la 6^e division de la police judiciaire s'est produit dans la nuit du 1^{er} au 2 juin devant l'ambassade de Pologne à Paris, rue de Talleyrand, dans le 7^e arrondissement.

Deux militants de l'opposition au régime polonais, responsables dans la capitale française de Radio-Solidarité, s'étaient rendus devant le bâtiment diplomatique, sur les murs duquel ils avaient entrepris de coller des affiches concernant les prochaines élections polonaises, fixées au 4 juin. Ils furent bientôt surpris vers 23 h 30 par deux membres du service de sécurité de l'ambassade en tenue de sport. Une bagarre opposa aussitôt les quatre hommes. Au bout de quelques instants, l'un des colporteurs d'affiches, M. Jacek Piotrowski, trente-cinq ans, qui bénéficie du statut de réfugié politique, fut entraîné à l'intérieur de l'ambassade, où il fut retenu dans un jardin et violemment frappé pendant une dizaine de minutes.

Relâché, il devait être conduit par la police, attirée sur les lieux, à l'hôpital Laennec ainsi que son compagnon, l'un et l'autre souffrant de multiples contusions. Après avoir reçu les premiers soins, les deux hommes ont été entendus au siège de la 6^e division de la police judiciaire, qui a procédé aussi à l'audition d'une troisième personne, Mme Agnès Szumanski, trente-six ans. Responsable, elle aussi, à Paris, de Radio-Solidarité, elle avait conduit ses deux compagnons sur les lieux en voiture. Elle affirme avoir été comme eux frappée par des gens du service d'ordre de l'ambassade.

Sur le vif

Jalousies

Faut que je vous fasse un aveu, je suis comme Maggie. Elle est jalouse de Bush, moi aussi. Enfin, pas exactement. Elle, ce qui la tue, c'est qu'il ne l'aime plus comme avant, son George. Il en pince pour un autre. Quand elle s'est précipitée à Washington au lendemain de son élection, il lui a balancé des compliments à tomber par terre. Il lui a dit qu'il l'adorait en bleu, que ça allait avec la couleur de ses yeux, qu'il la trouvait exquise, délicate. Il était tout sucre et tout miel. Enfin, ça baissait. Et puis là, à Bruxelles, il a fait un gringue pas possible à ce gros lard d'Helmut. Il l'a ridiculisée devant le monde, et ça elle ne le supporte pas.

Moi, c'est pas ça. Même s'ils s'envoient en l'air, Bush et Kohl, ce que je ne crois pas, ils en sont pas encore là, je m'en ferais rien. Ils sont bien libres de leurs corps. Non, moi, c'est pas de la jalousie, c'est de l'envie. Je donnerais n'importe quoi pour avoir une femme comme lui, enfin je veux dire, comme elle, comme Barbara. Elle est vraiment super. Vous avez vu le coup du baise-main sur le perron du 10 Downing Street ? Elle sonne à la porte, Madame George, Monsieur Epoux vient lui ouvrir, leurs époux

étaient en train de se disputer à l'intérieur, et il lui baise la main. Les photographes, distraits, ratent la scène, et l'invitent à recommencer. Il renâcle. Faudrait quand même pas le prendre pour un guignol. Alors, d'autorité, elle s'empare de sa main, s'incline, la porte à ses lèvres et se redresse en lançant un regard complice et goguenard à la presse enchan-tée.

Avoir une nana de cette classe, de cette trappe, ça aide dans la vie, non ? Dévouée, avec ça, une vraie groupie. À la fois furtive et carrée, celle qu'on a surnommée « la renarde argentine ». Quand on lui a demandé ensuite si elle était contente de son voyage en Europe, elle a répondu : Oui, oh oui, grâce à lui, grâce à sa merveille de mari, si brillant, si beau, si généreux, si prévenant. Un être unique... Glorieux... Suprême. Barbara à Londres, c'était Bernadette à Lourdes.

C'est pas à moi ou à Maggie que ça arriverait. Vous imaginez la rigolade si son Denis, extasié, tombait à genoux devant les caméras en la comparant à la Vierge Marie, c'est pas pensable. Et c'est pas juste.

CLAUDE SARRAUTE.

● Mort de l'écrivain antillais C.L.R. James. — L'écrivain antillais de langue anglaise, Cyril Lionel Robert James, originaire de l'île de la Trinité, est mort à Londres mercredi 31 mai, à l'âge de quatre-vingt-huit ans. Lié au mouvement trotskiste dans les années 30, il avait milité, après la guerre, pour l'indépendance africaine. Il était l'auteur d'un livre important sur la révolution haïtienne, les Jacobins noirs : *Toussaint Louverture et la Révolution de Saint-Domingue*, publié en 1938 (traduction française aux Éditions caribennes, 1984).

● TENNIS : les Internationaux de France. — La pluie a interrompu les premières parties du troisième tour des Internationaux de France de tennis disputés vendredi 2 juin au stade Roland-Garros.

L'Allemande de l'Ouest Steffi Graf (tête de série numéro un) a réussi néanmoins à boucler son match contre la Néerlandaise Nicole Pietrangeli, sur le score de 6-1, 6-2, avant que les courts soient bâchés. De son côté, l'Américaine Anne Grossman a battu la Japonaise Akiko Kijimuta (6-4, 6-1).

A Jérusalem-Est

La marche de défi des Israéliens

JÉRUSALEM
de notre correspondant

C'était une marche de défi, tout à la fois geste vengeur et démonstration de force pour affirmer — réaffirmer — la souveraineté israélienne sur la ville sainte : pour la première fois depuis très longtemps, des milliers d'Israéliens ont défilé, bruyamment, jeudi 1^{er} juin, dans la partie arabe de Jérusalem. Il s'agissait de lever un interdit politique de fait, de se réapproprier le terrain, cette partie de la vieille ville où pratiquement aucun Israélien ne se rend plus depuis le début du soulèvement palestinien — par embarras, sûrement, et par volonté de ne pas exacerber la tension entre les deux communautés en des lieux où l'équilibre des passions est tout particulièrement précaire.

Le ministre de la police, M. Haim Bar Lev, avait suggéré qu'aucun drapeau israélien ne soit trop ostensiblement déployé dans la vieille ville arabe à l'occasion de cette « journée de Jérusalem » où les Israéliens célèbrent le vingt-deuxième anniversaire de la « réunification » de la cité. Mais M. Bar Lev

a dû céder, débordé par une droite qui ne supporte plus de constater chaque jour davantage qu'au dix-huitième mois de l'intifada, Jérusalem, comme l'écrit vendredi le *Jerusalem Post*, est politiquement plus divisée qu'elle ne l'a jamais été depuis 1967.

A l'appel de la droite nationaliste et religieuse, des milliers de jeunes gens, drapeaux israéliens brandis à bout de bras, ont convergé en fin d'après-midi vers la porte de Damas, haut lieu du nationalisme palestinien. Ils s'y sont engouffrés, chantant et martelant des slogans nationalistes, ont défilé les rues de la vieille ville sous le regard méfiant de quelques rares Palestiniens qui, d'une porte ou d'une fenêtre prudemment entrouverte, observaient ce raz de marée inhabituel.

Ils ont retrouvé d'autres manifestants et furent pris de quanta mille à chanter et danser au Mur des lamentations, cependant que quelques mètres plus haut, sur l'esplanade, le musée de la mosquée Al Aqsa commençait à pealmodier l'appel à la prière du soir. De part et d'autre, on s'ignorait superbement.

Al Fr.

SONDAGE : amélioration des cotes de M. Mitterrand et Rocard

Pour la troisième fois consécutif, M. Michel Rocard devance M. François Mitterrand au « baromètre » réalisé par la SOFRES entre le 25 et le 27 mai auprès de mille personnes pour le *Figaro-Magazine*. A l'indice de confiance, le premier ministre est crédité de 65 % d'opinions positives (au lieu de 63 % en mai) et le président de la République de 62 % (61 % en mai).

● ITALIE : deux hélicoptères s'écrasent sur la Villa Borghese à Rome : deux morts. — Deux hélicoptères des carabinieri se sont écrasés, jeudi 1^{er} juin, au-dessus de la Villa Borghese à Rome, s'écrasant dans une zone du grand parc. Deux pilotes sont morts et les deux autres gravement blessés. La collision précède-t-on au commandement des carabinieri, est survenue alors que les appareils effectuaient des essais pour préparer le défilé de la fête célébrant le 179^e anniversaire de ce corps des carabinieri, le 7 juin prochain. — (AFP)

M. Jacques Toubon invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Jacques Toubon, ancien secrétaire général du RPR, sera l'hôte du *Grand Jury RTL-le Monde*, dimanche 4 juin, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Toubon, député RPR de Paris, membre du troisième arrondissement, répondra aux questions d'André Fumeron et de Robert Solé de *Monde*, et de Paul-Jacques Truffaut et de Paul Joly de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Merson-Rollé.

Le numéro du « Monde » daté 2 juin 1989 a été tiré à 530 567 exemplaires

FRENCH IN PROVENCE

Cours résidentiels de français. 38 leçons + repas et soirées en compagnie des professeurs = 66 heures de français pratique par semaine. A partir de 5 000 FF (pour la pension ***). A l'étranger, cours résidentiels d'anglais et d'espagnol. Tél. : 66 39 38 38. Télécopie : 66 39 37 20. SEVIAN, 27705 9350 PONT-ST-ESPRIT

TISSUS D'AMEUBLEMENT : LE TEST DES PRIX !

(On commente réaliser des économies se chiffrant à des centaines ou des milliers de francs...)
Noter les prix de beaux tissus actuels — Chintz, Jacquards, Toiles, etc. — dans des boutiques proposant des tissus « guifés ». Comparez ces prix avec les prix Rodin, pour des tissus similaires (et parfois identiques) en stock.
Vous serez stupéfait de constater des différences de prix souvent énormes. Des qualités et des dessins superbes, depuis 70 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Moquette Haut gamme moitié prix : Artirec

Quand il y a des rouleaux très entamés, Artirec vous fait moitié prix sur ses propres prix. Et même plus encore. Exemple d'une affaire sincèrement avantageuse : moquette pastel superbe haute mèche synthétique 69,50 F le m², offre valable au 18 Mai sauf épuisement. Artirec est agréé par la Fnac. 4, bd Bastille Paris 12^e. Tél. : 43 40 72 72. Métro Quai Rapée. Parking facile. Tissus 8 Impasse St-Sébastien. Tél. : 43 55 66 50.

A B C D E F G H

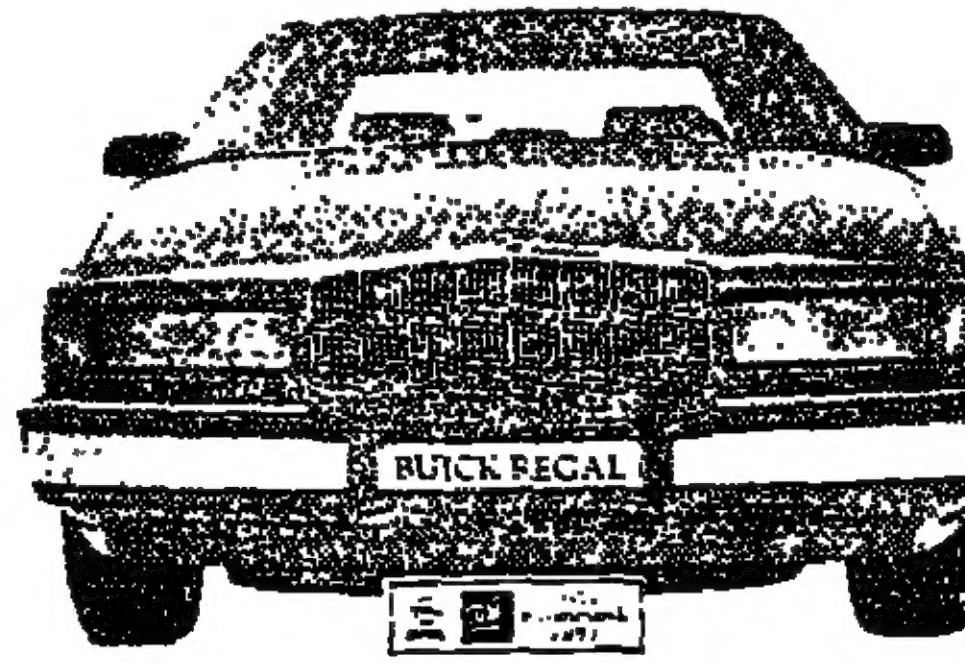
Avis SuperValue. Miami à 86 \$* la semaine, c'est mieux que Dallas!



*à titre indicatif : 550 FF au 12.05.89
Tarif catégorique X, HT, hors assurances optionnelles et essence. Sous réserve des disponibilités. Majoration possible en fonction de la saison et pour les conducteurs de moins de 25 ans.

Décidés à faire mille fois plus.

Où que vous alliez aux USA, vous allez vivre une vraie série américaine : grâce au forfait Avis SuperValue, vous pourrez choisir la voiture de vos vacances parmi un très grand choix de modèles, et parcourir autant de kilomètres qu'il vous plaira. Tout ceci à un prix garanti jusqu'à fin mars 1990 et payable en France. Avis SuperValue, c'est la formule simplissime pour les vacances à l'étranger.



مكتبة الامم المتحدة

Marchés financiers

La transaction la plus importante jamais réalisée à Wall Street

Carl Icahn cède la totalité de ses titres Texaco

En donnant une preuve définitive qu'il a cessé de s'intéresser à la compagnie pétrolière Texaco, M. Carl Icahn, président de TWA, restera longtemps dans les annales de Wall Street. Il a en effet réalisé, en cédant, le 1^{er} juin, les 42,32 millions d'actions Texaco qu'il détenait depuis l'an dernier, la plus grosse transaction jamais enregistrée sur la place new-yorkaise. En quelques minutes, trois courtiers — Shearman Lehman Hutton, Goldman Sachs et Salomon Brothers — ont acquis les titres pour le montant de 2,07 milliards de dollars (1,35 milliard de francs environ). Jusqu'à présent, la vente la plus importante à Wall Street avait porté sur quelque 500 millions de dollars de titres de la société Navistar International.

La cession des titres Texaco était prévue depuis le 29 janvier, date à laquelle le célèbre raider avait

signé un accord avec la direction de Texaco, s'engageant à ne pas tenter de racheter le groupe pendant une période de sept années. Cet accord mettait un terme à une bataille, d'abord boursière, puis juridique, lors de laquelle Carl Icahn avait acquis plus de 15 % du capital de Texaco, et cherché à prendre le contrôle de la société. La direction de Texaco avait finalement réussi à maintenir un conseil d'administration opposé à Carl Icahn. Mais elle avait dû entreprendre une restructuration importante de ses activités. Ce n'est pas pour autant que M. Icahn ne fera plus parler de lui. De nombreux observateurs estiment que sa vente de titres Texaco a été décidée pour lui permettre de tenter d'acquiescer le groupe sidérurgique et pétrolier USX. M. Icahn possède en effet déjà 11,4 % du capital d'USX.

La Bourse de Francfort remonte au niveau du 19 octobre 1987

La Bourse de Francfort a retrouvé et même légèrement dépassé, jeudi 1^{er} juin, son niveau atteint le soir du krach, le 19 octobre 1987. L'indice de la Commerzbank a clôturé la journée à 1 746,6 points, dépassant ainsi le seuil des 1 744,10 atteint le « lundi noir ». Toutefois, il doit encore s'apprécier de plus de 7 % pour effacer définitivement les traces de cette terrible secousse, revenant au-dessus des 1 876,60 points affichés le vendredi 16 octobre 1987.

La Bourse ouest-allemande suit les traces de la place londonienne, revenue à son niveau du krach le 3 février dernier, mais qui n'a toujours pas effacé ses pertes, les indices FT n'étant pas revenus à leur niveau d'avant la crise. Jusqu'à présent, sur quatre grandes places internationales seulement, les indices ont réussi à dépasser leur seuil d'avant krach. Il s'agit de Bruxelles, Tokyo, Paris dès 1988, et plus récemment, le 24 janvier dernier, New-York.

EN BREF

● **SNCF** : hausse des tarifs voyageurs grandes lignes. — Les tarifs voyageurs grandes lignes de la SNCF vont être relevés de 2,7 % en moyenne, à compter du 15 juin. Cette augmentation, la première depuis plus d'un an, ne sera pas appliquée de façon uniforme. La SNCF entend, en effet, moduler ses tarifs voyageurs en fonction des distances, des produits, des services et de leur fréquence d'utilisation. La SNCF annonce même une légère baisse au-delà de 900 km. Les tickets de quel sont définitivement supprimés.

● **Plainte en diffamation du ministre des transports dans l'affaire de la catastrophe d'Habsheim.** — La direction gé-

rale de l'aviation civile a reçu le feu vert du ministre de l'équipement, des transports et de la mer pour porter plainte pour diffamation contre les personnes ayant affirmé, à l'antenne ou dans certains organes de presse, que les « boîtes noires » de l'Airbus A-320, tombé le 26 juin à Habsheim (Haut-Rhin), avaient été « trafiquées » avant d'être remises à la justice. Cette procédure judiciaire devrait viser notamment M. Michel Asseline, commandant de bord de l'avion où trois personnes avaient trouvé la mort. En effet, celui-ci a, dans plusieurs interviews, laissé entendre que l'affaire était un peu louche.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL RAFFAINEUR MULTIMILLES 350 T/I (DAKAR — SÉNÉGAL)

Financement : BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT
La Société nationale de commercialisation des oléagineux du Sénégal (SONACOS) lance un appel d'offres pour la fourniture et le montage d'une unité de raffinage de 350 t/i destinée à son établissement industriel de Dakar.
Le candidat comprend 4 lots pouvant faire l'objet de soumissions séparées :
Lot n° 1 : Le bâtiment — Lot n° 2 : Équipements de Process
Lot n° 3 : Séparateur Autodéboursoir — Lot n° 4 : Stockage
Les entreprises intéressées peuvent retirer le Cahier des Charges contre le versement d'un montant de 900 FF (ou 45 000 F CFA) auprès du secrétaire du président-directeur général de la SONACOS — 32, rue du D Calmette, DAKAR — SÉNÉGAL.
Tél. 25-10-02 ; Tél. 91418 ou 91495 RG ; Télécopie 23-89-05.
Les offres devront être déposées avant le 28 juin 1989.
Les adjudications ne seront effectuées qu'après accord de la Banque Islamique de Développement.
A. DOP, P. SONACOS.

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES n° 68 juin EN KIOSQUE EUROPE SOCIALE Delors s'explique 17 F

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



L'assemblée générale des actionnaires de la Banque Chaux s'est réunie le 29 mai 1989 et a approuvé les comptes de l'exercice 1988 faisant ressortir un résultat net de 28 369 517,29 F, ainsi que la mise en paiement d'un dividende de 14 millions de francs, soit 14 F par action à comparer à 12,50 F en 1988, à compter du 1^{er} juillet 1989.
L'assemblée a, en outre, renouvelé dans son intégralité et pour six ans les mandats des administrateurs élus par les actionnaires.
A l'issue de l'assemblée, le conseil d'administration s'est réuni sous la présidence de M. Gabriel Pallez, président d'honneur du CCF, et a reconduit M. Habib-Delecluse à la présidence de la banque.

NEW-YORK, 1^{er} juin

Bien orienté

Pour la deuxième fois de suite, Wall Street a refait la barre des 2 500 points. D'ailleurs, il est revenu en deçà, mais contrairement à la veille, il a conservé une partie non négligeable du terrain initialement gagné. À la clôture, l'indice des industriels s'élevait à 2 490,63, soit à 10,49 points au-dessus du niveau précédent.

Le bilan de la journée a été à la hauteur de ce résultat. Sur 1 962 valeurs traitées, 868 ont progressé, 582 ont baissé et 512 n'ont pas varié.

D'après les analystes, le marché semble avoir anticipé de bons chiffres pour l'emploi en mai que le bureau du travail doit publier ce vendredi à Washington. Il s'agit là en effet d'un indicateur clé très significatif de l'état de l'économie américaine.

Autour du « Big Board », les professionnels se disputent la perspective d'échapper tant à la surchauffe qu'à la récession. Confiance excessive ou indifférence ?

L'activité s'est accrue avec l'échec de 223,16 millions de titres (contre 162,5 millions), dont 42,83 millions de Texaco (voir ci-dessus) vendus par trois « brokers » en fin de séance à 49 dollars pour le compte de Carl C. Icahn, « raider » bien connu. Il s'agit là de la plus importante transaction de bourse enregistrée dans toute l'histoire de Wall Street.

VALEURS	Cours de 31 mai	Cours du 1 ^{er} juin
Alcoa	84 3/4	85 3/8
A.T.T.	38 1/2	38 5/8
Banque	80 3/8	80 3/8
Chemical Bank	80 3/8	81 1/2
Du Pont de Nemours	110 1/4	111
Eastman Kodak	44 3/4	45 5/8
Exxon	41 1/8	41 1/4
Ford	48 3/4	48 3/8
General Electric	54 3/4	55 1/8
General Motors	51 1/8	51 3/8
IBM	109 5/8	110
J.P. Morgan	60	60
McDonald	51 1/2	51 5/8
Pepsi	81	81
Schering	39 3/8	39 3/4
Texaco	51 1/4	49 1/4
U.S. Corp. et Aléxis	122 5/8	122 1/2
Union Carbide	44 1/4	44 1/4
U.S.S.	34 7/8	35
Westinghouse	33	33
Yankee Corp.	63 3/4	63 3/4

LONDRES, 1^{er} juin

Inquiétude

Pour la troisième fois consécutive, le recul s'est poursuivi au Stock Exchange, la menace d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt britanniques assombrissant toujours le marché. L'indice Footsie des valeurs a terminé en recul de 11 points à 2 103,4 points. Quelque 512 millions de titres ont été échangés contre 536 millions la veille. Jeudi, les investisseurs n'ont pas été réellement soulagés de voir que la Bundesbank maintenait en état sa politique monétaire. L'excès de confiance dans la séance s'est momentanément transformé sous la barre des 2 100 pour la première fois depuis un mois, suite aux déclarations du chancelier de l'Échiquier, M. Nigel Lawson. Ce dernier a en effet réaffirmé sa volonté de lutter contre l'inflation laissant entrevoir une possible hausse des taux britanniques. Aux magasins, Strasbourg s'est réouvert après l'annonce de la chute de ses bénéfices annuels. Gateway est demeuré inchangé en dépit de rumeurs sur une offre rivalisant de supériorité avec celle de British Telecom. Les bénéfices de British Telecom ont été, mais dans le même secteur, Rascal s'est apprécié après des recommandations de l'achat de courtiers. Les mines d'or se sont dépréciées ainsi que la plupart des fonds d'Etat.

FAITS ET RÉSULTATS

● **Hapag-Lloyd** : 2 milliards de deutschemarks d'investissements. — Le groupe d'Allemagne fédérale Hapag-Lloyd (transport maritime, tourisme, lignes aériennes charter) a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 3 milliards de deutschemarks (11,5 milliards de francs) en augmentation de 4 % par rapport à 1987. Le secteur maritime (transport par navires porte-conteneurs) représente 63 % des activités du groupe. En 1988, le bénéfice net a nettement diminué (41 millions de deutschemarks contre 71 en 1987) à cause d'annulations de commandes de navires et des investissements fiscaux exceptionnels sur les navires et les avions. L'ensemble du programme d'investissement sur la période 1989-1992 représente une somme de 2 milliards de deutschemarks.

● **MATIF-OMF** : plus de 1 000 contrats traités lors du lancement du BTAN cinq ans. — Jeudi 1^{er} juin, MATIF SA et OMF, les deux marchés à terme d'instruments financiers français, ont lancé conjointement un nouveau contrat le BTAN cinq ans (bon du Trésor annuel normalisé) permettant aux gestionnaires de trésorerie d'étendre leur possibilité de couverture à moyen terme sur les risques liés aux taux d'intérêt. Pour son premier jour de lancement, plus de 1 000 contrats ont été traités, représentant ensemble une valeur supérieure au milliard de francs. Une trentaine d'adhérents sur les treize inscrits ont participé aux transactions sur ce marché dont OMF assure l'orientation et MATIF SA gère les mouvements financiers (appel de marge et dépôt de garantie).

● **NTT** : baisse de 5,2 % du bénéfice. — Le géant japonais des télécommunications Nippon Telegraph and Telephone Corporation (NTT) a enregistré une chute de

5,2 % de son bénéfice net non consolidé à 230 milliards de yens (11,4 milliards de francs) pour l'exercice achevé le 31 mars dernier. Le chiffre d'affaires a également reculé, de 0,2 %, à 5 630 milliards de yens (270 milliards de francs). Pour l'exercice en cours, NTT prévoit encore des résultats en baisse avec un chiffre d'affaires à 5 620 milliards de yens (268 milliards de francs) et un bénéfice net consolidé de 223 milliards de yens (10,7 milliards de francs). NTT souffre de la réduction de ses tarifs sur les communications longue distance.

● **Chargeurs SA** : dividende en hausse. — Le groupe Chargeurs SA (transport aérien, croisières, textile) versera au titre de l'exercice 1988 un dividende de 21 F, soit fiscal compris, contre 18 F l'année précédente, à l'indiqué le 1^{er} juin la groupe dans un communiqué. Chargeurs précise par ailleurs que les quatre premiers mois de l'exercice 1989 se sont déroulés « dans une conjonction favorable » pour les sociétés du groupe. En 1989, le groupe bénéficiera de la plus-value de 700 millions de francs réalisée sur la vente de Spontex (éponge) à Hutchinson (groupe Total) et de la hausse du dollar. La division tissus doit le chiffre d'affaires atteindre 3 milliards de francs, restera déficitaire en 1989 mais ses résultats devraient s'améliorer rapidement à partir de 1990 », précise Chargeurs. Le groupe présidé par M. Jérôme Seydoux avait enregistré en 1988 un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 913 millions de francs, en hausse de 37,5 % sur 1987, pour un chiffre d'affaires consolidé de 15,57 milliards de francs, en progression de 45 %.

PARIS, 2^{ème} juin

Raffermissement

Asses indécise ces derniers jours sur l'attitude à prendre, la Bourse de Paris s'est nettement raffermie, à la veille du week-end. À l'ouverture, pourtant, l'affirmation était au rendez-vous (- 0,02 %). Mais, progressivement, comme durant les précédentes séances, le marché a regagné du terrain. Vers midi, l'indiceur instantané enregistrait une avance de 0,25 %. Dans l'après-midi, il s'élevait à 0,46 % au-dessus de son précédent niveau.

La veille, le marché avait effectivement perflué l'impression de la Bundesbank, en matière de taux. Cette fois, selon les professionnels, à l'instar de Wall Street, il table sur une légère réduction du chômage américain (5,2 %, contre 5,3 %, selon les prévisions), avec un maximum de 210 000 emplois créés, autrement dit, sur des chiffres qui ne réduiraient pas une surchauffe mais pas une récession non plus. « Touche pas à mes taux, pas trop non plus au chômage », dit un analyste.

Sur le parquet, les professionnels se déclarent généralement satisfaits du comportement de la Bourse, qui continue de s'effirmer avec des plus hauts niveaux, dans une ambiance relativement active (en moyenne 2 milliards de francs de transactions par jour sur les valeurs françaises).

Le danger d'un relèvement du loyer de l'argent en France s'éloigne, il est vrai.

Le marché obligataire et le MATIF ont traduit le phénomène en montant légèrement, ce qui a contribué à encourager les initiatives d'achat. Les spécialistes signalent même 1 une demande, sinon échauffée, du moins « intéressante » en provenance de l'étranger.

Ajoutons que la baisse du dollar a contribué à favoriser des courants d'achat. Peut-être se propose-t-il de voir ses titres par deux. D'autre part, l'eurotunnel, qui avait baissé jeudi sur des rumeurs selon lesquelles les travaux seraient arrêtés du côté français, est remonté après démenti.

TOKYO, 2^{ème} juin

Nouveau recul

La semaine s'est achevée à la Bourse de Tokyo sur une nouvelle et sensible baisse des cours. Une fois encore, la séance s'est ouverte sur une note plutôt optimiste. Mais la tendance devait basculer ensuite. En fin de matinée, le Nikkei perdait déjà 90,81 points. À la clôture, il s'élevait à 33 667,42, soit 313,93 points (- 0,92 %) en dessous du seuil précédent. La baisse pour la semaine atteint 1,53 %.

Selon les professionnels, les investisseurs, qui attendent comme toujours les chiffres de l'emploi aux États-Unis pour leur publication ce jour à 14 h 30, n'ont pas voulu prendre le moindre risque. Beaucoup ont donc procédé aux dégellements de précaution d'usage. L'activité, cependant, est restée modérée avec quelques 1,4 milliard de titres échangés contre 1,6 milliard la veille.

Net recul des transports maritimes, des bus, des chemins de fer, des pétroles et des constructions. Avance des supermarchés, des services publics et des grands magasins.

VALEURS	Cours de 1 ^{er} juin	Cours du 2 ^{ème} juin
Alfa	849	840
Banque	1 880	1 880
Canon	1 880	1 880
Fuji Bank	3 330	3 320
Honda	1 720	1 720
Mitsubishi Bank	2 330	2 340
Mitsubishi Heavy	1 170	1 180
Sany Corp.	750	760
Toshiba	2 770	2 740

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amstel & Anselme	411	411	La 1 ^{ère} Bourse de Paris	375	375
Amstel	228	228	La 2 ^{ème} Bourse de Paris	280	280
B.A.C.	277 50	277 50	La 3 ^{ème} Bourse de Paris	188	188
B. Damschley & Associés	600	600	La 4 ^{ème} Bourse de Paris	288	288
B.L.M.	585	585	La 5 ^{ème} Bourse de Paris	214	214
B.L.P.	768	768	La 6 ^{ème} Bourse de Paris	172 80	172 80
Bolton	625	625	La 7 ^{ème} Bourse de Paris	19 30	19 30
Bolton Technologies	936	936	La 8 ^{ème} Bourse de Paris	846	846
Bolton-Lyon	286	286	La 9 ^{ème} Bourse de Paris	287	287
Bolton de Lyon	1846	1846	La 10 ^{ème} Bourse de Paris	1025	1025
Bolton	835	835	La 11 ^{ème} Bourse de Paris	185	185
Bolton	840	840	La 12 ^{ème} Bourse de Paris	405	405
Bolton	889	889	La 13 ^{ème} Bourse de Paris	802	802
Bolton	1032	1032	La 14 ^{ème} Bourse de Paris	534	534
Bolton	1032	1032	La 15 ^{ème} Bourse de Paris	55	55
Bolton	1032	1032	La 16 ^{ème} Bourse de Paris	531	531
Bolton	1032	1032	La 17 ^{ème} Bourse de Paris	531	531
Bolton	1032	1032	La 18 ^{ème} Bourse de Paris	531	531
Bolton	1032	1032	La 19 ^{ème} Bourse de Paris	531	531
Bolton	1032	1032	La 20 ^{ème} Bourse de Paris	531	531
Bolton	1032	1032	La 21 ^{ème} Bourse de Paris	531	531
Bolton	1032	1032	La 22 ^{ème} Bourse de Paris	531	531
Bolton	1032	1032	La 23 ^{ème} Bourse de Paris	531	531
Bolton	1032	1032	La 24 ^{ème} Bourse de Paris	531	531
Bolton	1032	1032	La 25 ^{ème} Bourse de Paris	531	531
Bolton	1032	1032	La 26 ^{ème} Bourse de Paris	531	531
Bolton	1032	1032	La 27 ^{ème} Bourse de Paris	531	531
Bolton	1032	1032	La 28 ^{ème} Bourse de Paris	531	531
Bolton	1032	1032	La 29 ^{ème} Bourse de Paris	531	531
Bolton	1032	1032	La 30 ^{ème} Bourse de Paris	531	531

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 1^{er} juin 1989

Nombre de contrats : 13 574.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		1 ^{er} juin	2 ^{ème} juin	1 ^{er} juin	2 ^{ème} juin
Amstel	400	74,50	80	—	—
Amstel	440	8,50	17,50	12,50	21
Amstel	480	37,50	37	—	19
Amstel	90	25	26	0,30	1,50
Amstel	1700	4	31,50	—	—
Amstel	180	—	26	—	3,60
Amstel	1500	5	34	—	—
Amstel	480	17,50	35	3,50	10
Amstel	1700	41	91	50	86
Amstel	600	30	44,50	5	20
Amstel	480	15	34	10	—
Amstel	280	28	32	0,90	5

MATIF

Notional 10 % — Cotation en pourcentage du 1^{er} juin 1989

Nombre de contrats : 49 515.

COURS	ÉCHÉANCES		
	1 ^{er} juin	2 ^{ème} juin	3 ^{ème} juin
Dernier	106,62	106,54	106,12
Précédent	106,52	106,38	106
Options sur notional			
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE
	Sept. 89	Déc. 89	Sept. 89
106	1,28	1,58	0,79

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,6870 F

La légère baisse du dollar entamée depuis quelques jours se poursuivait le 2^{ème} juin dans la matinée, la devise américaine s'échangeant à 6,6870 F environ contre 6,7420 F la veille à la cotation officielle. Les marchés ont penché à la décision de la Bundesbank de maintenir ses taux directeurs inchangés. Les opérations attendaient la publication, vendredi après-midi, des statistiques américaines du chômage en mai.

FRANCFORT 1^{er} juin 2^{ème} juin

Dollar (en DM) 1,9635 1,9710

Tokyo 1^{er} juin 2^{ème} juin

Dollar (en yens) 142,52 141,89

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (2^{ème} juin) 10/1431/74%New-York (1^{er} juin) 11/1647/75%

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)

31 mai 1^{er} juin

Valeurs françaises 113,5 114

Valeurs étrangères 112,6 113

(SIF, base 100: 31-12-81)

Indice général CAC 475,9 471,7

(SIF, base 100: 31-12-81)

Indice CAC 40 1 728,65 1 738,82

(OMF, base 100: 31-12-81)

Indice OMF 50 493,25 496,82

NEW-YORK (Indices Dow Jones)

Industrielles 2 486,14 2 486,43

Londres (Indice Financial Times)

Industrielles 1 755,7 1 745,6

Mines d'or 173,5 171,5

Fonds d'Etat 85,43 84,88

TOKYO

1^{er} juin 2^{ème} juin

Nikkei Dow Jones 33 881,35 33 667,42

Indice général 2 581,21 2 581,36

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	+ base	+ base	Rep. + ou déq.	Rep. + ou déq.	Rep. + ou déq.	Rep. + ou déq.
S.E.U.	6,6780	6,6810	- 62	- 47	- 110	- 85
Y (can.)	5,5694	5,5675	- 195	- 155	- 377	- 329
Y (can.)	4,7678	4,7675	- 45	- 157	- 290	- 322
DE	3,3908	3,3908	- 45	- 144	- 96	- 140
Flora	3,0801	3,0180	- 37	- 48	- 75	- 92
FE (100)	14,1852	14,2683	+ 26	+ 92	+ 177	+ 267
FE	9,9588	9,9588	- 32	- 79	- 122	- 272
L (1 000)	4,6748	4,6302	- 180	- 147	- 328	- 285
S	10,9446	10,9951	- 459	- 415	- 928	- 855

BOURSE DU 2 JUIN

[illegible]

Comptant (selection)

SICAV (selection)

1/6

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Emission Prix Ind.	Rachet net	VALEURS	Emission Prix Ind.	Rachet net	VALEURS	Emission Prix Ind.	Rachet net
Obligations			Étrangers			Étrangers			Étrangers			Étrangers			Étrangers			Étrangers		
Emp. 5,80 % 77	125 40	0 281	C.I.C. France del. C.I. Méditerranée	1167	1050 0	Lucie	1326	101	Victor	1300	137 50	A.A. Act.	1011 76	987 05	France Obligat.	450 21	446 76	Parabank Rente	179 30	169 59
5,80 % 78/79	101 35	0 728	Chenab del.	1060 0	0	Medbank del.	101	101	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Powert	812 42	782 45
5,80 % 79/80	101 35	0 728	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 80/81	105 25	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 82/83	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 84/85	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 86/87	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 88/89	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 90/91	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 92/93	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 94/95	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 96/97	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 98/99	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 00/01	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 02/03	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 04/05	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 06/07	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 08/09	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 10/11	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 12/13	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 14/15	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 16/17	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 18/19	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 20/21	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 22/23	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 24/25	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 26/27	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 28/29	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 30/31	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 32/33	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 34/35	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 36/37	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 38/39	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 40/41	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 42/43	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 44/45	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 46/47	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 48/49	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 50/51	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 52/53	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 54/55	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 56/57	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 58/59	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 60/61	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 62/63	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 64/65	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 66/67	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 68/69	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 70/71	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 72/73	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 74/75	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 76/77	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 78/79	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 80/81	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25 % 82/83	104 12	0 214	Chenab del.	1060 0	0	Magnolia del.	138 80	80	Wolff	424 57	101	Act. Fran.	224 17	228 17	France	47 57	456 19	Parabank Rente	179 30	169 59
12,25																				

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

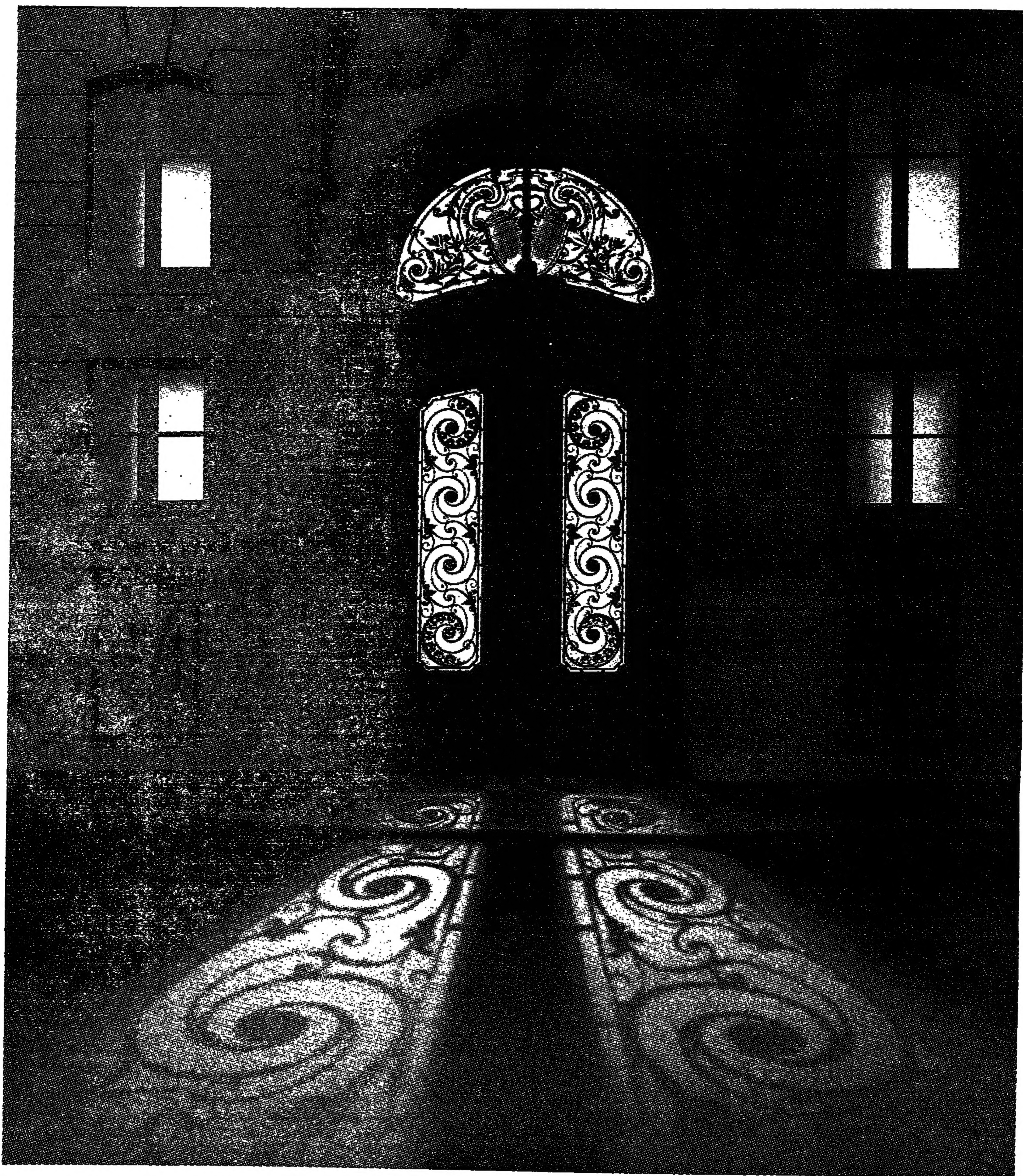
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ☆ : marché continu

هكذا امسه الاصل

36 Le Monde • Samedi 3 juin 1989 •

*Madame, Monsieur,
Il est toujours 4 heures de l'après-midi quelque part.*



*Paris, Tokyo, Londres, New York, Hong-Kong:
notre champ d'action est à l'échelle du monde.
Présent dans plus de 50 pays, opérant sur tous les
marchés, multipliant les alliances, Paribas est
l'une des grandes institutions bancaires et finan-
cières internationales. Il y a toujours quelque part
une porte de Paribas grande ouverte sur le monde.*

PARIBAS



Paribas Actionnariat, 3 rue d'Antin 75002 Paris • Tél. : (1) 42 98 17 88 • Minitel : 36 15 Eco A2.